

Stratégies de gestion de l'information et de la communication au sein des organisations paysannes faîtières

Compte rendu d'un séminaire organisé par le CTA

Proceedings of a CTA seminar on 'Information and communication management strategies in federations of farmers' organisations'

Douala, Cameroun, 10-14 décembre 2001



Stratégies de gestion de l'information
et de la communication au sein
des organisations paysannes faîtières

Information and communication management
strategies in federations of farmers' organisations

Stratégies de gestion de l'information et de la communication au sein des organisations paysannes faîtières

Compte rendu d'un séminaire organisé par le CTA

Proceedings of a CTA seminar on 'Information and communication
management strategies in federations of farmers' organisations'

Douala, Cameroun, 10-14 décembre 2001

Le Centre technique de coopération agricole et rurale (CTA) a été créé en 1983 dans le cadre de la Convention de Lomé entre les États du groupe ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique) et les pays membres de l'Union européenne. Depuis 2000, le CTA exerce ses activités dans le cadre de l'Accord de Cotonou ACP-CE. Le CTA a pour mission de développer et de fournir des services qui améliorent l'accès des pays ACP à l'information pour le développement agricole et rural, et de renforcer les capacités de ces pays à produire, acquérir, échanger et exploiter l'information dans ce domaine. Les programmes du CTA sont articulés sur quatre axes principaux : l'élaboration des stratégies de gestion de l'information et de partenariat nécessaires à la formulation et à la mise en œuvre des politiques, l'encouragement des contacts et des échanges d'expérience, la fourniture d'informations sur demande aux partenaires ACP et le renforcement de leurs capacités en information et communication.

The Technical Centre for Agricultural and Rural Cooperation (CTA) was established in 1983 under the Lomé Convention between the ACP (African, Caribbean and Pacific) Group of States and the European Union Member States. Since 2000, it has operated within the framework of the ACP-EC Cotonou Agreement. CTA's tasks are to develop and provide services that improve access to information for agricultural and rural development, and to strengthen the capacity of ACP countries to produce, acquire, exchange and utilise information in this area. CTA's programmes are organised around four principal themes: developing information management and partnership strategies needed for policy formulation and implementation; promoting contact and exchange of experience; providing ACP partners with information on demand; and strengthening their information and communication capacities.

© CTA 2002

ISBN 92 9081 2613

Édition:

Centre technique de coopération agricole et rurale (CTA)

Agro Business Park 2, 6708 PW Wageningen (Pays-Bas)

Tél. (31) 317 467100; fax (31) 317 4670067; e-mail cta@cta.int; Site Web du CTA <http://www.cta.int>

Réalisation:

Sayce Publishing, Londres (Royaume-Uni)

Impression:

Ebenezer Baylis, The Trinity Press, Worcester (Royaume-Uni)

Table de matières / Contents

Avant-propos / Foreword	1
Résumé exécutif / Executive summary	3
Cérémonie d'ouverture/ Opening ceremony	27
Allocation d'ouverture	27
<i>Son Excellence Zacharie Perevet, Ministre de l'Agriculture du Cameroun</i>	
Allocation d'ouverture	29
<i>T.M. Narain, Représentant du Directeur du CTA, Carl B. Greenidge</i>	
Opening remarks	32
<i>T.M. Narain, on behalf of the Director of CA, Carl B. Greenidge</i>	

LES EXPOSÉS DU SÉMINAIRE / SEMINAR PRESENTATIONS

PREMIÈRE PARTIE / PART 1

Exposés d'ordre général pour situer le rôle des organisations paysannes faitières (OPF) dans les politiques de développement en Afrique subsaharienne, et sur les expériences des différents acteurs en matière de stratégie de communication dans les OPF

Papers on the role of federations of farmers' organisations (FFOs) in national and regional agricultural and rural development policies in sub-Saharan Africa, and on the experiences of FFOs in communication strategies

1.1	Rôles des organisations paysannes faitières dans les politiques nationales et régionales de développement agricole et rural dans les pays africains au Sud du Sahara <i>Marie-Rose Mercoiret</i>	37
1.2	Conclusions de l'étude préparatoire CTA 2001 sur les pratiques de gestion de l'information et de la communication au sein des organisations paysannes faitières <i>René Segbenou</i>	57
1.3	Expérience de l'Inades-Formation en matière d'appui à l'amélioration des stratégies de communication au sein des organisations paysannes faitières <i>Ibrahim Ouédraogo</i>	64
1.4	Le Projet PGPA : apporter des appuis à la mise en œuvre des stratégies de l'information et de communication libératrices des énergies <i>Prosper Ngoma</i>	84
1.5	Expérience de la FENOP en matière d'amélioration des stratégies de communication des OP <i>Paul Ouédraogo</i>	91

1.6	Improving training and communication between farmers' groups and facilitating local networks: the MVIWATA experience in internal communication <i>J. Shekilango, M. Nyanzali, and P. Maumba</i>	100
-----	--	-----

DEUXIÈME PARTIE / PART 2

Exposés d'enrichissement théorique sur les thématiques de gestion de l'information et de la communication des organisations paysannes faitières

Papers on theoretical issues relating to information and communication management in FFOs

2.1	Accès à l'information stratégique pour le renforcement des capacités des paysans dans le processus de développement <i>Fadel Diamé</i>	109
2.2	Organisations paysannes et système de communication sociale : comment établir un lien efficace entre les deux <i>Bernard Njonga</i>	119
2.3	The role of support structures in strategies for farmer organisation federations <i>Mutizwa Mukute</i>	137
2.4	Pour une appropriation des nouvelles technologies de l'information et de la communication par les organisations paysannes faitières <i>Gilles Mersadier</i>	154

RAPPORTS DES GROUPES DE TRAVAIL / WORKING GROUP REPORTS

1	Rapports sur l'échange d'expériences / Reports on the exchange of experiences	173
	Consignes pour les groupes de travail / Guidelines for the working groups	173
	Report of Working Group 1	174
	Report of Working Group 2	175
	Rapport du groupe de travail 3	177
	Rapport du groupe de travail 4	179
2	Rapports sur les stratégies / Reports on strategies	182
	Consignes pour les groupes de travail / Guidelines for the working groups	182
	Report of Working Group 1	183
	Report of Working Group 2	185
	Rapport du groupe de travail 3	188

ANNEXES

Annexe 1	Programme du séminaire / Seminar programme	195
Annexe 2	Liste des participants / List of participants	201
Annexe 3	L'évaluation du séminaire / Evaluation of the seminar	207
Annexe 4	Acronymes et abréviations / Acronyms and abbreviations	215

Avant-propos

Dans le contexte actuel de la mondialisation, de la libéralisation économique et de l'évolution rapide des nouvelles technologies de l'information et de communication, les organisations de producteurs se trouvent investies de missions nouvelles et de responsabilités importantes face à la rapidité des mutations politiques, économiques et sociales. Ces organisations sont tenues d'améliorer la circulation et l'échange d'informations entre leurs différentes instances, ainsi qu'avec les organisations de base. Elles doivent aussi renforcer leur pouvoir de négociation et de communication vers l'extérieur, notamment avec les bailleurs de fonds, les partenaires de coopération et l'État, et se regrouper au niveau sous-régional et international pour peser sur les débats et les prises de décision multilatérales.

Les principaux objectifs de ce séminaire, organisé par le CTA en collaboration avec le ministère de l'agriculture du Cameroun et le Service d'appui aux initiatives locales de développement (SAILD), étaient de contribuer à la réflexion sur cette problématique particulièrement complexe pour les organisations paysannes faitières (OPF). Le séminaire visait notamment à analyser les pratiques actuelles de gestion de l'information et de la communication dans les OPF, à déterminer les stratégies de gestion de l'information et de la communication et, enfin, à identifier les forces et les faiblesses en vue de définir les domaines prioritaires et préciser le rôle des parties prenantes dans la mise en œuvre de ces stratégies.

Ces actes rassemblent les principaux exposés présentés au séminaire et les rapports des groupes de travail. Pour être efficaces, les stratégies de communication doivent tenir compte du type d'organisation adopté par les OPF : telle est la conclusion principale du séminaire. Les actions à entreprendre doivent privilégier le renforcement des capacités à travers des programmes de formation, des visites d'échange et des appuis techniques. Il convient de distinguer deux niveaux de communication : la communication interne, qui doit favoriser la prise de décision collective et la transmission des messages, et la communication externe, qui a notamment pour défi d'améliorer la communication entre les OPF et les autres acteurs. L'exploitation des nouvelles technologies de l'information et de la communication doit s'intégrer dans un ensemble plus vaste des services de communication disponibles et contribuer à une gestion plus efficace des outils d'information et de communication plus classiques.

Nous espérons que les informations recueillies durant le séminaire et les échanges d'expériences seront mis à profit par les organisations paysannes, mais aussi par les autres structures d'appui, et permettront ainsi à tous ces acteurs de jouer pleinement leur rôle dans le développement agricole et rural des pays ACP.

Le CTA remercie vivement le pays et les institutions hôtes, les auteurs des exposés de cadrage et des études de cas, ainsi que l'ensemble des participants, pour leur contribution active, qui a été déterminante dans le succès de cette rencontre. Nous sommes particulièrement redevables à tous les membres du comité de pilotage international dont les suggestions et les conseils se sont avérés très précieux pour la définition des thèmes.



Carl B. Greenidge
Directeur du CTA

Foreword

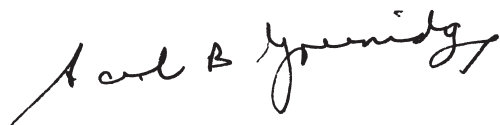
In the current context of globalisation and the deregulation of trade, accompanied by the growth of new information and communication technologies (ICTs), farmer organisations are finding themselves faced with new tasks and responsibilities at a time of rapid political, economic and social change. It is essential that they improve the flow and exchange of information in their organisational structures, between them and other agencies and with grassroots organisations. They also need to develop their negotiating and communicating skills with third parties, particularly sponsors, development partners and the government, and they need to promote cooperation at the regional and international levels in order to have more influence in multilateral debates and decision-making.

The main objectives of this seminar, organised by CTA in collaboration with Cameroon's Ministry of Agriculture and the Service d'appui aux initiatives locales de développement (SAILD), were to contribute to the debate on this complex issue, specifically through federations of farmers' organisations (FFOs). The seminar set out, in particular, to analyse current information and communication management (ICM) practices in FFOs; to define and identify ICM strategies; and to highlight strengths and weaknesses so as to identify priority areas for action and map out roles for the different actors in implementing proposed strategies.

These proceedings contain the main papers presented at the seminar and the reports of the working groups. The main conclusion from the seminar was that, in order to be effective, the communication strategies to be promoted need to take account of the structure of FFOs. The action taken should focus on capacity building through training, exchange trips and technical support. A distinction has to be made between two different levels of communication: internal communication, which should facilitate collective decision-making and the transmission of messages, and external communication, where the greatest challenge is to improve communication between the other actors and FFOs. The use of new ICTs should have its place within a wider set of communication channels available and should help to improve and consolidate more conventional management of information and communication tools.

We hope that the information gathered and the exchanges that took place during the seminar will be of practical use, not only to the farmers' organisations themselves but also to the support structures, so that all these actors will be encouraged to play a full part in agricultural and rural development in ACP countries.

CTA would like to thank the host country and institutions, the keynote speakers and case study presenters and everyone else involved for their contribution, which helped make this event a success. We are especially grateful to all the members of the international steering committee for their suggestions and guidance with regard to the choice of seminar topics.



Carl B. Greenidge
Director, CTA

Resumé exécutif

Depuis mai 2000, le Centre technique de coopération agricole et rurale ACP-UE (CTA) a initié un processus d'élaboration de son plan stratégique pour la période 2001-2005. Le plan stratégique, dont les réflexions ont été notamment alimentées par les conclusions et recommandations du séminaire de Paris sur « l'information pour le développement agricole et rural dans les pays ACP », assigne pour rôle principal au CTA d'aider les acteurs ruraux à définir et mettre en œuvre par eux-mêmes leurs propres stratégies de gestion de l'information et de la communication. C'est dans ce processus que le CTA, sous le haut patronage du ministère de l'agriculture du Cameroun et avec la collaboration du Service d'appui aux initiatives locales de développement (SAILD), a organisé le présent séminaire.

L'objectif global de ce séminaire était de contribuer à renforcer le rôle des organisations paysannes faitières (OPF) et des producteurs dans le processus de développement. L'objectif spécifique était de proposer des stratégies de renforcement des capacités de ces organisations pour la gestion de l'information et de la communication en leur sein.

Le séminaire visait à obtenir cinq résultats concrets :

- décrire et analyser les pratiques actuelles de gestion de l'information et de la communication au sein des OPF ;
- identifier et analyser les points forts, les points faibles, les opportunités et les potentialités des pratiques actuelles des OPF ;
- recenser les domaines prioritaires et les stratégies nécessaires au renforcement des capacités de gestion de l'information et de la communication des OPF ;
- définir le rôle des structures d'appui dans les stratégies déterminées ;
- déterminer le rôle du CTA dans les stratégies définies.

Le séminaire s'est déroulé en séances plénières (sous forme d'exposés-débats) et en groupes de travail en quatre temps forts :

- environnement général des OPF : leur rôle dans les politiques de développement, l'importance du séminaire par rapport au mandat du CTA et à son plan stratégique 2001-2005 ;
- partage des expériences en matière de stratégie de communication au sein des OPF ;
- enrichissement théorique sur les thématiques de gestion de l'information et de la communication des OPF ;
- propositions de stratégie.

Soixante-dix participants originaires de 16 pays africains, de l'Union européenne et plusieurs organisations régionales et internationales ont participé au séminaire.

Cérémonies d'ouverture du séminaire

L'inauguration officielle du séminaire a été faite par Son Excellence Monsieur Zacharie Perevet, ministre de l'agriculture du Cameroun. Dans son discours, le ministre a insisté sur le rôle que les organisations paysannes

(OP) sont appelées à jouer dans la définition et la mise en place des politiques de développement. « La participation des paysans agriculteurs à la définition des stratégies de développement en tant que partenaires et acteurs à part entière du développement est effective et incontournable » a dit en substance le ministre, qui a souhaité que les contributions des participants permettent de faire des propositions qui puissent contribuer à modifier favorablement le rapport de force entre les organisations paysannes et les autres partenaires.

Monsieur Carl Greenidge, directeur du CTA, était représenté par Monsieur Narain. Dans son discours, ce dernier a adressé ses remerciements au pays hôte, qui a accepté d'accueillir le séminaire, le ministre de l'agriculture, qui a ouvert le séminaire, ainsi que les participants.

L'environnement général des OPF et le rôle du CTA

Deux exposés de cadrage, suivis de débats, ont été présentés respectivement par Madame Marie-Rose Mercoiret du Centre de coopération international en recherche agronomique pour le développement (CIRAD) qui a parlé du rôle des OPF dans les politiques nationales et régionales de développement agricole et rural dans les pays au sud du Sahara, et par Monsieur Narain, représentant du directeur du CTA, qui a évoqué le mandat du CTA et les orientations de son plan stratégique 2001–2005, qui fait actuellement l'objet d'un examen par les instances de tutelle du CTA à Bruxelles.

L'évolution historique des politiques agricoles et des OPF montre que les politiques agricoles mises en place dans les pays africains par suite de l'ajustement structurel imposé par les grandes institutions internationales de financement recelaient beaucoup de similitudes :

- des objectifs et priorités largement convergents ;
- des difficultés considérables dans la mise en œuvre des priorités ;
- des marges de manœuvre réduites ;
- une concurrence déloyale de la part des pays développés qui subventionnent leur agriculture ;
- une faible capacité d'investissement et une difficile réorientation des priorités.

« Vues d'en bas », les politiques agricoles résultant de ces réformes économiques (programme d'ajustement du secteur agricole – PASA) ont eu des effets globalement très peu appréciés par la majorité des producteurs. Par contre, le désengagement de l'État a entraîné un transfert de responsabilités aux organisations paysannes et favorisé l'affirmation de leur autonomie, ainsi que l'émergence d'un mouvement paysan.

L'influence, longtemps bridée, des organisations paysannes sur l'élaboration des politiques s'accroît, même si les propositions qu'elles formulent sont diversement prises en compte selon les pays et les secteurs concernés. En très peu de temps, ces OPF africaines se sont affirmées comme des acteurs à part entière du développement agricole et rural et ce statut leur est de plus en plus reconnu. Les discussions ont notamment mis en évidence la concurrence déloyale pratiquée contre les agriculteurs africains inondés de produits subventionnés, l'absence de prise en compte du point de vue des paysans dans les négociations internationales relatives aux produits agricoles et l'indépendance financière des organisations paysannes.

Dans son exposé, M. Narain a présenté les orientations du CTA pour les années à venir en insistant sur son rôle dans le développement des organisations paysannes. Il a notamment indiqué que :

- au cours des cinq dernières années, le CTA a soutenu les organisations paysannes et d'autres associations de producteurs agricoles et d'éleveurs en mettant en place des programmes d'appui, qui leur permettront d'obtenir les éléments requis et de ne pas rater le train du développement ;

- dans le cadre de son plan stratégique, le CTA maintiendra et renforcera cette orientation au cours des cinq prochaines années pour donner aux organisations paysannes faîtières les outils nécessaires pour leur permettre d'assumer pleinement leur rôle d'acteurs du développement agricole et rural dans les pays ACP.

Le partage des expériences en matière de stratégie de communication au sein des OPF

Une série de cinq exposés, présentés en plénière et suivis par des travaux en groupes de travail, ont porté sur les expériences des OPF en matière d'amélioration des stratégies de communication et sur les expériences des structures d'appui dans le soutien à ces stratégies.

Étude préparatoire au séminaire

R. Segbenou a présenté les conclusions d'une étude sur les « Pratiques de gestion de l'information et de la communication au sein de quelques organisations paysannes faîtières en Afrique au sud du Sahara ». Cette étude comprend deux grands volets, dont l'un est consacré à la revue des études réalisées récemment par le CTA sur les stratégies de communication des organisations paysannes d'Afrique de l'Ouest, et l'autre à deux études de pays effectuées au Cameroun et en Tanzanie pour analyser les pratiques actuelles de gestion de l'information et de la communication au sein de quelques organisations paysannes. L'analyse et l'exploitation des résultats de l'étude ont permis de définir les objectifs et les thèmes du séminaire.

Deux expériences d'OPF : la FENOP et MVIWATA

S'agissant de l'expérience des OPF, les participants au séminaire ont été informés de l'expérience de la Fédération nationale des organisations paysannes du Burkina (FENOP) et de celle du MVIWATA (acronyme swahili signifiant « Réseau des groupements paysans en Tanzanie »), une organisation faîtière tanzanienne organisée en réseaux. La FENOP a fait part aux participants de ses difficultés de démarrage, qu'elle a finalement surmontées grâce à une campagne de mobilisation nationale impliquant les médias, les politiques et surtout le soutien de toute sa base. Les représentants de MVIWATA ont expliqué les origines de la structure et ont fait part de son expérience en matière d'information et de communication relative à la participation des paysans à la définition d'une politique de crédit rural.

Encadré 1

Le démarrage de la FENOP : un baptême du feu

À l'issue de la campagne agricole 1996/97 et d'une attaque parasitaire non maîtrisée par les pesticides utilisés, la filière cotonnière enregistre une énorme perte de production. La société cotonnière SOFITEX accusait les paysans d'une mauvaise utilisation des pesticides alors que ces mêmes paysans remettaient en question la qualité de ces produits. Face à des pertes estimées à 50 % de la production, les organisations paysannes engagent une négociation avec la SOFITEX pour une réduction du crédit de campagne. Confrontée à l'intransigeance de la SOFITEX, la FENOP mobilise la presse nationale écrite et parlée, organise des réflexions collectives en son sein sur le sujet et réussit à amener des députés de l'assemblée nationale à se saisir de la question. Celle-ci interpella le ministre de l'agriculture et le directeur de la société cotonnière ; un compromis sur la réduction du crédit des intrants fut finalement accepté.

Encadré 2

Intervention de MVIWATA pour faciliter l'accès au crédit

Au moment où, en milieu rural, les paysans étaient en train de s'organiser pour accéder au crédit, le gouvernement mettait en place un groupe de travail pour définir une politique de création d'institutions de microcrédit en milieu rural. Les paysans n'avaient pas été conviés à participer à ce groupe de travail. MVIWATA a dès lors organisé une série de séminaires sur le crédit qui ont conduit les paysans à la conclusion qu'ils devaient s'organiser pour résoudre le problème d'accès au crédit et pour créer et gérer leurs propres banques d'épargne et de crédit au niveau local. Ces séminaires, qui ont rassemblé des groupements de base, les réseaux locaux d'épargne et de crédit, de nombreuses organisations d'appui et des institutions financières, ont permis à MVIWATA d'amener les instances gouvernementales à l'accepter comme un acteur incontournable dans la définition des politiques de crédit rural. L'organisation envisage d'ores et déjà de présenter les recommandations et résolutions de ce séminaire aux membres du parlement tanzanien en vue d'obtenir leur soutien.

Deux expériences de structures d'appui : l'Inades-Formation et le PGPA/GTZ

Deux communications ont été présentées sur les expériences d'organismes d'appui aux stratégies de gestion de l'information et de la communication.

Inades-Formation, créé en 1975, est un réseau d'associations nationales implanté dans dix pays d'Afrique : Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Congo (RDC), Côte d'Ivoire, Kenya, Rwanda, Tanzanie, Tchad et Togo. Parmi toute une gamme d'activités en matière d'appui aux stratégies d'information et de communication des OPF, trois expériences originales ont été mises en exergue.

- Le réseau Castor, en Côte d'Ivoire, regroupe une trentaine d'organisations paysannes. Il a pour ambition de parvenir à échanger des informations sur les marchés locaux en temps réel, par courrier électronique, quelques échanges étant assurés par le biais des routiers et du téléphone.
- La transformation des radios et revues rurales en tribunes d'expression des organisations paysannes faitières. Suite à l'émergence d'un grand nombre de médias ruraux (radios, revues), Inades-Formation a accompagné la mise en place d'une structure en réseau. Cinq réseaux de radios et revues rurales sont fonctionnels au Bénin, au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, en Guinée et au Tchad.
- Le réseau ARCOPAD (Réseau africain de recherche en communication participative pour le développement), par le biais de la communication participative pour le développement, a lancé un processus d'autopromotion des femmes et des jeunes filles en les organisant autour de projets de développement et, surtout, en permettant une synergie entre leurs OP et les ONG qui les appuient.

S'appuyant sur son expérience avec les OPF, l'Inades-Formation a tiré les leçons de son appui à la gestion de l'information et de la communication, à savoir la nécessité d'une prise en compte de la question linguistique, de la mise en place d'un programme d'appui à l'alphabétisation, du renforcement des capacités d'analyse et de recherche des paysans, du développement des programmes des radios rurales et de nouvelles technologies de l'information, de l'appui aux organisations paysannes dans la définition des priorités.

Le projet de Promotion des groupements de producteurs agricoles (PGPA), dans la province du Centre (Cameroun), accompagne une fédération, sept unions et trois associations. Au-delà des appuis aux activités économiques, ce projet monté par Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit (GTZ) vise à renforcer les

capacités techniques, organisationnelles et méthodologiques des organisations paysannes. Le projet PGPA a aidé les participants à diffuser des informations au sein des organisations paysannes en organisant, par exemple, des visites d'étude et d'échange, des séances de formation et ateliers de réflexion, ainsi que la formation d'organisations paysannes par d'autres organisations paysannes.

Compte rendu des groupes de travail relatifs aux pratiques actuelles de gestion de l'information et de la communication au sein des organisations paysannes

Quatre groupes de travail ont été constitués pour aborder un thème identique, à savoir : « les pratiques actuelles de gestion de l'information et de la communication au sein des OPF : succès et contraintes ». Une restitution en plénière a permis de dégager des conclusions et des recommandations quant aux pratiques de gestion de l'information et de la communication.

Pratiques actuelles

Les expériences des participants ont été regroupées en quatre domaines principaux.

- *Outils et supports de communication* : mise en place d'un journal, d'une revue ou d'un magazine au sein d'une OP, développement et animation de radios rurales et utilisation de NTIC au sein des OP (téléphones, fax, E-mail, sites Web...), l'alphabetisation et le réseau de bibliothèques villageoises.
- *Communication institutionnelle* : gestion des conflits au sein des OP, élaboration de plans stratégiques, mise en place des instances de concertation au sein des OPF, fonctionnement des organes des OP, systèmes informels de communication au sein des OP.
- *Communication relative aux activités économiques (ou commerciales)* : bourses de céréales, mise en place d'un dispositif d'information des OP sur les prix des produits de base, l'échange régional des produits agricoles, marchés et foires agricoles, maison du paysan (rôle multifonctionnel).
- *Échange et renforcement des capacités* : formation des paysans, formateurs et animateurs, visites d'échange entre paysans ou entre paysans et chercheurs, ateliers et séminaires de réflexion.

Contraintes

- Rétention volontaire de l'information, notamment par certains leaders des OPF.
- Conflits d'intérêt à l'intérieur des OPF.
- Problèmes de langue de communication et d'analphabétisme limitant l'accès à certains médias.
- Pénurie de moyens matériels, humains et pédagogiques, tant au niveau des OPF que de leurs membres.
- Rentabilisation des journaux et revues.
- Accès encore limité aux NTIC.
- Faible autonomie vis-à-vis des États et des organismes d'appui (OA).

Quelques succès

- Utilisation réussie des NTIC : technologie WAP (cas des pêcheurs du Sénégal).
- Succès de certains magazines d'information au sein de quelques OPF.
- Succès des radios rurales.
- Disponibilité de l'information en langues locales.

Enrichissement théorique sur les thématiques de gestion de l'information et de la communication au sein des OPF

Quatre communications étaient regroupées sous cette thématique :

- Organisations paysannes et systèmes de communication sociale.
- Rôle des structures d'appui, des bailleurs de fonds dans les stratégies de gestion de l'information et de la communication au sein des organisations paysannes faitières et des réseaux d'organismes d'appui.
- Utilisation et appropriation des nouvelles technologies de la communication et de l'information par les organisations paysannes faitières.
- Accès à l'information stratégique pour le renforcement des capacités des paysans dans le processus de développement.

Ces communications avaient pour objectif d'aider les participants à approfondir le diagnostic de leurs pratiques de gestion de l'information et de la communication et à mieux cerner le concept de la gestion de l'information et de la communication.

Organisations paysannes et systèmes de communication sociale

La communication sociale repose sur des éléments complexes. Citons, par exemple, la culture du groupe, les relations entre les membres, les intérêts collectifs ou individuels des membres, les alliances entre les différents individus ou groupes, la clarté des objectifs et le choix conséquent des membres, les cadres de référence de chaque individu ou groupe (âge, sexe, fonction, expérience, croyances, valeurs, éducation et attitudes..., autant de références au travers desquelles chaque membre se détermine), ainsi que le caractère secret de certaines informations. Les structures organisationnelles de l'OPF influencent également son système d'information et de communication.

Plusieurs hypothèses susceptibles d'aider les OPF à organiser avec succès la gestion de l'information et de la communication ont été émises : tenir compte de la spécificité propre des membres, amener les membres (dans la mesure du possible) à mesurer le rôle de l'information et de la communication selon les mêmes critères, bien connaître les environnements complexes dans lesquels évoluent les associations membres des OPF et leurs influences sur les individus ou les groupes, veiller à une participation active du plus grand nombre possible de membres de l'association.

Une question fondamentale a été soulevée lors du débat qui a suivi cet exposé, à savoir la spécialisation des OPF. Certains représentants des OPF ont estimé notamment qu'au démarrage de leurs activités, elles doivent tout créer et ne peuvent pas éviter de toucher à tout. La spécialisation, si nécessaire, ne pourra venir que progressivement.

Une autre préoccupation des participants, exprimée tout le long du séminaire, a été la question de l'analphabétisme (l'incapacité à communiquer par écrit et non l'incapacité à s'exprimer dans une langue étrangère, par exemple le français ou l'anglais). Les participants ont souhaité que les analphabètes ne soient pas exclus de la vie des OP et, en particulier, du système d'information (développement des supports oraux, radio, cassettes, images...) lors de l'organisation des programmes d'alphabetisation.

Rôle des structures d'appui, des bailleurs de fonds dans les stratégies de gestion de l'information et de la communication au sein des OPF et des réseaux d'OP

Les relations entre les OPF et les différentes structures d'appui évoluent dans un contexte difficile, qui se caractérise par le déclin du rôle de l'État dans le développement rural, le sous-développement de l'agriculture africaine et la mondialisation. Ce contexte rend les petits paysans vulnérables.

Les différents types de structures d'appui actives dans la sphère du développement agricole et rural ont été passés en revue : bailleurs de fonds, ONG, institutions d'enseignement et de recherche, médias, pouvoirs publics. Pour chacun d'entre eux, le rôle, les motivations et les valeurs qui sous-tendent leurs politiques ont été analysés.

Pour se faire entendre, les organisations paysannes ont besoin du soutien des bailleurs de fonds, des ONG, d'autres organisations paysannes et des universitaires. Cependant, dans la recherche de ce soutien, les agriculteurs doivent rappeler leur existence et préserver à la fois leur identité et leurs objectifs. En dernière analyse, il leur incombe de préciser leur identité et leurs aspirations avant de formuler des stratégies et rechercher un soutien. Les stratégies de communication ont pour but d'aider les paysans à accroître leur pouvoir économique et politique, ainsi que leur autonomie.

Utilisation et appropriation des NTIC par les OPF

Quelques exemples de gestion des NTIC au profit des OPF et leurs membres ont été discutés. Par ailleurs, plusieurs éléments favorisant l'intégration des NTIC dans les OPF ont été proposés. Plusieurs systèmes d'information et de communication destinés aux producteurs et à leurs organisations éprouvent diverses combinaisons de médias et de supports ou se concentrent sur une technologie de pointe, comme les téléphones cellulaires connectés à Internet (projets en Ouganda et au Sénégal).

Partant des niveaux de structuration des OP les plus courants, l'auteur propose une rationalisation des activités de traitement et de transmission des informations en utilisant les NTIC :

- au siège de l'OPF : recherche d'information et veille prospective sur l'Internet, production de cédéroms, communication électronique (messagerie électronique, groupe de discussion) ;
- au niveau provincial, collecte, saisie sur ordinateur, exploitation et diffusion de ces informations vers les médias et partenaires locaux et proposition, dans la mesure du possible, d'un accès et d'une initiation aux NTIC aux structures locales par les agents.

Les OPF peuvent investir et mettre en œuvre les systèmes d'information et de communication intégrant les NTIC et l'Internet, à condition de considérer ces technologies comme des outils, des pratiques permettant d'améliorer et de consolider l'existant.

Accès à l'information stratégique pour le renforcement des capacités des paysans dans le processus de développement

Au cours des deux dernières décennies, les tendances du développement rural en Afrique ont confirmé une évolution du contexte général, qui s'est caractérisé essentiellement par la décentralisation de l'État, l'évolution de la coopération internationale et la privatisation des services étatiques. Cette mutation pose des défis en termes de gestion des ressources naturelles, de définition des politiques et stratégies de développement rural, de maîtrise des marchés et filières et de partenariat.

L'information stratégique apparaît comme celle qui permet aux organisations paysannes africaines de lire correctement ces tendances, d'analyser ces défis et enjeux et de se positionner sur les questions stratégiques suivantes :

- une politique de présence (positionnement de l'organisation et définition d'une stratégie de communication) ;
- une gestion de ses rapports avec les autres acteurs (connaître les autres pour agir en conséquence) ;
- une responsabilisation de l'organisation (dans ses rapports contractuels et pour la démocratisation de l'information).

Une inquiétude sur les effets pervers de la mondialisation a été relevée. En effet, celle-ci met les paysans africains et leur agriculture sur un pied d'égalité avec les producteurs des pays développés quant à l'accès à l'information stratégique, alors qu'ils ne partent pas du même point. On a particulièrement souligné la priorité à accorder à l'agriculture familiale.

Propositions de stratégie

Conformément aux objectifs du séminaire et aux résultats attendus, la cinquième phase du séminaire s'est attachée à proposer des stratégies pour promouvoir la gestion de l'information et de la communication au sein des organisations paysannes faitières. Ces stratégies sont fondées sur divers diagnostics et échanges d'expériences qui ont eu lieu avant et pendant le séminaire.

Trois axes de stratégie ont été définis :

- stratégies de communication à promouvoir en fonction du type d'organisation des OPF ;
- améliorations à apporter aux stratégies d'appui des structures d'appui pour une gestion efficace de l'information et de la communication au sein des OPF ;
- propositions concrètes pour l'exploitation et le développement des NTIC au niveau des OPF.

Les participants ont proposé des solutions de financement et indiqué le rôle que devraient jouer les principaux acteurs. Quatre acteurs ont été identifiés : les OPF, les OA, le CTA et l'État.

Stratégies de communication à promouvoir en fonction du type d'organisation des OPF

Les interventions relatives à cette question ont eu pour point de départ la stratégie de communication en tant qu'un ensemble de méthodes, moyens et procédures permettant aux OPF d'interagir en leur sein et avec l'extérieur, dans le but d'assurer des services à leurs membres et défendre leurs intérêts.

Trois niveaux de communication ont été définis : le niveau des groupements de base, le niveau intermédiaire ou des unions régionales et le niveau des fédérations nationales. Les moyens de communication et le rôle des acteurs ont été définis pour chaque niveau.

- Au niveau des groupements de base, les réunions, les marchés, les fêtes religieuses, les activités culturelles, les messages transmis de bouche à oreille, les foires agricoles sont couramment utilisés pour communiquer. Les revues rurales, la maison du paysan, le téléphone mobile et la radio sont cités plus rarement.
- Au niveau intermédiaire ont été mentionnés la radio/cassette, le bulletin, le message porté et la maison du paysan.
- Enfin, au niveau national, les OPF les plus organisées disposent du téléphone, de la télécopie et parfois de la messagerie électronique, d'un bulletin et d'un véhicule. À ce niveau, on rencontre de plus en plus souvent du personnel qualifié chargé de la gestion des services communs. Il a été recommandé de fournir les appuis suivants :
 - renforcer les capacités par la formation, les visites d'échange, les appuis techniques (OA, CTA, bailleurs de fonds) ;
 - soutenir les projets, la logistique (OA, bailleurs de fonds) ;
 - développer le téléphone, construire des routes, distribuer l'électricité (bailleurs de fonds, États).

Améliorations à apporter aux stratégies d'appui des structures d'appui pour une gestion efficace de l'information et de la communication au sein des OPF

On a d'abord recensé les domaines dans lesquels les OPF ont besoin d'un soutien, pour préciser ensuite les stratégies d'appui des OA. Parmi les catégories mentionnées, citons :

- la formation (pour les agents de développement à la base, ainsi que pour les journalistes sur les questions de développement et les méthodes de gestion de l'information) ;
- la production de l'information (informations sur les meilleures pratiques et les expériences des paysans, les techniques agricoles, le commerce mondial, etc.) ;
- la dissémination de l'information (courrier, téléphone et Internet...) ;
- le renforcement stratégique (commercialisation, formation d'animateurs) ;
- les activités de réseau (voyages d'échange, contacts entre les chercheurs et les paysans) ;
- la facilitation.

À la suite de cet exercice, deux niveaux de communication ont été analysés : la communication interne et la communication externe. Pour chaque niveau, les défis, les objectifs et les stratégies ont été définis, de même que les principes d'action et les conditions de mise en œuvre.

Communication interne

Les défis : améliorer la communication intermédiaire (entre la centrale et la base) et éviter toute discrimination dans la diffusion de l'information ; favoriser la « confiance en soi » chez les paysans et le partage de valeurs communes entre les membres de l'OPF ; distinguer les fonctions de conseil et de financement.

Les objectifs : la communication interne doit contribuer à une prise de décision collective, à la transmission rapide des messages, au développement de la capacité interne de traitement et de présentation de l'information et à l'élaboration d'un plan de communication partagé.

Les stratégies : former les animateurs endogènes, fournir des conseils aux paysans, permettre aux paysans de prendre leurs propres décisions, contribuer à la mise en place de réseaux entre les OA et les OPF.

Les principes : toute stratégie de communication doit être négociée avec les OPF et contrôlée par ces dernières. La communication interne est d'une telle importance pour l'autonomie des OPF qu'elle ne devrait être financée qu'indirectement par l'extérieur.

Les conditions de mise en œuvre : une bonne communication interne exige le dépassement des problèmes culturels et une large diffusion de l'information ; les OA doivent être prudents dans leurs conseils, favoriser l'information en langue locale et ne pas privilégier l'écrit.

Communication externe

Les défis : il existe quatre défis principaux, à savoir l'obtention de la reconnaissance des autres, l'amélioration de la communication entre les autres acteurs et les OPF, la production et le partage de l'information avec les OA, la capacité d'anticiper les besoins d'information des OPF.

Les objectifs : développer des outils ordinaires de communication et fournir des informations variées aux OPF.

Les principes : les OA ne doivent pas être considérées comme les « esclaves » des OPF ; les technologies proposées doivent tenir compte du niveau et du contexte culturel.

Les conditions de mise en œuvre : il importe que les OA comprennent les défis des OPF, que l'information s'articule sur les questions des membres et que la circulation horizontale de l'information ne soit jamais négligée.

Propositions concrètes pour l'exploitation et le développement des NTIC au niveau des OPF

Il est important de préciser que ces propositions se situent à l'échelle des OPF. Dans la mesure où les contextes d'intervention des OPF sont très variables, tant sur le plan national qu'international, il a été difficile d'appliquer

généralement le caractère innovant des technologies aux outils de communication en usage dans les OPF. Cela étant, les technologies de l'information et de la communication ont été d'abord appréhendées comme un ensemble d'outils ou d'instruments permettant de transférer des informations d'un émetteur vers un récepteur et vice-versa. Le caractère innovant sera précisé en fonction du niveau d'appropriation par l'acteur (expérience et durée d'utilisation).

Les propositions de stratégies combinent les outils, depuis le simple tableau d'affichage jusqu'aux équipements permettant d'accéder aux services de l'Internet, en passant par les bulletins d'information, les voyages d'échange, la télévision, le théâtre, etc. Presque tous les outils de communication ont été cités et des précisions ont été apportées sur la situation réelle ou supposée de leur utilisation. Toutefois, l'élaboration d'une stratégie suppose des choix sur lesquels viennent se greffer des orientations porteuses. Par conséquent, trois options ont été retenues : développer et exploiter le concept de la « maison du paysan » pour une communication de masse en milieu rural, s'appropriier la radio comme moyen de communication et utiliser à bon escient la presse écrite pour communiquer.

Conditions d'accès aux nouvelles technologies de l'information et de la communication par les OPF

L'exploitation des NTIC et de l'Internet reste limitée au sein des OPF. Rares sont celles qui consultent, produisent ou diffusent des informations par ce biais (forum et lettres d'information électronique, site Web, cédérom). Cela s'explique en grande partie par les contraintes liées au contexte : coût du matériel à l'achat et à l'entretien, déploiement réduit et accès coûteux au réseau Internet.

L'exploitation de ces technologies doit être raisonnée pour véritablement améliorer et consolider les gestions plus classiques d'outils d'information et de communication (publications, bulletins et autres supports écrits, par exemple). L'appropriation des usages courants (consultation de sites Web, gestion du courrier électronique) est plus aisée au niveau du siège d'une OPF importante, dans la mesure où la formation et le soutien font partie des propositions destinées à promouvoir la gestion de l'information et de la communication au sein des OPF.

Pour les OPF de moindre ampleur et leurs membres, l'exploitation des NTIC doit s'intégrer dans un ensemble plus vaste des services de communication disponibles. Les maisons du paysan permettront d'atteindre cet objectif en intégrant des fonctions de télécentres connectés.

Développer et exploiter le concept de la « maison du paysan » pour une communication de masse en milieu rural

La « maison du paysan » est perçue comme un centre ou un espace à vocation multiple. Son originalité consiste à rassembler en un seul lieu plusieurs services pour la communication entre les paysans, ainsi qu'entre les paysans et les autres acteurs de la société. Tout en étant la propriété d'une ou de plusieurs OPF, les installations mises en place doivent être ouvertes à tous les ruraux.

Ces services ne peuvent être définis qu'en fonction des priorités des OPF. Cependant, on peut imaginer qu'y soient réunis les services suivants : téléphonie, télécopie, messagerie électronique et bureautique. Viennent s'y ajouter éventuellement un espace social, des bureaux pour des OP ou des unions régionales, une librairie et une bibliothèque. Bref, il s'agit d'un relais entre les paysans et les autres acteurs (la centrale de l'OPF à la capitale, les sociétés commerciales, etc.), un lieu de postage et de réception, de rencontre de l'offre et de la demande.

Le lieu d'implantation est variable selon les pays, mais certains critères peuvent intervenir dans le choix de son emplacement : situation en dehors de la capitale, facilité d'accès à l'électricité et au réseau téléphonique, établissement en dehors d'une institution qui pourrait limiter son ouverture à la population. La maison du paysan peut appartenir à une ou plusieurs OPF, tout en restant ouverte à d'autres acteurs.

Rôle des OPF. Elles doivent tout mettre en œuvre pour être les propriétaires reconnus et respectés en participant, par exemple, au financement des installations. Elles éviteront que cela n'apparaisse comme une subvention ou un don pour la collectivité. Même si la gestion courante et effective est confiée à des gérants « privés », les OPF doivent en conserver le contrôle (évaluation et audit de gestion).

Rôle des OA. Aider les OPF à réaliser l'étude de faisabilité, les conseiller durant le montage et la mise en œuvre de l'opération.

Rôle du CTA. Il pourrait contribuer au démarrage simultané de quelques expériences dans plusieurs pays et fournir de la documentation, la formation et des appuis techniques. Par ailleurs, il pourrait appuyer la mise en réseau des maisons du paysan, mutualiser et diffuser les expériences à l'ensemble des acteurs concernés.

D'autres acteurs peuvent intervenir. Ils seront identifiés conjointement par les OPF et les OA. Citons au niveau national, les opérateurs de télécommunication ainsi que les organismes d'épargne et de crédit. Il s'agira au niveau international des bailleurs de fonds spécialisés dans la communication et l'information pour le monde rural.

S'approprier la radio comme moyen de communication

On assiste à une prolifération des radios privées et communautaires dans plusieurs pays d'Afrique. Les OPF devront encourager une utilisation plus efficace des radios existantes pour diffuser l'information. Toutefois, une ou plusieurs OPF peuvent entreprendre d'acquérir leur propre radio. Quelle que soit l'option choisie, il importe avant tout de préparer le message en connaissance de cause, sans oublier le public auquel il s'adresse.

Rôle des OPF. Il leur appartient de maîtriser le contenu des émissions. Elles doivent aussi accepter d'organiser la participation des paysans et de constituer les partenariats nécessaires. Pour diffuser leurs messages sur les radios existantes, elles peuvent négocier des facilités d'accès en s'adressant aux responsables des radios.

Rôle du CTA. Par tradition un centre de collecte, de traitement et de diffusion de l'information, il peut contribuer à élaborer des supports ou des fiches techniques pour la préparation des programmes ou l'exploitation des émissions existantes. La formation des animateurs est un autre volet important qu'il peut développer davantage.

Rôle de l'État. Là où l'État a créé un cadre juridique organisant l'accès des privés à ce moyen, une certaine démocratisation a eu lieu. Par contre, en l'absence d'un tel cadre, il serait judicieux de constituer une alliance avec différents acteurs pour faire pression et obtenir l'ouverture des ondes.

Utiliser à bon escient la presse écrite pour communiquer

Dans la plupart des pays, on révèle la présence de différents types de journal : quotidiens, périodiques et bulletins d'information. On constate que presque toutes les tentatives de création et d'animation durable d'un bulletin d'information et de liaison ont échoué. Il est donc important que les OPF ciblent leur public et choisissent un

type de publication adapté à leur structure (format, périodicité, tirage). Elles pourront commencer par un simple bulletin, avant de passer progressivement à des publications plus complexes, tout en utilisant d'autres médias. Il faut aussi savoir que l'on ne peut communiquer clairement vers l'extérieur sans communication interne efficace. Le bulletin est le moyen de communication écrite le plus facile à gérer, mais son succès et sa pérennité dépendent essentiellement de la gestion des flux d'information verticaux et horizontaux.

Rôle des OPF. Les OPF conserveront le contrôle de l'information, mettront au point un système de distribution motivant pour les « vendeurs », viseront une expression authentique, en restant dans leur propre logique de communication.

Rôle des OA. Ils peuvent contribuer à la réalisation technique, assurer la prise en charge par les OPF et participer à l'évaluation de l'impact des publications écrites.

Rôle du CTA. L'appui à la formation est essentiel. Mais le CTA peut aussi fournir de l'information à l'usage de la presse écrite des OPF.

Executive summary

In May 2000 CTA initiated a process to draft its Strategic Plan for the period 2001–2005. Drawing substantially on the conclusions and recommendations of the CTA seminar on “Information for Agricultural and Rural Development in ACP countries”, held in Paris, France, the Plan envisages CTA playing a major role in helping rural actors map out and implement their own information and communication management (ICM) strategies. It is against this background that CTA, in collaboration with Cameroon’s Ministry of Agriculture and the Service d’appui aux initiatives locales de développement (SAILD), organised this seminar.

The overall objective of the seminar was to contribute to strengthening the role of federations of farmers’ organisations (FFOs) and farmers in the development process. The specific objective was to propose strategies to build the ICM capacity of FFOs.

The seminar set out to achieve the following goals:

- Description and analyses of current ICM practices in FFOs;
- Identification and analysis of the strengths and weaknesses, as well as the opportunities and potential, of current practices in FFOs;
- Identification of priority areas and strategies for the building of the ICM capacity in FFOs;
- Identification of the roles of support structures in the strategies proposed;
- Defining the role of CTA in the proposed strategies.

The seminar was organised in the form of plenary sessions (with presentations followed by discussions) and working groups. It focused on four main issues:

- The general environment of FFOs, their role in development policies, and the significance of the seminar with regard to CTA’s terms of reference and its Strategic Plan 2001–2005;
- Sharing experiences in the ICM strategies of FFOs;
- Lessons drawn from ICM experiences in FFOs;
- Proposed strategies.

The seminar was attended by 70 participants from 16 African countries, the European Union, and several regional and international organisations.

Opening ceremony

His Excellency Zacharie Pervet, Cameroon’s Minister of Agriculture, presided over the official opening ceremony. In his address, the Minister focused on the role to be played by farmers’ organisations (FOs) in formulating and implementing development policies. He stated that “the participation of farmers in mapping out development strategies as fully fledged development partners and actors is effective and inevitable.” He also expressed the wish that participants make proposals which could contribute towards strengthening and empowering FOs.

Carl Greenidge, Director of CTA, was represented by T.M. Narain. In his address, Narain thanked Cameroon for agreeing to host the seminar, the Minister of Agriculture for opening the seminar and the participants for attending the event.

Environment of FFOs and the role of CTA

A keynote presentation was given by Marie-Rose Mercoiret (CIRAD-France), who discussed the role of FFOs in national and regional agricultural and rural development policies in sub-Saharan Africa. The historical development of agricultural policies and FOs in Africa shows that policies implemented in response to agricultural structural adjustment programmes (ASAPs) imposed by major international funding institutions had the following factors in common:

- They were very similar in their objectives and priorities;
- There was considerable difficulty in implementing priorities;
- There was limited room to manoeuvre;
- The developing countries faced unfair competition from developed countries which subsidise their agriculture;
- There was weak investment capacity and difficulty in orienting priorities.

The effects of the agricultural policies stemming from the economic reforms imposed by ASAPs were generally little understood by most farmers at grassroots level, while State withdrawal from the agricultural sector transferred many responsibilities to FOs, enhancing their autonomy and promoting the emergence of farmers' movements.

The influence of FOs on policy-making, which had for a long time remained limited, is now increasing, although it varies considerably from one country to another. Within a very short time, these organisations have asserted themselves as fully fledged agricultural and rural development partners and their status is increasingly being recognised.

The seminar discussions highlighted the following points:

- Unfair competition suffered by African agriculture from the influx of subsidised products;
- The absence of the farmers' point of view in international negotiations on agricultural products;
- The financial independence of FOs.

A Powerpoint presentation was given by T.M. Narain, representing the Director of CTA, who outlined CTA's terms of reference and the draft Strategic Plan 2001–2005 currently being considered by CTA's supervisory bodies in Brussels. Narain discussed CTA's mandate and Strategic Plan in terms of the Centre's role in the development of FOs. He noted that:

- Over the past 5 years, CTA has supported FOs and other associations of farmers and stock breeders by putting in place support programmes to enable them to acquire the tools they need to keep pace with development trends;
- Over the next 5 years, within the framework of the Strategic Plan, CTA will increase such assistance in order to provide FFOs with the mechanisms they need to play an effective role as stakeholders in the agricultural and rural development of ACP countries.

Sharing experiences in the ICM strategies of FFOs

Five papers were presented in plenary sessions on experiences in ICM strategies in FFOs, followed by discussions in the working groups.

Preparatory study prior to the seminar

The findings of a study on “Information and communication management practices in some federations of farmers’ organisations in sub-Saharan Africa” were presented by Rene Segbenou. The study was in two parts. The first part was a review of recent studies carried out by the CTA on ICM strategies in West African FOs; the second part consisted of two studies, one in Cameroon and the other in Tanzania, conducted to analyse current ICM practices in FOs. The findings of the overall study were used to set the objectives and themes of the seminar.

Two FFO experiences: FENOP and MVIWATA

Papers were presented on the experiences of the Burkina Faso National FFO, Fédération nationale des organisations paysannes du Burkina (FENOP) and Tanzania’s Network of Farmers’ Groups (the Swahilian abbreviation is MVIWATA).

The paper on FENOP outlined the organisation’s initial difficulties and how it overcame them through a nationwide campaign involving the media, politicians and, most importantly, farmers at the grassroots level. The paper

Box 1

Launching FENOP – a baptism of fire

At the end of the 1995/96 agricultural season, after a parasite attack that could not be controlled by the pesticides used, the cotton sector incurred a significant loss in production. The cotton corporation, SOFITEX, accused farmers of poor utilization of pesticides, although it had itself cast doubt on the quality of these pesticides. To cope with the expected losses (50% of production) the FOs initiated negotiations with SOFITEX with a view to reducing the debts incurred on the purchase of inputs. In the face of the intransigence of SOFITEX, FENOP mobilised the country’s print and audiovisual media, organised collective debates on the matter and lobbied Members of the National Assembly, who contacted the Minister of Agriculture and the Manager of the Cotton Corporation. Eventually, a compromise was reached and the amounts owed were reduced.

Box 2

Access to credit – MVIWATA steps in

When farmers in rural areas began to get together to sort of problems with access to credit, the government established a working group to formulate a policy for the creation of rural micro-credit institutions. Farmers were not invited to take part in this working group. MVIWATA therefore organised a series of seminars on loans; the participants concluded that for farmers to overcome the problem of access to credit, they should establish and manage their own local savings and loans banks. These seminars brought together grassroots groups, local savings and loans networks, many support organisations and financial institutions, and they made government bodies aware of the important role MVIWATA can play in the formulation of rural credit policies. MVIWATA is considering putting before the Tanzanian Parliament the recommendations and resolutions of these seminars, to seek government support in the implementation of appropriate measures.

on MVIWATA described the origins of the organisation and its experiences in information and communication relating to the farmers' participation in formulating a rural credit policy.

Two experiences of support organisations: Inades-Formation and PGPA/GTZ

Two papers were presented on the experiences of support organisations in ICM strategies.

Inades-Formation, launched in 1975, is a network of national associations in 10 African countries: Burkina Faso, Burundi, Cameroon, Chad, Côte d'Ivoire, Democratic Republic of Congo, Kenya, Rwanda, Tanzania and Togo. From a wide range of activities related to supporting ICM strategies in FFOs, three were highlighted:

- The Caster Network in Côte d'Ivoire, comprising about 30 FFOs. The prime objective of this network is to exchange information on local markets through e-mail, in addition to the information transmitted by road transport and by telephone.
- The use of rural radio broadcasting and newsletters to express the views of FFOs. Following the emergence of numerous rural media networks and newsletters, Inades-Formation provided support for the installation of a network structure. Five rural radio and newsletter networks are operational in Benin, Burkina Faso, Chad, Côte d'Ivoire and Guinea.
- The African Research in Participatory Communication for Development (ARCOPAD) network. Through participatory communication for development, ARCOPAD provided support for initiatives by women and teenage girls by helping these groups set up development projects and facilitating cooperation between relevant FFOs and supporting NGOs.

Based on its experience with FFOs, Inades-Formation drew many lessons from its support for ICM activities, highlighting the need for FFOs formulating and implementing ICM strategies to consider the following:

- The language issue;
- Implementing literacy support programmes;
- Building farmers' analysis and research capacity;
- Developing rural radio programmes and new information technologies;
- Providing support for FFOs in determining priorities.

The project to foster farmers' groups (PGPA) in central Cameroon supports a federation of seven farmers' unions and three farmers' associations. One of the aims of this project, initiated by Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit (GTZ), is to improve the technical and organisational capacities of FFOs. The PGPA provides support for disseminating information amongst FFOs through various means, including study and exchange trips, training sessions and discussion workshops, and the training of FFOs by other FFOs through workshops.

Working groups' findings on current ICM practices in FFOs

Four working groups were set up to discuss the topic "Current information and communication management practices in FFOs: successes and constraints". Their findings, presented in plenary sessions, contributed to the seminar conclusions and recommendations on ICM practices.

Current practices

The participants' experiences were grouped into four main areas:

- *Communication texts and aids*: creating a newspaper or magazine in FFOs, developing and monitoring rural radio broadcasting to express FFOs' points of view, using new information and communication technologies (ICTs) in FFOs (e-mail, Websites, etc.), and setting up literacy programmes and village library networks;
- *Institutional communication*: managing conflicts in FFOs, mapping out plans and strategies, setting up consultation bodies in FFOs, running FFOs, and managing informal systems of communication in FFOs;
- *Communication on economic activities, including trade*: setting up information systems in FFOs relating to agricultural produce, regional trade, agricultural markets and shows, etc.;
- *Exchange and capacity building*: training farmers, trainers and team leaders, organising exchange trips between farmers or between farmers and researchers, and organising workshops and seminars.

Constraints identified

- Information sometimes retained by FFO leaders;
- Conflicts of interest within FFOs;
- Problems relating to the language of communication and to illiteracy, limiting access to certain media;
- Shortage of material, human and pedagogical resources at the levels of both the FFOs and their members;
- Low cost-effectiveness of newsletters;
- Very limited access to new ICTs;
- Interference by government organisations.

Some successes

- Instances of the effective use of new ICTS, specifically WAP technology;
- Some successes reported relating to information magazines in FFOs;
- Successful use of rural radio programmes to transmit FFO messages;
- More information being made available in local languages.

Lessons drawn from ICM experiences in FFOs

Four papers were presented on this theme:

- Farmers' organisations and social communication systems;
- Role of support structures and donor institutions in ICM strategies in FFOs and FO networks;
- The use and appropriation of new ICTs by FFOs;
- Access to information strategies with a view to building farmers' capacities in the development process.

The objectives of these papers were to help participants carry out an in-depth diagnosis of their ICM practices and to have a deeper insight into the ICM concept.

Farmers' organisations and social communications systems

Social communication is based on a variety of complex issues, including: the culture of each group; relationships among members; the individual or collective interest of members; alliances between individuals or groups; the clarity of objectives and choice of members; the reference framework of each individual or group (age, sex, duty, experiences, beliefs, values, education and the confidential nature of some information, etc). The organisational aspect of each FFO also influences its information and communication system.

Several factors that could help FFOs to successfully organise their ICM were discussed:

- Taking into account the specific needs and abilities of each member;
- Ensuring members understand the role of information and communication;
- Having a clearer insight into the complexities of FFO member associations and their influence on members and groups;
- Ensuring the fullest participation of members of the association.

During the discussions, a fundamental issue was raised concerning the specialisation of FFOs. Some representatives of FFOs present at the seminar felt that given the long chain of their activities, they have to start from scratch, thereby inevitably operating in all areas. Hence, they may only gradually get specialized as time goes on.

Another concern expressed by participants was the issue of illiteracy (the inability to communicate in writing, not the inability to speak a foreign language such as English or French). Participants expressed the wish that in organizing literacy programmes, illiterate people should not be excluded from the activities of FOs or from the information system (development of oral communication devices, radio programmes, cassettes, pictures, etc).

Role of support structures and donor institutions in ICM strategies in FFO and FO networks

FFOs and the various support structures operate in a difficult context characterised by the reduced role of the State in rural development, by underdeveloped African agriculture and by the effects of globalisation. Such a background makes small-scale farmers vulnerable.

The various types of support organizations operating in agriculture and rural development were reviewed. These included donor institutions, NGOs, educational and research institutions, the media and the government. The role, motives and values underlying their policies were analysed.

To make their voices heard, FOs need the support of donor institutions, NGOs, other FOs and university groups. In their search for support, however, farmers should remember and preserve both their identity and their objectives. It is incumbent upon farmers to state what they are and what they would like to become before formulating strategies and seeking support. The goal of communication strategies is to help farmers increase their economic power as well as their self-reliance.

The use and appropriation of new ICTs by FFOs

Some examples of the management of new ICTs for FFOs and their members were discussed and issues relating to the incorporation of these technologies in FFOs were proposed. Information and communication systems

intended for farmers and their organisations are experimenting with a combination of different types of media and tools, including state-of-the-art technology such as cell phones connected to the Internet.

Based on the most common structure of FOs, it was proposed that information processing and dissemination activities should be rationalised using new ICTs:

- *At the FFO headquarters:* search for information, surf the Net, produce CD-ROMs, use electronic communication (e-mail, electronic fora, etc);
- *At provincial level:* collect, computerise and disseminate this information to local media and partners, and support the introduction and access to new ICTs by local people.

FFOs may invest in and implement information and communication systems which incorporate new technologies, provided they consider those technologies as tools and practices that will enable them to improve and consolidate existing systems.

Access to information strategies with a view to building farmers' capacities in the development process

Rural development trends in Africa during the past two decades have been characterised by the decentralisation of State bodies, the development of international cooperation and the privatisation of services. Such changes have raised challenges in terms of the management of natural resources, the formulation of rural development policies and strategies, and the mastery of market systems, sectors and partnerships.

Strategic information enables African FOs to have a good insight into these trends, to analyse the challenges and risks and to put themselves in a good position with respect to the following strategic issues:

- Policy of active participation (the place of the organisation and the formulation of communication strategies);
- Management of relationships with other stakeholders (getting to know and work with other stakeholders);
- Empowering the FO (in its contractual relationships and in the democratisation of information).

An issue of great concern at the seminar was the adverse effect of globalisation. Participants felt it placed African farmers and agriculture on the same footing with their counterparts in developed countries in terms of access to strategic information, whereas their starting point differs considerably. It was stressed, in particular, that priority be given to small-scaled farming.

Proposed strategies

In accordance with the objectives of the seminar and the expected results, the participants sought to propose strategies aimed at fostering ICM in FFOs. These strategies are based on the various diagnoses and exchange of experiences before and during the seminar.

Three strategic questions were put forward for consideration:

- What communication strategies should be fostered with regard to the structure of FFOs?
- What improvements could be made to the support strategies to achieve efficient ICM in FFOs?
- What measures should be used to harness and develop new ICTs in FFOs.

Each group put forward funding solutions and indicated the roles to be played by the main actors. Four main actors were identified – FFOs, support organisations, the State, and CTA.

What communication strategies should be fostered with regard to the structure of FFOs?

Answers to this question started of with the communication strategies being defined as a set of methods, resources and procedures through which the various FFOs may interact with one another and the outside world, with the view to providing services to, and defending the interests of, their members.

As such, three levels of communication were defined: grassroots groups; intermediary groups; and national federations. At each level the communication tools used were specified and the role of actors identified:

- At the level of grassroots groups, meetings, markets, religious festivals, cultural activities, orally transmitted messages and agricultural shows are frequently used to communicate. Resources seldom used are newsletters, cell phones, radio broadcasts and farmers' centres.
- At the intermediary level, mention was made of radio programmes, cassettes, newsletters, hand-conveyed message and farmers' centres.
- At the national level, the most organised FFOs have telephones, fax machines, email facilities, newsletters and vehicles, and there are more skilled personnel available for the management of common services that at the other levels. It was recommended that the following support be provided:
 - capacity building through training exchange trips, technical support (support organisations, CTA, donor institutions);
 - projects, logistics (support organisations, donor institutions);
 - telephone connections, road construction, electricity supply (donor institutions, the State).

What improvements could be made to the support strategies to achieve efficient ICM in FFOs?

To answer this question, the various areas in which FFOs need support were first identified, and then specific support strategies were proposed. Several areas requiring support were identified:

- training (for grassroots development workers, as well as for journalists on development issues and on ICM methods);
- information generation (information on farmers' best practices and experiences, on agricultural technologies, on world trade etc.);
- information dissemination (by letters, telephone, the Internet, etc.);
- building strategic capacities (marketing, training of moderators);
- networking (exchange trips, contact between researchers and farmers);
- facilitation.

At the end of this exercise, two communication levels were analysed: external communication and internal communication. For each level, the challenges, objectives and strategies were identified and the principles of action and their conditions of implementation were outlined.

Internal communication

Challenges: Improve communication at the intermediary level (between FFOs and the grassroots level), avoid discrimination in the dissemination of information, foster the self-confidence of farmers and the sharing of common values among the FFO members, and make a clear distinction between counselling and funding.

Objectives: Internal communication should help in collective decision making, the speedy transmission of messages, the development of internal information processing and presentation capacities, and the formulation of a communication plan acceptable to all.

Strategies: Train endogenous moderators or leaders, provide counselling to farmers, allow farmers to take decisions by themselves and help establish networks between support organisations and FFOs.

Principles: Every communication strategy should be negotiated with, and controlled by, the FFOs. Internal communication is so important for FFO self-reliance that it should be financed only indirectly from outside.

Conditions of implementation: In order to ensure reliable internal communication, the actors must rise above cultural barriers and the information must be widely disseminated. The support organisations should be careful in their advice, should encourage information dissemination in local languages and should not place the emphasis only on written information.

External communication

Challenges: There are four major challenges – seeking the acknowledgement of others, improving communication between other actors and FFOs, producing and sharing information with support organisations, and being able to forecast the information needs of FFOs.

Objectives: Develop common communication tools and provide varied information to FFOs.

Principles: The support organisations should not be “enslaved” to FFOs, and proposed technologies should take into account the cultural background and the level of the organisation.

Conditions of implementation: It is important for support organisations to have a good grasp of the challenges facing FFOs and to ensure that information addresses questions raised by members and that the horizontal dissemination of information should not be neglected.

What measures should be used to harness and develop new ICTs in FFOs?

It should be noted that these proposals are at the level of FFOs, but as the areas of activity of FFOs vary significantly from one country to another, it is not necessarily correct to label all the communication tools used by FFOs as “new”. In this connection, ICTs are seen primarily as a set of tools and instruments that facilitate the transfer of information from one point to another. An issue of importance in this regard is the level of the actors' ownership of these tools and instruments.

The proposed strategies make use of tools ranging from the simplest – billboards, newsletters, exchange trips, television, drama – to the most complex, such as Internet services. Almost all communication tools were considered and specific information given on the real or supposed conditions under which they are used. However, mapping out a strategy entails making choices around which viable guidelines will be centred. Hence, three options were considered: developing and harnessing the ‘farmers’ centres’ concept for mass communication in rural areas; using the radio as a means of communication; and efficiently using the print media to communicate.

Conditions of access to new ICTs by FFOs

The use of new ICTs and the Internet by FFOs is still limited. Only a few FFOs produce or disseminate information using these technologies (e.g., electronic for, e-mail, Websites, CD-ROMs). This is due mainly to such constraints as the purchase price and the maintenance costs, and limited access to Internet.

These technologies should be used to improve and consolidate the management of the most standard information and communication tools (such as publications, bulletins and other written documents). The use of these technologies (surfing the Web, managing e-mails) is more common at the headquarters of a large FFOs, and training and support are needed to consolidate ICM in these FFOs.

Regarding smaller FFOs and their members, the exploitation of new ICTs should be part of a range of communication services available. The ‘farmers’ centres’ concept should be explored through integrating Internet-connected centres.

Developing the ‘farmers’ centres’ concept for mass communication in rural areas

The farmers’ centre is seen as a multipurpose centre or space which offers, in one place, many communication services and is a meeting place for farmers and other actors. The equipment would be owned by one or several FFOs, but should be made available to each farmer.

These services will depend on the priorities of the FFOs involved, but could include: telephone, fax, e-mail, computers, as well as social services, offices for farmers’ organisations or unions, a bookshop and a library. In short, the centre should be a contact point for farmers and the others (such as FFO head office staff, commercial companies, etc.), a transmission and reception post, and a forum for assessing demand and supply.

The centres would vary from one country to another but common criteria could be: location outside the capital city, easy access to electricity supply, good telecommunications (telephones), not inside an institution that might limit its access to people. Ownership could be by one or many FFOs, and the facilities should be opened to other actors.

Role of FFOs. They should help fund installations but should not give the impression the centre is a gift or that they will subsidise its operation. The management should be by the farmers themselves, with the FFO helping only as a last resort (e.g., for auditing).

Role of support organisations. They should help FFOs carry out feasibility studies and provide advice during the formulation and implementation of the centre concept.

Role of CTA. CTA could help by supporting a few pilot projects in some countries, focusing on: supplying documentation, training, providing technical support (consultants), supporting networking between farmers' centres, and disseminating accounts of these experiences.

Other actors may intervene. They should be identified by FFOs in collaboration with the support organisations. These actors include telecommunication operators and financial institutions specialising in the rural communication and information.

Using radio as a means of communication

The number of private and community radio stations in many African countries is growing. FFOs should make efficient use of these stations to disseminate information. An alternative is for one or more FFOs to buy their own radio station. Either way, what is important is that they should formulate their own message according to their target audience.

Role of FFOs. They should determine the content of programmes. They should encourage farmers' participation and work with partners where necessary. To broadcast their messages through the existing stations, they should negotiate access and control of the broadcasts.

Role of the State. In some countries where democratic conditions prevail, the State has set up the legal framework to govern the access of the private sector to radio broadcasting. Where it does not exist, FFOs should liaise with various actors to lobby for the installation of radio stations.

Role of CTA. As an established centre for the collection, processing and dissemination of information, CTA could help in developing documents or technical information for programmes and in supporting training in rural radio.

Using the print media to communicate

In most countries there are many types of newspapers: daily, periodicals and bulletins. Few FFOs have established information and networking bulletins. FFOs should identify the target audience and select an appropriate type of publication in terms of format, frequency, print run, etc. They could start with a bulletin and gradually move on to more complex publications, while using other types of media. But it is important to remember that there can be no clear external communication if internal communication is not efficient. A bulletin is the easiest printed means of communication to manage, but its success and sustainability depend greatly on the management of the vertical and horizontal flow of information.

Role of FFOs. They must have control of the content of the publication and set up an effective system of distribution.

Role of support organisations. They can help on the technical aspects, and help to evaluate the impact of print media.

Role of CTA. Support for training is essential. CTA could also supply information for use in FFOs' publications.

Ceremonie d'ouverture / Opening ceremony

Allocution d'ouverture

Son Excellence Zacharie Pervet, Ministre de l'agriculture du Cameroun

Nous voici réunis dans cette magnifique salle de réunion de l'hôtel Sawa de Douala, capitale économique du Cameroun, à l'occasion de la cérémonie d'ouverture des travaux du séminaire sur les stratégies de gestion de l'information et de la communication au sein des organisations paysannes faitières. Comme vous le savez, ce séminaire est une initiative du Centre technique de coopération agricole et rurale (CTA) qui, en accord avec le gouvernement du Cameroun, a décidé de faire tenir cet important événement dans notre pays. C'est un honneur auquel le gouvernement et le peuple camerounais tout entier sont profondément sensibles ; par ma voix, ils expriment leur gratitude aux responsables du CTA. Nous saluons chaleureusement la présence dans cette salle des honorables représentants des pays frères, venus de tous les coins d'Afrique. Nous saluons également les distingués délégués, représentants des organisations paysannes, qui sont venus participer à cette importante rencontre.

Le Cameroun, comme les autres pays du continent, a toujours considéré la structuration du monde paysan comme un instrument de première importance de mobilisation, de responsabilisation et de participation effective de la masse rurale au processus de développement. C'est ainsi qu'au cours des quatre dernières décennies, le cadre juridique nécessaire à la création et au développement des organisations paysannes dans notre pays va subir d'importants changements pour s'adapter aux mutations de l'environnement socio-économique et politique.

Les objectifs de ce séminaire cadrent avec les préoccupations du gouvernement camerounais. Le chef de l'État, Son Excellence Monsieur Paul Biya, a toujours encouragé le mouvement paysan. C'est à ce titre qu'il a tenu à présider personnellement la 13^{ème} Conférence panafricaine coopérative, qui s'est tenue à Yaoundé en juillet 2000.

Le désengagement de l'État des fonctions de production et de commercialisation dans les différentes filières agricoles a dicté une nouvelle répartition des rôles et des responsabilités parmi les acteurs, confiant ainsi aux organisations paysannes l'essentiel des fonctions jadis assurées par l'État. Aujourd'hui, à la faveur du cadre réglementaire rénové et modernisé, et grâce au dynamisme et à la volonté manifestée par les paysans camerounais, nous assistons à un développement très rapide d'un tissu d'organisations paysannes diversifié autour des fonctions importantes telles que la commercialisation de la production, l'achat groupé des intrants agricoles, la collecte de l'épargne ou la distribution des crédits. La participation des paysans agriculteurs à la définition des stratégies de développement en tant que partenaires et acteurs à part entière du développement est devenue effective et incontournable.

Cependant, cette mutation favorable ne va pas sans difficultés. En effet, les organisations paysannes, quel que soit leur niveau de structuration, connaissent des contraintes à leur épanouissement dont les plus importantes sont :

- les moyens humains et financiers très limités ;
- la faible concertation entre les organisations au niveau national et régional ;
- l'accès limité aux informations et l'absence de stratégie de communication interne.

Cet ensemble de problèmes réduit considérablement leur capacité d'intervention et de négociation avec leurs partenaires du secteur public et privé.

L'importance de l'information et de la communication dans la mise en œuvre des programmes des organisations paysannes est d'autant plus marquée que ces dernières sont perçues comme des outils de développement et de réduction de la pauvreté. Toutefois, s'il s'avère que l'information et la communication ne suffisent pas, à elles seules, à engendrer le développement, il convient également de signaler qu'une information et une communication insuffisantes rendent le développement plus lent et plus difficile, de même qu'elles entravent la participation populaire et la libération des énergies créatrices. Ainsi, la mise en œuvre harmonieuse des programmes des organisations paysannes implique que soient réunies les conditions d'émission, de diffusion et de réception des messages à l'endroit de leurs membres ou de leurs structures annexes.

Le CTA nous a offert une occasion ultime de pouvoir engager la réflexion sur les stratégies de gestion de l'information et de la communication au sein des organisations paysannes haïtières. L'élargissement de la concertation au continent africain va certainement induire une émulation entre nos paysans. L'échange d'expériences qui en découlera sera bénéfique à l'ensemble du continent.

Ce séminaire intervient au moment où, plus que jamais, la lutte contre la pauvreté est le principal défi que le monde en général et nos États en particulier s'attellent à relever. Cet obstacle est d'autant plus difficile à surmonter que la problématique de la pauvreté dans notre continent ne se pose pas seulement en termes de niveau de revenu, mais revêt un caractère multidimensionnel couvrant la malnutrition, l'analphabétisme, la morbidité et l'organisation encore embryonnaire des principaux acteurs du développement.

Chers séminaristes, tout au long de vos travaux, il est prévu :

- de procéder à un état des lieux et à l'analyse de la gestion de l'information et de la communication au sein des organisations paysannes haïtières ;
- d'identifier les forces, les faiblesses, les opportunités, les potentialités des pratiques actuelles et d'analyser la qualité des services rendus aux membres ;
- de dégager ensuite les domaines prioritaires et les stratégies à mettre en œuvre pour renforcer les capacités de gestion de l'information et de la communication ;
- de préciser le rôle des structures d'appui dans les stratégies identifiées ;
- de circonscrire les rôles du CTA dans les stratégies déterminées.

Il s'agit d'un travail laborieux, mais néanmoins utile. C'est pourquoi je saisis l'occasion pour lancer un appel à la participation effective de tous les représentants des organisations haïtières, des structures d'appui technique

privées ou publiques, ainsi que des structures de financement du développement invitées à cette occasion. Vous constituez un panel d'experts judicieusement sélectionné au regard de l'expérience que vous avez déjà accumulée dans ce domaine. Pour autant qu'elles soient judicieusement exploitées, vos contributions permettront certainement de modifier favorablement le rapport des forces entre les organisations paysannes et les autres partenaires, et d'assainir la gestion des organisations paysannes faitières.

Le nouveau plan stratégique du CTA, qui lui fixe comme rôle principal d'aider les acteurs ruraux à définir et mettre en œuvre, par eux-mêmes, leurs propres stratégies de gestion de l'information et de la communication est un programme très louable. Il a pour objectif d'améliorer à terme l'efficacité de ces nouveaux acteurs émergents.

Tout en souhaitant la réussite de ce séminaire, que je déclare ouvert, j'ose espérer que les solutions issues de vos travaux se traduiront par des actions et des engagements concrets de la part de toutes les parties prenantes. Vive la coopération internationale ! Vive le mouvement paysan africain ! Je vous remercie.

Allocution d'ouverture

T.M. Narain, Représentant du directeur du CTA, Carl B. Greenidge

Au nom du directeur du Centre technique de coopération agricole et rurale (CTA), Monsieur Carl Greenidge, j'ai l'honneur et le privilège de prendre la parole à l'occasion de la cérémonie d'ouverture des travaux du séminaire sur les stratégies de gestion de l'information et de la communication au sein des organisations paysannes faitières, organisé par le CTA, avec la collaboration du ministère de l'agriculture du Cameroun et du Service d'appui aux initiatives locales de développement (SAILD).

Au nom de tous les participants et en mon nom personnel, je voudrais remercier très sincèrement les autorités camerounaises et le peuple camerounais pour l'hospitalité légendaire dont nous avons bénéficié depuis notre arrivée à Douala. Je voudrais exprimer plus particulièrement ma gratitude au ministre de l'agriculture, pour avoir autorisé la tenue du présent séminaire au Cameroun, mais aussi pour avoir accepté, malgré ses nombreuses préoccupations, de faire le déplacement à Douala pour nous honorer par sa présence et présider la cérémonie d'ouverture du présent séminaire.

Mes remerciements s'adressent aussi au SAILD, qui s'est énormément engagé dans l'organisation logistique de cette rencontre. Je saisis également cette occasion pour remercier tous les participants ici présents, qui ont accepté l'invitation à ce séminaire.

Permettez-moi de dire quelques mots sur le CTA que j'adresse plus particulièrement aux personnes qui souhaitent mieux connaître ce centre. Après vingt ans de coopération et une première Convention de Lomé, les États membres de la Communauté européenne et les États ACP ont ressenti le besoin de créer le CTA, à la fin des années 70, pour accroître la cohérence de leurs efforts de coopération agricole. C'est également la période à laquelle la plupart des pays développés commencent à entrer dans l'ère de l'information. Ce secteur, qui devient essentiel à leurs activités économiques, scientifiques, techniques, commerciales et culturelles, se caractérise par des technologies de l'information et de la communication (TIC) rapides et efficaces. Il était indispensable que

cette évolution soit également suivie dans les pays ACP. Le CTA a donc été créé par la seconde Convention de Lomé, signée le 31 octobre 1979. Je dois signaler que le premier directeur du CTA, Monsieur Daniel Assoumou Mba, était Camerounais ! Sa nomination est intervenue en juillet 1983.

Depuis 1984, l'année de démarrage effectif du CTA, les progrès de l'informatique ont été fulgurants. Malheureusement, ces derniers n'ont fait qu'exacerber les différences et creuser le fossé qui sépare les pays développés et les États ACP en termes d'utilisation des technologies de l'information. Dix ans après la création du CTA, une équipe ACP-UE chargée de son évaluation externe écrivait dans son rapport :

« les considérations primordiales qui ont présidé à la décision des pays ACP et de l'Union européenne (UE) de créer le CTA, institution de gestion commune, semblent encore plus pertinentes en 1994 qu'à l'époque de sa création en octobre 1979 ».

John Page, le responsable économique de la Banque mondiale pour le Moyen-Orient se plaît à dire que « l'économie mondiale des années 50 et des années 90 est aussi différente que deux trains. L'économie des années 50 », dit-il « ressemblait au vieux train qui reliait Héliopolis (une banlieue cairote) au Caire. Ce train s'arrêtait à toutes les gares ; si vous le ratiez, vous aviez toujours la possibilité d'en prendre un autre. Il roulait si lentement que, si vous le ratiez, vous pouviez sauter sur votre vélo et le rattraper à la gare suivante. Si vous n'aviez pas les moyens d'acheter un ticket, vous pouviez vous installer sur le toit. En revanche, l'économie mondiale des années 90 ressemble au train à grande vitesse Tokyo-Osaka. Si vous le ratez, c'est fini ; il est parti et vous ne pourrez plus le rattraper ».

À l'aube de ce nouveau siècle, il est impératif que les pays ACP déploient tous leurs efforts pour ne pas rater ce train ! Ils doivent s'investir dans les TIC pour informer et être informés sur les projets scientifiques, les prix et les marchés. Ils doivent avoir accès aux informations analogues qui seront nécessaires à leur développement agricole et rural.

Dans le cadre de son mandat, le CTA a déployé des efforts considérables pour fournir des services destinés à améliorer l'accès des pays ACP à l'information indispensable au développement agricole et rural et pour renforcer leurs capacités à produire, acquérir, échanger et exploiter l'information dans ce domaine. Les programmes du CTA s'articulent autour de quatre axes principaux :

- l'élaboration de stratégies de gestion de l'information et des partenariats nécessaires à la formulation et à la mise en œuvre des politiques ;
- la promotion des contacts et les échanges d'expériences ;
- la fourniture d'informations sur demande ;
- le renforcement de leurs capacités dans le domaine de l'information et de la communication.

Au cours des cinq dernières années, le CTA a soutenu les organisations paysannes en mettant en place des programmes qui leur permettront de ne pas rater le train évoqué précédemment.

Dans le cadre de son plan stratégique, qui est sur le point d'être approuvé par ses organes de tutelle, le CTA maintiendra et renforcera cette orientation au cours des cinq prochaines années pour donner aux organisations paysannes faîtières les outils nécessaires pour leur permettre d'assumer pleinement leur rôle d'acteurs du développement agricole et rural dans les pays ACP. Pour mieux remplir le mandat qui lui a été remis par les Accords de Cotonou, le nouveau plan stratégique 2001-2005 s'est fixé deux objectifs opérationnels principaux :

- l'amélioration de la disponibilité et de l'accès à une information pertinente, adéquate et précise, adaptée aux circonstances du développement agricole et rural des pays ACP ;
- le renforcement des capacités de gestion de l'information et de la communication des organisations ACP de développement agricole et rural.

C'est donc dans la mise en œuvre des programmes nécessaires à la réalisation de ces objectifs que le CTA pourra renforcer et appuyer l'action des organisations paysannes faitières. Elles disposeront ainsi des outils qui leur permettront d'assumer pleinement leur rôle dans le développement des pays ACP.

Lors d'un séminaire financé par le ministère du développement international (Department for International Development – DFID) en vue de valider des études menées par une équipe pluridisciplinaire, de nombreux participants ont déclaré que les associations professionnelles de producteurs devaient se substituer aux organismes publics pour assurer la gestion directe du développement rural. A. Faye, A. Fall, M. Tiffen, M. Mortimore et J. Nelson reprennent ce thème dans leur article intitulé « Policy requirements for farmer investment in semi-arid Africa » et publié par Drylands Research (Senegal series, document de travail 23, région de Diourbel) :

La décentralisation des structures administratives et de la fourniture des services se poursuivra vraisemblablement. Cette évolution donnera la faculté à l'administration locale de mettre en vigueur des arrêtés municipaux et de percevoir l'impôt. Cependant, il conviendra d'appuyer ces nouvelles institutions en leur fournissant un encadrement et une information dans les langues locales. Il est essentiel d'accroître la transparence des actions et des interventions des agences actives en milieu rural pour surmonter la passivité et renforcer la participation populaire dans la prise de décision.

Les séminaires nationaux organisés au Sénégal, Kenya et Niger nous ont appris que les représentants des collectivités rurales (hommes ou femmes) pouvaient participer activement et utilement aux débats, pour autant que ces derniers se tiennent dans une langue qu'ils comprennent.

À propos de la communication, ils écrivent :

La faculté de diffuser des informations dans l'espace est un préalable fondamental pour avoir accès aux opportunités et technologies nouvelles. Savoir lire, écrire et calculer renforce la capacité des individus à comparer la rentabilité de diverses stratégies d'existence et différents modes de vie. Cette capacité leur permettra de surveiller l'évolution des nouvelles communes et de négocier avec le pouvoir central. Les pouvoirs publics ont besoin de faire le point et de discuter avec les responsables et d'autres membres de la collectivité des outils, de la langue et du contenu de l'enseignement primaire en zone rurale, et de la langue des institutions publiques locales. Si le français restera une passerelle vers l'enseignement supérieur et la langue de l'unité nationale, il convient de réexaminer le rôle des autres langues du Sénégal.

Il apparaît donc que la participation active des associations professionnelles à l'élaboration des programmes et des activités est une condition préalable au succès. Un « état des lieux » s'avère nécessaire, c'est-à-dire une évaluation des ressources, y compris des technologies de l'information et de la communication disponibles au niveau de ces organisations, ainsi que de leurs besoins. Il faut ensuite examiner les mécanismes que le CTA pourra employer pour les soutenir dans l'élaboration de stratégies, la formulation de priorités et la mise en œuvre des activités de gestion de l'information et de la communication.

Le CTA compte sur votre participation active à ce séminaire pour trouver les pistes qui lui permettront d'atteindre ses objectifs. J'espère que nous y parviendrons en mettant nos forces en commun. Merci de votre attention.

Opening remarks

T.M. Narain, on behalf of the Director of CTA, Carl B. Greenidge

On behalf of Mr Carl Greenidge, Director of the Technical Centre for Agricultural and Rural Cooperation (CTA), I have the honour and privilege to take the floor on the occasion of the opening ceremony of this seminar on information and communication management (ICM) techniques in federations of farmers' organisations (FFOs), organised by CTA in conjunction with Cameroon's Ministry of Agriculture and the Service d'appui aux initiatives locales de développement (SAILD),

On behalf of all the participants and on my own behalf, I would like to extend my gratitude to the Cameroonian authorities and people for their legendary hospitality since our arrival in Douala. I would also like to extend special thanks to the Minister of Agriculture for authorising the holding of this seminar in Cameroon and for travelling to Douala to honour us with his presence and preside over the opening ceremony of this seminar, in spite of his very tight schedule.

My thanks also go to SAILD for the tremendous efforts made in the logistical organisation of this meeting. I also wish to take this opportunity to thank all the participants here present for accepting the invitation to this seminar.

Here is a brief presentation of CTA for the attention of those who would like to know more about it.

In the late 1970s, after 20 years of cooperation and in the wake of the first Lomé Convention, the European Community Member States and the ACP States felt the need to set up CTA in a bid to give more coherence to their agricultural cooperation efforts. This period also ushered in, for most developed countries, the information age wherein information became an essential factor in their economic, scientific, technical, commercial and cultural activities through the use of fast and efficient information and communication technologies (ICTs). Hence, it was inevitable that such developments should also be monitored in the ACP countries. Consequently, CTA was set up under the second Lomé Convention signed on 31 October 1979. I would like to mention that the pioneer Director of CTA was a Cameroonian, Mr Daniel Assoumou Mba, who was appointed in July 1983.

Since 1984, when CTA became operational, significant and rapid progress has been made in computer sciences. Unfortunately, this progress underscored and further widened the gap in the use of information technologies between developed countries and the ACP States. An external evaluation of the CTA carried out 10 years after its inception by an ACP-EU team stated:

The overriding considerations in the decision of the ACP countries and the European Union (EU) to set up the CTA, a jointly managed institution, seem to be more relevant in 1994 than they were during its inception in October 1979.

John Page, the World Bank's chief economist for the Middle East, noted that "the difference between the global economy of the 1950s and the 1990s is the difference between two trains." The global economy of the 1950s, he said, was like the old train from Heliopolis [a Cairo suburb] to Cairo. The train stopped at every station, and if you missed one, you could always catch another. It was so slow that if you missed the last one, you could ride your bike and catch up at the next station. If you couldn't afford a ticket, you could "always ride on the roof. The global economy of the 1990s, by contrast, is like the bullet train from Tokyo to Osaka. If you miss it, it's gone – good bye – and you can't catch up."

In this new century, it is imperative that the ACP States do their utmost not to miss this train! They should invest in ICTs in order to inform and be informed on scientific projects, prices and markets and have access to other such information as will be necessary for their agricultural and rural development.

Within its terms of reference, CTA has made significant efforts to provide services that enhance the access of ACP countries to information needed for agricultural and rural development and to build their capacity to produce, acquire, exchange and use information in this area. CTA programmes have centred around four major areas:

- Mapping out information and partnership management strategies needed for policy formulation and implementation;
- Promoting contacts and the sharing of experiences;
- Providing information on request;
- Capacity building in information and communication.

For the past 5 years, CTA has been giving support to farmers' organisations by designing programmes likely to enable them not to miss the train we have just talked about.

During the next 5 years and as part of its strategic plan, which is awaiting approval by the Centre's supervisory bodies, CTA will maintain and foster such programmes so as to provide the FFOs with the tools necessary to enable them to fully play their role in the agricultural and rural development of ACP countries. In order to achieve the mission assigned to it by the Cotonou Agreements, CTA has based its new Strategic Plan 2001–2005 on two major operational objectives:

- Improving the availability and accessibility of relevant, adequate and accurate information adapted to the context of agricultural and rural development in ACP countries;
- Building ICM capacities in ACP agricultural and rural development organisations.

It is through the implementation of programmes designed to meet these objectives that CTA will be able to boost and support actions taken by FFOs through the supply of tools that will enable them to play an effective role in the development of ACP countries.

During a seminar organised to authenticate studies carried out by a multi-disciplinary team and financed by the Department for International Development (DFID), it was said by many participants that farmers' professional associations should substitute for State bodies as far as the direct management of rural development is concerned. A. Faye, A. Fall, M. Tiffer, M. Mortimore and J. Nelson endorsed this approach in their paper on 'Policy requirements for farmer investment in semi-arid Africa', published by Drylands Research (Senegal series, Working paper 23, Diourbel region), thus:

It is assumed that the decentralisation of administrative structures and service provision will continue. This will give local authorities power to make by-laws and raise local taxes. However, these new institutions need to be supported by the provision of education and information in languages locally understood. Transparency in the actions and interventions of agencies in the rural sector should be increased to overcome passivity and strengthen popular participation in decision-making.

Our country workshops in Senegal, Kenya and Niger showed that representative members of rural communities (both men and women) can participate meaningfully and usefully in such debates, provided they are held in the language they understand.

Concerning the role of communication, the authors stated that:

The ability to communicate information over space is a fundamental requirement for access to new opportunities and technologies. The ability to read, write and calculate enhances people's ability to weigh up the profitability of different livelihood strategies and actions. It will also support them in monitoring the new communes and negotiating with the centre. Governments need to discuss and review with community leaders and others, the aids, language and content of rural primary schooling, and the language of local governance institutions. French will always be the gateway to higher education and the language of national unity, but there is need for reconsideration of the role of Senegal's other languages.

It therefore appears that the active participation of professional associations in drawing up programmes and activities to be implemented is a prerequisite to success. It is necessary to assess resources, including ICTs, available at the level of these organisations and their needs. Then we should consider ways in which CTA can support them in mapping out ICM strategies, defining priorities and implementing activities.

CTA hopes you will participate actively in this seminar and to make recommendations aimed at helping the Centre achieve its objectives. I hope that together we will be equal to the task. Thank you for your kind attention.

PREMIÈRE PARTIE / PART 1

**Exposés d'ordre général pour situer le rôle des organisations paysannes
faitières (OPF) dans les politiques de développement en Afrique subsaharienne,
et sur les expériences des différents acteurs en matière de stratégie de
communication dans les OPF**

**Papers on the role of federations of farmers' organisations (FFOs) in national
and regional agricultural and rural development policies in sub-Saharan
Africa, and on the experiences of FFOs in communication strategies**

1.1

Rôle des organisations paysannes faïtières dans les politiques nationales et régionales de développement agricole et rural dans les pays africains au sud du Sahara

Marie-Rose Mercoiret

CIRAD-TERA, France

Depuis une quinzaine d'années, les politiques agricoles au sud du Sahara ont connu des mutations profondes qui ont bouleversé l'environnement dans lequel évoluent les agriculteurs. Lancées dans les années 80, les politiques d'ajustement structurel possédaient bien sûr une composante agricole (les programmes d'ajustement structurel agricole ou PASA). Elles se sont prolongées dans les années 90 par la libéralisation croissante de l'économie, qui accroît la concurrence entre pays et, naturellement, entre les agriculteurs.

Jusqu'à une période récente, les producteurs d'Afrique subsaharienne ont joué un rôle extrêmement limité, pour ne pas dire inexistant, dans l'élaboration des politiques agricoles. Les choses changent cependant car les paysans africains s'organisent et prennent la parole au niveau national, sous-régional et international : des organisations faïtières se sont mises en place dans la plupart des pays. Tel est le cas du Réseau des organisations paysannes et des producteurs agricoles d'Afrique de l'Ouest (ROPPA), qui a vu le jour à l'échelon sous-régional. Les rencontres se multiplient entre paysans africains, mais aussi entre les paysans africains et les paysans d'autres continents. Cette effervescence traduit la prise de conscience, par les agriculteurs africains, de la nécessité de faire entendre leur voix dans les instances où se prennent les décisions qui conditionnent leur avenir.

Cet exposé ne prétend pas rendre compte, de façon exhaustive, des évolutions des politiques agricoles au sud du Sahara ni du rôle, encore limité, que jouent les organisations paysannes dans leur définition. Il se propose seulement d'apporter, de façon synthétique et donc forcément réductrice, des éléments d'information sur quelques points qui peuvent aider à structurer la réflexion.

Après une brève mise en perspective historique, nous présenterons :

- les principales caractéristiques communes des politiques de développement agricole et rural, ainsi que leurs effets et conséquences pour les producteurs ;

- la place et le rôle des organisations paysannes faïtières dans l'élaboration des politiques agricoles et dans leur mise en œuvre (à cette occasion on s'efforcera de mettre en évidence les facteurs qui expliquent l'écho limité de leurs propositions) ;
- des propositions concernant les conditions nécessaires pour accroître l'influence des organisations paysannes sur les prises de décision qui les concernent.

Il est clair que le présent exposé reflète le degré (variable) de connaissance que son auteur a de la situation dans les différents pays ; que ceux qui n'y retrouveront pas mention de leurs expériences ne m'en tiennent pas rigueur et apportent leur contribution, qui sera la bienvenue.

Une (brève) mise en perspective historique

Les réformes économiques que les pays d'Afrique subsaharienne connaissent depuis une quinzaine d'années font partie intégrante d'un mouvement de désengagement des États, qui marque un changement majeur dans le fonctionnement des économies, des sociétés et des relations internationales. Sans entrer dans de longs développements, quelques points de repère peuvent être notés.

Projet de développement national et rôle moteur de l'État

À partir des années 60, les pays en développement ont adopté des politiques économiques qui conféraient à l'État un rôle moteur dans la croissance et le développement ; en cela, ils ont suivi l'exemple des pays industrialisés dans lesquels, après la crise des années 30 (et l'échec de la « première mondialisation »¹ du début du XXe siècle), l'État a été fortement présent dans la définition des objectifs à long terme, dans la production, dans la régulation des marchés et parfois dans leur contrôle, etc. Les pays africains, comme les autres pays en développement, ont été encouragés et soutenus dans cette voie par l'aide des agences internationales ; les politiques économiques, jusqu'aux années 80, sont en effet structurées autour d'un projet national : il s'agit de construire les économies nationales, d'orienter les efforts vers le développement d'une agriculture qui doit satisfaire les besoins alimentaires nationaux tout en assurant des revenus aux États pour développer les autres secteurs de l'économie, les services publics, etc. Les instruments de l'intervention publique dans le secteur agricole présentent de nombreuses similitudes : construction de filières administrées intégrant l'amont et l'aval de la production, mécanismes de stabilisation visant à protéger contre les fluctuations des marchés mondiaux des produits agricoles, appareils de développement étatiques ou para-étatiques, création d'une recherche agricole nationale...

Réformes à partir des années 80

À partir des années 80, la conception d'un développement centré sur le niveau national, dans lequel l'État joue un rôle moteur, est remise en cause et des réformes économiques et institutionnelles sont mises en œuvre. Elles s'effectuent en deux grandes étapes : introduction de politiques d'ajustement structurel dont la constante est le désengagement de l'État de la production et de l'appui à la production et, ensuite, libéralisation progressive des

1. B. Daviron. L'insertion des pays en développement dans les échanges internationaux de produits alimentaires. CIRAD Montpellier 1999.

marchés internationaux et réduction des protections dont bénéficiaient les économies nationales. Pourquoi ces réformes ?

L'ajustement structurel se veut une réponse à la crise de la dette

La flambée des cours des matières premières, à la fin des années 70, a poussé nombre de pays à accroître fortement leur endettement. Or, dès le début des années 80, les cours reviennent à leur niveau antérieur avant d'entamer une forte baisse, à compter de 1985. Il s'agit d'une baisse historique qui s'explique à la fois par le ralentissement de la croissance mondiale (les pays industrialisés sont en récession), par l'augmentation continue de l'offre et par la fin des grands accords internationaux sur les produits agricoles. L'effondrement des recettes d'exportation, auquel s'ajoutent la forte réévaluation du dollar et les défaillances de gestion interne, engendre une grave crise financière et économique. Le service de la dette représente une grande partie du revenu des États et est de plus en plus difficilement honoré.

Sous l'impulsion des institutions de Bretton-Woods (Banque mondiale, Fonds monétaire international), les politiques d'ajustement structurel se veulent une réponse à la crise financière et économique qui affecte la plupart des États africains. Il s'agit de « rétablir les grands équilibres macro-économiques », c'est-à-dire de réduire le déficit de la balance commerciale et de réduire le déficit budgétaire.

Dans le secteur agricole, à des rythmes certes variables selon les pays, les mesures prises dans le cadre du désengagement de l'État présentent de très grandes similitudes :

- privatisation du crédit agricole ;
- suppression des subventions sur les intrants ;
- arrêt progressif des politiques de prix et des mécanismes compensatoires ;
- fin des filières administrées et des monopoles publics, etc.

La libéralisation des marchés internationaux

Elle constitue une deuxième étape qui est venue renforcer l'ampleur des changements induits par l'ajustement structurel. Il s'agit d'un processus global, qui concerne tous les pays, et pas seulement les pays en développement. Il convient de noter, en effet, que la libéralisation des échanges commerciaux (à l'échelle mondiale) s'effectue sous la pression des pays industrialisés qui connaissent un essoufflement de leur croissance économique et qui espèrent une relance par la conquête de nouveaux marchés extérieurs. La libéralisation des marchés débute au milieu des années 80 et elle sera consacrée par les accords de Marrakech et la mise en place de l'OMC. Elle est progressive et se caractérise notamment par la fin des grands accords internationaux sur les produits agricoles, le désarmement des protections douanières et tarifaires, etc. La libéralisation modifie de façon radicale les règles du jeu au niveau international et se traduit notamment par la « remise en cause de l'espace national comme espace central de régulation des marchés. » (Daviron, 1999).

L'accord agricole conclu en 1995 dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) est jusqu'ici encore relativement peu contraignant : il vise d'une part à libéraliser les échanges agricoles et, d'autre part, à limiter l'utilisation d'outils de politique agricole ayant des effets de distorsion sur les échanges (aides et

subventions publiques notamment). Force est de constater cependant que les marges de manœuvre sont faibles pour les pays africains dès lors que les programmes d'ajustement structurel ont déjà fortement abaissé le niveau des tarifs douaniers effectivement appliqués et ont réduit considérablement, voire supprimé, les mécanismes de soutien interne à l'agriculture.

En guise de conclusion de ce bref rappel historique, on peut sans doute retenir, qu'en l'espace d'une quinzaine d'années, l'environnement des agricultures africaines a connu de profondes mutations. Après avoir soutenu les projets de développement nationaux et aidé les États à jouer un rôle central, les agences internationales ont joué un rôle déterminant dans l'adoption de politiques libérales :

- les politiques d'ajustement structurel ont profondément modifié les règles du jeu national, privant les agriculteurs de nombre de leurs soutiens ;
- la libéralisation des échanges commerciaux a modifié le mode d'insertion des agricultures sur les marchés : les agricultures africaines sont en effet mises en concurrence avec des agricultures ayant des niveaux de productivité beaucoup plus élevés et bénéficiant dans certains cas de mécanismes de soutien internes extrêmement importants (États-Unis, Union européenne). Cette concurrence accrue concerne l'accès aux marchés à l'exportation, mais aussi l'approvisionnement des marchés intérieurs où les produits agricoles importés concurrencent les productions locales.

Les politiques agricoles actuelles et leur impact sur les producteurs

Dans les pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre, les politiques agricoles mises en œuvre depuis les années 80 sont fortement conditionnées par les contraintes macro-économiques qui résultent des programmes d'ajustement structurel et par les contraintes (et parfois aussi les opportunités) inhérentes à la libéralisation des échanges commerciaux. Ceci explique que les politiques agricoles des différents pays présentent nombre de similitudes qui, cependant, ne doivent pas conduire à ignorer les différences qui existent entre les pays du fait des caractéristiques spécifiques de leur agriculture, de la situation alimentaire nationale ou de choix particuliers.

Des objectifs et des priorités largement convergents

Conscients de l'importance de la population rurale qui reste majoritaire dans la plupart des pays, du poids variable mais significatif de l'agriculture dans l'économie nationale, de l'importance considérable qu'occupent certaines filières agricoles dans les recettes d'exportation (par exemple, le coton au Bénin et au Mali), de la précarité de la situation alimentaire, etc., la plupart des pays définissent des orientations de politique agricole qui mettent l'accent sur :

- la sécurité alimentaire ;
- la diversification des productions ;
- la modernisation des techniques afin d'accroître la production et la productivité (de la terre notamment) ;
- la gestion des ressources renouvelables et la protection de l'environnement ;
- l'amélioration des revenus des agriculteurs ;
- la réorganisation des services agricoles (recherche, vulgarisation, conseil aux agriculteurs, etc.).

Il convient de noter que certains pays mettent l'accent sur des priorités particulières : la réorganisation de l'aval de la production (en Côte d'Ivoire, par exemple), le renforcement des organisations paysannes (Sénégal, Burkina Faso)...

Depuis quelques années, la lutte contre la pauvreté figure dans les objectifs de la plupart des politiques agricoles, la majorité des pauvres se trouvant en effet en milieu rural.

Des difficultés considérables dans la mise en œuvre des priorités

Il est indéniable que les objectifs généraux et les orientations définis par les politiques agricoles nationales répondent aux principaux défis auxquels sont confrontés les différents pays. Leur concrétisation se heurte cependant à des difficultés considérables, qui sont liées aux contraintes économiques générales et à la faiblesse des moyens politiques, institutionnels et financiers qui sont réellement mobilisés pour les mettre en œuvre.

Des marges de manœuvre réduites

Les programmes d'ajustement structurel ont réduit les marges de manœuvre des pays et la possibilité de recourir aux outils de politique agricole habituellement utilisés. Par exemple :

- les programmes d'ajustement structurel ont souvent imposé une large ouverture des marchés intérieurs (réduction des tarifs douaniers, les tarifs pratiqués étant souvent inférieurs aux taux consolidés à l'OMC) ;
- ils ont aussi limité de façon drastique le recours à des mesures de soutien interne (aides et subventions publiques).

Une « concurrence déloyale »

L'accord agricole de 1995 crée une situation de « concurrence déloyale »² entre les pays en développement et les pays qui subventionnent leur agriculture. Il « légitime, tout en la réduisant, l'utilisation d'instruments de soutien à la production et aux échanges par les grands pays fournisseurs », alors qu'il est « inadapté aux contraintes des PED... car peu (de ces) instruments leur sont accessibles » : soit les programmes d'ajustement structurel les ont déjà supprimés et les pays (concernés) ne peuvent plus y avoir accès, soit les contraintes budgétaires (nationales) sont trop fortes et limitent le recours à des instruments financés par le budget de l'État... »

Une faible capacité d'investissement

L'investissement dans le secteur agricole demeure globalement faible et très inférieur aux besoins, qu'il s'agisse des infrastructures de base, des équipements structurants ou de l'accès au matériel agricole pour les producteurs. Les capacités d'investissement à partir des ressources nationales sont limitées, surtout pour les pays sahéliens.

2. Solagral. Les agricultures du Sud et l'OMC. Fiche 4. Les conséquences de l'OMC pour la politique agricole des pays ACP. Nogent sur Marne. 2001.

Des programmes d'investissement rural sont mis en œuvre, mais les financements extérieurs sont souvent longs à mobiliser et « un Plan Marshall pour l'Afrique » reste encore un objectif à atteindre. Enfin, l'investissement privé tant attendu pour relancer la production agricole tarde à arriver dans beaucoup d'endroits et peu d'espoir existe en la matière pour les zones dites « à faible potentiel agro-écologique ».

Une difficile réorientation des priorités

Dans les faits, la priorité continue souvent à être donnée aux cultures d'exportation, du fait notamment de leur contribution à l'équilibre de la balance commerciale. Des augmentations importantes de la production agricole ont ainsi été enregistrées (pour le coton, par exemple) mais elles résultent plus souvent d'une extension des surfaces cultivées que d'une intensification, qui demeure inaccessible à une grande partie des producteurs. Les cultures vivrières bénéficient parfois d'un appui très limité et les efforts de diversification soulèvent la question parfois complexe de l'organisation de nouvelles filières.

Des services qui se réorganisent lentement

Des services tels que la vulgarisation, le conseil et la formation agricoles ont été souvent réduits à leur plus simple expression pendant plusieurs années du fait de la réduction des effectifs dans les organismes publics, dont le recrutement s'est tari, et de la suppression du nombre de sociétés de développement para-étatiques. Ils se réorganisent cependant, à des rythmes très variables et parfois trop lents eu égard aux adaptations que le nouveau contexte exige des producteurs.

Les producteurs ruraux face aux nouvelles politiques agricoles

La mise en œuvre des réformes économiques s'est faite à des rythmes différents selon les pays, les régions et, parfois, les productions concernées. Les réformes ont aussi eu des effets différenciés selon les catégories de producteurs. Pour tous les producteurs, en effet, le contexte est devenu plus complexe, plus instable et plus concurrentiel ; toutefois, tous les agriculteurs ne disposent pas des mêmes atouts pour répondre aux nouvelles contraintes qui découlent du désengagement de l'État et pour valoriser les opportunités que peut créer la libéralisation économique.

« Vues d'en bas », les réformes économiques ont eu des effets globalement très peu appréciés par la majorité des producteurs. Nous en citerons quelques-uns pour mémoire.

- Les subventions sur les intrants ont été supprimées pratiquement partout, entraînant une augmentation importante (et continue) des engrais, des insecticides et des pesticides et, souvent, l'abandon de pratiques d'intensification pourtant fort modestes.
- La privatisation du crédit s'est traduite par sa très forte raréfaction et par une augmentation très importante des taux d'intérêt ; les systèmes de financement décentralisés mis en place sont appréciés par les paysans, mais ils ne répondent que partiellement à la demande de crédit agricole, notamment pour les équipements qui requièrent un crédit à moyen terme.
- La raréfaction et le renchérissement du crédit, combinés au démantèlement des systèmes d'approvisionnement en matériel agricole subventionné, ont entraîné un vieillissement d'un parc déjà très insuffisant dans certains endroits et pour certaines catégories de producteurs.

- La libéralisation des prix des produits agricoles s'est traduite dans un premier temps par une augmentation du prix au producteur et, à ce titre, elle a été appréciée par les agriculteurs qui y ont répondu par un accroissement parfois rapide de la production. Cette augmentation a cependant été éphémère du fait de la tendance à la baisse des cours de nombre de matières premières. Elle a en outre eu des effets contrastés sur le revenu des producteurs en raison de l'augmentation du coût des intrants et du crédit.
- S'il est clair que la suppression des mécanismes de stabilisation a mis fin aux prélèvements abusifs et souvent peu transparents auxquels ils avaient parfois donné lieu, il est tout aussi indéniable que de nombreux producteurs sont confrontés à une forte instabilité des prix, qui rend très aléatoire la mise en place de stratégies de modernisation des exploitations agricoles et les condamne à des stratégies de très court terme, voire de simple survie.

Les nouvelles politiques agricoles ont aussi d'autres effets.

- Elles se structurent dans les faits autour de l'objectif central de recherche de compétitivité, les agriculteurs étant « invités » à faire valoir leurs « avantages comparatifs ». Or, cette compétitivité est en partie illusoire car, comme nous l'avons vu, la concurrence avec des agricultures fortement subventionnées est « déloyale » et, par ailleurs, les écarts de productivité entre les différentes agricultures sont au départ considérables. Ainsi, P. Campagne³ note que les écarts de productivité entre les pays industrialisés et les pays en développement n'ont cessé d'augmenter depuis 40 ans. La productivité agricole était 7 fois plus élevée dans les pays industrialisés en 1950 ; elle est actuellement 36 fois plus élevée.
- Les politiques agricoles libérales dynamisent l'agriculture d'entreprise, dans les zones périurbaines notamment. Un marché de la terre se développe dans certains endroits (dans le sud du Bénin, par exemple) qui favorise la concentration de « bonnes terres » dans les mains d'entrepreneurs privés (« l'agrobusiness ») ou d'un groupe minoritaire d'entrepreneurs ruraux dont l'esprit d'initiative est valorisé alors qu'ils disposent au départ de conditions de production (en terres, capital, main-d'œuvre et information) très particulières et beaucoup plus favorables que celles de la plupart des ruraux.
- Les agricultures familiales, qui représentent la forme de production et le mode de vie de la très grande majorité des ruraux en Afrique, sont quant à elles particulièrement touchées par les changements brutaux qui ont affecté l'environnement de l'agriculture. La stratification sociale s'accroît et on observe une augmentation importante de la pauvreté qui touche des couches de plus en plus larges de la population rurale. Les processus d'exclusion s'accroissent et concernent tous ceux qui ne peuvent devenir compétitifs. Par ailleurs, on observe la multiplication des stratégies de survie, une pression accrue sur les ressources naturelles, etc. Certaines catégories sociales sont particulièrement touchées (les petits paysans, les femmes, les jeunes), mais c'est parfois des zones entières qui tendent vers la marginalisation.

Les « effets négatifs » du désengagement brutal des États de nombre de fonctions d'appui à l'agriculture ont été officiellement reconnus. Ils ont conduit à la mise en place de programmes spécifiques qui visent à les corriger, sans que cependant le modèle soit remis en cause. On peut citer notamment :

- les programmes centrés sur la gestion des ressources naturelles, la protection de la biodiversité et, plus généralement, la protection de l'environnement qui se sont multipliés depuis le début des années 90 ;

3. Campagne (P). 1998

- les programmes de lutte contre la pauvreté, qui sont devenus la priorité de la Banque mondiale depuis quelques années et qui mobilisent des ressources parfois très importantes ;
- de nombreux programmes de sécurité alimentaire, d'importance variable mais souvent significative.

Les organisations paysannes et la définition des politiques agricoles

En quinze ans, le degré d'organisation des producteurs et le niveau de structuration des organisations ont considérablement changé dans la plupart des pays africains et, avec eux, la capacité des agriculteurs à mener des actions dans le domaine économique et à faire entendre leur voix dans le débat sur les politiques agricoles. En un laps de temps très court, des évolutions considérables ont eu lieu, à un rythme certes variable selon les pays. Elles témoignent de la vitalité des agricultures familiales, de leur extraordinaire potentiel de créativité technique, économique, institutionnelle et politique et aussi d'une prise de conscience de l'importance des enjeux qui sont au cœur des processus de réforme du secteur agricole. Ces évolutions ne doivent pas cependant faire oublier que si la capacité des organisations paysannes à influencer sur l'élaboration des politiques agricoles s'accroît, elle reste encore globalement limitée.

La montée en puissance rapide des organisations paysannes

Sans entrer dans une rétrospective des dynamiques d'organisation des producteurs dans les quinze dernières années, il semble utile cependant de rappeler brièvement la situation des organisations paysannes lorsque se mettent en place les premiers programmes d'ajustement structurel et de souligner les principales évolutions qu'elles ont connues au cours des années 90.

La situation des organisations paysannes au début des années 80⁴

Lorsque les réformes économiques des années 80 sont introduites, le niveau d'organisation des producteurs africains est globalement encore très faible dans la plupart des pays. Cependant, de nombreuses organisations existent, notamment à l'échelon villageois et local, et elles peuvent sommairement être classées en trois grandes catégories : les coopératives, les associations/groupements liés aux grands projets et le mouvement associatif.

Les coopératives

Beaucoup d'espoirs avaient été mis dans les coopératives au moment des indépendances. D'une manière générale (bien qu'il y ait eu des exceptions notables dans certains cas et à certaines périodes), nombre de ces coopératives ont été l'affaire de l'État et sont restées largement étrangères aux paysans. Certaines de leurs fonctions économiques ont pu être appréciées par les membres (commercialisation, accès au crédit, à l'équipement agricole et/ou à des biens de consommation, infrastructures de stockage...), mais leur domaine d'activité est le plus souvent resté limité à ce qui intéressait essentiellement l'État, c'est-à-dire la promotion des cultures d'exportation (arachide, huile de palme, café, cacao...). Les nombreux dysfonctionnements qui ont

4. D. Gentil et M.R. Mercoiret : Y a-t-il un mouvement paysan en Afrique Noire ? Revue Tiers Monde. Octobre-décembre 1991.

affecté ces coopératives ont, par ailleurs, souvent contribué à leur discrédit. La plupart d'entre elles étaient très affaiblies au début des années 80. Elles n'étaient donc pas en position de représenter les intérêts des paysans vis-à-vis des autres acteurs, et notamment de l'État.

Les associations/groupements liés aux grands projets de développement

Les exemples les plus significatifs concernent les organisations cotonnières et les associations ou groupements situés dans les aménagements hydro-agricoles. Créées sur l'initiative de sociétés ou de projets de développement étatiques ou para-étatiques, ces organisations ont souvent résulté d'un compromis ou de convergences d'intérêt entre des paysans et des organismes d'appui. Les constantes ont été la prise en charge, par ces organisations de base, de fonctions économiques bien précises (gestion du réseau hydraulique ou de batteuses de riz à l'Office du Niger, par exemple, commercialisation primaire, approvisionnement en intrants, gestion du crédit dans les zones cotonnières...). Largement répandues dans de nombreux pays, ces organisations présentent dans les années 80 des caractéristiques communes : elles rendent des services appréciés par les paysans, qui en tirent des ressources collectives souvent investies dans des équipements villageois d'intérêt général. Leur degré d'autonomie est cependant faible et elles sont placées sous la tutelle des sociétés de développement dont elles tirent leur légitimité. Les échanges horizontaux entre organisations de base sont extrêmement limités, pour ne pas dire inexistant. L'importance accordée au renforcement des compétences internes des organisations a été très variable selon les cas. Ainsi, le fort investissement consenti par la Compagnie Malienne de Développement des Textiles (CMDT) dans l'alphabétisation et la formation des associations villageoises dans le sud du Mali contraste avec les efforts très limités qui ont été faits en la matière dans divers autres pays. Très vivantes, avec un potentiel souvent important, ces organisations ne constituaient pas cependant, au début des années 80, une force structurée horizontalement et verticalement.

Les organisations d'initiative non étatique : le mouvement associatif

À partir des années 70 s'est développée, en milieu rural et dans certains pays (Sénégal et Burkina Faso notamment), une dynamique associative autonome par rapport à l'État, dont l'importance augmentera progressivement et qui jouera un rôle de ferment dans la construction ultérieure du mouvement paysan africain. Les organisations pionnières sont célèbres : l'entente de Bamba-Thialène, l'amicale socio-éducative des agriculteurs du Walo et l'association des jeunes agriculteurs de Casamance au Sénégal, les groupements Naam au Burkina Faso, etc.

D'initiative locale, affirmant leur autonomie vis-à-vis de l'État, ces organisations se sont structurées dans un premier temps à l'échelon intervillageois et ont mené des actions très diverses, souvent avec l'appui d'organisations non gouvernementales (ONG) des pays du Nord. Dans les années 70, elles se définissent généralement des objectifs globaux (amélioration des conditions d'existence, autosuffisance alimentaire), un projet général mobilisateur qu'elles mettent en œuvre en mobilisant des ressources humaines et financières très diverses. Jusqu'au milieu des années 80, les activités de ces organisations non étatiques présentaient trois caractéristiques essentielles qui les différenciaient des organisations d'initiative étatique :

- une très forte tendance à la multifonctionnalité ;
- l'imbrication étroite entre l'économique et le social ;
- des initiatives économiques, notamment dans les secteurs délaissés par les organismes officiels de développement.

Dans la majorité des cas, les organisations reliées au mouvement associatif ont eu très tôt tendance à se fédérer à l'échelon régional et, dans le cas du Sénégal, au niveau national. C'est ainsi que la Fédération des ONG du Sénégal (FONG) qui, comme son nom ne l'indique pas, regroupe les associations intervillageoises dès la fin des années 70. Son audience et ses activités ne cesseront de croître dans les années qui suivront et elle deviendra un acteur incontournable en milieu rural au cours des années 80. Il est sans doute intéressant de rappeler que, dès la fin des années 80, les responsables de la FONG sont conscients de l'inéluctable montée en puissance des organisations paysannes et du rôle qu'elles joueront dans un avenir proche. Ainsi, Abdoulaye Diop, fondateur de l'amicale du Walo, déclare-t-il en 1989 : « j'ai beaucoup d'espoir pour le mouvement paysan car nous avons aujourd'hui des paysans qui pensent leur propre développement... ». Mamadou Cissoko, la même année, partage cet optimisme : « je suis très optimiste pour l'avenir ; je vois une montée au pouvoir des leaders paysans, de façon pacifique... »⁵.

Le désengagement de l'État et le transfert de responsabilités aux organisations paysannes

Les premières réformes des politiques agricoles s'effectuent donc dans les années 80, dans un contexte où les organisations paysannes sont faiblement structurées à l'échelon supra-villageois et le plus souvent dépendantes des organismes de développement qui les ont suscitées. Elles ne seront donc ni informées, ni a fortiori, associées aux décisions politiques qui concernent pourtant directement les producteurs ruraux. Dans nombre de cas, cependant, elles seront « responsabilisées » pour gérer les conséquences de décisions prises sans concertation avec elles.

Au cours des années 80, en effet, le retrait de l'État de nombre de fonctions d'appui à l'agriculture se fait souvent de façon abrupte, un sentiment d'urgence présidant aux changements. Pour éviter que le désengagement des pouvoirs publics n'engendre des vides dans les services à l'agriculture et ne se traduise par une baisse de la production (et des rendements), l'État est en quête de « repreneurs » des fonctions devenues vacantes. Son retrait s'accompagne d'un « transfert de responsabilités à de nouveaux acteurs ». Deux types de repreneurs sont possibles : les opérateurs privés marchands et les organisations paysannes. Dans nombre d'endroits, l'enthousiasme mesuré des opérateurs privés poussera à la responsabilisation des organisations paysannes. Dans la logique des politiques agricoles antérieures, les organisations paysannes sont alors souvent perçues comme le moyen d'atténuer les effets de décisions auxquelles elles n'ont pas été associées. Variable selon les pays, les régions (à l'intérieur d'un même pays) et les productions concernées, cette tendance est attestée par divers indicateurs :

- sélectivité des fonctions transférées, le transfert de charges s'accompagnant plus rarement du transfert des ressources nécessaires pour les assumer ;
- absence de négociation avec les producteurs des formes d'organisation mises en place dans le cadre du transfert de responsabilités ;
- modalités concrètes du transfert rarement discutées.

L'affirmation de l'autonomie des organisations paysannes et la naissance d'un mouvement paysan

Les années 90 marqueront un tournant important pour les organisations paysannes, dans la plupart des pays africains. En effet, la conjugaison du désengagement de l'État et de l'ouverture qui accompagne les processus

5. Pierre Pradervand : Une Afrique en marche, Paris, Plon, 1989.

de démocratisation de la vie publique élargit l'espace d'initiative économique et politique des paysans organisés. Confrontées aux effets concrets des réformes économiques, les organisations sortiront du cadre qui leur avait souvent été fixé et multiplieront les initiatives et les prises de parole, souvent d'abord au niveau régional.

Plusieurs exemples peuvent être donnés.

- La naissance du Syndicat des cotonniers et vivriers (SYCOV) au Mali intervient au lendemain de la chute du président Traoré. Pour reprendre les termes de son premier président, « le savoir-faire [acquis dans les associations villageoises] a engendré le pourquoi-faire [participer à la prise de décision] ». Après une lutte de grande ampleur, il deviendra signataire du contrat de plan qui ne devait engager au départ que l'État et la société cotonnière. Naîtront ensuite, au Mali, le Syndicat des producteurs de Mali-Ouest (SYPAMO), le Syndicat des exploitants agricoles de l'Office du Niger (SEXAGON), etc.
- Les Unions sous-préfectorales des producteurs (USPP), créées au Bénin dans le cadre de la politique de transfert des responsabilités au début des années 90, se regrouperont rapidement dans des unions départementales (UDP), puis dans une fédération nationale (FUPRO).
- Au Cameroun, et de façon plus limitée, les fédérations locales soutenues notamment par le Service d'appui aux initiatives locales de développement (SAILD) se regrouperont dans un Conseil des fédérations des producteurs de coton (CFPC).
- Le Mouvement paysan de la zone soudanienne (MPZS) s'est mis en place au Tchad.

Les dynamiques fédératives ont été d'importance variable selon les pays, les contextes politiques étant diversement favorables. Au départ, elles ont été souvent régionales et sectorielles et se sont structurées autour d'enjeux précis (le prix du coton, l'accès aux intrants...) et mobilisateurs.

Elles ont débouché dans des délais relativement brefs sur des organisations faitières nationales dans la plupart des pays. L'initiative en revient aux organisations paysannes elles-mêmes. Tel est le cas, par exemple, au Sénégal où la FONG a organisé en janvier 1993, un forum national des mouvements et fédérations d'organisations paysannes centré sur le thème « quel avenir pour le paysan sénégalais de demain ? ». Toutes les organisations ont été au rendez-vous (fédérations des coopératives agricoles et d'éleveurs, groupements féminins, groupement d'intérêt économique (GIE) d'élevage et de pêche, horticulteurs) et de cette première rencontre naîtra, deux mois après, le Comité national de concertation des ruraux (CNCR) dont l'audience ne cessera de croître au niveau national et qui aura une influence indéniable au niveau sous-régional.

L'unification du mouvement concerne progressivement de nombreux pays, où les regroupements nationaux s'effectuent selon des modalités diverses, appuyés dans certains cas par des programmes d'appui spécifiques, tels que les programmes d'appui à la professionnalisation de l'agriculture financés par le ministère français des affaires étrangères. À noter que cette dynamique nationale est très avancée dans certains pays (CNCR au Sénégal, Fédération des unions de producteurs/FUPRO au Bénin, Association nationale des organisations professionnelles agricoles/ANOPACI en Côte d'Ivoire...). Elle est encore récente au Cameroun ou en Guinée, par exemple, où néanmoins des comités de concertation ont vu le jour.

Enfin, et il s'agit là d'un progrès considérable, le ROPPA a vu le jour à l'échelon sous-régional en l'an 2000, après une première rencontre des organisations faitières nationales à Cotonou. Après plus d'un an d'existence, il a déjà pris de très nombreuses initiatives pour assurer sa consolidation institutionnelle, définir et démarrer ses

chantiers prioritaires, créer et définir des modalités de gestion du fonds de renforcement des capacités des organisations paysannes et, nous y reviendrons plus loin, pour préparer la future politique agricole de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA). Il convient également de souligner le rôle joué par ses responsables, d'une part pour renforcer la structuration nationale des organisations paysannes dans les pays où elle est encore faible ou soulève des questions particulières et, d'autre part, pour nouer des relations avec des partenaires extérieurs (pouvoirs publics, ONG...).

Multiplicité des défis et réponses des organisations paysannes

Quelle que soit leur appellation (comité, association, fédération, syndicat...), les organisations paysannes africaines se structurent généralement autour de deux enjeux, qu'elles perçoivent souvent, à juste titre, comme indissociables :

- la création/gestion de services aux agriculteurs, dans les secteurs économique et technique, mais aussi en matière d'information, de formation et de conseil, le plus souvent en collaboration avec d'autres acteurs, publics et privés ;
- la représentation et la défense des intérêts des producteurs vis-à-vis des autres acteurs économiques et institutionnels et de l'État.

Structures d'interface entre les agriculteurs familiaux et les autres acteurs qui constituent leur environnement, les organisations assument actuellement de très lourdes responsabilités, sans avoir les ressources humaines, matérielles et financières nécessaires.

Vis-à-vis de leurs adhérents, elles sont en effet confrontées à trois types de défis :

- répondre dans le court terme aux demandes diverses et urgentes de leurs membres ;
- être reconnues par les acteurs économiques et institutionnels comme des acteurs à part entière, et donc accepter les règles du jeu qu'ils instaurent tout en œuvrant à leur aménagement ;
- penser et préparer l'avenir des agricultures familiales en formulant des propositions de moyen et long terme et en créant des conditions favorables pour leur négociation.

De ce fait, la plupart des organisations s'efforcent de combiner, à des degrés très divers, des stratégies d'adaptation au nouveau contexte et ce que l'on pourrait appeler des stratégies de résistance.

Les stratégies d'adaptation mises en œuvre par les organisations se traduisent par des initiatives technico-économiques très diverses : innovation technologique, diversification des productions et des activités, reconstruction des services à l'agriculture désorganisés par le retrait de l'État... De plus en plus souvent, les organisations contribuent aussi à mettre en place de nouvelles formes de coordination, sectorielles ou territoriales, avec les acteurs économiques privés et des organismes publics. À noter que certaines d'entre elles investissent aussi dans les collectivités locales issues des politiques de décentralisation. La diversité des actions menées par les organisations dans ces différents domaines révèle le fort potentiel dont sont porteurs les agriculteurs familiaux et leurs organisations. Des réponses originales sont ainsi construites pour répondre aux défis de la sécurité alimentaire, de la gestion des ressources naturelles et de la biodiversité. Des démarches

novatrices sont mises en œuvre pour renforcer la compétitivité des produits agricoles (organisation de filières courtes, démarches de qualité, commercialisation de proximité...). Les initiatives se multiplient en matière d'accès à l'information, de formation, etc.

Les stratégies de « résistance » des organisations traduisent la volonté des agriculteurs familiaux de peser sur les prises de décision pour obtenir des mesures qui soient plus favorables à leurs initiatives. Elles prennent notamment la forme d'une participation croissante à l'élaboration de politiques agricoles, à l'échelon local, national et sous-régional.

L'influence des organisations sur les politiques agricoles

Force est de constater que l'influence des organisations paysannes dans l'élaboration des politiques agricoles est restée longtemps limitée. Malgré une montée en puissance de cette influence, les propositions formulées sont diversement prises en compte selon les pays et les secteurs concernés.

Les politiques sectorielles

Logiquement, c'est souvent autour des grandes filières que certaines organisations paysannes ont ouvert leurs premiers débats. Rarement associées aux décisions qui ont précédé les restructurations, elles ont cependant fait entendre leur voix sur nombre de points précis. L'on peut citer, par exemple, les « dix doléances » dont était porteur le SYCOV au moment de sa création et dont la plupart ont été satisfaites. On peut également souligner les actions vigoureuses menées par l'URECOCI en Côte d'Ivoire au moment de la restructuration de la filière cotonnière et l'espace qu'elle a obtenu pour exercer des fonctions d'approvisionnement et d'égrenage, par exemple. Très récemment (fin novembre 2001), la FUPRO a obtenu par la négociation que le prix du coton soit maintenu à 200 F CFA, alors que sa diminution était envisagée. La participation des organisations paysannes dans les interprofessions qui se mettent en place et qui regroupent les différents opérateurs qui interviennent dans la même filière constitue une avancée très significative (Association interprofessionnelle cotonnière/AIC au Bénin, Comité interprofessionnel du café et du cacao/CICC au Cameroun, etc.).

Des résultats significatifs ont également été obtenus dans certains pays en ce qui concerne l'exonération des droits de douane pour certains intrants (Côte d'Ivoire), l'accroissement important du rôle des producteurs dans le dépouillement des appels d'offre sur les intrants du coton (Mali, Bénin...), la bonification des taux d'intérêt sur le crédit agricole (Sénégal...). La liste est longue.

Ces quelques illustrations montrent que les préoccupations des producteurs portées par les organisations paysannes peuvent être entendues dès lors que leurs capacités de proposition et de négociation se renforcent. Elles ne doivent pas faire oublier cependant que la construction de certains compromis est souvent fort longue et semée d'embûches et qu'elle demande beaucoup de persévérance de la part des responsables paysans.

Définition des orientations et des priorités

Des résultats existent là aussi, mais ils sont généralement plus diffus et les situations sont très diverses selon les pays. Des concertations régulières ont lieu, par exemple, au Sénégal entre le CNCR et les pouvoirs publics. Le CNCR a été associé à toutes les étapes de l'élaboration du Programme d'appui aux services agricoles et aux organisations paysannes (PSAOP) financé par la Banque mondiale. Il est également représenté dans la plupart

des instances de concertation qui concernent le milieu rural et fait partie du conseil d'administration de divers organismes. Des progrès significatifs sont également enregistrés dans d'autres pays (Côte d'Ivoire, Bénin, Mali...), les organisations faïtières étant associées à la plupart des débats qui concernent l'agriculture.

Dans de nombreux cas, on assiste à une reconnaissance des organisations paysannes par les acteurs institutionnels et les pouvoirs publics. Cela ne signifie pas cependant que l'influence qu'elles exercent dans les faits en soit considérablement renforcée. Il est en effet de plus en plus fréquent que les organisations paysannes soient amenées à donner leur avis sur des sujets très importants et parfois très sensibles. Ces consultations ont bien sûr un grand intérêt ; toutefois, leur portée est parfois limitée par plusieurs facteurs :

- les organisations paysannes ont souvent à se prononcer sur des dossiers dont l'élaboration est parfois déjà fort avancée ; elles sont plus rarement impliquées dans la réflexion en amont, lorsque sont mises en œuvre les étapes préparatoires de diagnostic, d'identification des questions à résoudre en priorité, d'inventaire des solutions possibles, de sélection et de hiérarchisation des mesures à mettre en œuvre ;
- la consultation des organisations se fait souvent selon un calendrier qu'elles ne maîtrisent pas et dans des délais parfois très courts, ce qui provoque des chevauchements dans leurs programmes d'action et nuit à la préparation minutieuse qui serait nécessaire au traitement de dossiers souvent complexes ;
- de nombreux responsables des organismes publics ont admis la nécessité d'une consultation des producteurs, mais ont parfois des difficultés à inventer des démarches novatrices permettant leur véritable implication dans les processus qui conduisent à la prise de décision.

Les organisations paysannes sont aussi confrontées à des difficultés de divers types qui freinent leur implication dans des processus de négociation souvent longs, complexes (et parfois inutilement « compliqués »).

- L'accès limité à l'information de certaines organisations qui obère leur capacité d'analyse, de proposition et de construction d'argumentaires. Des progrès très rapides ont été réalisés par les responsables paysans dans la compréhension et la maîtrise des mécanismes selon lesquels s'opère la mondialisation, dans l'analyse des articulations qui existent entre les décisions prises dans le cadre de l'OMC, les accords Union européenne/États d'Afrique, Caraïbes et Pacifique et les orientations nationales en matière de politique agricole. Des écarts importants existent cependant entre les organisations et au sein d'une même organisation.
- Les ressources souvent réduites des organisations limitent leur possibilité de recours à une expertise spécialisée, travaillant à leur demande. Il s'ensuit une charge de travail très lourde pour un petit nombre de responsables paysans et de techniciens salariés qui ne peuvent être simultanément performants sur tous les sujets, malgré tous leurs efforts.
- En dépit des efforts évidents consentis par nombre d'organisations paysannes, les systèmes de communication internes restent souvent déficients eu égard aux besoins. Des progrès importants ont été accomplis (presse rurale, recours à la radio, utilisation plus rare de l'Internet...), mais beaucoup reste sans doute à faire pour améliorer la circulation de l'information entre les responsables et leur base. Des moyens doivent impérativement être trouvés car il est essentiel pour le renforcement des organisations que leurs membres aient le sentiment d'être entendus et écoutés, et soient conscients des efforts déployés par les responsables, même si ces efforts ne sont pas toujours couronnés de succès.
- L'élargissement du nombre de responsables paysans s'accélère dans la période actuelle et permet l'émergence de leaders de « deuxième génération » avec des niveaux de formation générale parfois très élevés. La question de leur formation se pose alors.

Participation des organisations paysannes à l'élaboration de la politique agricole de l'UEMOA

Il paraît indispensable de clore cette partie de l'exposé en rappelant la participation active du ROPPA à l'élaboration de la future politique agricole de l'UEMOA. Cette participation révèle en effet la capacité du réseau à mobiliser les organisations membres autour d'un enjeu commun et à produire, dans des délais courts, des propositions originales et argumentées, et à les défendre collectivement.

L'UEMOA a amorcé un travail d'élaboration d'une politique agricole commune aux pays membres de l'UEMOA. Ce travail s'inscrit dans le cadre du Protocole n° II relatif aux politiques sectorielles de l'Union. Les organisations paysannes membres du ROPPA ont manifesté leur désir de participer à l'élaboration de la future politique agricole et ont obtenu de l'UEMOA qu'elle aménage son calendrier de travail afin de permettre la formulation de propositions par les organisations paysannes, en vue de leur intégration dans le document final.

La démarche mise en œuvre par le ROPPA s'est déroulée en trois temps :

- un atelier de préparation qui a fixé des axes et une méthode de travail communs ;
- des études nationales suivies d'ateliers nationaux ;
- l'élaboration d'une synthèse soumise à l'atelier sous-régional organisé à Ouagadougou en octobre 2001.

Il convient de noter que l'UEMOA a aussi accepté le principe de sa participation financière aux ateliers organisés par le ROPPA.

Le calendrier arrêté a été respecté et un document final, de grande qualité, a été produit. Il est bien sûr trop tôt pour juger du sort qui sera réservé par l'UEMOA aux propositions formulées par le ROPPA. Le président d'honneur du ROPPA ne se fait pas beaucoup d'illusion : « nous savons que la décision finale concernant la mise en place d'une politique agricole de l'Union ne nous appartient pas. Nous sommes d'autant plus libres pour dire et défendre nos positions face aux autorités politiques »⁶. Quoiqu'il en soit, la parole des organisations paysannes s'est construite à cette occasion et sa légitimité a été reconnue.

Perspectives

En quelques années, les organisations paysannes se sont imposées dans beaucoup de pays africains comme des acteurs, des partenaires à part entière, de sorte qu'il devient difficile pour les acteurs dominants de les ignorer ou de les contourner. Elles reçoivent des appuis très divers (bien que très inférieurs à ceux qui leur seraient nécessaires). Elles ont su garder leurs partenaires anciens et font l'objet d'un intérêt croissant de la part des acteurs économiques et institutionnels nationaux, des pouvoirs publics et des agences de coopération bilatérales et internationales.

Dans cette dernière partie de l'exposé, l'accent sera mis sur trois points qui, sans prétention d'exhaustivité, paraissent revêtir une importance centrale pour les organisations paysannes : l'approfondissement de leur projet

6. Mamadou Cissokho, conclusions de l'atelier régional sur la politique agricole de l'UEMOA (Ouagadougou, octobre 2001).

stratégique, la négociation de politiques publiques favorables aux agricultures paysannes et le renforcement de leurs capacités.

L'approfondissement du projet stratégique des organisations paysannes

C'est un chantier qui est à des degrés variables d'avancement selon les pays, mais qui a considérablement progressé ces dernières années. Trois remarques peuvent notamment être faites.

Des choix explicites

À la différence des politiques agricoles nationales qui y font souvent peu référence, il convient de souligner que la réflexion prospective des organisations paysannes est de plus en plus souvent et clairement positionnée par rapport aux défis qui découlent des évolutions du contexte international et qu'elle s'articule autour de la défense et de la promotion de l'agriculture paysanne et des exploitations familiales.

Ces choix ne sont pas nouveaux ; par exemple :

- en 1994, peu après sa création, le CNCR organisait un atelier de réflexion sur « le thème des exploitations familiales et le développement durable » ;
- en 1998, le forum des organisations paysannes burkinabé, qui réunissait notamment trois des quatre organisations faïtières nationales (CNPAB, Fédération nationale des organisations paysannes de Burkina [FENOP], UNJA) était consacré au thème « exploitations familiales paysannes et avenir de l'agriculture au Sahel » ;
- dans les conclusions de l'atelier régional qu'il a organisé à Ouagadougou en octobre 2001, le ROPPA souhaite que « l'exploitation familiale soit placée au cœur de toute politique agricole et soit considérée comme la base des politiques de sécurité alimentaire, de lutte contre la pauvreté et de gestion des ressources naturelles »⁷.

L'affirmation par les organisations paysannes de ce choix revêt une importance capitale. Elle témoigne de l'inquiétude de nombreux producteurs et des responsables paysans face aux évolutions qui s'opèrent en milieu rural et de la prise de conscience des menaces qui pèsent sur l'avenir des agricultures paysannes africaines du fait des nouvelles règles du jeu qui leur sont imposées par l'ajustement structurel et la libéralisation des échanges commerciaux.

L'inquiétude est fondée. Elle est partagée par divers observateurs et analystes. Ainsi, en 1998, P. Campagne écrit au terme d'une analyse économique approfondie⁸ que « la globalisation peut-elle être autre chose qu'une destruction des paysanneries ? Probablement oui... mais à des conditions... qui ne sont pas compatibles avec les formes actuelles de mise en œuvre des nouveaux accords internationaux... » et, citant L. Malassin, il conclut :

7. B. Daviron. L'insertion des pays en développement dans les échanges internationaux de produits alimentaires. CIRAD Montpellier 1999.

8. P. Campagne. Globalisation, systèmes agro-alimentaires et paysanneries – symposium « globalisation et systèmes agro-alimentaires ». Caracas – juillet 1998.

« attention, une paysannerie se détruit, elle ne se reconstruit pas ». Pour sa part, B. Daviron⁹ note que « le renforcement de l'intégration verticale [développement des relations plus étroites avec le secteur d'amont et/ou d'aval lié au mouvement de concentration sans précédent que connaît le secteur agro-alimentaire] questionne la place des exploitations familiales dans le secteur agro-alimentaire... et relance la perspective de formes de production plus industrielles... »

L'enjeu est considérable dès lors que « l'exploitation familiale, ainsi que le note le ROPPA, est en Afrique de l'Ouest, comme ailleurs dans le monde, le type d'unité de production, de consommation et de gestion des ressources naturelles qui est très largement dominant... », qu'elle joue un rôle central « dans la sécurité alimentaire, mais aussi l'essentiel de l'emploi, des devises, de l'épargne et de l'investissement... » et que c'est à partir d'elle que se construit l'essentiel de l'économie, de la société et de l'environnement... ». C'est un enjeu qui concerne les agriculteurs familiaux dès lors que la survie de nombre d'entre eux est liée à la mise en place de régulations économiques et sociales, sectorielles et territoriales, à l'échelon local, régional, national et international. Mais c'est aussi un enjeu de société du fait des multiples fonctions qui sont celles de l'agriculture familiale, au plan économique, social, au plan culturel aussi.

Les choix explicites faits par les organisations paysannes impliquent que soient approfondis les voies, les moyens et les conditions nécessaires à leur concrétisation, que soient définies de nouvelles stratégies de développement agricole et rural. Les organisations sont conscientes du fait que la diversité des situations agricoles et des sociétés exclut l'élaboration de nouveaux modèles normatifs et uniformes. Les orientations stratégiques de substitution ne seront en effet efficaces que si elles sont une construction sociale, basée sur le capital d'expériences accumulées par les producteurs, enrichies par la contribution d'autres acteurs (recherche, organismes de développement, etc.). À cet égard, il est important de souligner la place donnée par le ROPPA aux contributions nationales dans l'élaboration de sa contribution à la politique agricole de l'UEMOA.

La réhabilitation des politiques publiques

Les réformes économiques se sont accompagnées pendant plus de dix ans d'un processus de « disqualification des États » [qui étaient] dorénavant [tenus pour] responsables de tous les maux, le retour au libre jeu du marché et à la rigueur budgétaire [étant] devenus la ligne de conduite et les conditions de l'aide » (Losch, 2001)¹⁰.

Les positions officielles ont cependant évolué et le président de la Banque mondiale affirmait en 1998 la nécessité d'une appropriation des politiques : « le développement n'est pas seulement une question d'ajustement... ; si (les pays) n'ont pas obtenu de consensus politique et social en faveur des réformes, si le peuple n'est pas à l'unisson du gouvernement, leur développement est fragile et éphémère »¹¹. Les États nationaux conservent en effet toute leur importance, ainsi que le reconnaît le président de la Banque mondiale : « n'oublions jamais que c'est aux pays et à leurs populations d'établir leurs priorités et n'oublions jamais que nous ne pouvons, ni ne devons, forcer le développement à coup de diktats venus de l'étranger » (1998). L'inadaptation des solutions standard à la diversité des situations des différents pays ainsi que les « collectivités

9. B. Daviron. L'insertion des pays en développement dans les échanges internationaux de produits alimentaires. CIRAD Montpellier 1999.

10. B. Losch. Une priorité pour la coopération européenne : l'aide à la formulation des politiques publiques. Séminaire européen UE-ACP, Paris, mars 2001.

11. J.D. Wolfensohn. L'autre crise. Discours prononcé devant le Conseil des Gouverneurs du groupe de la Banque Mondiale. Washington. 1998.

de destin... qui sont encore déterminées par le cadre des États nationaux [militent] pour une réhabilitation des stratégies de développement... et des politiques publiques » (Losch, 2001). Deux points peuvent à cet égard être soulignés :

- il est nécessaire de mettre en place de nouvelles formes de coordination entre les acteurs, définies de façon contractuelle, au plan sectoriel et/ou territorial (les interprofessions en étant un exemple) ;
- les accords contractuels entre les producteurs et les autres acteurs, notamment économiques, ne résolvent pas tous les problèmes ; la promotion des agricultures familiales, et dans certains cas leur simple survie, requièrent des choix économiques et politiques, des mécanismes de régulation négociés qui impliquent l'engagement des pouvoirs publics.

En effet, les compromis institutionnels, qui sont au cœur des politiques publiques, expriment l'accord négocié qui fonde le cadre d'action des agents économiques. Dans cette démarche, les gouvernements ont un rôle central à jouer car ils sont en mesure d'offrir les conditions nécessaires à un débat public permettant la concertation et la négociation.

Il est clair que cette remarque est aussi valable pour les politiques agricoles définies dans le cadre d'ensembles sous-régionaux.

Le nécessaire renforcement des capacités au sein des organisations paysannes

Si les organisations paysannes sont de plus en plus souvent consultées par les autres acteurs et par les pouvoirs publics, si elles sont associées à des concertations, leurs capacités de proposition et de négociation demeurent très inégales. Il est à cet égard significatif qu'un des projets centraux du ROPPA soit le « fonds de renforcement des capacités ».

De nombreuses asymétries caractérisent en effet les relations entre les producteurs et les autres acteurs. Dans nombre de négociations, elles mettent les organisations paysannes en situation défavorable vis-à-vis des acteurs économiques et institutionnels et vis-à-vis des pouvoirs publics. Il peut en résulter des « accords » déséquilibrés, qui prennent insuffisamment en compte les intérêts des agriculteurs, qui seront forcément remis en cause, qui affectent aussi la crédibilité des processus de négociation, etc.

Ces asymétries sont bien connues. Nous citerons à titre d'exemples :

- un accès limité des organisations paysannes à l'information économique et politique, à l'information relative aux accords internationaux qui engagent leur pays (OMC, accords UE-ACP, etc.), aux contraintes qui les accompagnent, aux marges de manœuvre qu'ils peuvent offrir... ;
- des systèmes de communication internes encore souvent peu efficaces, au sein de chaque organisation, entre les organisations d'un même pays, d'un même ensemble sous-régional ;
- le difficile recours à l'expertise du fait de l'insuffisance des ressources matérielles, financières... ;
- un fonctionnement pas toujours transparent et équitable des cadres de concertation mis en place.

Il est clair que la réduction de ces asymétries suppose que des efforts très importants soient faits pour renforcer les capacités stratégiques au sein des organisations paysannes, leurs capacités d'analyse, de proposition, de négociation et d'action. Les domaines concernés sont nombreux ; ils concernent notamment :

- l'analyse des évolutions qui s'opèrent dans l'environnement (lointain et proche) de l'agriculture et de leur impact ;
- l'identification des contraintes mais aussi les marges de manœuvre existantes ;
- la connaissance approfondie des situations locales et des processus de différenciation qui sont souvent à l'œuvre, des réponses formulées par les agriculteurs ;
- l'élaboration d'axes de travail stratégiques à moyen et long terme dans lesquels les adhérents se reconnaissent ;
- la construction d'argumentaires ;
- l'identification et la construction d'alliances entre agriculteurs, mais aussi entre les agriculteurs et d'autres catégories sociales ou socioprofessionnelles.

Le renforcement des capacités des organisations dans tous ces domaines (dont la liste est loin d'être exhaustive) renvoie à la nécessité de mettre en place des dispositifs d'information, de communication et de formation contrôlés par les organisations paysannes elles-mêmes, mais qui ne peuvent fonctionner actuellement sans des contributions extérieures durables. Le renforcement des capacités des organisations passe aussi par une reconnaissance par les pouvoirs publics de leur fonction d'intérêt collectif. Cela améliorerait leur position dans les instances de concertation et de négociation avec les autres acteurs et faciliterait l'attribution des ressources publiques qui seront tôt ou tard indispensables.

Conclusion

En très peu de temps, les organisations paysannes africaines se sont affirmées comme des acteurs à part entière du développement agricole et rural et ce statut leur est de plus en plus souvent reconnu (même si cela n'est pas sans difficultés). Cantonnées pendant longtemps à l'échelon villageois ou local, elles se sont structurées à l'échelon national et, depuis peu, à l'échelon sous-régional. Elles prennent désormais la parole dans les débats sur les politiques agricoles. Le chemin parcouru est considérable. Il est cependant encore très long et difficile et de nombreux appuis leur restent nécessaires pour renforcer leurs capacités de proposition, de négociation et d'action.

Bibliographie

Campagne, P. 1998. Globalisation, systèmes agro-alimentaires et paysanneries. Symposium « globalisation et systèmes agro-alimentaires ». Caracas, juillet 1998.

CNUCED. 2000. *Les pays les moins avancés. Rapport 2000*. Nations Unies. Genève, Suisse.

Daviron, B. 1999. L'insertion des pays en développement dans les échanges internationaux de produits alimentaires. CIRAD. France.

GEMDEV. 1999. *Mondialisation. Les mots et les choses*. Karthala. Paris, France.

Gentil, D. 1986. *Les mouvements coopératifs en Afrique de l'Ouest. Intervention de l'État ou organisations paysannes*. L'Harmattan, Paris, France.

Gentil, D. et Mercoiret, M-R. 1991. Y a-t-il un mouvement paysan en Afrique noire ? *Revue Tiers-Monde*, octobre-décembre 1991.

Losch, B. 2001. Les politiques publiques et les compromis sectoriels face à la mondialisation : normes internationales, rôle des firmes et projet national en Afrique. En Winter, G. *Inégalités et politiques publiques en Afrique*. Karthala/IRD, Paris, France.

Losch, B. 2001. Une priorité pour la coopération européenne : l'aide à la formulation de politiques publiques. Séminaire UE-ACP. Mars 2001, Paris, France.

Mercoiret, M.-R., Berthomé, J., Bosc, P-M. et al. 1997. *États désengagés, paysans engagés*. FPH, Paris. France.

Mercoiret, M.-R., Goudiaby B., Marzaroli, S., Fall, N., Gueye, S. 1999. L'appui aux organisations paysannes, des enjeux, des objectifs et des ambiguïtés. In *Organisations paysannes*, Banque mondiale.

OMC, 1998, 1999. *Rapport annuel OMC*. Genève, Suisse.

Pradervand, P. 1989. *Une Afrique en marche*. Plon, Paris, France.

SOLAGRAL. 2001. Les agriculteurs du Sud et l'OMC. 11 fiches pour comprendre, anticiper, débattre. Nogent sur Marne.

Stiglitz, J. 1999. Quis Custodiet Ipsos Custodes ? « Corporate governance failures in the transition. » Conférence annuelle de la Banque mondiale sur l'économie du développement. Paris, France, 21-23/6/1999.

Wolfensohn, J.D. 1998. L'autre crise. Discours prononcé devant le conseil des gouverneurs du groupe de la Banque mondiale, Washington, USA.

World Bank. 2000/1. *Attacking poverty*. World Development Report. World Bank, Washington.

1.2

Conclusions de l'étude préparatoire CTA 2001 sur les pratiques de gestion de l'information et de la communication au sein des organisations paysannes faïtières

René Segbenou
Bénin

Cette étude est une étape d'un processus initié par le CTA dans le but d'accompagner, de la manière la plus appropriée possible, les efforts des organisations paysannes faïtières (OPF) en Afrique subsaharienne en vue de renforcer leurs capacités en gestion de l'information et de la communication. Une autre étape de ce processus sera l'organisation d'un séminaire international dont la majorité des participants sera constituée des représentants d'organisations paysannes faïtières d'Afrique au sud du Sahara et d'autres acteurs de développement. Ce séminaire aura pour but d'élaborer des propositions de stratégie d'appui pour améliorer les pratiques analysées au cours de l'étude. Outre l'introduction, l'étude aborde : les questions de méthodologie, la revue documentaire, les résultats des études de pays de la Tanzanie et du Cameroun, ainsi que les apports de l'étude pour le séminaire.

Méthodologie

On distingue deux grands moments dans la méthodologie : la revue des études précédentes du CTA portant sur des problèmes de communication au sein des organisations paysannes faïtières ou des réseaux d'organisations paysannes, puis l'analyse des pratiques actuelles de gestion de l'information et de la communication au sein de quelques organisations faïtières ou réseaux d'organisations paysannes au Cameroun et en Tanzanie. Cette deuxième partie est fondée sur une visite de terrain de dix jours dans chacun des deux pays. Des entretiens de groupe ont eu lieu au sein de 11 organisations paysannes sur la base d'un guide d'entretien ouvert, mais structuré autour des points essentiels suivants :

- l'historique ;
- la vision, les missions et les objectifs des organisations ;
- les domaines d'activités ;
- les facteurs pouvant influencer la vie de l'organisation ;
- les pratiques de gestion de l'information et de la communication ;
- les forces, les faiblesses, les potentialités et les opportunités que recèlent les organisations étudiées ;
- les domaines prioritaires d'appui.

Les données recueillies ont été analysées et les résultats présentés sous les formes suivantes :

- 11 monographies rendant compte de l'entretien avec chaque organisation visitée ;
- une synthèse par pays, qui présente le contexte national dans chacun des deux pays visités ;
- une synthèse générale, qui présente la revue documentaire et les résultats des deux études de pays.

La revue documentaire

Deux groupes de textes ont été examinés, l'un sur l'élaboration de la stratégie de communication de deux organisations paysannes faitières d'envergure nationale (la FENOP du Burkina Faso et le CNCR du Sénégal), l'autre sur les pratiques de mise en réseau dans des organisations paysannes béninoises et burkinabé.

Deux ensembles de remarques ressortent de la revue documentaire. Même si elles n'ont pas été conduites dans la même logique que l'étude en cours, les revues ont abordé des problèmes de communication et de gestion de l'information. Le premier groupe de textes a privilégié les stratégies de communication et notamment la communication extérieure ; le deuxième groupe a essentiellement traité au fonctionnement en « réseau » et aux conditions de réussite. Tous ont ainsi abordé des questions de communication qui sont à la base du fonctionnement de toute organisation. Dans le premier cas, l'approche a permis de mettre l'accent sur les besoins en informations et sur les types d'informations nécessaires à la vie des organisations. Dans le second cas, on a privilégié le fonctionnement et le système de communication. Ce sont autant d'éléments qui permettent de conclure à une complémentarité entre ces études et l'étude en cours.

Comme on le verra plus loin, il y a concordance entre les types d'informations et les systèmes de communication présentés par les anciennes études et la nouvelle. Le travail réalisé antérieurement sur les stratégies et les domaines d'appui constitue une base intéressante pour les réflexions à mener dans le cadre de la nouvelle étude en vue de proposer des stratégies d'appui à la gestion de la communication et de l'information.

Les résultats des deux études de pays

L'essentiel des résultats a porté sur les pratiques de gestion de la communication et de l'information. Tous les autres points développés autour de la vision, des missions et des objectifs, de même qu'autour des domaines d'activités, n'ont servi en fait qu'à soutenir l'analyse des pratiques de communication. Celles-ci ont été présentées en abordant dans l'ordre le système de communication au sein des organisations visitées, les types d'informations qui y circulent et le mode de circulation.

Les pratiques de gestion de la communication et de l'information

L'étude révèle que la communication et la circulation de l'information au sein des OPF visitées reposent sur l'architecture des relations entre les différents éléments de l'organisation. Ce dispositif est animé par un système de communication dont les principaux piliers sont l'assemblée générale, le conseil d'administration (ou comité de gestion), la commission de contrôle et l'organe exécutif (appelé secrétariat général, secrétariat exécutif ou direction).

Les types d'informations ont été classés par ordre décroissant selon les six domaines suivants : la vie associative, les activités agricoles (production, conservation/transformation des produits, commercialisation), les réunions

externes et de formation, les politiques agricoles et la vie citoyenne, les échange d'expériences. Ces informations empruntent cinq canaux principaux :

- les canaux d'information de base, qui constituent les moyens statutaires mis à disposition pour le fonctionnement de l'organisation, dont l'animation repose sur les pratiques de base qui forment le système de communication ;
- les réunions et rencontres de formation, qui favorisent le brassage entre les membres d'une même organisation ou de plusieurs organisations différentes ;
- les canaux de communication courants, formés par les infrastructures (routes, ligne téléphonique) et les équipements (véhicule, ordinateurs...) de communication (en fait, cette communication n'est pas encore courante pour la plupart des OPF qui vivent actuellement en marge des rares infrastructures et qui manquent d'équipements) ;
- les voyages d'études et les visites d'échange entre réseaux ou unions (dans l'état actuel des choses, ils se révèlent être les moyens les plus efficaces pour communiquer à la base) ;
- les bulletins d'information, qui sont pratiquement un luxe vu la situation qui prévaut. Bien que les bulletins recensés ne fonctionnent pas, les OPF concernées montrent une détermination farouche à les soutenir.

Forces/potentialité/opportunités/faiblesses/menaces

Forces

L'étude a mis en évidence six points d'appui positifs pour l'avenir qui sont des forces, mais aussi, pour la plupart, des potentialités et des opportunités à saisir :

- le capital humain : les populations concernées sont estimées à 300 000 personnes qui forment et animent un mouvement au sein duquel on prend conscience que l'on peut obtenir des produits agricoles à meilleur prix, s'approvisionner au meilleur coût, créer une mutuelle d'épargne et de crédit, faire entendre sa voix et défendre ses intérêts en s'organisant ;
- une assise économique qui devient progressivement la base d'organisations autonomes ;
- des systèmes de communication satisfaisants : la communication de base fonctionne et les membres des OPF échangent entre eux, même si la communication entre OPF est encore faible ;
- une base culturelle favorable à la communication : chaque OPF dispose d'une langue de communication et opère dans un espace culturel assez homogène ;
- le partenariat avec les organes d'appui (OA) : même si cela est considéré comme un couteau à double tranchant, un accompagnement bien ciblé peut servir de tremplin au développement ;
- un intérêt grandissant pour la démocratie et la culture citoyenne : le sujet est source de grande motivation chez les responsables d'au moins deux OPF dont les membres se sentent de plus en plus à l'aise pour dialoguer avec les autorités locales.

Les faiblesses

Cinq carences principales ont été répertoriées.

- La plupart des organisations ne voient dans le paysan qu'un producteur. De ce fait, la vision, les missions et les objectifs de neuf des OPF visitées portent exclusivement sur des préoccupations liées à la résolution des problèmes techniques immédiats. Cela limite par ailleurs le rôle de ces organisations qui rendraient mieux service à leurs membres en adoptant une vue à plus long terme.
- Sur les onze organisations rencontrées, seules quatre d'entre elles possèdent un siège et du personnel chargé d'assurer la permanence. On peut les joindre par téléphone, fax et messagerie électronique, même si ces accès ne sont pas tous directs. Les autres organisations, faute de moyens financiers, se contentent d'une salle de réunion plus ou moins permanente au domicile d'un membre. Cette absence de visibilité ne facilite pas la communication.
- Compte tenu d'un manque d'ambition au niveau des objectifs, les informations ou les faits ne sont analysés qu'au premier degré et les débats restent confinés aux aspects économiques ou techniques. Cela limite fortement la capacité d'action et l'impact des organisations. La fixation du prix des produits agricoles et des intrants est avant tout un problème politique. Or, les analyses réalisées au niveau des OPF se limitent au domaine technique. Aller plus loin demande la collecte et un traitement différent des informations ad hoc, ainsi que la formation d'un groupe qui serait chargé d'élaborer des propositions et de négocier, à l'issue d'une analyse de la situation, en vue d'influencer les décisions dans le domaine concerné.
- Les quatre bulletins recensés ont tous des difficultés de parution. À l'exception sans doute d'ADEAC Écho (à cause de son caractère modeste), ils ne doivent leur existence qu'à des appuis techniques et financiers extérieurs. Le prix du tirage semble élevé par rapport aux moyens financiers des OP. De plus, tous les bulletins connaissent des difficultés de collecte et de traitement des informations, de rédaction et de diffusion.
- Bien que le système de communication soit assez fonctionnel, il possède des limites de trois types : la multiplication des réunions de l'assemblée générale (qui empêche les autres organes de fonctionner efficacement), la communication en cascade de la centrale vers le bas et vice-versa (avec un risque maximum de blocage) et le manque de communication entre les unions ou les réseaux.

Domaines prioritaires et stratégies d'appui

Les domaines prioritaires d'appui reflètent les souhaits des OPF et visent à combler leurs lacunes. Même si ces domaines n'ont pas la même importance pour toutes les OPF, ils ont été évoqués de façon assez systématique :

- l'élaboration d'une vision à long terme et d'objectifs appropriés : les meilleurs appuis seront d'ordre méthodologique ;
- l'obtention d'une meilleure visibilité des OPF (la majorité des organisations visitées sont en marge des infrastructures de communication et manquent d'équipements) ;
- l'exploitation plus efficace des systèmes de communication (la présence d'une infrastructure et de systèmes de communication n'a pas nécessairement d'impact notable sur la vie des OPF) ;

- le désenclavement des OPF (les OPF pensent a priori aux routes, lignes téléphoniques, électricité...);
- l'animation des bulletins d'information (appuis techniques, formation et soutien financiers sont convoités par tous ceux qui disposent déjà d'un bulletin d'information);
- l'accès aux nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) : formation, conseils, appuis techniques et financiers;
- les voyages d'échange : il ne s'agit pas nécessairement de voyages lointains, mais compte tenu de l'efficacité de l'outil, il serait utile de travailler avec les OPF sur la méthodologie (préparation, organisation, accompagnement des échanges, exploitation...).

Objectifs et propositions de thèmes de réflexion du séminaire

Objectifs du séminaire

Objectif général

Contribuer à renforcer le rôle des organisations paysannes faîtières et des producteurs dans le processus de développement.

Objectif spécifique

Proposer des stratégies de renforcement des capacités des organisations paysannes faîtières pour la gestion de l'information et de la communication en leur sein.

Résultats attendus

- Les pratiques actuelles de gestion de l'information et de la communication au sein des organisations paysannes faîtières sont décrites et analysées.
- Les points forts, les points faibles, les opportunités et les potentialités des contenus dans la pratique des organisations paysannes faîtières sont identifiés et analysés sous les angles de la qualité des services rendus aux membres et aux producteurs, et des rapports avec les structures d'appui.
- Les domaines prioritaires et les stratégies à mettre en œuvre pour renforcer les capacités de gestion de l'information et de la communication au sein des organisations paysannes faîtières sont identifiés, de même que le rôle du CTA.
- Le rôle des structures d'appui dans les stratégies déterminées est identifié.

Propositions des thèmes de réflexion du séminaire

Quatre thèmes de réflexion ont été proposés pour aider les participants à passer de l'analyse des pratiques actuelles à une nouvelle conception de la gestion de l'information et de la communication au sein de leurs

organisations. La présentation qui suit peut être éclairée par la lecture des domaines prioritaires d'appui développés ci-dessus.

Établissement d'un lien étroit entre les organisations paysannes faîtières et les systèmes de communication sociale

L'étude a montré que toute activité de communication est tributaire de l'architecture adoptée par l'organisation pour structurer les relations entre ses membres. Le fonctionnement des systèmes de communication dépend donc de la structure des organisations. En effet, toute organisation qui se met en place construit des relations entre ses membres autour d'instances généralement liées entre elles. Pourtant, le rapport n'est pas toujours positif. On peut avoir, par exemple, une structure à dominante hiérarchique et des relations de communication étroites ou une structure en réseau avec une absence quasi totale de communication.

- Pourquoi de telles situations peuvent-elles se présenter ?
- Comment concevoir les liens entre les deux ensembles ?
- Quels sont les autres facteurs qui rendent la situation aléatoire ?
- Quel est le fondement ultime de la communication sociale ?

Le rôle des organismes d'appui (ONG, projets, services étatiques, bailleurs de fonds...) dans les stratégies de communication d'une organisation paysanne faîtière ou d'un réseau d'organisations paysannes

À leur création, toutes les organisations paysannes faîtières étudiées ont été en relation plus ou moins étroite avec des organismes d'appui. Il s'agissait souvent de relations de complicité, mais parfois aussi de relations conflictuelles. Dans un cas comme dans l'autre, elles ont donné lieu à des influences notables sur la vie des organisations. Généralement, un ou plusieurs OA participent à la conception de la structure de l'organisation, à l'élaboration des textes de base, à la formation des responsables pour l'accomplissement de leurs tâches, etc. Souvent, en plus des appuis-conseils, les premiers moyens de fonctionnement viennent de l'extérieur, d'un bailleur de fonds. L'étude a aussi révélé que plusieurs organisations ont bénéficié et bénéficient encore de la logistique des OA partenaires pour leurs activités de terrain. L'analyse du fonctionnement des quatre bulletins d'information recensés au cours de l'étude montre qu'aucun d'eux ne peut réellement fonctionner sans l'appui technique et financier d'un OA.

On peut donc valablement se demander si l'autonomie des organisations en question n'est pas menacée. En effet, même s'il est vrai (comme cela a été démontré) qu'un tel partenariat peut constituer une force, il n'est pas exclu qu'il puisse avoir des effets néfastes qui sont souvent relégués au second plan dans l'euphorie de la naissance et des premiers contacts. Les précautions d'usage ne sont donc pas prises pour clarifier le rôle de chaque partie au contrat. Alors, plus on avance, plus la dépendance apparaît, au point de devenir un obstacle aux initiatives internes. Au nom des appuis en tout genre, notamment financier, on met en place du personnel et des équipements sans prévoir leur gestion ultérieure, lorsque l'abondance des moyens appartiendra au passé. La facilité prend le pas sur la durabilité des actions engagées. Il est donc important de bien comprendre le rôle actuel des OA dans les stratégies de communication des OPF. En conséquence, il faut, à partir d'exemples concrets :

- analyser les approches mises en œuvre par les OA, les principes, les valeurs et les motivations qui les sous-tendent, la déontologie, etc. ;

- proposer une typologie des partenariats existants dans ce domaine, en présentant les avantages et les inconvénients de chaque type de partenariat ;
- donner quelques indications pratiques pour la sauvegarde de l'autonomie des OP, qui pourraient éventuellement être intégrées dans un code de conduite.

Les NTIC

Tout le monde en rêve comme d'une voie royale vers la communication totale. Pourtant, rien n'est moins sûr, vu les nombreuses barrières techniques, culturelles et financières qu'il faut franchir avant d'y accéder et de les exploiter efficacement. À cause de l'enthousiasme sans borne que déclenchent les outils en question, il apparaît opportun de ne pas agir avec précipitation. C'est pourquoi, avant de passer aux outils, il faut mener une réflexion approfondie sur la communication au moyen des NTIC en rapport avec le premier thème. L'exposé doit :

- définir les NTIC en les mettant en rapport avec le contexte socioculturel des organisations paysannes faîtières ;
- identifier et analyser leur vrai rôle dans la communication sociale ;
- analyser quelques expériences d'accès aux NTIC dans le milieu des OP en Afrique, pour déterminer les conditions de la réussite ;
- présenter les perspectives en rapport avec l'évolution prévisible du monde rural en Afrique au sud du Sahara.

Le plaidoyer comme une approche de négociation et de défense des intérêts d'un groupe social

Dans le domaine du plaidoyer, les organisations paysannes souffrent des mêmes carences que l'ensemble de la société civile africaine. Celle-ci prend lentement conscience de sa force, mais n'est pas encore outillée pour l'utiliser à des fins de négociation et d'action et pour influencer sur les situations contraires aux intérêts des populations dont elle est supposée être l'émanation. Il en est de même du mouvement paysan qui, bien que conscient de la force actuelle, se mobilise uniquement pour résoudre des problèmes économiques prioritaires, perçus essentiellement sous l'angle technique. Or, tout problème économique important est associé à une sphère politique dont les décisions orientent les solutions techniques adoptées à la base. Il importe donc de ne pas limiter la perception des problèmes au premier degré, mais d'aborder aussi leur dimension politique. Cela permet d'identifier les leviers à actionner pour obtenir des changements durables. À ce niveau, on est dans le domaine du dialogue politique. Or, ce dernier obéit à des règles qu'il faut connaître pour agir efficacement et dans le respect des normes.

Il est donc important d'informer les OPF sur le sens du dialogue politique ou du plaidoyer. À cette fin, l'exposé consacré à ce thème devrait :

- définir le plaidoyer, en donnant des exemples concrets ;
- présenter ses principes d'action et sa méthodologie ;
- expliquer le rôle de l'information et de la communication dans le plaidoyer ;
- déterminer les conditions de réussite.

1.3

Expérience de l'Inades-Formation en matière d'appui à l'amélioration des stratégies de communication au sein des organisations paysannes faïtières

Ibrahim Ouédraogo
Inades-Formation, Côte d'Ivoire

Dans le cadre du présent séminaire du Centre technique de coopération agricole et rurale ACP-UE (CTA) portant sur « Les stratégies de gestion de l'information et de la communication au sein des organisations paysannes faïtières », il a été demandé à Inades-Formation (Institut africain pour le développement économique et social – Centre africain de formation) de présenter son expérience en matière d'amélioration des stratégies de gestion de l'information et de la communication au sein des organisations paysannes faïtières. Selon les termes de référence qui nous ont été proposés, notre communication s'insère dans la catégorie des cinq exposés, relatifs aux expériences des différents acteurs.

Cette série des cinq communications est prévue à la phase 3 du séminaire, pour aider les participants, d'une part, à faire ou à approfondir le diagnostic de leurs propres pratiques de la gestion de l'information et de la communication et, d'autre part, à accéder dans les meilleures conditions possibles à l'enrichissement théorique sur les thématiques de gestion de l'information et de la communication. Cette forme de diagnostic intégrée à des échanges d'expériences est non seulement enrichissante, mais elle forme un socle qui permet de mieux accueillir les réflexions théoriques qui sont ainsi articulées sur du vécu, ce qui fera d'autant mieux progresser la connaissance et préparer les participants à des changements d'attitudes.

À notre avis, l'appui à l'amélioration des stratégies de gestion de l'information et de la communication au sein des organisations paysannes faïtières recouvre trois dimensions :

- la facilitation de l'accès, du traitement et l'utilisation par les organisations paysannes faïtières ;
- l'appui des organisations paysannes faïtières à la production et à la diffusion de l'information ;

- le soutien des échanges entre les organisations paysannes faîtières et Inades-Formation, les organisations paysannes faîtières et les autres acteurs du milieu rural, ainsi qu'entre les organisations paysannes faîtières elles-mêmes.

Partant de cette interprétation, nous avons été orientés dans notre travail par les questions suivantes :

- Comment Inades-Formation facilite-t-il l'accès, le traitement et l'utilisation de l'information par les organisations paysannes faîtières ?
- Comment Inades-Formation soutient-il la production et la diffusion de l'information par les organisations paysannes faîtières ?
- Comment Inades-Formation procède-t-il à des échanges avec les organisations paysannes faîtières ?
- Comment stimule-t-il les interactions entre les organisations paysannes, de même qu'entre les organisations paysannes faîtières et leur milieu d'insertion ?

Pour y répondre, il y a lieu d'expliquer les logiques qui ont sous-tendu et sous-tendent les pratiques d'Inades-Formation dans le domaine de l'appui à la gestion de l'information et de la communication par les organisations paysannes faîtières, puis de présenter les pratiques en cours.

Brève présentation d'Inades-Formation

Nous sommes convaincus que pour comprendre l'expérience d'Inades-Formation en matière d'appui à l'amélioration de la gestion de l'information et de la communication au sein des organisations paysannes faîtières, il est indispensable de connaître, un tant soit peu, l'institution, sa localisation, son statut juridique et ses moyens institutionnels et humains.

Inades-Formation est une association internationale panafricaine sans but lucratif, qui a été créée en 1975. Son siège se trouve à Abidjan, en Côte d'Ivoire. Elle a été reconnue d'utilité publique par le décret n° 76/586 du 11 juillet 1979, par le gouvernement de Côte d'Ivoire. Elle est régie par la loi ivoirienne n° 60315 du 21 septembre 1960. Rappelons pour mémoire, qu'Inades-Formation tire ses origines de l'Inades, instaurée en 1962 par la Compagnie des Jésuites, à la demande des évêques africains, dès le lendemain des indépendances.

Inades-Formation est implanté actuellement dans dix pays de l'Afrique de l'Ouest, du Centre et de l'Est : Burkina Faso, Burundi, Cameroun, République démocratique du Congo, Côte d'Ivoire, Kenya, Rwanda, Tanzanie, Tchad et Togo. Dans la plupart de ces pays (neuf sur dix), une association nationale définit les orientations et assure le contrôle du bureau national Inades-Formation, ce qui participe d'une politique volontariste de décentralisation. Inades-Formation est donc un réseau d'associations nationales solidaires sur le plan des objectifs, de la stratégie et des ressources financières. Son unité d'inspiration et sa solidarité financière sont assurées par son secrétariat général, organe exécutif du conseil d'administration international, dont les membres sont élus en assemblée générale, tous les trois ans.

S'agissant des ressources humaines, Inades-Formation emploie environ 207 personnes de profils divers : agronomes, sociologues, linguistes, agroéconomistes, communicateurs, etc. Il faut y ajouter 350 associés (universitaires, opérateurs économiques, consultants indépendants, religieux, paysans...).

Sur la base des analyses de contextes effectuées par les dix bureaux nationaux d'Inades-Formation avec plusieurs délégués d'organisations paysannes et de partenaires, nous nous sommes accordés sur une même vision, présentée sommairement ci-après.

« Nous voulons contribuer à l'avènement d'une société dans laquelle les relations entre hommes et femmes sont vécues dans l'équité. Les paysannes et les paysans se sont organisés et ont acquis un pouvoir réel pour :

- s'affirmer et être respectés en tant que paysannes et paysans, et défendre les intérêts des femmes ;
- renforcer la solidarité, sauvegarder ou restaurer la paix sociale et contribuer à instaurer un État de droit ;
- être une force de négociation qui influence les politiques locales et nationales de développement ;
- maîtriser les filières des produits agricoles, assurer l'autosuffisance alimentaire et accroître leur autonomie financière par rapport à l'extérieur ;
- contrôler et gérer durablement les ressources naturelles. »

Les logiques d'Inades-Formation dans l'appui à la gestion de l'information et de la communication au sein des organisations paysannes faîtières

L'expérience d'Inades-Formation en matière d'appui à la gestion de l'information et de la communication par les organisations paysannes faîtières peut être subdivisée en trois périodes. À chaque période correspond des stratégies et méthodes d'appui qui, en réalité, sont influencées à la fois par notre lecture du contexte et la perception de nos rôles respectifs.

Période de 1962 à 1985 : Inades-Formation met l'accent sur la transmission de l'information scientifique agricole

Sur le plan politique, cette période correspond au lendemain des indépendances de la plupart des pays africains, à la mise en place et à la consolidation des régimes politiques monopartites ou parti-État, à l'émergence d'une conscience panafricaine et à l'africanisation des postes de responsabilités dans l'administration publique et les sociétés d'économie mixte.

En ce qui concerne le développement agricole et rural, en lieu et place de l'approche coercitive du temps colonial se met en place un système d'encadrement agricole. Dans un premier temps, ce système fonde la transmission de messages sous forme de directives puis, dans un second temps, l'accent est mis sur l'animation.

Cependant, à y regarder de près, l'animation rurale s'apparente davantage à de la manipulation pour amener les paysans à adhérer aux programmes de l'État orientés vers la promotion des cultures de rente.

Sur le plan organisationnel, des coopératives ou des structures pré-coopératives sont mises en place pour structurer le monde rural. Elles servent de canal privilégié pour diffuser les messages techniques et pour assurer

la collecte primaire des produits agricoles et l'approvisionnement de leurs membres en intrants, voire en équipement agricole. Le modèle agricole promu est l'exploitation agricole moderne, calqué sur le modèle européen.

Face à cette méthode contraignante, Inades-Formation opte pour une démarche qui respecte le paysan et le considère comme une personne capable de choisir sur la base d'une rationalité qui lui est propre. Par conséquent, les messages diffusés par Inades-Formation tendent à expliquer le fonctionnement des choses. C'est ainsi que sur le plan de l'information agricole, l'accent est mis sur le fonctionnement des plantes, du sol, etc. Le souci majeur est d'expliquer « scientifiquement » au paysan les mécanismes qui sous-tendent le fonctionnement des choses.

Parallèlement à cette démarche explicative, plusieurs solutions sont proposées aux producteurs, productrices et à leurs organisations. Chaque solution fait l'objet d'une analyse en termes d'avantages et d'inconvénients. Pour véhiculer ces informations, les moyens utilisés sont principalement les cours par correspondance, la revue Agripromo et les sessions de formation et de suivi.

Les valeurs à la base de l'approche d'Inades-Formation sont le respect de l'homme, l'instruction comme moyen de libération de l'homme et la culture démocratique qui lui est chère. De manière générale, la stratégie d'Inades-Formation d'appui à la gestion de l'information et de la communication au sein des organisations paysannes faitières peut être qualifiée d'anticipation. Cependant, cette stratégie renferme des points qui peuvent être améliorés. En effet, la démarche est fortement centralisée ; tout se conçoit à partir du siège, c'est-à-dire d'Abidjan ; l'acteur paysan est peu actif ; l'information est donnée dans un seul sens, d'Inades-Formation vers le monde rural.

Période de 1985 à 1995 : Inades-Formation donne l'information sur mesure et valorise les savoirs endogènes

Au niveau politique, cette période se caractérise par la fin des partis-États. En effet, le vent de la démocratie souffle sur l'Afrique au sud du Sahara. Le multipartisme gagne du terrain et une presse plurielle se met en place (revues, radio, voire télévision). En un mot, la liberté d'expression commence à devenir une réalité. Au niveau économique, la crise s'installe. Les états africains s'engagent dans des programmes d'ajustement structurel.

Ils doivent revoir leur train de vie à la baisse, de nombreux fonctionnaires et agents du privé sont licenciés ou mis à la retraite anticipée. La question de l'emploi des jeunes diplômés se pose avec acuité. Au niveau social, on constate le foisonnement des organisations non gouvernementales (ONG), qui apparaissent comme un moyen d'auto-emploi.

Dans le champ du développement agricole et rural, le programme d'ajustement sectoriel agricole voit le jour. Les États se désengagent, un début de libéralisation de certaines filières agricoles s'amorce. À côté des organisations paysannes créées par les États naissent quelques organisations autonomes, qui se structurent tant bien que mal en unions et fédérations d'unions. Celles-ci sont visibles surtout au Burkina Faso, au Sénégal, au Mali, en Guinée, en d'autres termes, en Afrique de l'Ouest. Le discours en faveur d'une agriculture « chimique » s'amenuise au profit de l'agroécologie.

C'est dans ce contexte qu'Inades-Formation choisit de réorienter son appui à la gestion de l'information et de la communication au sein des organisations paysannes faitières. Il entreprend la décentralisation de la production

du matériel pédagogique pour prendre en compte les réalités locales du monde rural. L'accent est mis sur la publication en langues locales. En plus de la revue Agripromo, plusieurs revues voient le jour dans les bureaux nationaux d'Inades-Formation.

Des émissions radiodiffusées sont préparées pour toucher un large public, notamment les femmes rurales généralement illettrées. Pour cette catégorie d'acteurs, un projet intitulé « Parole de femmes » est lancé. Il vise à exprimer leurs préoccupations et leur sensibilité ; bref, la question féminine préoccupe de plus en plus Inades-Formation. De quelles informations a-t-elle besoin spécifiquement ?

Le siège et les bureaux nationaux se lancent dans la recherche de pratiques et de savoirs paysans. La série « Produire sans détruire » est mise sur pied. Des questions aux problèmes écologiques semblent trouver leurs réponses dans la valorisation des savoir-faire endogènes.

La démarche d'Inades-Formation présente deux caractéristiques principales :

- apporter des réponses à des préoccupations précises (l'identification des besoins comme outil d'analyse est utilisée systématiquement et les informations sont données sur mesure) ;
- encourager et valoriser les pratiques et les savoirs paysans (les formateurs s'emploient donc à les repérer et à les diffuser avec l'aide des paysans).

Outre l'influence du contexte, Inades-Formation diversifie le profil de ses agents. L'entrée en scène de sociologues, linguistes, anthropologues... aura pour conséquence une meilleure prise en compte de la culture de l'autre.

En dépit des efforts déployés pour réorienter son action durant cette seconde période, des voix s'élèvent à l'intérieur pour interpeller Inades-Formation sur son immobilisme face à la dynamique du mouvement paysan.

Période de 1995 à aujourd'hui : Inades-Formation opte pour la centralité du paysan et renforce sa capacité de recherche et d'analyse

Sur le plan politique, la période actuelle est marquée par des avancées démocratiques, notamment les alternances pacifiques, mais aussi par les crises politiques et des guerres, de plus en plus importantes. Ainsi, on note la quasi-généralisation des foyers de tension, aucune région de l'Afrique ne semblant y échapper.

Sur le terrain économique, l'aide au développement connaît une réduction drastique au profit des relations commerciales. Les effets de la mondialisation sont très perceptibles. Les acteurs non africains du secteur privé se positionnent et rachètent des entreprises, notamment dans les secteurs de l'eau, de l'électricité, des télécommunications. Les programmes d'ajustement structurel ont aggravé la pauvreté.

En matière de développement agricole et rural, le désengagement de l'État du secteur productif agricole se traduit par la libéralisation effective des filières agricoles conventionnelles : café, cacao, coton, arachide, palmier à huile, hévéa, etc. Des multinationales exacerbent le jeu de la concurrence et excluent certains acteurs, ainsi que les petits acheteurs, de ces filières. Les paysans sont exposés à la loi impitoyable du marché. Les structures de financement du monde rural, telles que les banques agricoles disparaissent, la micro-finance s'implante et gagne

du terrain. Le monde rural s'organise pour faire face au vide laissé par le désengagement de l'État et à la concurrence du privé.

Des organisations paysannes faîtières de taille nationale voient le jour : Fédération nationale des organisations paysannes du Burkina (FENOP), Association nationale des organisations professionnelles agricoles (ANOPACI), Mtandao wa Vikundi vya Wakulima Tanzania (MVIWATA), Comité national de concertation des ruraux (CNCR), etc. En Afrique de l'Ouest, ces structures nationales se fédèrent pour créer le Réseau des organisations paysannes et des producteurs agricoles d'Afrique de l'Ouest (ROPPA).

Ces organisations faîtières veulent relever de multiples défis : défense des intérêts des paysans, prise en main de la formation de leurs membres, influence sur les politiques agricoles nationales, dialogue avec les bailleurs (bailleurs de fonds multilatéraux, Banque mondiale, Club du Sahel, etc.), maîtrise des filières agricoles, garantie de l'autosuffisance alimentaire, financement du monde rural, réalisation d'infrastructures sociales et du développement local...

La multiplication des défis, les difficultés de mobilisation interne, les conflits de leadership et l'ingérence du politique apparaissent comme des facteurs clefs qui freinent la consolidation du mouvement paysan. En 1994, Inades-Formation a lancé une recherche-action orientée vers elle-même, qui a abouti à une véritable remise en question. Ce processus a été marqué institutionnellement par l'assemblée générale de 1995, qui s'est tenue à Yaoundé, au Cameroun.

À cette rencontre, Inades-Formation a opté pour l'accompagnement des dynamiques organisationnelles paysannes. Cette approche repose sur six principes :

- les paysannes et les paysans doivent être les acteurs principaux de leur avenir ;
- les initiatives locales de développement doivent s'articuler sur la vision socioéconomique et politique des populations concernées ;
- l'accès aux ressources vitales et leur contrôle par les populations rurales organisées sont une nécessité incontournable ;
- les actions que mènent les paysans doivent être de véritables champs de recherche et d'apprentissage collectifs ;
- le partenariat est une opportunité à exploiter en vue de stimuler un processus durable de changement socioéconomique et politique ;
- le genre, en termes de relations « homme-femme » et les rapports de pouvoir entre les catégories sociales, notamment les catégories les plus « fragiles » doivent être équilibrés et emprunts d'équité et de justice sociale ;
- la flexibilité institutionnelle.

En pratique, ces principes nous ont conduits à revoir :

- la place qu'occupent les paysannes et les paysans dans les initiatives de développement que nous accompagnons ;

- notre rôle dans le processus de renforcement du pouvoir paysan, notre démarche, nos domaines d'appui et les méthodes et outils utilisés ;
- nos pratiques institutionnelles.

Entre autres changements intervenus au sein d'Inades-Formation, signalons l'entrée des paysans dans les associations nationales, voire dans les organes de décision, comme les conseils d'administration, le transfert de compétences plus accrues aux associations nationales, la prise en compte du politique, notamment les rapports de pouvoir dans nos actions.

Dans cette phase, l'appui à la gestion de l'information et de la communication par les organisations paysannes faitières se traduit par la facilitation de la recherche paysanne de l'information, l'articulation de nos publications aux défis et initiatives paysannes, l'enrichissement mutuel entre les paysans, les organisations paysannes faitières et Inades-Formation, ainsi que l'appui à la capitalisation des expériences paysannes et leur diffusion.

Cette approche est fondée sur les principes suivants : la nécessité de changer soi-même avant de vouloir provoquer ou aider l'autre à changer. Cela permet de mieux apprécier les difficultés liées à l'implantation du changement, l'instauration d'une culture du changement, le développement de relations symétriques avec les paysannes, paysans et leurs organisations. Cela est possible quand on reconnaît l'existence d'une expertise, d'un savoir et savoir-faire paysan.

Quelques pratiques d'appui à la gestion de l'information et de la communication par les organisations paysannes faitières

De la facilitation de l'accès, du traitement et de l'utilisation de l'information par les organisations paysannes faitières

La question linguistique

Le format de l'information constitue l'une des difficultés d'accès par les organisations paysannes faitières. Ainsi, la langue et le niveau de langue demeurent souvent des obstacles majeurs qui empêchent les organisations paysannes faitières et leurs membres d'accéder à l'information recherchée.

Comme nous le savons bien, le taux moyen de scolarisation en Afrique subsaharienne est déclaré faible. Le dernier rapport du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) sur le développement humain le situe à 48 %. Dans ce même rapport, on note que le taux de scolarisation primaire est de 34,4 %, 19,8 %, 17,9 %, 12,8 % et 9,8 % respectivement en Côte d'Ivoire, au Sénégal, au Tchad, au Burkina Faso et au Niger. Ces taux sont encore plus faibles en milieu rural.

En effet, nul n'ignore la concentration des infrastructures scolaires en milieu urbain. Aussi, savons-nous que la plupart des jeunes ruraux qui ont eu la chance d'aller à l'école ne dépassent guère le niveau de l'enseignement primaire.

Face à ce triste constat, Inades-Formation a choisi d'utiliser le français fondamental. Le français fondamental n'est pas une langue en soi, mais un niveau de la langue française. C'est ainsi que dès sa création, Inades a étroitement collaboré avec l'Institut de linguistique appliquée de l'université d'Abidjan, en Côte d'Ivoire, pour la réalisation d'un dictionnaire du français fondamental adapté au milieu africain.

En un mot, qu'est-ce que le français fondamental ? Le français fondamental est un ensemble de 3 500 mots courants utilisés dans la vie de tous les jours : au marché, dans les bus et entre amis. Calqué sur le langage oral, il recouvre les trois premières années du cycle primaire. Le français fondamental est un outil de communication susceptible d'être sans cesse enrichi. En effet, ceux qui le parlent ou l'écrivent peuvent augmenter progressivement leurs connaissances. Il ne s'agit donc pas de français au rabais, mais d'un premier niveau, qui invite au progrès et à la maîtrise d'une langue internationale, particulière et complexe. De plus, ces 3 500 mots appellent un stock de mots complémentaires, qui varient selon le domaine envisagé : agriculture, gestion, animation. Ce vocabulaire technique, formé de mots spécialisés, devient fondamental pour le public qui l'utilise fréquemment.

Le français fondamental se caractérise aussi par des structures grammaticales simples (phrases de 8 à 16 mots), des temps et des formes empruntés à la langue parlée (présent de narration, forme active, style direct, etc.). À cette structure grammaticale simple et à son vocabulaire limité aux notions courantes du milieu concerné, nous avons ajouté des illustrations claires en rapport étroit avec le texte écrit, afin de rendre l'information diffusée plus accessible.

Si, lors de la première période indiquée plus haut, le français fondamental a été retenu comme niveau de langue de travail, la deuxième période correspondant à la décentralisation de la production du matériel pédagogique a favorisé la transcription dans plusieurs langues africaines. Le hamari en Éthiopie, le mooré et le jula au Burkina Faso, le kirundi au Burundi, le kinyarwanda au Rwanda, le kikongo, ciluba, lingala en République démocratique du Congo, le ngambaye, le sara et l'arabe dialectale au Tchad, le swahili au Kenya et en Tanzanie... ont servi de langues nationales ou locales pour traduire les documents existants et la publication de nouveaux livrets, fiches techniques. Ce second choix, sur le plan linguistique, tout en visant une plus grande accessibilité aux informations par les paysannes, paysans et leurs organisations, doit être compris comme une stratégie d'appui à la post-alphabétisation. En effet, certains États et plusieurs ONG et organisations paysannes faïtières déploient des efforts non négligeables pour alphabétiser le monde rural africain. Cependant, les risques importants d'un analphabétisme de retour existent, d'où l'intérêt d'y impliquer des structures d'appui au développement rural et agricole.

Outre cet effort pour écrire de manière accessible, les formateurs d'Inades-Formation travaillent le plus souvent en milieu rural dans les langues parlées par les populations rurales. Le recours aux interprètes n'est pas exclu, mais assez rare. « Parler dans la langue d'autrui, c'est connaître la culture de l'autre », dit-on le plus souvent. Cette dimension culturelle renferme les éléments de décodage, donc du traitement, des informations ou messages échangés. En se servant du français fondamental, de la transcription en langues nationales et en parlant dans ces langues, Inades-Formation a utilisé plusieurs supports pour diffuser l'information recherchée par les paysannes, paysans et leurs organisations de base ou faïtières.

Le cours d'apprentissage agricole comme le prototype des cours par correspondance

Le cours d'apprentissage agricole est constitué de quatre séries de livrets, dont la première partie porte sur l'agriculture générale, la seconde sur des spécialisations agricoles et l'élevage, la troisième sur la gestion de

l'exploitation et la dernière sur le développement communautaire. À côté de cette série, un cours a été consacré à la vulgarisation agricole.

Le principe du cours par correspondance repose sur l'existence d'un demandeur de formation et d'information (cette demande peut être motivée/provoquée par une prospection/sensibilisation d'Inades-Formation ou suggérée/inspirée par d'autres personnes physiques ou morales) qui s'adresse à Inades-Formation et s'inscrit au cours, s'il remplit les conditions requises (principalement le test de niveau et le paiement d'une modique contribution). Le candidat inscrit s'appelle désormais « abonné » et une fiche pédagogique pour gérer son parcours est tenue à jour par Inades-Formation. Dans la plupart des bureaux nationaux d'Inades-Formation, le fichier des abonnés est actuellement informatisé. L'abonné choisit lui-même « le menu de sa formation » selon ses besoins parmi un éventail de thèmes (livrets) suffisamment large en ce qui concerne le cours d'apprentissage agricole.

Le cours par correspondance s'adresse à tous ceux qui y trouvent un intérêt : agriculteurs, animateurs ruraux, étudiants, cadres, hommes, femmes, adultes et jeunes, mais la priorité est accordée aux adultes ruraux. L'abonné peut être un individu ou un groupe d'individus. Les personnes non alphabétisées peuvent se regrouper autour d'un ou de deux lecteurs alphabétisés et prendre un abonnement collectif.

L'objectif des cours par correspondance était de transmettre les connaissances et les savoir-faire à un public varié et relativement important à des coûts relativement moindres. Le cours par correspondance offre l'avantage que l'apprenant reste dans son milieu et qu'il continue à vaquer à ses occupations habituelles que le cours est censé améliorer. Cette méthode offre une plus grande souplesse que l'enseignement formel : possibilité de commencer à n'importe quel moment de l'année, rythme personnel d'étude, options individuelles, etc.

Les abonnés d'une même localité sont supposés discuter entre eux pour mieux comprendre les cours qui leur sont envoyés et se soutenir mutuellement pour appliquer ce qu'ils ont appris. On leur conseille également de s'adresser aux techniciens locaux et aux personnes plus expérimentées dans leur milieu pour demander des explications en cas de difficultés.

Il arrive qu'Inades-Formation organise des visites et des sessions de préapprentissage pour expliquer aux groupes d'abonnés les passages incompris dans les livrets, faire des démonstrations pratiques et, plus rarement, pour vérifier la mise en pratique des leçons apprises. Cette approche pédagogique a favorisé l'émergence de leaders et d'organisations paysannes.

La vente libre

Pour atténuer les contraintes liées au cours par correspondance et répondre aux préoccupations spécifiques de certains ruraux, Inades-Formation a permis la vente libre des livrets et fiches techniques. L'engouement du public pour cette formule a poussé les bureaux nationaux à concevoir des documents pédagogiques isolés, c'est-à-dire, non intégrés à une série répondant aux préoccupations bien ciblées de certaines organisations paysannes.

Les revues

Aujourd'hui, chaque bureau national d'Inades-Formation dispose d'au moins une revue. Ceux du Burkina Faso, du Cameroun, du Rwanda, du Burundi proposent deux bulletins de liaison. Au départ, les revues ont été conçues pour servir de bulletin de liaison entre les formateurs d'Inades-Formation et leurs abonnés au cours par

correspondance. Très vite, Inades-Formation s'est aperçu que les abonnés et d'autres ruraux étaient en quête d'informations non traitées dans les livrets. Par conséquent, ces revues ont été orientées vers la diffusion d'informations sur des sujets identifiés en commun avec les paysannes et paysans et leurs organisations.

Les revues peuvent être classées en deux catégories. Une première catégorie se compose de revues à thème, chaque numéro étant consacré à un seul thème. Tel est le cas de « l'Essor paysan » en Côte d'Ivoire, où le prochain numéro sera consacré à la question foncière, tandis que le précédent a traité de la libéralisation des filières agricoles dans ce pays. La seconde catégorie est constituée de revues à dossier central. Ces revues se composent de plusieurs rubriques traitant de questions différentes et d'un dossier portant sur un sujet précis. C'est le cas de deux revues d'Inades-Formation Cameroun, « Courrier du monde rural » et « Rural review ».

Les émissions radiodiffusées

Pour toucher un public plus large, principalement les illettrés en milieu rural, certains bureaux nationaux (Inades-Formation Cameroun, Tchad, Congo...) ont préparé et diffusé des émissions radiodiffusées en collaboration avec les radios rurales nationales. Une évaluation légère effectuée en 1995 par Inades-Formation a prouvé que ces émissions avaient un écho favorable auprès des populations rurales.

Les sessions de formation technique

Cette forme d'appui à la gestion de l'information et de la communication par les organisations paysannes faitières est en forte régression, dans la mesure où elle est de plus en plus fréquemment transférée aux cellules de formation des organisations paysannes faitières.

Les bibliothèques villageoises et les centres d'informations

Il s'agit d'une expérience que le bureau national Inades-Formation Burkina Faso mène avec le CTA. Ce projet vise à redynamiser les bibliothèques villageoises :

- en mettant à leur disposition, de manière sélective, les publications d'Inades-Formation ;
- en facilitant leur approvisionnement sur la base des informations demandées (livres, revues, fiches techniques, etc.) ;
- en développant les capacités de gestion des comités des organisations paysannes faitières et d'assurer l'animation de ces bibliothèques.

Une première évaluation, réalisée cette année, estime que les résultats obtenus sont satisfaisants et propose des pistes de renforcement de l'action.

L'appui à la production et à la diffusion de l'information par les organisations paysannes faitières

L'appui à l'accès, au traitement et à l'utilisation de l'information par les organisations paysannes faitières peut être illustré schématiquement comme ce double mouvement d'une organisation paysanne faitière vers

l'extérieur, pour capter l'information, puis vers l'intérieur, pour consommer cette information. L'appui à la production et à la diffusion de l'information peut être considéré comme le mouvement inverse, puisant l'information à l'intérieur d'une organisation paysanne faîtière et la mettant à la disposition de l'extérieur. Dans ce cas, il s'agit plus d'une prise de conscience de l'organisation paysanne faîtière et/ou de ses partenaires de l'existence d'informations intéressantes au sein des organisations paysannes faîtières à porter à la connaissance des autres acteurs du développement agricole et rural.

La plupart des structures d'appui au monde rural ont constamment besoin d'informations sur le milieu rural et la dynamique des organisations paysannes en vue d'élaborer et d'affiner leurs stratégies d'intervention. Cependant, l'appui à la production de l'information par les organisations paysannes faîtières ne doit pas se limiter à ce but quelque peu opportuniste. Il doit être orienté vers l'affirmation de l'organisation paysanne faîtière et le renforcement de ses stratégies de développement.

L'expérience d'Inades-Formation dans le domaine de l'appui à la production et à la diffusion de l'information est marquée par deux étapes.

Inades-Formation collecte et diffuse l'information au nom des paysannes, paysans et de leurs organisations

Dans ce cas, Inades-Formation encourage les paysannes, les paysans et leurs organisations à « livrer » l'information. Celle-ci est traitée, puis diffusée par Inades-Formation, au nom des paysannes et paysans dans divers supports écrits et audiovisuels. C'est dans cette catégorie qu'il faut classer la série de recherches sur les pratiques et savoirs paysans (PSP) en fertilisation du sol, conservation des produits agricoles, protection des cultures, lutte contre l'érosion, santé humaine, etc. Sur l'initiative de la direction générale, chaque bureau national a identifié un ou deux thèmes en rapport avec les problèmes prioritaires des paysans dans ses zones d'intervention, puis s'est lancé, par le moyen des enquêtes, à la recherche d'informations sur les savoir-faire endogènes reconnus efficaces. Dans certains cas, ces savoir-faire ont été testés auprès de paysans volontaires. Les informations ainsi collectées ont été amendées et validées par des paysans, des agents de développement et des chercheurs, lors d'ateliers organisés à cet effet.

La coproduction et la facilitation de la production par les paysans eux-mêmes

Cette démarche d'appui peut être subdivisée en trois parties : la coproduction (avec diverses catégories d'acteurs), la coproduction regroupant les paysans ou les organisations paysannes faîtières et Inades-Formation, la production par les paysans de l'organisation paysanne faîtière (où Inades-Formation agit comme prestataire de services).

La coproduction impliquant plusieurs acteurs : le dossier de développement Agripromo ou l'information pour le renforcement des capacités d'analyse critique

En 1996, la direction générale et les bureaux nationaux d'Inades-Formation ont décidé de réorienter la revue Agripromo. Rappelons que cette revue, créée en 1973, avait pour objectif de fournir des informations complémentaires aux abonnés au cours par correspondance, principalement aux agents d'encadrement ou de promotion du monde rural et, dans une moindre mesure, aux paysans. Cette décision de réorientation découle de plusieurs constats.

- Concurrence entre Agripromo et les revues de huit bureaux nationaux francophones. Celle-ci se manifestait tant au niveau des sujets traités, du format que de la diffusion.

- Retards dans la parution des différents numéros. Ils s'expliquaient par le fait que les sujets retenus étaient si proches des thèmes déjà abordés qu'il existait un risque réel de répétition. Il convient d'ajouter le manque de motivation pour une revue à diffusion trop limitée.
- Nécessité de traiter les défis du monde rural et des questions brûlantes du développement du monde rural plus en profondeur. En effet, Inades-Formation a été interpellé par des acteurs du développement, des leaders d'organisations paysannes faïtières, des agents et des responsables d'ONG et de projets bilatéraux soucieux d'être mieux informés sur les problématiques actuelles du développement ; il s'agissait également de renforcer l'analyse critique sur les choix proposés en matière de développement.
- Il convient de rappeler que l'ensemble d'Inades-Formation se trouvait à un stade avancé de transformation institutionnelle lorsque la décision de réorientation d'Agripromo est intervenue. Les nouveaux choix d'Inades-Formation remettaient suffisamment en question le mode de production de l'information destinée au monde rural, de même que son contenu.

À l'issue de ce diagnostic, l'option fut prise d'orienter Agripromo vers la coproduction de dossiers de développement, dont l'objectif principal serait de contribuer au renforcement des capacités d'analyse critique des leaders paysans, des organisations paysannes, des agents et responsables des ONG, des projets et « décideurs ».

Chaque numéro du dossier de développement Agripromo se présente sous la forme de fiches détachables pour faciliter l'utilisation et la lecture. Il comprend aussi des études de cas, des expériences originales ou des réussites, ainsi que des schémas et tableaux venant compléter l'ensemble des informations. Sa structuration suit une certaine logique qui prend en compte les éléments suivants.

- Dans une première partie, le thème est abordé dans sa globalité sous la forme d'un bilan critique. Cette phase permet de faire une analyse de la situation qui prévaut, de ses implications, du rôle des acteurs actifs ou passifs, des politiques mises en place, de leurs impacts, des contraintes et difficultés rencontrées, ainsi que des résultats obtenus. C'est aussi le domaine des différentes définitions pour une meilleure compréhension du thème.
- Dans une deuxième phase, le dossier de développement Agripromo appréhende le thème sous l'angle de la réalité. Il s'agit de voir l'évolution de la situation dans le contexte actuel. C'est la partie consacrée au bilan de la situation telle que mise en exécution par tous les acteurs.
- Les phases suivantes (deux ou trois chapitres selon le thème) sont généralement consacrées à une analyse des rôles des différents acteurs (sur le plan national et international) qui interviennent dans le domaine choisi. À partir des enjeux, des contraintes, des perspectives d'amélioration de la situation, quels nouveaux rôles seront dévolus à des acteurs tels que l'État, les organisations internationales, les organisations de paysans, les autres structures d'appui aux paysans... ?
- La dernière phase est toujours orientée vers l'avenir. Ainsi, le dossier de développement Agripromo propose des pistes, des options et des stratégies qui permettent aux paysans de mieux utiliser les opportunités mises à leur disposition, dans leur environnement. Les paysans peuvent ainsi mettre en œuvre le credo d'Inades-Formation, qui peut faire d'eux des acteurs plus actifs de leur propre développement.

Depuis la mise à exécution de cette décision de réorientation en 1998, les thèmes suivants ont été traités :

- Sécurité alimentaire : un enjeu pour le développement en Afrique ;

- Financer autrement le développement du monde rural en Afrique ;
- Pour une gestion communautaire et durable des ressources naturelles en Afrique ;
- Commercialisation des produits agricoles en Afrique : aider les producteurs ruraux à mieux se positionner sur les filières agricoles porteuses et non traditionnelles (en cours de publication).

La valorisation des expériences paysannes et leur diffusion

Dans ce groupe, les principaux acteurs sont les paysannes, les paysans ou leurs organisations et Inades-Formation ; les parties assurent des rôles complémentaires et les relations qui les lient sont symétriques. Les organisations paysannes ou le paysan (ou la paysanne) sont les auteurs et coauteurs de la valorisation, tandis qu'Inades-Formation joue le rôle d'animateur (« facilitateur »).

L'expérience retenue pour la capitalisation est soit du ressort de l'organisation paysanne, soit des deux parties. Les critères majeurs qui entrent en jeu dans le choix sont la valorisation de l'identité paysanne et la réponse à une préoccupation précise d'un groupe. À titre d'exemple, les expériences capitalisées portent tant sur les innovations issues de recherches paysannes que sur des segments de vie de paysan ou d'organisations paysannes qui pourraient édifier d'autres personnes ou organisations.

La capitalisation d'une expérience comprend généralement un minimum de trois temps. Le récit relate les faits de façon chronologique, précise le contexte décrit par l'intéressé(e), ainsi que les acteurs concernés, indique les dates ou les périodes, etc. Puis intervient l'analyse du récit, suivant des critères sélectionnés en fonction des objectifs visés. Enfin, les conclusions essentielles sont tirées en termes de clarification conceptuelle, d'enseignements, de questions nouvelles, d'hypothèses d'action, etc.

Cette expérience ainsi capitalisée est consignée dans un rapport qui peut être diffusé par le biais d'une revue, d'une bande dessinée, d'un livret, voire d'un film.

Inades-Formation comme « prestataire » de l'organisation paysanne faitière

Ce groupe peut être illustré par le rôle qu'Inades-Formation Tanzanie a joué dans la production de la revue Pambazuko du Réseau des groupements paysans en Tanzanie (MVIWATA), organisation paysanne faitière tanzanienne. Pambazuko est une revue dont la ligne éditoriale et le contenu (les articles) étaient entièrement définis et contrôlés par les paysannes et paysans membres de MVIWATA.

Inades-Formation a été sollicité pour son expertise sur la qualité journalistique des articles, sa mise en forme et le montage. Il était prévu qu'à terme, le bureau national de Tanzanie transfère davantage de compétences à MVIWATA. Malheureusement, depuis plus de deux ans, Pambazuko ne paraît plus.

Afin que cette belle expérience ne tombe dans les oubliettes, le secrétariat général d'Inades-Formation a décidé de la capitaliser, ainsi que l'expérience qu'Inades-Formation Burkina tente en matière de cogestion de ses revues « Hakilifalen » et « Venegda » avec les comités de rédaction composés uniquement de paysans membres de quelques organisations paysannes faitières.

L'appui à la gestion de la communication par les organisations paysannes

Cette dernière partie de notre communication peut être décomposée en trois sous-parties :

- l'appui à la communication entre les organisations paysannes faïtières ou au sein d'une organisation paysanne faïtière ;
- l'appui à la communication entre l'organisation paysanne faïtière et ses partenaires (ou d'autres acteurs de son milieu d'insertion) ;
- l'appui à la communication entre l'organisation paysanne faïtière et Inades-Formation.

Nous ne présentons ici que les deux premières parties. La dernière a été largement traitée dans les points précédents.

L'appui à l'amélioration des stratégies de communication entre les organisations paysannes faïtières et en leur sein

Pour susciter la communication entre les organisations paysannes faïtières ou pour intensifier une communication existante, Inades-Formation met en œuvre plusieurs méthodes et techniques.

Les méthodes les plus caractéristiques sont abordées dans les paragraphes suivants.

La facilitation d'atelier inter-organisations paysannes

Il s'agit de regrouper dans un même espace (village, chef lieu de département, province...) des délégués dont les organisations paysannes faïtières sont confrontées à des situations/problèmes similaires ou voisins. Ainsi, durant une période bien précise, l'ensemble des délégués d'organisations paysannes faïtières présentent leurs expériences dans le domaine concerné, leurs difficultés, leurs hypothèses d'action, leurs questions, etc.

Chaque exposé donne lieu à des demandes de clarification ou d'approfondissement, des suggestions, etc. Il s'agit d'un véritable échange. Puis, des apports théoriques et pratiques sont introduits par des spécialistes. Les questions collectives et spécifiques se traduisent par la recherche de solutions de remplacement jugées pertinentes et efficaces, qui seront retenues pour être testées. Enfin, les délégués s'organisent pour restituer à la fois le processus et ses résultats aux membres de leurs organisations.

L'appui aux voyages d'échange inter-organisations paysannes faïtières

Comme son nom l'indique, il s'agit pour Inades-Formation de faciliter des voyages, en vue de susciter des échanges entre les membres d'une même organisation paysanne faïtière ou d'organisations différentes. D'une manière générale, cela se traduit par le déplacement des délégués d'une ou de plusieurs organisations paysannes faïtières qui éprouvent une difficulté particulière vers une organisation paysanne faïtière qui a déjà résolu ce genre de difficulté ou qui expérimente des options prometteuses. Comme toute activité, le voyage d'échange nécessite un travail de préparation sérieux, ainsi qu'un suivi à la fin du séjour.

La mise à la disposition de paysans formateurs à une organisation paysanne faitière

L'expérience de terrain a permis de repérer certains paysans innovateurs et de former des paysans formateurs, capables d'apporter un appui de qualité aux membres d'une organisation paysanne faitière confrontés à une préoccupation bien précise. Ainsi, plusieurs bureaux nationaux disposent d'un répertoire de paysannes et de paysans dotés d'une expertise dans des domaines particuliers : auto-organisation, gestion des ressources naturelles ou des conflits, aménagement des bas-fonds, techniques agricoles, micro-finances, etc. Inades-Formation n'hésite pas à leur faire appel pour aider d'autres paysans à résoudre leurs problèmes.

Le projet d'échange d'information en temps réel

Depuis près de cinq ans, Inades-Formation Côte d'Ivoire accompagne plus d'une trentaine d'organisations paysannes de taille diverse impliquées dans plusieurs filières agricoles. Ces organisations se sont constituées en une organisation paysanne faitière dénommée « Réseau Castor ». L'une de ses ambitions est de parvenir à échanger des informations sur les marchés locaux en temps réel par messagerie électronique. Quelques échanges d'informations ont déjà eu lieu par l'intermédiaire des transporteurs routiers et du téléphone. Ainsi, grâce aux informations reçues sur les stocks dont disposent chaque membre du réseau et sur l'abondance ou la pénurie de certains produits agricoles sur les marchés locaux, les uns et les autres s'organisent pour s'approvisionner à bas prix ou pour écouler leurs marchandises à des prix plus intéressants. Ce projet entrera dans sa phase active au cours de l'exercice 2002.

Les échanges inter-organisations paysannes faitières ou intra-organisations paysannes faitières participent de la reconnaissance, par les structures d'appui et les populations rurales, de l'existence d'une expertise paysanne solide. Ils contribuent à renforcer l'apprentissage mutuel qui, à bien d'égard, donne plus de résultats que les interventions d'agents de développement. Enfin, ils constituent un moyen de valorisation de l'identité paysanne.

L'appui à la communication entre les organisations paysannes faitières et les autres acteurs de leur milieu d'insertion

Pour illustrer l'expérience d'Inades-Formation, nous avons retenu quatre cas.

Le développement du partenariat autour du plan d'orientation et d'action des organisations paysannes faitières

Afin de concrétiser son accompagnement, Inades-Formation aide plusieurs organisations paysannes à : analyser leur contexte, s'auto-diagnostiquer, clarifier leur vision, déterminer leurs orientations stratégiques et élaborer leur plan d'action. Le plan d'orientation et d'action, ainsi que son élaboration, sont présentés aux partenaires potentiels pour être discutés et pour négocier leurs implications dans des domaines précis, en vue d'accompagner l'organisation paysanne faitière à cheminer vers la réalisation de sa vision. Cette négociation aboutit à l'établissement de contrats entre l'organisation et Inades-Formation, et d'autres partenaires.

La mise en contact de l'organisation paysanne faitière dans la maîtrise des filières agricoles

Il s'agit de faciliter le contact entre une organisation paysanne faitière et un autre acteur de la filière concernée. Cela intervient surtout dans la commercialisation des produits agricoles, où Inades-Formation met en contact une

organisation paysanne faîtière avec un exportateur, un grossiste ou un transporteur. L'organisation qui est mise en contact avec un opérateur économique bénéficie souvent de la confiance d'Inades-Formation. En retour, Inades-Formation s'engage à trouver un opérateur économique fiable. Ce genre d'expérience a été tenté entre autres en Côte d'Ivoire (vendeur en gros de vivriers), au Cameroun (provendier), au Rwanda (brasserie), au Burundi (structure d'achat de champignon).

La transformation des radios et revues rurales en tribunes d'expression des organisations paysannes faîtières

Le vent de la démocratie qui a soufflé sur l'Afrique subsaharienne a eu également pour conséquence l'émergence de plusieurs médias ruraux. Pour mieux apprécier cet état de fait, Inades-Formation a lancé une étude visant à cerner la réalité des médias ruraux. À la fin de cette étude, un répertoire des revues et radios rurales de l'Afrique francophone a été publié (couverture de 16 pays), et un atelier de réflexion sur le rôle de médias ruraux a été organisé en octobre 1998 à Grand-Bassam, en Côte d'Ivoire.

Plus d'une quarantaine de représentants des médias ruraux du Mali, du Burkina Faso, du Cameroun, de la Guinée et du Bénin, ainsi que des organismes partenaires (CTA, 3RPD de Toronto...) ont pris part à cet atelier. Au terme d'échanges fructueux, les participants ont convenu de créer un réseau des radios et revues rurales (4R), dont la finalité est de « créer une synergie entre les radios et les revues rurales d'Afrique afin d'accroître leur efficacité et leur impact et offrir une tribune d'expression aux populations rurales pour le renforcement de leur pouvoir au sein de la société civile ».

Sans nous lancer dans un bilan exhaustif des trois premières années de 4R, retenons qu'il existe à ce jour cinq réseaux fonctionnels de radios et revues rurales au Bénin, au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, en Guinée et, récemment, au Tchad. Chaque réseau national développe son identité propre au regard de son contexte, des préoccupations du monde rural, et ce à travers son plan d'orientation et d'action. Parallèlement, chaque réseau national adhère entièrement à la vision et aux orientations stratégiques du réseau global.

L'un des principaux constats qui se dégage de l'analyse des pratiques de ces médias ruraux est que la présence paysanne n'est pas effective. En effet, bien que les articles et les émissions traitent des questions liées au monde rural, leur production et leur orientation restent fréquemment l'affaire des techniciens et des animateurs de ces médias.

Pour parvenir à une implication des populations rurales dans l'orientation des revues et radios rurales, nous avons défini une stratégie en trois phases. Primo, implanter la pratique de l'analyse de l'auditoire et/ou du lectorat. Par ce moyen, les responsables et les techniciens des médias prennent conscience de leur éloignement par rapport aux attentes des populations rurales. Secundo, susciter la création ou revitaliser les clubs d'écoute et de lecture, en concertation avec les organisations paysannes faîtières, comme structures permanentes de dialogue entre les médias et les populations. Tertio, faciliter la création de comités d'orientation des radios et revues rurales dans lesquels les délégués des clubs d'écoute et de lecture sont actifs. Mieux, susciter leur représentation dans les conseils de gestion des médias ruraux et, là où cela se pratique, renforcer les capacités des délégués des populations dans l'orientation et le contrôle.

Où en est 4R dans ce domaine ? Un atelier régional regroupant les délégués des réseaux nationaux a été organisé sur l'analyse de l'auditoire. Ce même thème a été reproduit au sein du réseau du Burkina Faso, en présence des délégués des autres réseaux nationaux. Un atelier régional sur les clubs d'écoute et de lecture a été organisé au Bénin. La démarche est en cours de capitalisation.

Les programmes d'activités de 2002 de plusieurs réseaux nationaux reprennent ces thèmes sous forme d'ateliers et de consultations. Que dire ? Il ressort que :

- des capacités ont été développées dans ces deux domaines stratégiques ;
- une appropriation de ces thèmes par réseaux nationaux est amorcée ;
- le réinvestissement de ces thèmes doit contribuer à accroître progressivement la présence paysanne dans les médias ruraux.

L'implantation de la communication participative entre les ONG et les organisations paysannes faitières féminines

De 1997 à 2000, Inades-Formation a animé le Réseau africain de recherche en communication participative pour le développement (ARCOPAD). En 2001, l'expérience a été capitalisée et elle sera publiée en 2002, après avoir simplifié le langage.

En 1994, près de 70 représentants d'ONG originaires de l'Afrique de l'Ouest et du Centre, sous l'égide du CRDI (Centre canadien de recherche pour le développement international), ont analysé leurs pratiques. Il en est ressorti que leur principal problème était la faible participation ou leur faible capacité à mobiliser les populations. Parallèlement à ce constat majeur, il est apparu que les femmes et les jeunes filles constituaient la catégorie la moins touchée et la plus difficile à mobiliser autour des projets de développement. C'est ainsi qu'ils ont pris la décision de favoriser l'autopromotion des femmes et des jeunes filles par le biais de la communication participative pour le développement.

Compris dans un premier temps comme la mise en œuvre des techniques de l'Information Education Communication (IEC), cette première notion de la communication participative pour le développement va s'avérer très inappropriée pour stimuler des changements de comportements favorables à l'autopromotion des femmes et des jeunes filles. En effet, les techniques d'IEC, centrées sur une structuration du message en fonction du destinataire et de son environnement (personnalité, culture, etc.), perpétue implicitement les rapports de type « top-down », c'est-à-dire d'un centre « qui sait » vers une périphérie « qui sait moins, voire ignore ».

Or, l'on sait que l'autopromotion est fondée sur des changements de comportements tant chez les femmes et jeunes que chez les ONG censées les appuyer. Ainsi, la communication participative pour le développement va être définie comme un processus qui doit permettre de rétablir des relations symétriques entre les deux parties et placer les femmes et les jeunes filles au centre de l'action de développement. Cela nécessite de dépasser les clichés habituels de « bénéficiaires » et de « développeurs » et d'utiliser des méthodes participatives qui contribuent à la responsabilisation consciente de tous les acteurs impliqués dans une action donnée. Par conséquent, la recherche-action-formation a semblé être la méthode la plus appropriée.

Créer des situations de communication qui permettent la co-conception

Le point de départ retenu pour implanter la communication participative pour le développement a été l'élaboration de projets dans ce sens. Ces ateliers ont regroupé, à l'échelle d'un même pays, les ONG membres du réseau ARCOPAD et des délégués des populations dites bénéficiaires de leurs actions. D'une manière

générale, après les deux premiers jours d'ateliers, les femmes et les jeunes filles déléguées par leurs associations prennent confiance et s'affirment en remettant en cause les projets élaborés par les ONG en leur nom. Cette situation inouïe, favorisée par les espaces de communication formelle et informelle, crée un malaise tant du côté des déléguées que des ONG dont l'issue heureuse est la prise en compte des préoccupations réelles des populations à la base. Pour y parvenir, les femmes et les jeunes filles présentes expliquent ce qu'elles font pour répondre de façon satisfaisante à leurs préoccupations et à leurs difficultés, présentent les initiatives en cours pour les résoudre ou les contourner, etc. Puis, ensemble, chaque ONG et les représentantes de leurs groupes cibles définissent les modalités de conception d'une action qui tienne réellement compte de leurs priorités. Ces schémas sont débattus et enrichis en plénière. Outre les apports théoriques et pratiques, les participants redéfinissent les concepts de participation à la lumière de l'analyse de leurs expériences et des schémas d'élaboration du projet défini.

Concevoir des outils de cogestion et les appliquer

À travers des missions de suivi-accompagnement, le chemin parcouru par chaque ONG et ses organisations féminines « cibles » est retracé et analysé sous l'angle de la relation entre ces deux catégories d'acteurs, des écarts par rapport aux schémas précédemment définis, des résistances, des résultats déjà perceptibles, etc. Dans la plupart des cas, les suivis ont permis de constater qu'en dépit des efforts déployés par les deux parties pour déterminer leur projet commun, l'ONG et les associations féminines retombent dans les anciennes pratiques. L'ONG pilote et les femmes et les jeunes filles suivent. Pour éviter de retomber dans ce piège, des outils de cogestion ont été conçus de commun accord.

En plus de ces outils, des cellules de recherche-action-formation ont été mises en place ; ces dernières sont constituées de délégués des ONG et de représentantes des organisations féminines « cibles » issues de la même zone géographique ou ayant des projets similaires. Les cellules se réunissent périodiquement pour s'évaluer mutuellement, en référence aux outils de cogestion, et réorienter leurs projets.

Quelques résultats

En mai-juillet 2000, le réseau ARCOPAD a été évalué par deux consultants externes. Les résultats sont significatifs. L'application de la recherche-action-formation comme modalité de mise en œuvre de la communication participative pour le développement a contribué à transformer les relations entre les femmes et jeunes filles et leurs ONG d'appui. Le complexe d'infériorité et de supériorité dont souffraient respectivement les femmes et les jeunes filles et les ONG a cédé la place, dans plusieurs cas, à la réciprocité, à la complémentarité et à la confiance. La prise de conscience du rôle central que doivent jouer les « bénéficiaires » a conduit les autres acteurs à considérer les associations féminines comme membres à part entière du réseau. D'un réseau d'ONG, ARCOPAD est devenu un réseau constitué d'organisations de base, de faïtières et d'ONG. Collectivement, les membres d'Arcopad se sont donné une vision partagée.

Plus de 85 % des projets ont connu une forte participation des femmes et des jeunes filles et ont commencé à enregistrer quelques résultats intéressants. Deux ans après l'arrêt du financement des projets, trois sous-réseaux sur six sont toujours en activité. Près de 60 % des ONG et leurs groupes cibles poursuivent leurs projets. La plupart d'entre eux ont connu de nouvelles évolutions. Tel est le cas des femmes de Boussou (Burkina Faso), de la COOPEC à Bouaké (Côte d'Ivoire), de la lutte contre l'asservissement des jeunes filles au Bénin, de la valorisation de l'indigo naturel en Guinée, etc.

Conclusion

Notre conclusion s'articule autour de trois points, à savoir les constats majeurs qui se dégagent de l'expérience d'Inades-Formation en matière d'amélioration des stratégies de gestion de l'information et de la communication par les organisations paysannes faïtières, les enseignements qui en découlent et les nouvelles problématiques.

Les constats majeurs

Trois logiques ont successivement, voire cumulativement, sous-tendu les stratégies d'appui à la gestion de l'information et de la communication d'Inades-Formation au sein des organisations paysannes faïtières. En effet, d'une stratégie centrée initialement sur la transmission de l'information agricole scientifique à tous les paysans africains, sans aucune distinction, Inades-Formation a élaboré une stratégie de transmission de l'information sur mesure et valorisé les pratiques et savoirs paysans. Actuellement, l'institution met l'accent sur le développement des capacités de recherche et d'analyse critique des paysans et de leurs organisations. Le passage d'une logique à une autre ne s'est pas opéré de façon brutale. Chaque logique a été nourrie par celle qui l'a précédée, à tel point que les deux logiques précédentes se maintiennent parallèlement à la logique dominante actuelle. Cette adaptation perpétuelle aux contextes en évolution traduit la volonté ferme d'Inades-Formation de se remettre en cause, d'être en phase avec son contexte pour répondre aux défis du monde rural et anticiper les changements à venir par une réflexion prospective.

Les enseignements et les nouvelles problématiques

La question linguistique et, plus précisément, le niveau de langue et la prise en compte des langues nationales ou locales, constitue un préalable à l'accès à l'information et à son exploitation par les organisations paysannes faïtières. En effet, le très faible niveau de scolarisation et les efforts entrepris tant par les organisations paysannes faïtières que par certaines ONG et les États en matière d'alphabétisation nous interpellent fortement.

L'illettrisme, notamment son importance en milieu rural, et le poids de la tradition orale incitent à privilégier la communication verbale comme moyen d'information. Par ailleurs, compte tenu de l'étendue de l'espace à couvrir et de l'apparition de plusieurs radios rurales, la communication verbale, pour être efficiente, nécessite le recours à ce type de médias. Cette prise en compte quasi obligatoire des radios rurales ne doit pas faire perdre de vue certaines limites : le déficit technique des animateurs, les contraintes financières, l'insuffisance des émissions, la faible présence des organisations paysannes faïtières...

Le renforcement des capacités de recherche et d'analyse des informations constitue un point cardinal dans l'amélioration de la gestion de l'information et de la communication par les organisations paysannes faïtières. La consolidation et le perfectionnement des outils mis au point par les organisations paysannes faïtières en vue de l'auto-diagnostic de leurs pratiques de communication interne est un champ de recherche à promouvoir pour améliorer la gestion de l'information et de la communication en leur sein.

La taille de plus en plus considérable des organisations paysannes faïtières (provinces, régions, nationales, sous-régions africaines, etc.), les coûts de déplacement élevés et la nécessité de disposer très rapidement de certaines informations posent avec acuité le problème de l'accès aux nouvelles technologies de l'information et de la communication. Certes, il y a lieu d'apprécier les expériences actuelles ou antérieures avant de s'engager de façon pertinente, efficiente et efficace.

Le monde rural africain en général et les organisations paysannes faïtières en particulier sont confrontés à une multitude de défis : sécurité alimentaire, financement, gestion durable des ressources naturelles, libéralisation du secteur agricole, concurrence acerbe du privé, mobilisation des membres, décentralisation, réalisation d'infrastructures sociales, insécurité, crises politiques, ingérence du politique dans les organisations paysannes faïtières... Face à ces défis, la tendance générale des organisations paysannes faïtières consiste à vouloir les relever ; ne risquent-elles pas de disperser leurs efforts ? Ne doivent-elles pas tendre vers une spécialisation permettant d'établir une complémentarité entre leurs rôles et ceux de leurs membres ? Cet effort de circonscription du champ d'action des organisations paysannes faïtières contribuera à déterminer les domaines et les types d'informations recherchées ou à rechercher.

Bibliographie

ARCOPAD. 1999. Rapport d'évaluation du projet ARCOPAD.

ARCOPAD. 2001. Rapport final du projet ARCOPAD.

CTA/Inades-Formation/CESPA. 2000. Rapport de l'atelier sur la communication paysanne.

Espace Acres. Perspectives pour un changement social créateur, octobre 1997.

Inades-Formation. 1995. Notre parcours pédagogique, 1995.

Inades-Formation. 2001 Notre parcours institutionnel, avant-projet.

Inades-Formation. 2002. Capitalisation de l'évaluation d'Inades-Formation.

Mundy, P et Sultan, J. 2001. Les révolutions de l'information : la gestion de l'information et des communications modifie l'existence des populations rurales. CTA, Wageningen, Pays-Bas.

PNUD. 2002. *Rapport 2000 sur le développement humain*.

4R. 2001. Rapport narratif de 4R en fin 2000.

1.4

Le Projet PGPA : apporter des appuis à la mise en œuvre des stratégies de l'information et de communication libératrices des énergies

Prosper Ngoma

PGPA/GTZ, Cameroun

Le projet de Promotion des groupements des producteurs agricoles (PGPA), implanté dans la province du Centre, fait partie d'un ensemble de projets de la coopération allemande au développement fondés sur l'approche de « l'auto-promotion ». Comme tout le monde le sait, l'auto-promotion est synonyme ici de participation dans la responsabilisation des bénéficiaires. La participation est entendue comme la possibilité donnée à la population d'exprimer ses besoins, ses problèmes, ses aspirations pour s'assurer que l'action visée par la démarche d'auto-promotion touche du doigt son vécu quotidien. En effet, personne ne peut « développer l'autre ». C'est à cet « autre » qu'il revient de savoir ce qu'il veut, de connaître son problème et d'en chercher les solutions, quitte à se faire accompagner par des tierces personnes (les « experts ») dans cette recherche de solutions.

Mais la démarche d'auto-promotion n'est en définitive que le respect de l'autre, la prise en compte de sa différence dans le long processus qui conduit à la gestion de son propre devenir. Dans la participation, la population est appelée à jouer un rôle de premier plan dans les différentes facettes de l'action : définition des objectifs, recherche de l'information, moyens de communication, gestion des conflits, choix des activités, organisation, etc.

L'information est entendue au sens de toute donnée susceptible d'apporter des éléments de réponse aux questions que l'on se pose, aux préoccupations du moment. L'information ici est une information pratique, immédiatement utilisable par ceux qui la désirent. C'est un aspect extrêmement important dans le cadre des activités du projet PGPA. Il s'agit d'une communication pour le développement, entendue dans le sens que la communication doit modifier les comportements, les pratiques, les habitudes, jugés contraires par exemple à l'amélioration des rendements, au besoin de rentabilité, à la santé, au développement d'un bon esprit de partenariat ou tout simplement contraire à l'esprit d'auto-promotion.¹ Et cela de part et d'autre, c'est-à-dire aussi bien de l'organisation paysanne que du projet qui apporte un certain nombre d'appuis.

1. Comportement du type attendre tout du partenaire, exiger des per diem pour participer à certaines activités, etc.

Les activités du projet PGPA

Le projet PGPA, basé à Yaoundé, accompagne une fédération (la fédération Centre III du Conseil des fédérations des producteurs de coton/CFPC), 7 unions (dont 5 sont membres du Centre III) et 3 associations. Au-delà des appuis à la réalisation des activités concrètes (activités économiques), le projet PGPA vise le renforcement des capacités techniques, organisationnelles et méthodologiques des OP. Les activités du projet visent un objectif global : l'amélioration durable des conditions de vie des populations rurales de la province du Centre. Le plan d'opération du projet PGPA a défini cinq résultats pour l'atteinte de cet objectif. À chacun de ses résultats sont rattachées des activités spécifiques. Chaque activité renvoie à des informations particulières à rechercher, à collecter, à diffuser, voire à capitaliser. Pour chacune des activités, des moyens de communication formels ou informels sont utilisés par les organisations paysannes partenaires du projet ou à leur profit.

Dans les paragraphes suivants, nous évoquerons les différentes activités du projet PGPA qui correspondent à chaque résultat attendu du projet et nous exposerons sommairement les informations diffusées par les organisations paysannes ou à leur endroit, sans oublier de mentionner les moyens de communication utilisés.

Les résultats attendus du projet

Résultat 1. Élaboration des stratégies de résolution des problèmes avec les organisations paysannes.

Activités liées à ce résultat :

- Réaliser un diagnostic organisationnel : donner aux organisations paysannes une image de leur situation actuelle
- Apporter des appuis aux organisations paysannes pour l'élaboration des objectifs et des stratégies de mise en œuvre.
- Apporter des appuis aux organisations paysannes dans le domaine organisationnel en rapport avec leurs activités

Résultat 2. Élaboration de mesures adéquates de promotion des activités économiques menées par les membres des groupements de femmes et les membres féminins des groupes mixtes avec des organisations paysannes.

Activités liées à ce résultat :

- Apporter des appuis aux femmes pour l'identification des nouvelles activités au sein de la filière retenue.
- Soutenir les femmes dans la réalisation des activités économiques communautaires et individuelles.
- Organiser, accompagner et valoriser les échanges d'expériences auxquelles ont participé les femmes des groupements de producteurs.
- Faciliter l'accès des femmes aux informations importantes.
- Renforcer les capacités de négociation des femmes.
- Organiser des activités de sensibilisation des divers acteurs sur les rôles et intérêts spécifiques et/ou complémentaires des femmes et des hommes.

- Appuyer les organisations paysannes partenaires dans la mise en œuvre d'autres activités économiques porteuses à court terme.

Résultat 3. Élaboration et mise en œuvre de mesures d'accompagnement du processus d'auto-organisation des organisations paysannes

Activités liées à ce résultat :

- Soutenir les actions de formation, de perfectionnement des OA (DO, Genre, planification).
- Suivre/évaluer les appuis des OA aux organisations paysannes dans l'application des méthodes d'évaluation de leurs activités.
- Organiser une formation au profit des responsables des organisations paysannes.
- Appuyer/organiser des formations ciblées au profit des membres et des responsables des organisations paysannes.

Résultat 4. Élaboration des instruments d'identification et de valorisation des ressources disponibles avec les organisations paysannes

Activités liées à ce résultat :

- Fournir des appuis aux organisations paysannes dans l'identification des ressources nécessaires à la mise en œuvre des activités planifiées.
- Appuyer les organisations paysannes (unions) dans l'élaboration de leur plan de financement à moyen terme.

Résultat 5. Élaboration de formes de communication libératrices d'énergie et d'outils de gestion des conflits avec les organisations paysannes durant la mise en œuvre des activités soutenues par le projet

Activités liées à ce résultat :

- Appuyer la concertation des acteurs concernés dans le cadre des activités soutenues par le projet.
- Appuyer les organisations paysannes dans l'analyse des facteurs de blocage à la réalisation de leurs activités.
- Fournir aux organisations paysannes les outils requis pour identifier et résoudre les conflits (spécifiques aux régions du projet).

L'origine des informations

Comme on peut le constater, l'information, la communication et la formation au sein des organisations paysannes sont des préoccupations importantes pour le projet PGPA. C'est au niveau des résultats 2 et 5 que cette préoccupation est la plus forte. Les appuis apportés par le projet PGPA aux organisations paysannes prennent différentes formes. Il faut aussi souligner en passant que les activités du projet produisent des informations qu'il faut ensuite diffuser auprès des membres des organisations paysannes (GIC, union, fédération).

Les informations sont aussi produites par les partenaires des organisations paysannes (formations, adresses utiles...) ou par les organisations paysannes elles-mêmes. En effet, les organisations paysannes sont souvent détentrices d'informations d'ordre technique, organisationnel et économique ; toutefois, elles sont souvent méconnues faute de valorisation par le milieu. Le projet pousse à la valorisation et à la diffusion de ces informations. Les informations existent en milieu paysan, mais sont « cachées » par leurs auteurs, qui savent que l'information représente le pouvoir et la richesse. Dès lors, leur diffusion dans un souci de partage se heurte quelquefois à un refus compréhensible de la part de leurs détenteurs, notamment quand il s'agit d'informations techniques ou économiques. Le rôle du projet consiste ici à créer un climat de partage bénéfique à tous.

Au cours de sa première phase (1997–2000), le projet PGPA avait tenté une expérience de mise en place d'un centre rural d'information et de documentation à partir d'une étude des besoins en informations et des systèmes d'information existants dans les organisations paysannes « pour démocratiser l'information dans les organisations paysannes ». Le centre devait permettre aux paysans d'avoir accès à des « innovations et des expériences faites par d'autres organisations ». Après l'élaboration d'une stratégie d'information et de communication, le projet avait été interrompu par la fin de la collaboration avec l'organisation paysanne faitière partenaire. Dans sa deuxième phase, le PGPA mise sur la communication et l'information des organisations paysannes, notamment avec l'appui à la réalisation de différentes activités économiques.

Les moyens de communication pour la diffusion des informations sont multiples. Les moyens les plus utilisés sont repris ci-après.

Les visites d'étude ou d'échange

C'est l'un des moyens privilégiés par le projet PGPA, parce qu'il met en avant les organisations paysannes elles-mêmes par la valorisation des richesses et potentialités de leur milieu. Le projet appuie fortement la réalisation des visites d'échange pour partager les informations entre les organisations paysannes qui savent et celles qui ont besoin d'apprendre par la mise en relation avec les personnes (ou les organisations paysannes) possédant l'information. Dans les apprentissages des techniques de transformation du manioc ou de l'élevage amélioré des poulets de race locale, les visites d'étude ou d'échange ont pris une grande place.

Tout en favorisant la diffusion des informations entre les organisations paysannes, elles ont permis aux membres des organisations paysannes de tisser des liens et d'élargir ainsi leur sphère et leur connaissance du « monde du développement ».

Les sessions de formation et les ateliers de réflexion

Ils sont l'autre voie de communication et de diffusion des informations (des connaissances). Les ateliers de réflexion se transforment très souvent en ateliers d'échange d'informations et d'expériences. Ils permettent de vaincre les résistances et de créer des liens de solidarité entre les organisations paysannes. Par ailleurs, le PGPA essaie de favoriser des opportunités de formation des organisations paysannes par d'autres organisations paysannes en recourant aux paysans et paysannes.

Ils deviennent des formateurs endogènes, après avoir reçu la même formation et les rudiments essentiels sur la transmission des connaissances, la formation des adultes... dans le cadre d'un suivi dont ils font l'objet. L'expérience a été tentée par le PGPA dans le contexte d'une formation sur la fabrication de la provende. Elle doit être évaluée pour en connaître les résultats et les effets.

La formation des organisations paysannes par d'autres organisations paysannes à travers des « chantiers écoles »

Il s'agit de formations/démonstrations grandeur nature sur certaines techniques ou technologies. Des personnes (souvent des membres des organisations paysannes) partagent leur savoir avec les membres d'autres organisations paysannes qui souhaitent apprendre ou améliorer certaines techniques ou technologies au cours de démonstrations pratiques. Ces réalisations sont soutenues par le projet PGPA qui en assure une grande partie du financement et présente l'atout majeur de mettre en relation les organisations paysannes.

Les fiches techniques

C'est un moyen de communication exploité par de nombreuses organisations paysannes. Lorsqu'elles sont écrites dans un langage simple, les fiches techniques constituent un support très utile pour les paysans. « La Voix du Paysan » est, à cet égard, une référence pour beaucoup d'organisations paysannes. Centrées directement sur les problèmes réels auxquels les paysans ont à faire face, les fiches techniques deviennent un support de diffusion des informations techniques recherchées. Actuellement, fort de ce constat, le PGPA travaille à la capitalisation des expériences des organisations paysannes dans le domaine de la transformation du manioc et de l'élevage des poulets de race locale. Les organisations impliquées dans ces deux actions sont appelées à raconter leur histoire (« success story ») ou leurs difficultés. Les fiches techniques qui seront préparées prochainement dans le cadre de la capitalisation permettront de diffuser les « recettes » adoptées par différentes organisations paysannes.

Les ateliers de restitution

Le projet PGPA encourage et soutient les organisations paysannes à partager les connaissances et/ou les informations reçues (à travers leurs membres) lors de la participation à des séminaires ou formations. Ce partage se fait dans le cadre d'ateliers de restitution qu'organisent les organisations paysannes au profit des membres qui n'ont pu prendre part à la formation ou au séminaire. Réalisés avec plus ou moins de bonheur (difficulté, pour certaines organisations paysannes, de prise en charge des ateliers de restitution sans le concours du PGPA), les ateliers de restitution sont un moyen de communication/d'information du plus grand nombre et, surtout, de valorisation des membres des organisations.

Les messages publicitaires

Non loin de la ville de Mbalmayo, une association en passe de se transformer en union de groupe d'intérêt collectif (GIC) a tenté une expérience de promotion de ses produits en diffusant des messages publicitaires à la radio locale. L'information vantant la qualité de son manioc et sa disponibilité a été entendue, puisque le groupe vend pratiquement toute sa production sur place, les client(e)s affluant au village. Le PGPA a été séduit par « l'audace » de ces groupes de femmes qui utilisent la radio comme moyen de communication (ce qui devrait être « normal » pour un opérateur économique) et a soutenu l'initiative.

Les informations les plus recherchées par les organisations paysannes

Les informations les plus demandées par les organisations paysannes sont de trois types :

- les informations techniques : production, transformation, conservation ;
- les informations commerciales : recherche de débouchés, accès aux marchés, techniques de négociation ;
- les informations financières : accès au crédit, subventions (opportunités, conditionnalités, potentialités).

Les forces et les faiblesses de la production et de la circulation des informations

En résumé, les points forts de la production, de la circulation et de la consommation des informations sont :

- la capacité des leaders des organisations paysannes à lire et écrire en français ;
- la volonté de s'informer ;
- l'avantage (et l'encouragement par le projet) à s'exprimer dans les langues locales ;
- l'usage d'une langue commune à l'ensemble des partenaires ou, au moins, comprise par l'ensemble, à l'exception d'une partie de la province (le Nyong et Kellé).

Les points faibles de cette communication et de cette information sont :

- une concurrence destructive entre organisations paysannes (qui pousse des organisations paysannes ou des responsables d'organisation à conserver des informations considérées comme « stratégiques ») ;
- l'enclavement géographique de certaines organisations paysannes (difficulté d'accès due à l'impraticabilité des routes ou des pistes) ;
- l'analphabétisme de nombreux membres (utilisation du français comme langue de communication pour les fiches techniques), notamment des femmes, cible privilégiée du projet ;
- la prédominance de l'oral sur l'écrit (perte d'informations) qui encourage le recours à des supports inadaptés aux infrastructures du milieu rural (radiocassettes, vidéocassettes...)
- les membres des organisations paysannes ont tendance à attendre que l'information leur soit communiquée au lieu d'aller à sa recherche.

Conclusion

Pour le projet, la communication est actuellement un outil qui vise à favoriser le développement des initiatives des organisations paysannes partenaires. Le souci constant est le recours à des moyens de communication adaptés au contexte des organisations paysannes, même si les résultats ne sont toujours à la hauteur des objectifs.

Toute la finalité du projet en matière d'appui à l'information et à la communication consiste à responsabiliser les organisations paysannes, à les rendre autonomes, à y développer l'esprit de recherche, de partage et de créativité. Il s'agit de redonner confiance à un groupe social dominé par la société environnante et, en définitive, de rendre les organisations paysannes proactives pour mieux exploiter leurs nombreuses potentialités.

Bibliographie

Alphonse, W. 1999. Projet de création d'un Centre d'information, de documentation et de recherche dans la province du Centre. Étude préliminaire, GTZ.

Mission CAP, Février 2000.

PGPA/GTZ. 2001. Atelier de planification opérationnelle du projet PGPA, Phase 9/2000 – 8/2003, Projet PGPA/GTZ/MINAGRI, Cameroon.

PGPA/GTZ. 2001. Inventaire des organisations paysannes accompagnées par le PGPA, Projet PGPA. Cameroon.

1.5

Expérience de la FENOP en matière d'amélioration des stratégies de communication au sein des OP

Paul Ouedraogo
FENOP, Burkina Faso

C'est un grand plaisir pour nous d'être présents à cette rencontre pour débattre de la problématique de la communication et nous désirons remercier sincèrement tous ceux qui ont favorisé notre participation. Nous adressons particulièrement notre gratitude au Centre technique de coopération agricole et rurale (CTA) qui, depuis deux ans, accompagne la Fédération nationale des organisations paysannes du Burkina (FENOP) dans le domaine de la communication. Il est généralement admis que la communication est un outil essentiel au renforcement des initiatives paysannes et, partant, au développement agricole. Cependant, l'efficacité de la communication dans le secteur agricole reste largement tributaire de la prise en compte, dans sa mise en œuvre, des réalités et des stratégies de ses principaux utilisateurs finaux, à savoir les organisations paysannes. C'est dire toute l'importance du vécu et des stratégies des organisations paysannes pour la réflexion théorique menée au niveau des professionnels de la communication et des partenaires au développement. Aussi, voulons-nous saluer le bien-fondé de la vision des organisateurs de cette rencontre qui proposent une dynamique d'échange entre les différents groupes d'acteurs du développement (bailleurs de fonds, partenaires techniques, organisations paysannes...). En partageant notre expérience, nous espérons contribuer à l'enrichissement des échanges, favoriser une plus grande convergence des visions sur les enjeux et défis de la communication dans le développement du secteur agricole.

Notre communication s'articulera principalement autour de trois points : l'évolution de l'organisation des paysans et leur initiative en communication, les enjeux et initiatives de communication au sein de la FENOP et, enfin, les acquis et perspectives.

Évolution de l'organisation des paysans et leur initiative en communication

Contexte général

L'organisation paysanne est une réaction aux perturbations externes à la société agricole. Aussi est-il nécessaire, pour appréhender l'évolution des structures paysannes et de leurs stratégies, de présenter les caractéristiques déterminantes de leur contexte.

Le Burkina Faso est un pays sahélien enclavé qui compte 10 millions d'habitants répartis sur 274 000 km². Le territoire est subdivisé selon les critères de l'Institut national de l'environnement et de la recherche agricole (INERA) en cinq régions agricoles bénéficiant d'une pluviométrie moyenne annuelle variant entre 300 mm et 1 100 mm. Les secteurs de l'agriculture et de l'élevage emploient plus de 80 % de la population active et contribuent au PIB à concurrence de 32 %.

L'exploitation familiale paysanne est le système de production dominant. Elle vise principalement à assurer les besoins de subsistance et la reproduction de l'unité familiale de production. Les paysans pratiquent généralement l'agriculture et l'élevage. Au Burkina Faso, l'agriculture est de type essentiellement pluvial, bien que l'on observe, depuis les années 1970, une progression des aménagements hydro-agricoles (barrages, systèmes de pompage...) pour la riziculture, la culture des maraîchers, l'élevage...

Certes, la production de l'exploitation familiale paysanne est destinée en priorité à l'autoconsommation, mais pour satisfaire des besoins d'ordre financier (santé, scolarité, funérailles, mariage...), une partie de la production (prévue ou non) est vendue sur des marchés locaux. Des activités non agricoles (migrations saisonnières, artisanat...) complètent souvent le revenu familial. L'exploitation familiale paysanne a toujours su tirer parti des opportunités et des appuis existants dans certaines filières de production à des fins d'accumulation (banane, sésame, coton...). Peu de paysans ont recours à la traction animale ou à la motorisation (3 % des exploitations). L'accès au crédit agricole reste difficile pour la plupart d'entre eux, notamment ceux qui ne participent pas aux filières d'exportation (coton, haricot vert...). Sous la pression démographique et commerciale, on assiste depuis plusieurs décennies à une dégradation des ressources naturelles.

Compte tenu de cet environnement politique, technique, économique et social, l'exploitation familiale paysanne burkinabé est peu productive et concurrentielle. Les rendements se situent sous les niveaux potentiels préconisés par la recherche agricole dans toutes les filières de production.

C'est dans ce contexte que le programme d'ajustement du secteur agricole (PASA) est entré en vigueur avec ses corollaires que sont le désengagement de l'État et la libéralisation des filières. L'organisation et le fonctionnement des structures paysannes ont évolué parallèlement à ces éléments du contexte environnemental, politique, économique et social. Sous l'administration coloniale, des sociétés de prévoyance ont été créées pour la promotion des cultures de rente et la gestion des stocks de sécurité alimentaire. Ces structures orientées exclusivement vers les intérêts de l'administration coloniale n'ont pas eu d'impact significatif sur l'amélioration des systèmes de production agricole.

La période de l'information passive

Les premières années de l'indépendance ont été marquées par de grands projets de développement agricole avec la création de services administratifs décentralisés chargés de leur mise en application (organismes de développement rural aujourd'hui disparus). Sur le terrain, la stratégie se traduisait par la création et l'encadrement d'organisations paysannes de type coopératif (groupements villageois, coopérations, unions de coopératives) pour servir de relais à la vulgarisation agricole, la gestion du crédit, l'organisation de la production et de la commercialisation. Ces organisations paysannes étaient fortement investies par l'administration qui, dans le cas des coopératives, nommait le personnel technique.

Prenant très peu de décisions de façon autonome, ces structures ont longtemps adopté une attitude passive vis-à-vis de l'information nécessaire à l'évolution de leurs activités. Certes, on retrouvait souvent une fonction liée

à la communication dans leur organigramme, mais cette fonction était de pure forme et non opérationnelle. L'administration apportait l'information et pesait fortement sur les décisions.

La sécheresse des années 1970 viendra mettre en évidence les insuffisances de ce modèle d'appui de la part de l'administration (création, encadrement) et favorisera l'émergence d'organisations paysannes plus autonomes sur le plan institutionnel et technique. Les paysans commencent à s'organiser de manière indépendante avec l'aide d'acteurs non étatiques (ONG, Église...) pour accéder à divers services (crédits, commercialisation...).

Cette dynamique s'accéléra jusqu'aux années 1980, notamment dans le plateau mosi, avec l'adoption de stratégies offensives, souvent concurrentes ou complémentaires. Pour les organisations paysannes, la fonction de communication et d'information dépassera la seule exigence administrative du cadre juridique pour devenir un élément cardinal de leurs stratégies. De nombreuses réflexions seront organisées et des programmes entiers seront consacrés à la communication. L'information sera principalement d'ordre technique, économique, social et environnemental, avec un effort d'adaptation des outils de communication (bibliothèques villageoises, journaux en langues locales...). Le développement de l'alphabétisation en langues nationales sera un important catalyseur du développement des initiatives paysannes dans le domaine de la communication. Un nombre croissant d'organisations paysannes seront impliquées dans la production et la diffusion de l'information. À cette époque, deux structures paysannes (la Fédération nationale des groupements Naam, ou FNGN, et l'association Tin-Tua) sont suffisamment armées sur le plan de la réflexion et des outils de communication.

La période du désengagement de l'État et les initiatives autonomes des organisations paysannes

À partir de 1992, le désengagement de l'État et la libéralisation des filières de production à l'issue de l'introduction des politiques d'ajustement structurel ont favorisé la structuration d'un type nouveau du tissu associatif paysan qui comptait déjà quelque 15 000 organisations paysannes. On assiste alors à une évolution de leur dynamique vers de nouvelles formes organisationnelles d'envergure nationale. Deux fonctions sont généralement attribuées à ces structures :

- une fonction stratégique de représentation et de défense des intérêts des paysans ;
- une fonction d'appui/conseil et d'accompagnement des organisations paysannes de base pour renforcer leurs stratégies individuelles.

Quelles sont les stratégies qui pourront permettre à ces nouvelles structures d'assumer efficacement leurs fonctions dans un contexte plein d'enjeux pour les paysans ? En fonction de leur histoire et de leur vision spécifique, ces structures élaborent souvent des stratégies en formant des alliances ou en se rapprochant d'organisations analogues. Pour la FENOP, la communication est un axe historique et stratégique de son action.

Enjeux et initiatives de communication au sein de la FENOP

Des besoins d'information et d'échange qui ont inspiré une organisation

La première rencontre nationale paysanne (octobre 1994), qui aboutira plus tard à la création de la FENOP, a eu lieu alors que les paysans subissaient de plein fouet l'inflation provoquée par la dévaluation du franc CFA et par

le PASA. Les préoccupations de l'ajustement cèdent progressivement le pas à l'appui au secteur agricole. Seuls le recours aux engrais minéraux (dont les prix ont augmenté avec la dévaluation) et le désengagement de l'État (spéculation des commerçants) permettent d'espérer des niveaux de rendement moyens.

Le problème de la commercialisation se pose avec de plus en plus d'acuité (absence de marchés, prix peu attractifs, absence de mécanismes d'arbitrage des litiges...). Somme toute, le besoin d'échanges et d'informations, la volonté de se mobiliser pour faire face collectivement aux défis étaient perceptibles. Naturellement, la rencontre organisée pour exploiter une étude sur le mouvement paysan au Burkina Faso aboutira à la volonté de mettre en place une structure nationale destinée à favoriser les échanges entre paysans. Plus tard, l'approfondissement de cette idée dans les différentes provinces et dans les cadres de concertation des filières de production préfigurera la double structuration de la FENOP adoptée en 1996 par son assemblée générale constitutive :

- une structuration par filière pour favoriser la promotion du métier de paysan par le biais d'une information technique et économique bien ciblée et les échanges entre paysans d'une même filière ;
- une structuration géographique s'appuyant sur les organisations paysannes existantes pour assurer la représentation et la défense des intérêts des producteurs et le dialogue avec les partenaires.

L'assemblée générale constitutive adoptera également un organigramme comprenant trois commissions, dont la commission informatique/communication. Les paysans membres de la FENOP affichaient clairement la volonté de faire de la communication leur cheval de bataille.

Une approche progressive de l'information et de la communication

Le plan d'action quadriennal de la FENOP, finalisé à l'issue de son assemblée constitutive, présente deux grands objectifs en matière de communication :

- favoriser la valorisation du métier de paysan et renforcer les capacités stratégiques des organisations paysannes ;
- assurer la visibilité de la FENOP auprès des organisations paysannes et la transformer en une force de proposition et de négociation sur les questions touchant le secteur rural.

Pour des raisons pratiques, le plan d'action prévoyait une démarche progressive (avec chevauchement des différentes phases) comprenant la satisfaction des besoins immédiats en matière de communication ainsi que la définition et la mise en œuvre d'une stratégie de communication.

La satisfaction des besoins immédiats

Il s'agissait dans un premier temps de répondre aux préoccupations et aux besoins urgents des membres tout en augmentant la visibilité d'une structure en phase d'installation qui doit se faire connaître et promouvoir son identité. La mise en place du cadre institutionnel de la FENOP s'est accompagné d'un vaste processus d'information, dans les 45 provinces, sur les principaux résultats de l'assemblée générale constitutive, ainsi que sur le contexte national (politique, économique et social) et sur les défis/enjeux pour les paysans.

Ces informations sont communiquées dans le cadre de rencontres et relayées par les structures de communication existantes (internes et externes) avec lesquelles la FENOP signe des contrats (radios de proximité, AIB, radio nationale, presse écrite, journaux de type associatif...). Les questions d'ordre technique, économique, environnemental... ont également été abordées dans cette première phase, principalement à travers des rencontres organisées dans les filières de production. Les journaux en langues nationales ont été sollicités pour ce type d'information. Les radios de proximité et la radio nationale ont également été contactées.

Dès les premières années de sa création, la FENOP a été contactée par ses membres en vue d'établir un dialogue avec leurs partenaires et de défendre leurs intérêts. Le baptême du feu a eu lieu à l'issue de la campagne agricole 1996/1997 avec la SOFITEX (société cotonnière). Suite à une attaque parasitaire non maîtrisée par les pesticides de l'époque, la filière subit une énorme perte de production. Alors que la SOFITEX accusait les paysans d'avoir mal appliqué les pesticides, les paysans remettaient en question la qualité de ces produits. Face aux pertes enregistrées (estimées à plus de 50 % de la production prévue), les organisations paysannes engagent une négociation avec la SOFITEX en vue d'obtenir une réduction du crédit de campagne. Cette initiative fait long feu. Elles interpellent alors la FENOP, qui mobilise la presse écrite privée pour présenter les faits et sensibiliser la population au point de vue des paysans. Des réflexions collectives sont également diffusées au sein de la FENOP sur le sujet pendant plus de deux mois.

Armés de preuves irréfutables, la FENOP et ses membres ont tenté de déterminer la responsabilité des sociétés cotonnières et phytosanitaires. L'assemblée nationale est saisie du problème. Le ministre de l'agriculture et le directeur général de la société cotonnière sont interpellés par les élus du peuple à l'hémicycle. Un compromis sur la réduction du crédit des intrants est finalement accepté. Par la suite, le cahier des charges d'exportation et de vente des intrants agricoles sera révisé et un comité interministériel sera mis en place pour son application.

Dans la filière riz, les réflexions thématiques organisées par la FENOP permettront aux riziculteurs d'entamer une négociation avec la Société nationale de collecte du riz (SONACOR), qui achetait leur production de riz paddy à 105 F CFA le kilo, alors que leurs frais de production s'élevaient à 112-116 F CFA. Cette négociation aboutira à l'amélioration des clauses contractuelles (révision de la double pesée, suppression de la facturation des emballages, ristournes de 1 F CFA/kg, réduction des délais de paiement...) avant la privatisation de la SONACOR.

Dans la filière haricot vert, les réflexions thématiques ont permis la mise en place et le renforcement d'une association de producteurs qui dialogue actuellement avec leurs partenaires commerciaux pour une meilleure valorisation de la production au niveau des paysans et, de façon générale, pour la promotion de la filière.

La définition et la mise en œuvre d'une stratégie de communication

Le deuxième temps de la démarche de la FENOP consistait à élaborer une stratégie de communication plus cohérente et globale sur la base de sa structuration et des réalités de son environnement institutionnel. Une capitalisation de l'expérience antérieure sera faite pour nourrir une réflexion sur la stratégie globale à définir. Les grandes orientations d'une stratégie globale seront définies à l'issue d'un voyage d'étude au Cameroun pour s'imprégner de l'expérience du Service d'appui aux initiatives locales de développement (SAILD). Cependant, c'est avec le CTA que la réflexion sur cette stratégie globale prendra une forme plus structurée et plus détaillée.

Un diagnostic est réalisé par des animateurs paysans, appuyés sur le plan méthodologique par le Système francophone d'information agricole (SYFIA) et le Groupe de recherche et d'échanges technologiques (GRET),

pour identifier la demande en communication/information des paysans et l'offre existante (surtout en termes de qualité de l'offre). Trois équipes de trois personnes rencontrent des représentants des structures de base de la FENOP lors de réunions de groupes. En outre, les animateurs séjournent dans des villages (six villages par groupe et deux par village) pour s'entretenir avec des groupes constitués volontairement et spontanément, mais aussi avec des paysans et des leaders sociaux individuels. Les médias (presse écrite, TNB, radio nationale du Burkina, radio rurale, radios de proximité...), les institutions d'appui intervenant dans le domaine de la communication (INADES – Centre d'études économiques et sociales d'Afrique de l'Ouest [CESAO]) ainsi que les initiatives paysannes en matière de communication (Tin-Tua, Sonré, Fédération Yend-Yam...) ont participé à ce diagnostic. Enfin, soulignons que cette étude a été réalisée dans les différentes zones agroclimatiques du pays. Un atelier de restitution regroupant, outre les organisations paysannes, des représentants des différentes structures d'appui rencontrées, ont permis d'enrichir et d'analyser les résultats qui faisaient ressortir les grands domaines de la demande en communication/information.

Sur la base des résultats de ses réflexions antérieures et du diagnostic, la FENOP élaborera sa stratégie globale de communication avec le soutien de SYSFIA et du GRET. Elle est principalement orientée vers des objectifs économiques, sociaux et stratégiques, à savoir contribuer au développement des activités agricoles et des organisations paysannes, favoriser le renforcement des capacités d'analyse, le plaidoyer, le suivi des politiques et des programmes d'appui au secteur rural au niveau des organisations paysannes, accroître la visibilité, les capacités de négociation et de proposition de la FENOP.

Il est également prévu de combiner plusieurs supports de communication pour assurer une diffusion large et efficace de l'information, ainsi qu'une bonne rémanence des informations échangées. Enfin, soulignons que la stratégie de communication vise à favoriser une forte implication des organisations paysannes dans la production et la diffusion de l'information, à approfondir et à élargir les acquis de collaboration avec l'existant (presse écrite, radios de proximité, initiatives paysannes...).

Deux grands axes de travail ont été retenus. Le premier axe, constitué par la communication interne, doit favoriser un double échange d'informations entre les organisations paysannes et, d'autre part, entre les organisations paysannes, les structures locales et les organes centraux de la FENOP. La communication externe, pour sa part, doit concerner les échanges entre les organisations paysannes, la FENOP et les partenaires au développement. Elle vise entre autres à accroître la visibilité des stratégies des organisations paysannes et de la FENOP par rapport aux défis/enjeux des paysans burkinabé.

Acquis et perspectives de la stratégie d'information et de communication de la FENOP

L'objectif global de la stratégie de communication est de donner la parole aux paysans. Cet objectif trouve sa concrétisation dans un programme d'activités en 6 points :

- création d'un journal et d'un bulletin de liaison ;
- création de la maison du paysan ;
- collaboration avec l'existant ;
- appui aux initiatives locales de communication ;

- création d'une base de données et d'un site Web ;
- création d'une équipe vidéo mobile.

Leçons des cinq dernières années

Aujourd'hui, les paysans osent parler, poser des questions et même remettre en cause des affirmations jadis acceptées en silence. Il est généralement admis que le paysan ne peut pas se défendre. Or, le paysan a pris conscience de sa capacité à se défendre. La soif d'apprendre et de s'informer est de plus en plus perceptible en milieu rural, comme en témoigne l'enquête menée dans le cadre de la stratégie de communication. L'information communiquée par la FENOP sur les programmes et la politique agricole au niveau national a permis à des unions de base d'anticiper et de se positionner au niveau local.

Le coût de l'information étant très élevé, il est évident que les organisations paysannes faïtières ne peuvent pas s'autofinancer dans ce domaine à court terme. Cependant, l'espoir est permis car la gamme des outils autorise des choix à des coûts supportables par ces organisations. L'expérience a montré que les paysans étaient prêts à payer pour des informations réellement utiles. Il faut reconnaître que nul ne peut être entièrement autonome dans un monde interdépendant. Nous aurons besoin d'appuis financiers pour continuer à faire valoir ces nouvelles fonctions au sein des jeunes organisations paysannes faïtières.

La FENOP a pu mener cette bataille parce qu'elle s'est dotée d'une vision et d'une personnalité autonome. L'information et la communication ne sont pas neutres et les organisations paysannes faïtières doivent forger une vision, définir des démarches, conférer des mandats à des hommes et à femmes qui ont le sens du leadership responsable.

Il convient toutefois de souligner deux dangers qui guettent constamment les organisations paysannes faïtières :

- l'instrumentalisation : certains leaders paysans membres des organisations paysannes risquent de représenter consciemment ou non des intérêts étrangers à la cause paysanne ;
- l'attrait du pouvoir : le leader sincère et honnête d'un mouvement paysan prometteur peut se transformer en dangereux mégalomane. Une information et une communication transparentes au sein des organisations paysannes faïtières pourront prévenir ces errements, voire y remédier.

L'information et la communication conçues au sein des organisations paysannes faïtières ont une fonction de clarification et de mobilisation. Elles doivent être à la fois défensives et offensives, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la structure.

Notre stratégie d'information et de communication a traversé trois étapes avant son adoption en juin 1999.

Étape 1 : Période de collaboration avec l'existant : journaux, radios et télévision nationale du Burkina Faso (télévision nationale du Burkina) pour défendre notre point de vue.

Étape 2 : Ces actions capitalisées ont donné lieu à la définition d'une stratégie avec l'appui d'un consultant national. Les éléments d'un voyage d'étude sur la question au Cameroun ont permis de disposer d'un premier document de stratégie de communication.

Étape 3 : La collaboration avec le CTA a permis d'approfondir tout le travail réalisé depuis 1996. L'appui du CTA et du GRET s'est concrétisé par la mise en œuvre progressive d'une stratégie de communication et de plans d'action. La mise en place de la banque de données et les projets du journal, du bulletin et de la maison du paysan sont en cours de réalisation avec le CTA.

La FENOP, qui a été conçue par ses fondateurs comme une structure paysanne nationale de représentation, de négociation, de concertation et de défense des intérêts de ses membres, regroupe actuellement 200 unions, associations et coopératives paysannes dans toutes les régions du pays. Elle doit œuvrer à renforcer les capacités des organisations paysannes et à promouvoir les filières de production, ainsi que le financement des activités.

Collaboration avec le CTA

L'appui du CTA a donné une nouvelle dimension à notre structure en la dotant d'une stratégie qui permet d'anticiper les événements. L'enquête de terrain menée par le consultant du CTA a concerné toutes les régions du pays. Elle a permis de rencontrer de jeunes paysannes, des femmes, de vieux leaders d'opinion et des filières de production à travers leurs structures.

L'appui du CTA ne fut pas seulement technique et financier ; c'est surtout l'aspect politique qui a contribué à crédibiliser la FENOP auprès de certains partenaires. Au demeurant, ces partenaires estimaient que nous devions nous limiter à la production et à la vente. Sans doute le CTA n'avait-il pas prévu ce résultat ; il n'en reste pas moins qu'il a conforté la FENOP dans ses actions de communication-information pour une meilleure représentation des intérêts de ses membres.

En 2002, la FENOP compte mettre en œuvre, avec l'appui du CTA, l'ensemble des activités prévues dans son document de stratégie de communication (journal, équipe mobile d'animation, maison du paysan, base de données...). Par ailleurs, une négociation est également entamée avec OXFAM Solidarité pour compléter le soutien du CTA.

Depuis deux ans, les activités de communication s'organisent suivant l'axe directeur constitué par le document de stratégie globale et le programme opérationnel. Un appui d'OXFAM Solidarité, puis du CTA, a permis de mettre en œuvre certaines activités de ce programme :

- un bulletin d'information biennal en quatre langues (français, mooré, dioula, fulfuldé) dont les articles sont produits à 90 % par des animateurs paysans et à 10 % par des administrateurs au niveau central ;
- la sélection des articles par un comité de lecture composé d'administrateurs et de spécialistes ;
- la sous-traitance de l'impression (600 exemplaires par tirage) à un partenaire fournisseur de services ;
- la diffusion auprès des organisations paysannes par des animateurs paysans.

Une vue d'ensemble des activités et des outils préconisés par la stratégie de communication est présentée dans le tableau 1.

Les bulletins, qui font l'objet d'une forte demande de la part des paysans, sont vendus à 100 F CFA. Des débats thématiques paysans radiodiffusés sont organisés régulièrement avec cinq stations de proximité. Avec la cogestion d'une union ou d'une association, des contrats sont signés avec ces stations qui assurent la co-animation, l'enregistrement (sur le terrain ou en station) et la diffusion des émissions suivant un programme établi de commun accord. L'objectif consiste à favoriser des échanges entre paysans sur des thèmes reflétant leurs préoccupations majeures et de partager leur point de vue.

Table 1

Objectifs / domaines d'information	Outils
Informations sur les marchés Techniques de production Informations utilitaires Informations juridiques	Bulletin d'information Maison du paysan Équipe mobile d'animation audiovisuelle Radios de proximité Radio rurale
Information institutionnelle Informations sur les politiques/Programmes nationaux et internationaux touchant le secteur rural Participation au débat national sur les questions concernant le monde rural	Bulletin Journal FENOP Radio rurale Radio de proximité Équipe mobile d'animation Presse écrite Télévision nationale Création d'une base de données
Renforcement de la collaboration avec l'existant (initiatives paysannes, radios et journaux de type associatif, radios de proximité privées)	Programme d'appui aux initiatives locales de communication

Conclusion

Le contexte politique et économique actuel, tant au niveau national qu'international, a renforcé la nécessité, pour les paysans, d'apprendre et de s'informer de façon efficace et régulière. L'information est synonyme de pouvoir et, de tous les acteurs présents dans l'arène du développement, ce sont les organisations paysannes qui sont les plus en retard, ce qui limite fortement leur capacité à négocier et à formuler des propositions.

Conscients de cette situation défavorable, les organisations paysannes multiplient les initiatives. Cependant, force est de reconnaître que l'information a un coût que ces organisations ne peuvent assumer entièrement dans les conditions actuelles en raison de leur jeunesse. Comment renforcer leur autonomie dans un domaine susceptible de leur conférer une plus grande notoriété ? La réflexion est ouverte.

L'importance de l'information pour les organisations paysannes réside également dans le fait qu'elle constitue un outil de contrôle et de régulation qui leur permettra d'éviter deux écueils potentiels, à savoir l'instrumentalisation et le goût du pouvoir. L'information et la communication élaborées au sein des organisations paysannes peuvent prévenir ou servir de remède à ces problèmes potentiels.

1.6

Improving training and communication between farmers' groups and facilitating local networks: the MVIWATA experience in internal communication

J. Shekilango, M. Nyanzali and P. Maumba
MVIWATA, Tanzania

MVIWATA is a Swahili acronym that stands for 'Mtandao wa Vikundi vya Wakulima Tanzania' (National Network of Farmers' Groups in Tanzania). Founded in 1993 and officially registered in 1995, it was set up to address various challenges facing farmers' groups, including:

- How to represent their interests;
- How to establish reliable markets;
- How to get better services;
- How to enhance their own development.

In order to tackle these issues, MVIWATA aims to build a strong network of farmers' groups from local to national level. It focuses on the education and empowerment of its members. MVIWATA has 75 affiliated local networks. Each network has 5–15 affiliated farmers' groups and each group has 5–200 members. So there are at least 20,000 farmers involved in MVIWATA. These data are collected by local networks and presented to MVIWATA every year at the Annual General Meetings. Since its creation, MVIWATA has had cooperation programmes with many national and international organisations.

MVIWATA is a rather young farmers network with national ambitions. The network approach has encouraged many members to take up initiatives in the field of advocacy, credit and marketing. The network is led by small-scale farmers and works through the exchange of experiences, communication and training.

The four main problems identified by MVIWATA are:

- Lack of organisation to represent the smallholder farmers;
- Lack of reliable markets for their produce;

- Lack of organisations, financial institutions and other facilities serving the interests of small farmers;
- Lack of participation by smallholder farmers in development planning.

MVIWATA provides the following services to its members:

- Training and workshops for network representatives, with the main topics including local leadership, village banks, marketing;
- Production of the quarterly magazine *Pambazuko* (The Dawn), with reports and technical advice;
- Organising and facilitating exchange visits between farmers both within and outside the country;
- Documenting various experiences related to farmers' activities.

Recent activities in internal communication

National workshop

MVIWATA organised a 2-day workshop in June 2001 on the main theme 'The fate of rural financial institutions'. This was a follow-up to MVIWATA's first workshop in 1994, where farmers from different groups both within and outside Tanzania met and concluded that to solve the problem of poor access to credit, farmers must form and manage their own saving and credit banks at local level.

The reason for the workshop in 2001 was that in many areas of the country, small-scale farmers had initiated their own credit banks, through which they had gained access to banking services and small credit facilities. While they were busy developing these rural banks, the government had formed a task force to formulate a policy on the regulations and procedures for running micro-financing institutions (MFI), but the task force excluded farmers, the main target group of the policy. As the process of policy-making often does not take into consideration the real needs of farmers, MVIWATA wanted to push for farmer participation in the policy formulation regarding MFI and other agricultural issues.

Therefore, the objectives of the workshop were:

- To exchange experiences about systems and policies for farmers' banks;
- To learn about problems and constraints facing these banks, and success stories;
- To discuss the structure, policy and problems of farmers' banks ;
- To draw up recommendations for the improvement of farmers' financial institutions.

Sixty-one participants were invited from primary groups and local networks dealing with saving and credit. The participants included: MVIWATA staff, and representatives of the Co-operative College Moshi, the Cooperative Commercial Bank, the Kilimanjaro Cooperative Bank, the Saving and Credit Cooperative Union League of Tanzania, the Uluguru Mountains Agricultural Development Project, the Institute for Rural Economic Development (INADES) and the Ministry of Agriculture and Food.

After 2 days of discussion and meetings, the participants came to various conclusions regarding successes and problems. Successes included the formation and registration of some village banks, increased financial services to farmers, increased capital and money circulation in villages, and a louder voice for farmers through their organisations. The problems identified included: poor or lack of skills to form and run the organisations, limited capital, lack of participation in policy-making, failure of policies to meet the needs of farmers, provision of regulations in English which is not a language of communication among farmers, and farmers' reluctance to pay back loans on time.

The following recommendations were made:

- Farmers should participate in policy-making through MVIWATA;
- Institutions offering training to farmers should form a network to exchange information;
- The union of rural financial organisations (SSCULT), the savings and credit cooperative society (SACCOS) and the savings and credit agricultural society (SACAS) should work closely with the training institutions;
- Farmers' organisations should increase their funds by:
 - sales of shares
 - providing banking services to members and non-members
 - obtaining loans and subsidies from within and outside
 - appealing to donors and development projects;
 - paying back loans on time, to ensure sustainability of the organisation
- MVIWATA should to be represented on policy-making bodies;
- Networks of village banks should be created;
- Village banks should ensure effective implementation of operations and close monitoring of objectives.

Participants also made recommendations regarding the role of various stakeholders:

- Government
 - improve and strengthen farmer organisations through training and education in forming and operating them
 - provide subsidies
 - facilitate communication between farmers and donors
- Farmers
 - participate in the formulation and implementation of policies
 - participate in the formulation and enforcement of regulations
- MVIWATA and support organisations
 - analyse problems facing rural banks set up by farmers
 - provide/support training and education
 - lobby on behalf of rural financial organisations
 - coordinate communication between rural financial organisations at network and national levels

Table 1

Targeted group	Type of training
MEMBERS	Knowledge about the production, formation, implementation and monitoring of projects Education on saving Information on forming or joining rural financial organisations.
MEMBERS	Regulations/by-laws, rights and responsibilities Understanding how to run rural financial organisations
LEADERS	Education on responsibility and credibility Small business education Problem-solving education
STAFF	Record keeping Report writing

The participants discussed on the type of training needed to improve and strengthen services provided by rural financial institutions to members (see Table 1). MVIWATA aims to produce a summary of the recommendations and resolutions, and to lobby to Members of Parliament on the issues raised.

National Farmers' Day

MVIWATA participated in the National Farmers' Day in August 2001 in Morogoro. The objectives of this participation were to give farmers the opportunity to:

- Display and sell their products;
- To meet other farmers and representatives of farmers' organisation from different parts of the country.

Board meetings

The MVIWATA board meetings are convened four times a year. The agenda usually includes:

- Planning and evaluation;
- Rural market development issues;
- Rural bank issues;
- Lobbying and advocacy issues;
- Preparation of a 6-month activity plan;
- Recruitment of new staff to strengthen MVIWATA team.

Board meetings play a key role in the exchange of information throughout the local networks and in the generation of information for internal and external use. There are standing committees of board members. Committee meetings take place when the need arises.

Farmer-to-farmer visits

Exchange visits give local organisations the opportunity to share experiences on such issues as markets and marketing of products, business development and promotion, availability of inputs for crops and livestock, and micro-financing for farmers. These activities strengthen internal communication, enabling participants to:

- Learn through the visits how the concept of sustainable agriculture is implemented and assessed, at the level of farmers' organisations and at national and regional level;
- Learn the concepts, approach and philosophy of methodologies aimed at fostering sustainable agriculture;
- Identify in the field the essential factors in implementing sustainable agriculture strategies.

During a recent exchange, in June 2001, a group of 10 farmers from the Lukong'aso local network in Iringa visited farmers in Kongwa, Dodoma. This visit was a follow-up to a recommendations made at a regional workshop on savings and credit organized in Iringa in 2000.

Assessing training at local level

MVIWATA organized a follow-up workshop to assess training programmes. Participants reviewed the outcome of training sessions implemented over the past 2 years. They presented short reports, which highlighted four major problems: small number of trainees in each local network; lack of support from local leaders; travelling long distances to reach groups; and lack of training materials. They considered that there was a need to increase the number of trainees in each local network, and that MVIWATA should support efforts to increase local networks' training funds and work to involve local leaders in the training.

Each representative of a local network outlined the plans regarding training, highlighting the following issues:

- Organising more exchange visits and communication between trainees, farmers' groups and networks;
- Preparation by each local network of a short- and long-term training programme;
- Using available resources during the training, and collaborating with other development projects in the area;
- Establishment by each local network of a special training fund, with support from MVIWATA.

Other recommendations from the local networks' representatives included the following:

- MVIWATA should organise special training on the formation of rural banks;
- MVIWATA staff should visit local networks regularly so as to identify training needs and evaluate the progress of groups and networks;

- Local networks should be responsible for the collection of all MVIWATA fees and dues at the local level;
- A national workshop on training for farmer leaders should be organised;
- All training provided should be based on farmers' current needs.

This work on training is just one example of the interaction between MVIWATA's national bodies and its local networks.

Conclusion

MVIWATA encourages the formation of farmers' groups and local networks in different areas. It also encourages the local networks to meet regularly to discuss matters affecting the rural community and to facilitate links between various actors at local level. It facilitates interactions amongst individual farmer groups, local government bodies, NGOs and rural development projects.

Local networks may then facilitate the emergence of new farmers' groups taking on board new challenges identified within the local community. It is not enough, however, to meet only at local level. In order to ensure significant and sustainable communication about farmers' needs, a farmers' voice has to be heard at different levels – local, national and international – where decisions and policies affecting rural life in general and the welfare of farmers in particular are made.

MVIWATA provides services to its members and acts as a collective voice wherever and whenever small-scale farmers share common concerns and want change. It also advocates the need for farmers to influence decision-making so that these decisions reflect the interests of small-scale farmers in Tanzania.

MVIWATA was established as a non-profit making organisation. In 2000 started engaging in income-generating activities owned by farmers, enabling it to become a trust fund. It continues to work on strategies to ensure the active participation and effective contribution of farmers to the organisation, but there remains the need to strengthen coordination among MVIWATA's members and to increase its membership.

DEUXIÈME PARTIE / PART 2

Exposés d'enrichissement théorique sur les thématiques de gestion de l'information et de la communication des organisations paysannes faitières

Papers on theoretical issues relating to information and communication management in FFOs

2.1

Accès à l'information stratégique pour le renforcement des capacités des paysans dans le processus de développement

Fadel Diamé

FRAO-WARF, Sénégal

Ce texte a été préparé pour les besoins du séminaire du Centre technique de coopération agricole et rurale ACP-UE (CTA) sur les « stratégies de gestion de l'information et de la communication au sein des organisations paysannes faitières » qui s'est tenu à Douala du 10 au 14 décembre 2001. La Fondation rurale de l'Afrique de l'Ouest (FRAO) y a été chargée d'introduire le thème « Accès à l'information stratégique pour le renforcement des capacités des paysans dans le processus de développement ».

L'objectif de la communication de la FRAO est de :

- définir l'information stratégique en donnant des exemples concrets pour aider à la distinguer des autres, en rapport avec les contextes, les changements sociaux, économiques, politiques et culturels ;
- décrire les modalités d'accès à l'information, qu'elle soit interne ou externe à l'organisation paysanne ;
- recenser et analyser les obstacles qui empêchent l'accès à l'information en abordant spécifiquement la problématique du coût de l'information et des causes ;
- identifier et analyser les rôles de l'information et de la communication dans la négociation et la défense des intérêts d'une communauté ou d'un groupe donné ;
- voir dans quelles conditions les informations disponibles peuvent être exploitées efficacement ;
- faire des propositions pratiques pour faciliter à la fois l'accès à l'information et son utilisation.

Cet article tente de répondre à ces objectifs en partant d'une analyse des changements sociaux, économiques, politiques et culturels qui affectent le contexte du monde rural et introduisent de nouveaux enjeux et défis. À partir de cette analyse, il définit la notion d'information stratégique avant de décliner les modalités de positionnement et les objectifs stratégiques que les organisations paysannes doivent viser à travers la présence institutionnelle, la gestion de ses rapports à autrui et la gestion de soi.

Le nouveau contexte du développement rural

Les tendances des deux dernières décennies du développement rural en Afrique ont fait ressortir une évolution du contexte dont les grandes caractéristiques sont la décentralisation des États et les nouvelles prérogatives des acteurs à la base, l'influence des institutions multilatérales et la coopération décentralisée et enfin, la privatisation des services.

La décentralisation des États et les nouvelles prérogatives des acteurs à la base

La décentralisation administrative, dans laquelle se sont engagés de nombreux États africains durant les dernières décennies, représente une opportunité réelle de développer une nouvelle logique de gestion des ressources locales. Elle peut, en particulier, répondre aux aspirations des populations et des organisations de la société civile pour plus de démocratie et de responsabilités dans la gestion du développement. Elle fait apparaître les élus locaux comme un nouveau type d'acteurs, à côté de l'État et des organismes d'appui, dont le rôle est prépondérant dans la planification du développement local. Ils se retrouvent, en effet, avec un ensemble de prérogatives nouvelles qui vont de l'éducation et la santé à l'environnement et la gestion des ressources naturelles, pour donner des exemples.

Le défi majeur réside cependant dans la capacité dont disposeront les acteurs locaux à prouver que la gouvernance locale contribuera à une gestion durable des ressources. Ce n'est que de cette manière que la décentralisation peut apparaître comme le cadre institutionnel le plus pertinent pour la réussite et la pérennisation des actions de développement.

L'influence des institutions multilatérales et la coopération décentralisée

Ces dernières années, le processus de mondialisation, avec le néolibéralisme qui le sous-tend, s'accélère en Afrique, ouvrant l'économie de ses États à la libre concurrence internationale à travers les règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Le nouveau leitmotiv est la compétitivité ; mais, si celle-ci convient à une agriculture hautement productive, intensive et à forte consommation d'intrants comme celle du Nord, elle l'est beaucoup moins pour les pays du Sud en général, et ceux de la sous-région ouest-africaine en particulier, dominées par un paysannat de petits exploitants ruraux aux moyens limités et aux performances agricoles assez faibles. Cette agriculture a d'autant plus du mal à répondre aux exigences de compétitivité qu'elle est de moins en moins soutenue par les États. En effet, la plupart des États africains ont été non seulement obligés par les institutions de Bretton Woods de se désengager des fonctions qu'ils assumaient (encadrement, approvisionnement des producteurs et commercialisation de leurs produits) au profit du secteur privé et des organisations paysannes. Cependant, ils ont été aussi contraints de supprimer les règles tarifaires qui protégeaient leurs productions nationales.

Parallèlement, l'aide internationale se tourne de plus en plus vers la coopération décentralisée qui, exprimée dans des cadres telles que les négociations Union européenne/États d'Afrique, Caraïbes et Pacifique (UE/ACP), privilégie les approches participatives impliquant les populations dans les actions de développement dont elles bénéficient. L'initiative locale et la coopération décentralisée apparaissent aux yeux de l'UE, comme des instruments de lutte contre la pauvreté. C'est de cette manière que, par exemple, le microcrédit devient l'un des domaines sur lesquels les Européens mettent le plus d'accent.

La privatisation des services

Dans le contexte de la libéralisation économique et de la disparition progressive des structures étatiques d'encadrement du monde rural, les services offerts aux producteurs ne peuvent plus continuer à être subventionnés ou gratuits. Il faut donc que les producteurs apprennent à payer les services dont ils ont besoin ou que les organisations paysannes et les ONG relayent les structures étatiques dans l'appui. Cette évolution ne peut se faire sans une reconversion des mentalités et une redéfinition des rôles des acteurs, qu'ils soient des organisations paysannes, des ONG ou ce qui reste des structures étatiques.

Enjeux et défis pour les organisations paysannes

L'accès aux ressources naturelles et leur gestion

La gestion des ressources naturelles constitue l'un des domaines où se situent les enjeux les plus importants à l'échelle nationale et internationale. Il s'agit du contrôle et de l'appropriation de la base productive et des rapports de force entre une majorité de petits producteurs africains aux capacités techniques et financières modestes et des investisseurs de l'agroalimentaire dotés de moyens sans commune mesure avec ceux des premiers cités.

Ces rapports se traduisent au niveau des questions foncières par le débat sur la réforme des lois dans le sens d'une ouverture à la privatisation des terres et des modalités d'utilisation du patrimoine comme garantie à l'investissement. Tel est le cas des projets de réforme de la loi sur le domaine national au Sénégal. Les rapports de force concernent aussi la problématique du contrôle et du traitement des ressources génétiques, qui font l'objet de nombreuses agitations au niveau international. Les organisations paysannes africaines donnent l'impression de manquer de l'information et de l'expertise nécessaire pour définir et exprimer leur point de vue sur ces questions-clés, particulièrement quand il s'agit des ressources génétiques.

La définition des politiques et stratégies de développement rural

Il en va presque de même avec les politiques et stratégies de développement rural, où le schéma classique est celui qui met en tête-à-tête les gouvernants africains et les bailleurs de fonds étrangers. Les exemples où les organisations paysannes parviennent à s'immiscer dans cette discussion et à faire passer leurs points de vue sont encore trop peu nombreux (exemples du Syndicat des cotonniers et vivriers/SYCOV au Mali ou du Conseil national de concertation et de coopération des ruraux/CNCR) pour que l'on ne relate une fois de plus l'exigence d'un renforcement des capacités de négociation et de plaidoyer en leur sein dans le but d'influencer les décideurs habituels.

La maîtrise des filières des produits

Dans le contexte d'ouverture des marchés et de désengagement des États des filières de produits, les producteurs africains se trouvent face à la responsabilité de devoir assumer eux-mêmes les frais d'études de marché et la gestion des relations avec les différents acteurs qui interviennent dans la commercialisation des produits. Les aptitudes et ressources pouvant répondre à ces exigences ne sont pas toujours réunies de manière idéale au sein des organisations paysannes.

Le partenariat et les relations contractuelles

Pour pallier leurs déficits, les organisations paysannes doivent nouer des partenariats et des relations contractuelles avec d'autres acteurs du monde rural. Ces rapports se jouent dans un contexte de réorganisation des rôles où les organisations paysannes ont la responsabilité de formuler la demande et payer les services fournis. Ce rôle n'est pas une habitude qu'elles ont cultivée et il est loin d'être évident que le petit producteur africain moyen dispose de la capacité à le jouer.

Par rapport à tout ce contexte ainsi que les enjeux et défis qui lui sont liés, qu'est-ce qu'une information stratégique ? L'information stratégique est celle qui permet aux organisations paysannes de : lire et interpréter les tendances qui reconfigurent l'arène du développement, et que nous avons indiquées en début de chapitre, en leur donnant une signification par rapport aux objectifs et à la situation des producteurs ruraux ; analyser ces enjeux et défis en essayant d'en tirer les implications en terme d'action ; définir leur positionnement et leurs objectifs en guise de stratégie d'intervention dans ce contexte.

Positionnement et objectifs stratégiques des organisations paysannes

Impératif d'une politique de présence et de communication

Même si les dernières décennies les ont vues émerger et se développer à l'instar d'autres acteurs tels que les élus locaux, les organisations paysannes n'ont pas encore complètement relevé le défi d'être présentes de manière significative en pesant sur les processus de décision qui affectent leur situation et leur devenir.

Marquer sa position dans l'arène et y défendre ses intérêts

Il leur faut donc faire légitimer leur présence institutionnelle et leur rôle de représentation des producteurs ruraux au niveau des cercles de décision. Elles doivent le faire en publiant d'abord leur profession de foi, leur mission et en rendant compte de leurs activités dans des rapports publics. En gagnant en notoriété et en crédibilité, elles pourront investir les instances de négociation et d'élaboration des politiques et stratégies agricoles et rurales pour y défendre les droits et intérêts des producteurs.

Définir des stratégies de communication

La recherche d'une reconnaissance de leur rôle de représentation des producteurs ruraux doit pousser les organisations paysannes à définir des plans et stratégies de communication. Il s'agit non seulement de la communication institutionnelle que nous avons évoquée plus haut, mais aussi de stratégies de relations publiques et de mobilisation visant les cibles précises qui seront susceptibles de supporter les objectifs institutionnels des organisations paysannes et faire infléchir, le cas échéant, la décision en leur faveur. Le cas des organisations de pêcheurs sénégalais est intéressant de citer à cet égard.

Le cas des pêcheurs, que l'on peut considérer comme un succès, en termes de stratégie d'information et de communication, démontre l'importance pour les organisations paysannes de bien connaître leurs cibles pour mieux les affronter et défendre leurs intérêts. Ce n'est qu'une manière de se regarder à travers les yeux des autres.

Encadré 1**Les organisations de pêcheurs au Sénégal et le renouvellement des accords de pêche avec l'UE**

La pêche est un des secteurs essentiels de l'économie nationale sénégalaise. La zone littorale sénégalaise s'étend sur plus de 700 km et l'espace maritime représente environ 198 000 km², soit autant que le territoire continental sénégalais. Les débarquements globaux dépassent régulièrement 300 000 tonnes dans lesquelles la contribution de la pêche artisanale est forte (64,5 %). Avec plus de 70 milliards de F CFA de chiffre d'affaire annuel, c'est une activité qui mobilise 215 000 emplois directs dont 200 000 pour la seule pêche artisanale.

Les pêcheurs sont regroupés au sein de plusieurs grandes fédérations de pêcheurs et mareyeurs dont l'une des plus connues est la FENAGIE-PECHE (Fédération nationale des groupements d'intérêt économique de pêche), créée depuis 1990 et qui revendique un effectif de 2 500 groupements d'intérêt économique membres. Les organisations de pêcheurs étaient, jusque là, exclues des négociations sur les accords de pêche que l'État sénégalais menait périodiquement avec l'Union européenne (UE).

L'accord en cours entre le Sénégal et l'UE devait arriver à échéance en avril 2001. Dans l'optique de son renouvellement, et pour se faire accepter dans les prochaines négociations, les pêcheurs ont mené un intense travail d'information auprès des journalistes et de lobbying au niveau des institutions internationales et, en particulier, les parlementaires européens en fonction à Strasbourg et Bruxelles. Le résultat est que, pour la négociation des prochains accords, la composition de la délégation sénégalaise s'est retrouvée assez diversifiée avec la présence, aux côtés de l'administration, des organisations professionnelles du secteur.

Les négociations pour le renouvellement du protocole à l'accord de pêche n'ont pas encore abouti ; elles ont déjà connu cinq tours et un sixième tour est prévu pour décembre 2001. Les organisations de pêcheurs fondent leur argumentaire sur un souci de préservation des ressources, quel que soit le type d'accord à signer. Cela fait que la tendance va dans le sens d'une réduction des possibilités de pêche à allouer à l'UE. Un élément nouveau réside dans l'idée de partenariat avec l'UE qui concernerait des actions de formation, de gestion durable des ressources (recherche, aménagement, surveillance), de renforcement des capacités des organisations professionnelles, de modernisation de la pêche et d'appui au financement des activités. Ces actions ne seront pas incluses dans les compensations financières au trésor public sénégalais que l'UE devra faire en échange des possibilités de pêche qui lui seront accordées.

La leçon principale que l'on peut tirer de ce cas est l'importance du travail de profondeur, en terme de temps, de ressources et de cibles, que représente la mise en œuvre d'une stratégie de communication en direction d'objectifs institutionnels visés par une organisation paysanne.

Se regarder à travers les yeux d'autrui

Il est, en effet, important de savoir comment pensent et agissent les autres avant de les aborder. Avec la mondialisation, les organisations paysannes africaines se retrouvent, en quelques années, projetées dans un environnement extrêmement ouvert et concurrentiel dans lequel elles doivent chercher les ressources nécessaires pour faire face, en ne comptant pas trop sur leurs gouvernements dont les moyens d'actions ont été limités par les conditionnalités des institutions d'aide multilatérales. Les organisations paysannes doivent donc examiner, dans le nouveau paysage, les tendances et les orientations tangibles et crédibles à partir desquelles elles peuvent définir et structurer leurs stratégies de production. Cela signifie, de manière concrète, une maîtrise des marchés et des filières des produits.

L'indispensable maîtrise des marchés et des filières

Autant la politique de présence et de communication illustrée par le cas des pêcheurs sénégalais est représentative d'une exigence de défense des intérêts des organisations paysannes en termes d'accès à la

ressource et de contrôle de son utilisation, autant la maîtrise des marchés et des filières renvoie à la question de savoir à qui vendre et quel produit ? Cette question en suscite évidemment d'autres telles que : qui sont nos concurrents ? Quelles sont nos forces et faiblesses ? Les organisations paysannes africaines doivent pouvoir répondre d'elles-mêmes à ces questions ou trouver (et payer) l'expertise nécessaire à ce sujet. Elles doivent pouvoir nouer, aussi, des partenariats mutuellement profitables avec les structures professionnelles (intermédiaires, acheteurs, fournisseurs...) intervenant à d'autres niveaux de la filière des produits.

Deux cas, s'appliquant l'un au marché extérieur, l'autre au marché intérieur, vont nous permettre d'illustrer les différentes dimensions que prend la gestion de l'information stratégique pour la maîtrise des marchés.

Anticiper les tendances du marché : l'exemple de la production biologique

Les évolutions récentes de l'agroalimentaire occidental marquées par les dérives de la manipulation génétique des produits, dont les illustrations les plus connues sont la maladie de la « vache folle » ou l'affaire des « poulets à la dioxine », ont fini d'installer la défiance de l'opinion publique occidentale envers les produits que son agriculture lui fait consommer. Une frange de cette clientèle s'est tournée vers les produits biologiques et on peut raisonnablement croire que la tendance sera à l'accroissement de ces clients.

Cette donnée peut constituer une opportunité exploitable par les producteurs africains. En effet, l'agriculture africaine peut être considérée comme biologique par défaut, dans la mesure où son niveau d'utilisation d'intrants externes est très faible, comparé à celui des autres continents. En plus, ses pratiques traditionnelles de conservation des eaux et des sols ainsi que ses techniques de production en général sont très proches de celles que recommande l'agriculture biologique. Cependant, l'investissement de la filière des produits biologiques soulève un ensemble de conditions et de critères auxquelles les producteurs doivent pouvoir se soumettre et répondre :

- la certification des standards de qualité biologique relative aux sols, cheptel et intrants a des coûts qui peuvent être relativement élevés et qui dépendent d'organisations généralement étrangères au continent africain ;
- le niveau d'information des producteurs africains est faible quant à la taille du marché, son évolution possible, les circuits commerciaux, les intermédiaires et acheteurs intéressés... ;
- enfin, la conversion à l'agriculture biologique comporte des risques tels que les attaques de nuisibles et de maladies auxquelles les producteurs ne pourraient pas disposer de suffisamment de réponses techniques.

Quelques expériences sont en cours dans les pays. Mais, de manière générale, les initiatives sont dispersées et les supports organisationnels restent encore trop faibles pour que les producteurs africains développent une production massive dans ce secteur.

La leçon à tirer de la question de l'agriculture biologique est que les exportateurs africains doivent chercher une information technique de haut niveau et de coût non négligeable, pour pouvoir répondre à des standards de qualité élevés, s'ils veulent s'engager dans des filières porteuses pour lesquels ils disposent d'atouts naturels importants au départ.

Mais les défis ne se trouvent pas uniquement dans l'investissement des marchés étrangers. Il faudrait déjà que les producteurs puissent maîtriser les marchés intérieurs. Or, à ce niveau, il ne s'agit pas seulement d'informations techniques et de standards de qualité, comme l'illustre le cas du marché du riz dans les pays sahéliens.

Contrôler le marché intérieur : le cas du riz au Sénégal et au Mali

Les habitudes urbaines de consommation ont fait que le marché du riz s'est fortement développé dans les grandes villes africaines. La production nationale ne parvient pas à suivre le rythme de la consommation intérieure. Par exemple, au Sénégal, plus de 400 000 tonnes sont exportées, là où la production nationale a du mal à atteindre les 200 000 tonnes malgré les énormes investissements réalisés dans les barrages sur le fleuve Sénégal pour, entre autres objectifs, développer la riziculture irriguée. Et pourtant, cette production nationale a du mal à se commercialiser, face au riz importé.

En réalité, les producteurs de la vallée du fleuve Sénégal, tout comme ceux de l'Office du Niger au Mali, doivent faire face aux stratégies des importateurs de riz, prompts à créer des pénuries artificielles sur le marché en bloquant les stocks et en favorisant une hausse des prix lorsque les pouvoirs publics s'avisent de prendre des mesures en faveur de la production nationale (SYFIA 1998a). Ils peuvent agir aussi par des pratiques de fausse facturation des importations quand des taxes sur le riz importé sont instituées par le gouvernement, sans compter une désinformation de l'opinion publique faisant croire à la mauvaise qualité de la production locale.

Cette situation a pour conséquence que les récoltes de riz s'empilent dans les hangars de la vallée du fleuve Sénégal et de l'Office du Niger. Les organisations paysannes semblent démunies leur contrer les groupes de pression des commerçants établis dans les capitales qui bénéficient de complicités à divers niveaux et qui savent jouer sur l'éventuelle pression des consommateurs des grandes villes à laquelle les pouvoirs publics sont toujours très sensibles.

La leçon à tirer de ce cas est que la gestion de l'information stratégique est moins une question de maîtrise des conditions techniques de production ou d'existence des marchés que l'aptitude des organisations paysannes à activer des réseaux d'influence, à mener une campagne d'information et de marketing auprès de l'opinion publique et à se faire entendre des pouvoirs publics.

Les organisations paysannes africaines ne peuvent valablement s'ouvrir vers l'extérieur sans réorganiser leurs structures, leur mode d'organisation et de fonctionnement pour mieux s'adapter aux exigences de l'interaction avec les autres : ce sont les implications de la gestion de soi.

Implications de la gestion de soi

La démocratisation de l'accès à l'information au sein des organisations paysannes

La gestion de la communication interne au sein des organisations paysannes africaines reste encore largement tributaire de modèles de relations, où les leaders jouent un rôle prépondérant en tant qu'acteurs principaux de l'interface avec les partenaires et sources d'accès et de diffusion de l'information. Dans un tel schéma, leur base organisationnelle reste souvent déconnectée du sommet, accusant de ce fait un fort déficit d'informations. Ce modèle apparaît de plus en plus dépassé, les membres des organisations paysannes réclamant de meilleures modalités d'accès à l'information, une meilleure communication entre eux et leurs leaders et, en un mot, une meilleure démocratie interne.

La problématique de l'appui aux organisations paysannes retrouve ici l'un de ses principaux champs d'investigation. Les approches participatives qui sont promues depuis une décennie ne visent en fait qu'à satisfaire cette exigence de démocratie. En mettant les leaders des organisations paysannes et leurs partenaires à

l'écoute des producteurs de la base dans leur propre environnement de production, la méthodologie du diagnostic participatif (également appelée MARP ou PRA en anglais) rééquilibre le flux d'informations en donnant la primauté à la vision du producteur.

La méthode du diagnostic institutionnel participatif, quant à elle, constitue un exercice de questionnement, par les membres, de la mission, des objectifs et des stratégies de leur organisation, afin de mesurer son degré d'adéquation par rapport aux exigences de son environnement. Ces démarches participatives ont la caractéristique d'inverser les processus d'information et de prise de décision en partant du bas (la cellule de base, le producteur) vers le haut (les instances dirigeantes de l'organisation paysanne, les décideurs politiques). Les structures d'appui au monde rural adoptent de plus en plus ces démarches participatives dans le but de mieux prendre en compte les préoccupations et priorités des producteurs pour pouvoir définir leurs programmes. L'information a aussi un coût que différents passages du document ont évoqué et qui peut constituer un obstacle à son accès.

Investir pour l'information

Les organisations paysannes doivent pouvoir estimer les coûts de l'obtention de l'information stratégique et investir pour l'obtenir si elles sont convaincues de sa pertinence. Autrement dit, il faut être déjà suffisamment informé pour vouloir investir dans l'accès à l'information. Cela peut être le cas quand il s'agit de prendre la décision de se doter d'un plan de communication.

Les plans et stratégies de communication

Peu d'organisations africaines, a fortiori des organisations paysannes, disposent d'un plan de communication. On peut imputer cet état de fait à une méconnaissance de l'utilité du plan de communication plus qu'à une question de ressources. La communication institutionnelle et la gestion de l'information stratégique requièrent une culture institutionnelle que les organisations africaines ne possèdent souvent pas. Les pratiques relèvent plus de l'empirisme et de l'opportunisme, quand le cas se présente, que d'une politique rationnelle systématisée par un plan et une stratégie bien conçue.

La présence d'un spécialiste de la communication dans une organisation paysanne est encore chose rare et certaines exceptions (le CNCR au Sénégal a une chargée de la communication) ne font que confirmer la règle. Cependant, les retombées positives que les organisations paysannes de pêcheurs sénégalais peuvent recueillir de leur campagne de communication concernant les accords de pêche Sénégal/UE peuvent avoir un effet incitatif sur la disposition des autres organisations à investir dans l'information. Toutefois, on ne peut nier que le producteur, en tant qu'opérateur économique, est disposé à payer pour acquérir l'information stratégique si elle doit lui rapporter, au final, une plus-value dans ses activités. C'est l'exemple des études et informations sur le marché.

Les études et les informations sur le marché

Le producteur acquiert une plus grande efficacité dans la commercialisation de ses produits quand il est mieux informé sur les prix agricoles, les marchés et les produits. Des expériences de système d'information sur les marchés et les prix agricoles ont lieu dans diverses régions avec l'appui des organismes de la coopération bilatérale. Ces tentatives pourront atteindre leurs buts quand les organisations paysannes seront capables de supporter elles-mêmes les coûts de connexion vers les marchés étrangers pour connaître les tendances des prix dans les bourses, les opportunités et contraintes.

Un autre défi réside dans la lourdeur et la complexité des procédures administratives nationales nécessaires pour exporter. L'exemple en est donné par ce producteur béninois qui montre que, pour obtenir la carte d'exportateur de piments, il a dû tour à tour monter des dossiers pour solliciter un certificat d'origine à la chambre de commerce, une licence d'exportation, un titre douanier, une attestation d'exportation, une copie de déclaration en douane, un engagement de change, un certificat de contrôle, un bulletin d'expertise, un connaissance, un certificat d'assurance et un certificat phytosanitaire ! (SYFIA 1998b). À défaut de pouvoir influencer sur une réforme des procédures, les organisations paysannes, en partenariat avec les chambres d'agriculture, devraient imaginer des dispositifs pour aider leurs membres à franchir ces « obstacles ». Les nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) représentent une autre opportunité que doivent saisir les organisations paysannes.

L'acquisition des NTIC

Il est notoire que le monde rural africain souffre d'une grande faiblesse des infrastructures de communication. Les contraintes que les paysans éprouvent pour communiquer avec le monde extérieur concernent, par exemple, les lenteurs liées à l'envoi et la réception du courrier postal, l'obtention de papiers administratifs (documents d'état civil, documents judiciaires...). L'enclavement fait aussi que les organisations paysannes méconnaissent les opportunités et canaux de contact qu'elles peuvent exploiter avec des partenaires potentiels au niveau régional, national ou international. Elles ne savent pas quels sont les partenaires techniques potentiels qu'elles peuvent joindre pour les aider dans leurs projets (FRAO, 2001).

Face à ces problèmes, les NTIC sont vite apparues comme des solutions et des raccourcis technologiques intéressants. Là aussi, des initiatives sont prises avec l'appui de la coopération étrangère pour introduire ces nouvelles technologies et en faire disposer les communautés. L'un de ces exemples est l'initiative Acacia, en Afrique¹. Avec ce programme, la FRAO a pu tester l'apport des NTIC aux acteurs du monde rural en développant le concept de « centres d'information et de communication » (CIC).

Au-delà de l'investissement dans l'information, un autre défi qui se pose aux organisations paysannes réside dans l'apprentissage de l'exercice de leurs responsabilités dans un partenariat contractuel.

Savoir exercer ses responsabilités dans un partenariat contractuel

L'évolution du contexte du monde rural avec la privatisation des services, la réorientation et la restructuration des structures étatiques font que les organisations paysannes se retrouvent dans un schéma où l'offre de services sera de plus en plus conditionnée par la demande et, en particulier, la demande solvable. Les producteurs et les paysans se retrouvent devant un double défi :

- d'une part, il s'agit d'être capable de produire ou d'avoir accès aux informations fournies par les diagnostics stratégiques, institutionnels ou zonaux qui renseignent sur les besoins et préoccupations prioritaires des acteurs, de négocier sur cette base avec les partenaires techniques identifiés et de formuler à leur intention des demandes traduites par des termes de référence pertinents. Or, les organisations paysannes manquent notoirement de personnes compétentes pour jouer de tels rôles. Plus grave encore, le changement de

1. Société et Communauté de l'Information en Afrique. Appuyée par le CRDI depuis 1997 en Afrique.

Encadré 2

La FRAO et l'expérience des CIC en Afrique de l'Ouest

Les centres d'information et de communication (CIC) sont partis de l'idée des télécentres communautaires dotés, non seulement du téléphone, mais aussi d'ordinateurs connectés à l'Internet pour tester les possibilités d'améliorer l'accès des communautés de base à l'information. Ces télécentres ont été installés dans des villages, après qu'un processus de diagnostic et de concertation avec les paysans ait été mené pour pouvoir coller l'utilisation des NTIC aux besoins réels de communication et d'information des différentes catégories d'acteurs de la communauté rurale (FRAO 2000).

Les CIC ont pu facilement résoudre les contraintes de communication citées plus haut en mettant la messagerie électronique à la disposition des producteurs et en leur permettant de développer des modèles de formulaire de papiers administratifs. Cependant, l'une des leçons tirées de cette expérience est qu'il sera difficile de développer de telles initiatives si le coût de l'énergie n'est pas assez abordable pour les utilisateurs. L'électrification rurale est encore très faible en Afrique et l'alternative la plus crédible et la plus durable est l'énergie solaire. Mais, curieusement, le coût des équipements solaires est très élevé comparé aux sources classiques (un équipement solaire pour faire fonctionner un ordinateur et ses accessoires ne coûte pas moins de 3 millions de F CFA, c'est-à-dire deux à trois fois plus que l'ordinateur lui-même) (FRAO 2001). Aussi, est-il difficile de penser diffuser à large échelle les NTIC en zone rurale en l'absence de solution durable à ce problème.

mentalité que suppose cette nouvelle relation offre-demande est loin d'être acquis, beaucoup d'acteurs (organisations paysannes ou leurs partenaires) se réfugiant encore dans le schéma de l'encadrement classique, où le paysan garde une attitude attentiste.

- d'autre part, la question de la solvabilité de la demande est autrement plus préoccupante. Le coût de l'information stratégique peut être très élevé si l'organisation paysanne doit payer une institution de recherche, un bureau d'études ou un quelconque partenaire étranger pour l'obtenir. Or, la réalité de l'agriculture africaine est qu'elle est dominée par des exploitations familiales de taille modeste, qui ne peuvent pas souvent dégager les ressources nécessaires. En d'autres termes, les nouveaux dispositifs de reconfiguration de l'environnement institutionnel du monde rural (sous l'impulsion des bailleurs de fonds comme la Banque mondiale) devraient inclure des mécanismes d'appui financier qui permettront au petit paysannat de conserver son accès aux services, sous peine de voir cette frange de la population rurale s'appauvrir et se marginaliser davantage durant les prochaines années.

Bibliographie

Ellsworth, L. et al. 1992. *Comment animer un atelier de diagnostic participatif*. FRAO. Dakar, Sénégal.

FRAO. 2001. Expérimentation des NTIC dans les projets de gestion des terroirs villageois. Document vidéo.

FRAO. 2000. Insérer les NTIC dans les projets des acteurs ruraux. Forum de Bamako 2000. FRAO.

MOOL MI. 2001. *Bulletin de liaison de la FENAGIE /Pêche*. Sénégal, juillet 2001.

SYFIA. 1998a. *Bulletin* n°114, juillet 1998.

SYFIA. 1998b. *Bulletin* n°118, novembre 1998.

2.2

Organisations paysannes et système de communication sociale: comment établir un lien efficace entre les deux

Bernard Njonga
SAILD, Cameroun

Je m'en voudrais si, en guise d'introduction à cet exposé sur « les organisations paysannes et le système de communication sociale », je ne partageais pas avec vous deux des multiples histoires que j'ai vécues en milieu rural. Voici la première.

Je me souviens d'un cas vécu à l'Association pour le développement des paysans de Tchatibali Kar-Hay (ADPTK). Lors d'une de ses assemblées générales, il était question de renouveler par voie de vote les instances dirigeantes de l'association. Trois candidats étaient en lice pour le poste de président de l'association, dont un d'âge avancé, Djakissam Kali Barthélemy, complètement analphabète et ne sachant prononcer le moindre mot en français. Vint le moment où chaque candidat devait passer devant les membres délégués pour présenter son programme ; faire sa campagne électorale, comme on le dit ici.

Alors que les deux autres candidats s'évertuaient à faire reconnaître leur engagement et leur maîtrise du français qui, selon eux, était indispensable pour faciliter la communication entre l'association et ses partenaires extérieurs (dont nous autres, qui ne connaissions pas un traître mot en toupouri, la langue locale), Barthélemy prit juste le temps de déclarer aux membres en toupouri : « Je n'ai plus rien d'autre à vous dire » et regagna sa place. Quelle ne fut notre surprise quand l'interprète nous traduisit sa remarque ! Notre surprise fut encore plus grande lorsque, après dépouillement des bulletins de vote, Djakissam Kali Barthélemy fut élu avec 75 % des voix.

Quand on s'imagine que l'ADPTK comptait à cette époque sept secteurs avec un total de 147 groupements de dix mille membres, on ne peut que se poser des questions tant sur la stratégie que sur le système de communication de Djakissam Kali Barthélemy. Malheureusement, quand nous l'avons approché plus tard à ce sujet, il nous a simplement répondu par un sourire.

Voici la seconde histoire. Un an et demi après l'élection dont nous avons décrit les péripéties ci-dessus, l'ADPTK traversa une crise. Elle était menacée de scission entre les trois chefs de file des parties qui s'étaient présentées à l'assemblée électorale. Forte de sa position de structure d'appui auprès de l'ADPTK, l'antenne SAILD de Maroua (capitale provinciale de l'extrême Nord du Cameroun) proposa une rencontre au cours de laquelle les trois parties étaient censées dissiper leurs malentendus. Je fus sollicité pour animer ladite rencontre.

Deux jours durant, j'eus toutes les peines du monde à éviter que la rencontre ne se transforme en querelles verbales ou que les trois parties n'en viennent aux mains. Tard dans la nuit du deuxième jour (vers 23 heures), je pris l'initiative d'aller contacter le président Barthélemy. Arrivé chez lui, sa femme, qui ne fut pas très surprise de me voir (ce qui m'a semblé assez singulier) me laissa entendre que Barthélemy n'était pas chez lui, mais qu'elle pouvait me faire accompagner par l'un des enfants jusqu'à l'endroit où il se trouvait. Arrivé devant un saré (case traditionnelle), à quelque trois kilomètres du domicile de Barthélemy, le petit garçon s'arrêta net, dix mètres de la porte d'entrée qu'il pointa du doigt. Je m'avançais, percevant des rires et des bribes de conversation venant de l'intérieur. Une fois la porte ouverte, quelle ne fut leur surprise de me voir arriver à cette heure tardive à cet endroit.

Mon Dieu ! J'étais consterné ! Devant moi se trouvaient les trois groupes de leaders qui, pendant la journée prenaient du plaisir à s'invectiver et à s'adresser des propos désobligeants. Ils étaient tous là en train de rire et de discuter autour d'un bol de bilbil (un vin local à base de mil fermenté). Pour ne pas paraître ridicule, je m'assis et acceptai le bol que Barthélemy me tendit. Je ne pouvais m'empêcher de penser que ces gens se moquaient de nous, tandis que mille questions se bouscullaient dans ma tête : Comment justifier ma présence à cet endroit ? Dans quelle langue (puisque'il était évident que l'on ne parlait pas la même langue) ? Quand et comment avaient-ils organisé cette rencontre alors que nous étions tous ensemble durant toute la journée ? Comment leur dire au revoir si je me décidais à partir ? J'imagine que vous n'auriez pas souhaité être à ma place, raison pour laquelle je vous fais l'économie de la suite de l'histoire.

Ceci étant, revenons au sujet de notre intervention pour dire qu'en Afrique subsaharienne, les associations, qu'elles soient rurales ou urbaines, instaurées par un acte officiel ou le résultat d'un processus naturel, jouissent actuellement d'une plus grande reconnaissance et d'un contexte favorable à leur expansion. Parmi les facteurs qui ont contribué à cette expansion, citons :

- l'importance de la thématique du développement local et de la décentralisation aux yeux des gouvernants et de la coopération internationale ;
- les objectifs de la professionnalisation du monde agricole, qui expliquent l'appui accordé à la création d'organisations de producteurs susceptibles d'acquérir rapidement un certain poids économique ;
- le souci de stimuler la structuration des mouvements paysans à l'échelle nationale afin de construire une capacité de représentation collective du monde rural dans les processus de décision ;
- le désengagement de l'État de certaines de ses responsabilités antérieures en matière de développement du monde rural ou, en d'autres termes, la fin de l'État « homme-orchestre » en matière de développement ;
- la libéralisation des économies et le courant de démocratisation qui traversent la plupart de ces pays ;
- les initiatives de lutte contre la pauvreté, à l'instar de l'Initiative pays pauvres très endettés (IPPTE), qui voient en ces organisations le creuset de la participation des couches rurales à la gestion des fonds censés être utilisés pour lutter contre la pauvreté.

L'importance de ce mouvement associatif tient aussi à l'ancienneté de ses racines, à la diversité de ses promoteurs et au contexte idéologique qui préside à sa création. Si toutes ces associations justifient leur existence par la recherche de l'amélioration des conditions de vie de leurs membres, les organisations paysannes se distinguent par leur dynamique et notamment, par leur logique de solidarité (qui se réfère aux valeurs culturelles

traditionnelles des sociétés africaines, où l'existence suppose la coexistence) et leur logique d'autonomie (recherche de l'accomplissement par le biais d'objectifs économiques de production et de capitalisation) (Barbadette 1997).

Autant cette particularité, qui se veut être une dynamique relationnelle, rassemble les organisations paysannes, autant elle les distingue par les moyens (organisationnels, instrumentaux, institutionnels...) mis en œuvre. En effet, les champs d'expression de cette dynamique relationnelle sont vastes et variés : échanges d'informations, échange de savoir-faire et de savoir-être, assistance, adhésion à une ou plusieurs causes communes, dons, cadeaux divers...). De l'expression de cette dynamique solidaire, de son interprétation par les divers acteurs dépendent la survie de l'association, mais surtout son cheminement vers ses objectifs. Autrement dit, la force d'une association paysanne et sa pertinence en tant que corps social sont principalement tributaires de son volume d'activités aux différents niveaux de sa structure (groupement, siège, bureau central...), de l'intensité et de la valeur des relations créées, ainsi que de leur diversité, relations latérales, verticales, descendantes, remontantes...et de leur bon équilibre.

On peut donc affirmer que la plupart des organisations paysannes (et elles sont nombreuses) sont à l'image de ce qu'est leur système de communication sociale.

- Qu'entend-on par organisation et système de communication ?
- Quels sont les facteurs qui rendent aléatoire les liens entre les deux ?
- Comment concevoir le rapport entre les deux ?
- Sur quoi se fonde en dernier ressort la communication sociale ?
- À quelles conditions les organisations paysannes faitières peuvent-elles organiser avec succès la gestion de l'information et de la communication en leur sein ?

Autant d'interrogations auxquelles nous essayerons d'apporter des réponses finalement relatives, au vu de leur complexité, de leur diversité, d'un certain secret naturel et fort légitime dont certaines de ces associations s'entourent, et surtout, au vu de notre position extérieure à ces associations. Dans les deux histoires relatées plus haut, le silence de Barthélemy à notre question sur sa stratégie de communication, qui n'est qu'une des attitudes communes à plusieurs leaders, ne nous impose-t-il pas cette réserve ?

Par ailleurs, les péripéties de la scission de cette association ne témoignent-elles pas d'un manque général de continuité de l'architecture des organisations paysannes dans l'espace, d'une succession de nombreuses ruptures souvent compensées par des systèmes d'alliances ou d'équivalences symboliques ? Et si on se posait la question : Pourquoi les associations doivent-elles faire connaître leur système de communication sociale, si c'est de lui qu'elles tirent leurs défenses pour parer aux adversités de l'environnement qui les entoure ?

Qu'entend-on par organisation ?

Selon le Petit Robert, le terme organisation peut à la fois signifier une association qui se propose des buts déterminés ou le mode de structuration d'une association.

L'organisation en tant qu'association

Sans renoncer à la définition du Petit Robert dans laquelle les organisations paysannes se reconnaissent également, relevons plutôt quelques caractéristiques qui leur sont propres.

Une histoire, un passé

La plupart des organisations paysannes « modernes » se réfèrent à un passé paysan qui a des racines très lointaines avec lesquelles elles cherchent plus ou moins à renouer. Certaines y font même explicitement référence, alors que d'autres sont fortement imprégnées des valeurs des sociétés traditionnelles. C'est le cas de l'Association des producteurs pour le développement (BINUM), dans l'Ouest Cameroun, qui voudrait recomposer le tissu identitaire des Bamilékés segmenté par les guerres claniques du début du 19^{ème} siècle, de l'Association pour la promotion de l'élevage au Sahel et en savane (APESS), au Burkina Faso, qui propose à ses membres éleveurs un idéal d'élévation et de qualité contenu dans un rêve alimenté par la recherche d'une sagesse qui a toujours constitué une valeur fondamentale de la culture des éleveurs sahéliens, ou encore la Fédération des unions de groupements Naam (FUGN), qui tire ses origines des groupements traditionnels Kombi Naam, pour ne citer que ces exemples.

Renouer avec le passé est certes légitime ; toutefois, il convient de prendre ses distances par rapport à ces associations traditionnelles dont les caractéristiques sont dépourvues d'effets positifs pour le développement. En effet, la plupart des associations traditionnelles semblent fonctionner selon le principe de la réciprocité, s'exprimer dans un cadre fermé et statique, perpétuer des inégalités statutaires telles que le maintien de l'autorité des hommes sur les femmes, des vieux et des adultes sur les jeunes, alors que les associations « modernes » opèrent sur la base de la solidarité, évoluent dans un cadre ouvert et dynamique et donnent le pouvoir à des acteurs autrefois dominés. Les exemples du BINUM, de l'APESS et du FUGN attestent de cette différenciation, au regard de l'importance qu'elles accordent aux femmes et jeunes, de leur dynamique relationnelle et de leur capacité d'adaptation.

Une marche

La plupart des organisations paysannes sont la résultante d'une série de luttes, de défis, d'échecs et de réussites. Il s'agit donc d'une marche, d'une dynamique. Comme dit le leader paysan Mamadou Cissokho¹ : « Il est difficile d'avoir une définition du mouvement paysan. Ce qui se passe aujourd'hui autour des organisations paysannes, c'est quelque chose de tout récent. Le mouvement paysan, lui, ne l'est pas : il y a toujours eu un tissu associatif traditionnel pour répondre à des besoins donnés. L'histoire de ces associations est différente suivant les sociétés : chez les Bamilékés du Cameroun, société très structurée, elle est très différente de chez les Diolas du Sénégal où il n'y avait pas de chef. »

Un autre leader paysan, Jean-Marie Awomo (Ancien Président du Conseil des Fédérations Paysannes du Cameroun), dans sa publication sur la difficile évolution des associations traditionnelles, abonde dans le même sens : « Parmi les joyeux manifestants de la commémoration des fêtes de l'indépendance, en janvier 1960, on a vu défiler les membres des associations traditionnelles telles que Anagsama, chez les Etons, qui couvrait la

1. Président du CNCR ; propos tenus lors de sa mission d'appui au Cameroun en 1991

région entière de l'actuel département de la Lékié, Kolo-Beti, qui s'étendait dans l'ancienne région du Nyong et de Sanaga, Ngondo chez les Douala, etc. Dans le pays, on pouvait dénombrer les associations de ce genre dans toutes les régions. Les membres de ces associations, d'essence culturelle, étaient le plus souvent originaires de la même région. Leurs vocations profondes étaient de défendre et de préserver les coutumes de chaque ethnie. Dans les villages, les paysans se regroupaient en trois, cinq, parfois dix pour réaliser ensemble leurs travaux champêtres (.....). Le parti au pouvoir, qui voyait en ces associations une menace pour l'unité nationale, du fait qu'elles étaient construites sur base tribale, chercha une voie légale pour les dissoudre. C'est ainsi que la loi de juin 1967 interdisant les associations tribales ou claniques fut votée et appliquée sans discernement. Toutes les associations, même les groupes d'entraide, furent interdites, sans aucun souci de la perte des valeurs fondamentales sans lesquelles il était vain de parler de l'unité nationale. Étant donné les tracasseries, la suspicion, la complication des procédures et les lenteurs administratives, les gens par peur de la répression ne s'organisèrent plus, attendant les jours meilleurs pour revitaliser ces associations ».

Des forces qui s'organisent (en groupements, unions ou fédérations)

Elles se structurent et se construisent à travers des rencontres de paysans et des échanges avec l'extérieur.

Une pensée paysanne

À travers leurs organisations, les paysans cherchent à construire une entité dans laquelle ils se reconnaissent et s'expriment.

Des organisations hybrides

Les associations paysannes de développement se vivent et se définissent souvent comme des « organisations hybrides » (Barbadette 1997) à cheval sur deux logiques, deux systèmes de valeurs, à savoir une logique de solidarité et une logique économique.

Une diversité d'origines, de formes et de tailles

Les organisations paysannes naissent suite à un concours de circonstances, à un ensemble de facteurs endogènes et exogènes dont la combinaison est différente pour chaque organisation. Parmi les facteurs endogènes, on peut citer la préexistence de groupements, des préoccupations économiques, le rôle fondateur d'un noyau de leaders ou d'un leader charismatique et le sursaut culturel. Les facteurs exogènes sont tout aussi variés : l'opposition à une ou plusieurs structures d'encadrement, les formations, les voyages d'échange, le désir d'accès direct aux financements extérieurs... Ces organisations se différencient aussi par leurs tailles, leur zone d'action et leurs missions. Les groupes qu'on peut considérer comme étant des associations de premier degré rassemblent des individus. Des groupements peuvent fédérer diverses entités pour créer des unions de groupes ou des fédérations, qui sont des associations dites de second degré. Ces dernières, en s'unissant, forment des associations de troisième degré, encore appelées « organisations paysannes faitières ».

Pour se faire connaître et reconnaître, question de rester en phase avec leur environnement, les organisations paysannes faitières s'adaptent généralement au cadre législatif qui leur sont offert et se prêtent aux appellations classiques « Fédération de... », « Confédération des... », « Conseil national des... », etc. Ces appellations

donnent une indication sur leur nature, mais restent expressément (?) vagues au sujet de leur mission, voire de leur objet. Il n'empêche que la quasi-totalité des organisations paysannes faitières se reconnaissent dans la double fonction : syndicale (défense des intérêts des membres) et service (appui aux activités des membres).

L'organisation en tant que structuration

Afin d'harmoniser leur fonctionnement, les organisations paysannes présentent un minimum de structuration. D'un point de vue statique, la structuration permet de diviser les tâches, de répartir les rôles, de mettre en place un système d'autorité et de représentativité, un système de communication interne et externe, un système de contribution et de rétribution. Cependant, tous ces traits classiques ne se retrouvent pas de manière explicite dans toutes les associations paysannes actuelles. D'un point de vue dynamique, la structuration permet la continuité : ce qui s'est déjà fait peut être reproduit ou poursuivi. Elle permet aussi l'amélioration : ce qui a déjà été accompli peut être perfectionné. Enfin, elle permet le dynamisme : des actions en entraînent d'autres, selon un phénomène d'amplification, et toutes les actions s'inscrivent dans une dynamique d'ensemble. Est-ce pour autant dire que l'architecture organisationnelle qu'adoptent la plupart des organisations paysannes faitières répond ou favorise ces différentes fonctions, et particulièrement la communication sociale en leur sein ?

Qu'entend-on par système de communication ?

Comme nous l'avons dit plus haut, les organisations paysannes, quel que soit leur degré, fondent leur dynamique sur la solidarité dans tous les aspects de la vie de l'association. Ceci étant, on peut définir le système de communication comme l'ensemble des mécanismes, observables ou non, connus et inconnus que l'association met en œuvre pour exprimer cette solidarité en son sein et à l'extérieur. En d'autres termes, il s'agit d'un ensemble de pratiques agencées en vue de réaliser la communication (Segbenou 2001). En son sein, le système de communication englobe plusieurs aspects ; on citera, par exemple, les modes de conception et de mise en œuvre des stratégies et des actions de communication, les modes de promotion du partage de l'information et de la formation, des échanges, du savoir-faire et du savoir-être, ainsi que les modalités de création d'une communion d'esprit entre les membres.

Avec l'extérieur, il s'agit de savoir comment la communication façonne et entretient l'image que l'organisation reflète dans son milieu, comment elle recherche, noue et entretient des relations avec ses partenaires. À l'instar de la communication interne, la communication externe est importante pour une association. En effet, à quoi peuvent servir ses « savoir-faire », « savoir-agir » et « savoir-être » si elle ne les diffuse pas ?

Quels sont les modes de structuration des organisations paysannes faitières ?

Approches constitutives

Les organisations paysannes faitières naissent suivant diverses approches constitutives.

- Une approche de bas en haut (ascendante), c'est-à-dire des individus au groupe, des groupes à l'union de groupes ou fédérations de groupes, et de ces dernières à une organisation paysanne faitière. L'organisation

paysanne faîtière se constitue à partir des entités existantes (groupes et unions de groupes). Généralement, les zones ou secteurs doivent leur existence à l'organisation paysanne faîtière qui sent la nécessité de regrouper les unions dans une aire géographique pour les besoins de suivi, d'administration, de « contrôle », etc.

Individus → Groupes → Unions de groupes (fédérations) → Zones (secteurs) → Organisation paysanne faîtière

- Une approche de haut en bas (descendante). Un groupe de leaders issus éventuellement de la base peuvent décider de créer, avec ou sans mandat de leurs associations d'origine, une organisation régionale ou nationale et travailler ensuite à se constituer une base sociale et à s'enraciner dans le monde rural. Généralement, ce groupe statue sur les textes de base de l'association et sollicite l'adhésion d'autres associations existantes ou naissantes à travers des campagnes d'information et de sensibilisation. Comme dirait le leader paysan J. Georges Etele², parlant de la régionalisation du CFPC : « L'idée est de descendre au niveau de la base, de se rapprocher de ceux qui nous portent. À cette époque où il est question de démocratie, c'est fini le temps où on décide du sommet pour les autres ».

Organisation paysanne faîtière Zones (secteurs) → Unions de groupes (fédérations) → Groupes → Individus

- Une approche « hybride », qui se situe entre les deux précédentes. Ce cas de figure, qui puise un peu dans chacune des approches précédentes, est le plus courant et pourrait se justifier par plusieurs raisons, dont la nécessaire phase de balbutiements du processus de construction d'associations de telle envergure.
- Une approche « décret ». Il s'agit des organisations paysannes faîtières instituées par décret, soit d'une administration, soit d'une structure de type projet de développement. Nous n'insisterons pas sur ces cas de figure qui peuvent être considérés comme des espèces en voie de disparition.

Architecture organisationnelle

À partir de ces schémas constitutifs, les organisations paysannes faîtières adoptent une architecture organisationnelle que l'on pourrait regrouper en quatre variantes.

Modèle pyramidal, type décentralisation descendante

Construite du haut vers le bas, l'architecture organisationnelle de l'organisation est de type « décentralisation descendante ». Dans la pratique, les leaders fondateurs de l'organisation décident généralement de la représentativité des unions à une assemblée générale constitutive. Cette assemblée légitime un centre (le bureau exécutif ou le conseil d'administration) par voie de cooptation ou d'élection, suivant les cas. Il s'agit d'un modèle organisationnel dominant, avec un centre directeur et une base « orchestrée » par ce centre. Ce dernier est par nature le point de convergence, le lieu vers où tout va et d'où tout vient.

2. Ancien responsable du Conseil des Fédérations Paysannes du Cameroun. Aujourd'hui responsable de la communication de FORCE, propos tenus en avril 1996.

Modèle pyramidal, type centralisation remontante

Construite du bas vers le haut, l'architecture organisationnelle de l'organisation est de type « centralisation remontante ». Ici, des représentants d'unions existantes se réunissent dans le cadre d'une assemblée générale constitutive pour créer un « centre » (bureau exécutif ou conseil d'administration) censé animer l'association. Il s'agit d'un modèle organisationnel semi-dominant, avec un centre qui, malgré le fait qu'il est façonné par la base, dirige et s'apparente au type de décentralisation descendante.

Modèle « patriarcal »

Le modèle du patriarcat est le corollaire du modèle « centre-base ». On désigne par là un système d'architecture organisé principalement autour d'une personnalité, d'un homme providentiel, du fondateur. Il existe des organisations paysannes faitières qui se sont structurées autour d'une figure historique. Dans la pratique, le fondateur coopte généralement des « alliés » (éventuellement des leaders paysans) avec lesquels il forme la cellule de réflexion de l'association. S'ensuit une campagne d'information et d'animation pour solliciter l'adhésion des autres associations

Modèle en réseau ou horizontal, « latéral »

Il s'agit d'un modèle architectural structuré autour de plusieurs pôles de référence, voire autour de chaque membre (organisation) au sein de l'organisation paysanne faitière. La particularité du modèle réside dans le fait que chaque pôle devient une référence pour les autres, au même titre que les autres. À ce sujet, Philippe De Leener³ parle de « latéralisation » : on ne regarde plus au-dessus de soi ou au-dessous pour se situer dans une hiérarchie ; on regarde sur ses côtés et on découvre les autres comme des « pairs » et non plus comme des « pères » ou des « fils ». La question qui se pose est de savoir « avec qui s'allier et à quelle fin » plutôt que de savoir « qui je dirige ou qui me dirige ».

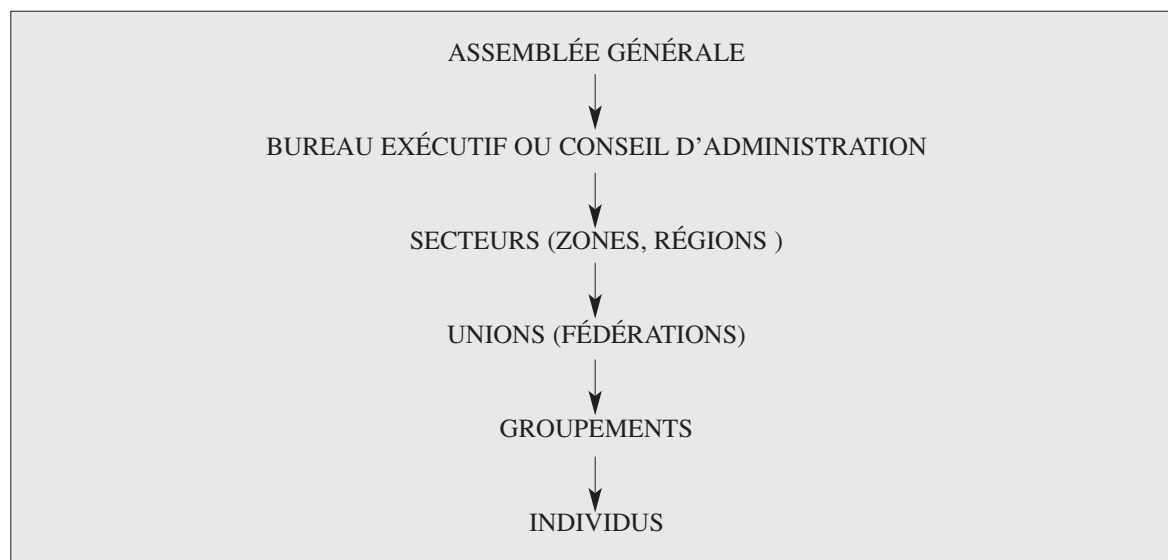
Dans quelle mesure ces structurations influencent-elles le système de communication ?

À quelques nuances près, l'architecture organisationnelle des organisations paysannes faitières dans les modèles pyramidal de type décentralisation descendante, pyramidal de type centralisation remontante et patriarcal met en relief six niveaux hiérarchiques.

Dans certaines organisations paysannes faitières, le centre (bureau exécutif ou conseil d'administration) se fait épauler par un « comité de réflexion » ou « comité des sages ». Le centre réfléchit, oriente, sensibilise, propose des actions et des programmes, centralise et redistribue les moyens financiers d'origine interne (cotisations, épargnes) et externes (aide extérieure). Les unions qui, elles aussi, ont leurs centres, assurent la transmission entre le sommet et la base. Les groupements (base) se mobilisent, exécutent, apportent leur contribution et élisent les responsables suivant une périodicité établie.

3. Éléments d'évaluation du SAILD ; Philippe De Leener ; Avril 96

Figure 1



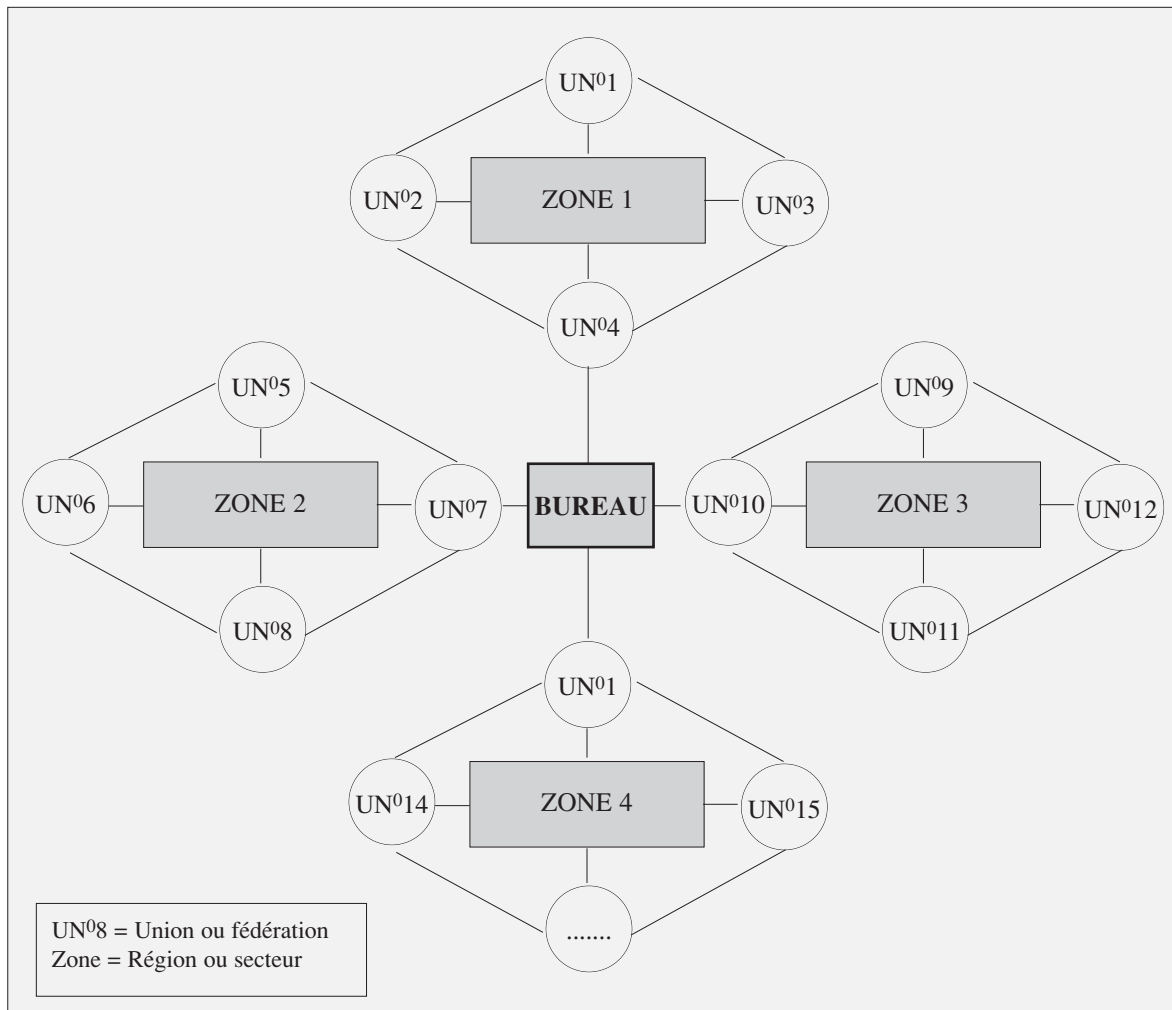
Si ces modèles pyramidaux présentent des atouts en termes d'efficacité, d'ordre, de clarification des responsabilités, de facilitation des négociations et de la représentativité (sans oublier la reconnaissance des pères fondateurs de l'organisation paysanne), ils ne vont pas sans poser quelques contraintes⁴ au système de communication interne. Dans le modèle de décentralisation descendante, l'organisation paysanne faitière est plutôt conçue comme une structure d'encadrement paysanne dont la prise de décision n'implique pas réellement la base. Ce modèle expose l'organisation aux difficultés de la décentralisation, à savoir « réduire le centre, gonfler la base » comme dirait Philippe De Leener⁵. Souvent, la situation se complique quand le centre découvre que la base n'est pas prête. Il faut alors transformer la structure pour la rendre décentralisable, ce qui ne va pas sans résistance. Par ailleurs, il n'est pas rare que le centre découvre que les bases ont évolué en petits centres qui s'opposent à la décentralisation et qui possèdent leurs propres bases. Le modèle se reproduit à l'infini. Dans l'organisation pyramidale, les groupements sont éloignés du centre de décision. Ce modèle appauvrit la circulation de l'information de la base vers le sommet ; en effet, ce sont essentiellement les problèmes qui remontent des groupements vers les organes supérieurs. De plus, les responsables de ces derniers connaissent mal les ressources et les initiatives propres des groupements. Le bureau risque alors de jouer un rôle prépondérant et de concentrer les pouvoirs entre ses mains, au détriment de l'autonomie des unions ou des secteurs. Le manque d'intérêt risque aussi de toucher les groupements. Une organisation dotée d'une « tête » pensante et, de l'autre côté, d'une base exécutante encourage l'attentisme de certains groupements, voire des unions, qui attendent des instances supérieures qu'elles fournissent idées et ressources. Il convient de noter que la prédominance des modèles pyramidaux peut aussi s'expliquer par l'influence des modèles centralisateurs de l'administration imposés depuis l'époque coloniale.

Ces mêmes écueils peuvent apparaître dans une centralisation remontante en cas de faiblesse des bases s'alliant pour créer le centre. En revanche, la centralisation remontante peut offrir de meilleures chances d'obtenir un système de communication efficace lorsque les unions ou les fédérations deviennent des bases (périphéries)

4. Dans la partie VIII nous abordons plus en détails les contraintes liées à ce type de structuration.

5. Éléments d'évaluation du SAILD ; avril 1996.

Figure 2



solides, qui s'allient pour créer un « centre » à leur service. Tel est le cas du réseau ou de la « latéralisation ». Dans ce cas de figure, les unions de groupements jouent le rôle de têtes pensantes de l'organisation paysanne faïtière, alors que les structures centrales (bureau, conseil) en deviennent le « cœur » ou un carrefour. Le schéma ci-dessous illustre ce cas.

Il faut noter qu'il est plus facile de préparer un gâteau en rassemblant les morceaux de chacun que découper un gâteau en plusieurs morceaux à redistribuer. En matière d'organisation, il est souvent plus simple de préparer un gâteau commun que remettre un morceau à chacun. Pour s'inscrire dans une telle perspective architecturale, l'organisation paysanne faïtière doit s'émanciper des modèles organisationnels dominants, ce qui n'est ni simple, ni confortable.

Dans le modèle patriarcal que nous avons considéré comme étant une conséquence du modèle « centre-base », une interrogation s'ajoute aux écueils déjà évoqués pour les systèmes pyramidaux, à savoir combien de temps les hommes providentiels restent une providence pour les organisations qu'ils ont engendrées ? A partir de quel moment cette providence se transforme éventuellement en obstacle ?

Tableau 1

	Modèle pyramidal décentralisation descendante	Modèle pyramidal centralisation remontante	Modèle patriarcal	Modèle réseau
Favoriser une vision globale	Faible	Moyen	Faible	Bon
Favoriser la participation du plus grand nombre	Faible	Moyen	Faible	Bon
Favoriser l'engagement du plus grand nombre	Faible	Moyen	Faible	Bon
Partager le plus d'informations	Faible	Faible	Faible	Bon
Faciliter la gestion des relations avec l'extérieur	Bon	Bon	Bon	Faible
Faciliter la représentativité	Bon	Bon	Bon	Faible
Développer le sentiment d'appartenance	Faible	Faible	Faible	Bon
Favoriser les contacts	Faible	Faible	Faible	Bon
Créer des rapports plus étroits entre membres	Faible	Faible	Faible	Bon
Faciliter les négociations	Bon	Bon	Bon	Faible
Favoriser les suggestions des membres	Faible	Faible	Faible	Bon
Favoriser la circulation des informations	Faible	Faible	Faible	Bon
Clarifier les responsabilités	Bon	Bon	Bon	Faible
Faciliter la mobilisation des membres	Faible	Faible	Faible	Bon
Favoriser la fiabilité des informations	Faible	Faible	Faible	Bon
Exprimer ses points de vue	Faible	Faible	Faible	Bon
Partager une vision et des objectifs	Faible	Faible	Faible	Bon
Réfléchir et discuter ensemble	Faible	Faible	Faible	Bon
Ordonner, suivre et évaluer les activités	Bon	Bon	Bon	Faible
Aider les personnes à s'exprimer	Faible	Faible	Faible	Bon
Améliorer le fonctionnement	Faible	Faible	Faible	Bon
Discuter des changements	Faible	Faible	Faible	Bon
Résoudre les problèmes en groupes	Faible	Faible	Faible	Bon

Dans le tableau 1, nous esquissons une appréciation comparative des quatre modèles architecturaux, compte tenu de leur contribution potentielle à quelques aspects de la communication à l'intérieur des organisations paysannes faïtières.

Comment concevoir le rapport entre structuration et système de communication ?

Dans les associations, chaque membre constitue une entité unique, différente des autres, détentrice d'habitudes, d'attitudes, de valeurs, d'expériences (échecs, succès), qui adhère à l'association avec ses besoins, ses buts, ses perceptions, ses aspirations, ses espoirs, ses soucis familiaux, ses angoisses. Il en est de même des groupes, des unions de groupes, des fédérations... qui composent les organisations paysannes faitières.

Au regard de cette mosaïque de particularités, la structuration tient une place importante dans la réalisation de la mission de l'association. En effet, c'est la structuration (visible ou non, mais connue des membres) qui permet, empêche, facilite ou complique :

- l'instauration d'un bon réseau de communication au sein de l'association ;
- la circulation de l'information dans tous les sens au sein de l'association ;
- la coordination et la planification harmonieuse des activités ;
- la rationalisation effective des moyens dont dispose l'association.

Quels sont les facteurs qui rendent aléatoires les liens entre les deux ?

Des facteurs internes, dus à la nature de l'organisation paysanne faitière et des facteurs externes liés à l'environnement, peuvent avoir une influence négative sur la communication au sein des organisations paysannes faitières.

Les habitudes de « réserve paysanne » et la tradition du respect de la hiérarchie

Très peu de paysans expriment leurs pensées profondes. Ils sont souvent réservés, prudents et parlent peu, soit par tradition, soit par peur de trouver leurs propos désobligeants ou hors de propos, soit par manque de confiance ou d'expérience. Et que dire des femmes ou des jeunes en présence des adultes. Complexes ou pas, ces attitudes ne vont pas sans réduire leur contribution à la dynamique communicationnelle de l'association.

Les moyens et outils inappropriés

Quel que soit l'outil ou le moyen (périodiques, rencontres statutaires, correspondances...) utilisé dans la communication, il touche généralement un nombre très réduit de membres et se manifeste à fréquence très faible et irrégulière. Pire, l'association a un contrôle très lâche sur les structures ou personnes censées relayer ou dynamiser cette communication.

La diversité des références culturelles

Les organisations paysannes faitières se composent d'unions ou de fédérations qui se différencient tant par leur champ d'activités que par leur champ culturel : l'union des pêcheurs a des repères qui la situe par rapport à l'union des éleveurs ou des agriculteurs. S'il s'agit d'éleveurs Peuls et de pêcheurs Bakoko, la différenciation est

encore plus prononcée. Les organisations paysannes faitières qui englobent toutes ces « personnalités » n'ont pas souvent la capacité de les analyser et de les intégrer dans le système de communication, voire concevoir un système qui intègre toute cette diversité.

Structuration plus orientée vers l'extérieur

Les efforts investis par les organisations paysannes faitières dans l'élaboration d'organigrammes destinés à développer leurs relations avec le monde extérieur les détournent de leurs propres dynamiques organisationnelles et notamment du fonctionnement des autres institutions villageoises (famille, clan, quartier, village, canton...), tout aussi essentielles au développement local et au développement de leur propre dynamique communicationnelle.

La confusion des champs d'action

Les organigrammes en cascade ont l'inconvénient de conférer des responsabilités dans tous les domaines aux responsables désignés. Telle est la perception des autres membres qui croient tout devoir à ces responsables, y compris la communication. Cette confusion n'obstrue-t-elle pas l'animation de la communication au niveau de la base (groupements, fédérations...) qui devait relever de ces dernières ? Souvent, les intérêts poursuivis au niveau des groupements sont les mêmes que ceux qu'on retrouve au niveau des unions ou des organisations paysannes faitières elles-mêmes. La spécificité des intérêts et des enjeux aux différents niveaux organisationnels n'est pas toujours très claire.

La diversité des activités

L'imbrication des objectifs économiques, des objectifs sociaux culturels et de la défense des intérêts des catégories dans une même architecture organisationnelle complique le système de communication. Les organisations paysannes sont écartelées entre leur aspiration à l'autonomie et celle de leurs membres. Il convient par conséquent de prendre en compte les impératifs de la logique économique moderne et la logique de solidarité. En témoigne cette préoccupation des paysans exprimées à l'atelier de Mbour⁶: « sommes-nous capables de maîtriser la dérive éthique qui guette nos associations quand on sait que celles-ci s'inscrivent dans une logique de capitalisation, d'autonomie ? En voulant féconder nos organisations par la culture du milieu, ne devons-nous pas, au même moment, asseoir d'autres types d'organisation ? ».

Le détournement, voire la déformation du système de communication par les forces (couches) sociales parasites

Les organisations paysannes faitières naissent et font partie d'un environnement dans lequel plusieurs forces (politiques, administratives, religieuses, traditionnelles...) existent, se neutralisent ou interagissent. Dans le même temps, elles courent perpétuellement le risque de récupération, sans compter celles qui réussissent à infiltrer le système de communication des organisations paysannes faitières et les miner de l'intérieur.

6. FONG, Atelier sur le thème organisation, culture et développement, septembre 92.

La crise du sens au niveau du collectif

Être ensemble, oui. Mais pour qui ? Unir ses forces, oui, mais à quelle fin et au profit de qui ? Au profit de la structure ou de ses membres individuels ? L'organisation paysanne faïtière, c'est un « ensemble pour nous » ou un « ensemble pour moi » ? Autant de questions dont la concision des réponses aux yeux de chaque membre est déterminante pour la dynamique communicationnelle de l'organisation paysanne faïtière. Un paysan expliquait cela à sa manière : « Parfois, je me demande si la grande force du groupe ne mange pas ma force à moi. Bien sûr, ce qu'on fait ensemble est plus que ce que je peux faire seul, mais est-ce que je gagne plus si le groupe gagne ? C'est ça qui me gêne actuellement »⁷.

L'excès de formalisme

Un écueil fréquent de la structuration est certainement l'excès de formalisme. L'organisation existe sur le papier ou dans les esprits, mais elle n'a pas de contenu, d'où l'interrogation de Philippe De Leener : « Faut-il d'abord créer les fédérations sur papier et ensuite s'attacher à leur donner vie, ou bien à l'inverse, encourager le développement d'activités et par la suite créer les statuts et structures les plus aptes à institutionnaliser ces activités ? ». Cette interrogation est d'autant plus valable pour les systèmes de communication des organisations paysannes faïtières que leur structuration présente une multiplicité de niveaux hiérarchiques qui parfois se chevauchent, se rivalisent ou se court-circuitent. Par conséquent, les organisations paysannes faïtières sont prisonnières des structures qu'elles mettent en place, volontairement ou pas. Ce faisant, elles inhibent le potentiel imaginaire et créatif dont elles disposent à travers leurs membres pour créer des systèmes de communication adaptés à leurs différentes sensibilités.

Le « piège de l'intellectualisme »

Certains leaders tombent facilement dans le piège de l'intellectualisme qui consiste à croire que l'on ne peut bien réfléchir que si on est alphabétisé en français ou en anglais. Ce faisant, ils limitent le partage de l'information aux membres lettrés.

Le système de représentativité

Vu le nombre souvent élevé des membres, il est difficilement envisageable de réunir l'ensemble des adhérents (individus) lors des diverses occasions. Le recours systématique à la représentativité réduit l'accès direct du plus grand nombre à l'information et sa participation aux cercles de réflexion et de prise de décision. Il en résulte la difficulté de faire de chaque membre un acteur de la communication.

L'hétérogénéité des membres

Les écarts d'alphabétisation entre les membres, le manque ou la différence de formation, de motivation et d'intérêt de certains responsables de la communication, la proportion des membres capables de mesurer les

7. Propos tenus lors d'un atelier de réflexion sur la structuration de la PROGEM (Promotion collective des groupements économiques de Mengueme).

enjeux de la communication, les moyens (temps, matériel, financier) mis à contribution pour la communication, les intérêts divers concernant la communication, l'inadéquation entre la structuration de l'association et son système de communication, l'enclavement, l'inexistence d'outils spécifiques adaptés à chaque objectif de communication... sont autant de facteurs qui rendent aléatoires les liens entre la structuration de l'organisation paysanne faîtière et son système de communication interne.

Sur quoi se fonde en dernier ressort la communication sociale ?

Étant donné que « tout et tout le monde dans l'association communiquent », il serait difficile de dégager un élément sur lequel se fonde en dernier ressort la communication sociale au sein d'une organisation. On peut cependant citer quelques aspects déterminants de cette communication :

- la culture de chaque groupe ;
- les relations (liens) entre les membres ;
- les intérêts individuels ou collectifs des membres ;
- les alliances (affinités) entre les différents individus ou groupes ;
- la clarté des objectifs et le choix conséquent des membres ;
- les cadres de référence de chaque individu ou groupe. Des facteurs tels que l'âge, le sexe, la fonction, l'expérience, les croyances, les valeurs, l'éducation et les attitudes agissent comme des filtres au travers desquels tous les messages sont reçus ou émis et au travers desquels chaque membre se détermine.

En fait, mis à part sa dimension informationnelle, la communication entre les membres d'une association ne saurait être décrétée et encore moins institutionnalisée par un organigramme. Entre les membres (individus ou groupes) ayant des affinités/intérêts (amicaux, familiaux, claniques, économiques, voire politiques), la communication existe, se pratique et s'auto-entretient selon des mécanismes non écrits et difficiles à élucider.

Comment les organisations paysannes faîtières peuvent-elles organiser avec succès la gestion de l'information et de la communication en leur sein ?

En considérant les caractéristiques communément rencontrées dans la plupart des organisations paysannes faîtières, six hypothèses de départ peuvent être formulées pour leur permettre d'organiser avec succès la gestion de l'information et de la communication en leur sein.

Les membres des organisations paysannes faîtières (individus, groupes, unions de groupes ou fédérations) ont des spécificités propres. Les connaître et s'y référer dans l'organisation de la gestion de l'information et de la communication est important.

Les membres des organisations paysannes faîtières pris à tous les niveaux n'ont pas la même mesure du rôle de l'information et de la communication comme éléments vitaux de leur association. Corriger ce décalage avant l'organisation de la gestion de l'information et de la communication est important.

Pour ce qui concerne plus spécifiquement l'information, le ou les leaders doivent l'accepter et manifester un désir profond de l'organiser au sein de leur association sur la base d'un système de gestion efficace. Ceci est d'autant plus important que, dans le jeu du pouvoir et de l'information, ces leaders n'ont de leçon à recevoir de personne. Au contraire... Et que dire des « leaders écrans » ou autres « leaders censeurs », termes bien connus dans le milieu des organisations paysannes faïtières.

Dans l'association, chaque objet et chaque personne participe à la communication. Les membres, le nom de l'association, le sigle, la plaquette de présentation, le papier à lettres, les cachets, l'emblème, le siège... sont autant d'éléments de communication dont la maîtrise concourt à attirer l'attention, éveiller l'intérêt, faire naître et provoquer le désir d'appartenir, de contribuer, de soutenir, de faire passer à l'action...

Les organisations paysannes faïtières s'établissent dans un paysage socioculturel, économique et politique. Elles fédèrent les associations de second degré qui, elles aussi, appartiennent à des environnements complexes et différents. Une connaissance, aussi infime soit-elle, de ces différences et de leur influence sur les individus ou les groupes serait nécessaire pour établir un système de communication dynamique au sein des organisations paysannes faïtières.

Quel que soit le cadre dans lequel s'organise la gestion de l'information et de la communication, une participation active du plus grand nombre possible de membres de l'association donnera de meilleurs résultats. Cette hypothèse de la participation des membres de l'association est primordiale et on ne saurait l'escamoter.

Ceci étant, il revient à chaque organisation paysanne faïtière, selon ses spécificités, de convenir de la méthode ou de la démarche⁸ la mieux adaptée à lever ces préalables : entretiens, sondages, étude approfondie, atelier de réflexion, échange, séminaires...

Par ailleurs, cette approche participative permettrait aussi :

- d'inventorier de manière exhaustive les composantes (contenus/objets) de l'information et de la communication telles que les membres les conçoivent ; l'association aura ainsi une vision claire des éléments de sa communication ;
- classer ces éléments (de manière formelle et informelle) et convenir des outils ou moyens les plus appropriés pour les valoriser ;
- stratifier l'association en sphères de communication (chaque sphère regroupant des membres possédant des points communs), sans oublier que chaque groupe (sphère) possède un cadre de référence constitué par toutes ses particularités et que des facteurs tels que la langue, les us, les coutumes, les croyances... agissent comme des filtres au travers desquels les messages sont reçus ou émis ;
- concevoir les méthodes, voire les outils, pour favoriser l'expression des quatre dimensions de la communication de l'association ;
- communication horizontale (à l'intérieur de chaque sphère et entre les sphères) ;

8. En Afrique, il y a de plus en plus des cadres maîtrisant l'approche D.O. (développement organisationnel) et pouvant accompagner les OPF dans cette démarche.

- communication du bas vers le haut (entre les sphères et les structures supérieures de l'association) ;
- communication du haut vers le bas (entre les structures dirigeantes et la base) ;
- communication avec l'environnement extérieur de l'association ;
- établir les règles du jeu de la communication et de l'information au sein de l'association ;
- répartir les rôles entre les personnes attirées et les différents maillons de l'association ;
- définir les modalités de complémentarité entre les maillons ;
- estimer les moyens financiers (fonds disponibles), humains (disponibilité et capacité) et matériels (outils et logistique) que l'association peut consacrer à son système de communication ; considérer ces moyens dans la délimitation des ambitions communicationnelles de l'association ;
- élaborer l'organigramme (structuration) de la communication au sein de l'association (les organisations paysannes faitières pourraient fonctionner sur la base d'un organigramme institutionnel combiné à un organigramme communicationnel) ; toutefois, à chaque organigramme devraient correspondre des fonctions précises, affectées à des personnes dotées du profil requis ;
- mettre en application le principe de subsidiarité (conserver le maximum de responsabilités à la base) et de diffusion (confier de petites responsabilités à un grand nombre de personnes) ;
- former les responsables et les membres chargés de la gestion de l'information et de la communication (la formation en communication interne devrait être orientée vers le renforcement des capacités à parler et à utiliser le langage des membres, alors que celle en communication externe sera orientée vers la maîtrise des différents moyens technologiques du moment), ce qui requiert une capacité et des moyens de base ;
- choisir les communicateurs : dans chaque association, on trouve des membres qui ont des prédispositions à communiquer, des leaders d'opinion dont le choix et la responsabilisation en matière de communication pourrait s'avérer opportune.

Bibliographie

Awomo, J.M. 1990. Difficile évolution des groupes de travail et des associations traditionnelles.

Barbedette, L. 1993. Le mouvement paysan camerounais.

Barbedette, L. 1998. Des organisations paysannes « mal estimées ». Note de réflexion pour la préparation du rapport du Club du Sahel.

Barbedette, L. 1997. Du bon usage du travail sur l'organisation dans les stratégies paysannes.

- Barbedette, L. 1991. Notes de mission auprès du SAILD du 23 février au 21 mars 1991.
- Bourron, Y. et al. 1998. Audio visuel. Langage et pratique.
- Graugnard, G. et J. Hugo. J. 1983. L'audiovisuel pour tous.
- Havelange, F. 1991. Libérer la parole paysanne au Sahel.
- Lamberton, J. 1959. Les Bamilékés dans le Cameroun d'aujourd'hui. Revue de défense nationale française.
- La Voix du paysan, N° 47, mai 1997.
- Mokrane, A. et Cordeiro, O. 1983. Étude sur les ILD du Cameroun.
- Njongha, B. et Dikongué, E. 1996. Cheminement Démocratique des OP.
- Pesche, D. 1994. Les organisations paysannes et rurales. Réseau GAO.
- Organisation mondiale du mouvement scout. Management info N° 2, 8 et 9 : Relations humaines dans l'organisation ; Communiquer à l'intérieur de l'association ; Communiquer avec l'extérieur.
- SAILD. 1996, 1997. Rapport d'activités.
- Segbénou, R. 2001 Étude sur les pratiques de gestion de l'information et de la communication au sein de quelques OPF.
- Serez, B. Vers un meilleur dialogue. SRVA, Lausanne, Suisse.

2.3

The role of support structures in strategies for farmer organisation federations

Mutizwa Mukute

PELUM Association, Southern Africa

In looking at the role of support structures in strategies for federations of farmers' organisations (FFOs), one is confronted with shifting and diverse spatial and temporal realities. Given this, in this paper I look at what has been, what is and what is emerging, and I use stories to give some examples. I hope, thus, to address CTA's principal themes of information management and partnership strategies for policy formulation and implementation, the promotion of experience sharing and the provision of relevant information for increased effectiveness in development efforts.

The support structures of farmer organisations include donors, NGOs, research and educational institutes and governments. The motivations and values of the support structures tend to differ.

Some definitions

Defining farmers' organisations

The farmers under discussion are given various names – small-scale farmers, smallholder farmers, peasants, and family farmers. The common denominator is that they are usually resource poor, use small pieces of land, live in ecologically marginal environments and have little or no ability to influence markets, governments or donors.

The organisations formed by such farmers are called federations of farmers' organisations (FFOs). These may be at local, regional, national or international level. The aspirations of these FFOs are well summarised by Carl Neilsen (1994), as follows:

- building an autonomous and democratic peasant sector;
- securing economic power in the agricultural sector;
- securing political power in agriculture and rural development.

Defining support

Support denotes giving, transferring, passing on to an individual or body something that will benefit that individual or body without prejudicing the source. It may be physical, intellectual or material, and one-off or sustained. Support is about making a difference. The term 'support structures' in this paper refers to those institutions that seek to hold up, sustain or maintain FFOs.

Boundaries exist between the supporter and the FO, boundaries that may shift over time, depending on place and the people involved, boundaries that may be negotiated and that should be respected by both parties. Ideally, there should come a time when the supported community reaches self-sufficiency. The nature of support changes with time. Generally, new organisations, like children, need many different forms of support, while older ones require less support as they become more independent, assertive and effective. Support may be offered without being requested. Support could be a right or a privilege, it could address a need or a want. It also could be in the form of new ideas, methods and tools.

The changing characteristics of support are well illustrated by the continuum from dependence to independence to interdependence. Kaplan (1996) defines dependence as a relatively unconscious and uncritical acceptance of the status quo; independence as the differentiation and defining of self as uniquely different from the other; and interdependence as the simultaneous holding of the reality of dependence with the need for independence. He sees interdependence as the ability to respond to the challenges of the future with new insights that are not limited by mindsets of the past or the present. It is towards interdependence that support structures should help steer FFOs. Where along this continuum do FFOs lie?

Support is a mutual act. Both the provider and the recipient gain from the interaction. The supporting organisation may have a philosophical position (such as to alleviate poverty in developing countries), but may not be able to implement this on its own and hence works with an FFO to achieve its goal. In this case, support becomes the meeting point of philosophies, values and principles, which are realised through strategies and activities. In other instances, support gives emotional satisfaction to the provider and material comfort to the recipient in helping to effect their visions. It is from these realisations that partnerships are created, more horizontal relations established and mutual accountability effected.

Defining structures

Structure in this paper refers to an organisation or configuration. Hope et al. (1984) refer to two types of structures: political and ideological. Examples of ideological structures are schools, media, political parties, churches and families. Political structures – those that uphold and implement the ideology of the government – include parliament, councils, courts, prisons and police services. In this paper, the term 'support structures' refer to bodies involved in development; these include FFOs, non-governmental organisations (NGOs), funding partners, research institutes, universities, media and government.

The danger with FFOs, though, is that they can easily become preoccupied with their own preservation. They become weighed down with property, history and very often, for the sake of stability, the institution grows conservative and supports the status quo (Hope et al., 1984). Support structures and FFOs need to be aware of this danger.

What distinguishes one structure from the other? The answer is function, organisation and, occasionally, the level at which the structure operates. Thus, support structures should be sympathetic to the peasant cause and

contribute towards the development of community social, human, economic, financial and ecological resources. Support, then, is about building the capacity of the smallholder farmers to control their destiny and increasing their choices and opportunities.

Operational context of farmer organisations

Globalisation is having a significant impact on farmers. It is characterised by the concentration of global market power in the hands of a few Northern corporations, creating an imbalance in global power relations. It has been called 'elitist'. The information technology that has accompanied globalisation, however, makes it easy for many people to communicate and deal with problems at short notice.

Some people argue that globalisation has been going on for a long time (and includes colonisation), but its pace has accelerated in the past few decades. The structural adjustment programmes enforced by the World Bank have opened up economies so that goods and capital can move freely across political boundaries, operating within a framework of neo-liberal economics that prioritise competition and a free market economy. The more developed countries find it easier to penetrate the less developed ones.

Uneven playing field

The current world economic order is crafted by the rich and therefore favours their interests. The prices of many agricultural products are falling on the global market. The developed countries have advanced forms of subsidies; developing countries, however, under structural adjustment programmes and other agreements, are not allowed to subsidise agriculture. Subsidised produce is cheaper on the market and displaces the unsubsidised produce. For farmers in the South, this makes farming a less worthwhile activity, especially with input costs are escalating.

Currently, the surpluses from the North are being dumped in the South, thus smothering the local agricultural industry. For example, the opening up of the beef industry in South Africa by the EU has resulted in cheaper beef coming in from the EU, but it has meant the loss of a market for the Namibian smallholder farmers who used to sell to South Africa. It is an uneven playing field for farmers in the North and farmers in the South, for farmers who are poor and farmers who are well-off, for foreign-based companies and local agri-businesses – in short, an uneven playing field between the rich and the poor.

Moving beyond primary production

Goods from the South have trouble moving into the North because of high standards and the costs of meeting those standards. For FFOs wanting to go into agribusiness and establish their own firms, the challenges are even more vertical. Corporations in the agricultural sector are merging and taking over companies in the South. According to the European Research Organisation (2000), this is happening in the dairy industry, fruit canning and the seed industry. When large firms take over small local ones, the implications for farmers can be devastating. In South Africa some industries, notably dairy, have been taken over by foreign-based organisations, which, instead of promoting the local dairy industry, are now bringing in powdered milk from abroad.

All this points to the possibility that African agriculture may collapse, leading to increased dependence on the world markets and on food aid.

Growth of corporate power, decline of government control

Increasingly, we see African governments becoming less able to perform their duties because of reduced capacity caused by the structural adjustment programmes that demand reduced government spending. This adversely affects smallholder farmers whose procurement of inputs and marketing of products has for many decades depended on government intervention. Meanwhile, the corporate sector is increasing its hold on economics, governance and culture. There is evidence that those countries that have subsidised their agriculture have done well. This was true in Zimbabwe before and soon after independence, as well as in the US and in EU countries (Rukuni and Eicher, 1994).

Patenting of knowledge

Another important development issue is the growing privatisation of knowledge and the processes involved in agricultural production. Farmers selecting the best animal breeds and crop cultivars have improved agricultural production. Seed used to be treated as a public good for free utilisation, but farmers' control over seed is declining. Biotechnologies such as the terminator technology could easily increase farmer dependence on transnational corporations as seed would have to be bought every year.

Underdevelopment of African agriculture

There are other reasons why African agriculture has lagged behind, why African farmers may have the longest journey to travel before their dreams are realised. These include:

- Belief among African leaders and some foreign advisors that industrialisation was the way for nations to prosper, with the result that there has been relatively little investment in developing the agricultural sector in many countries;
- Lack of political power of farmers, except in a few countries where commercial farmers are well-organised (e.g., Kenya and South Africa). This has made governments less inclined to be attentive to the needs of rural communal farmers;
- Dumping of excess food from other parts of the world in different forms, disguising the true extent of low agricultural production;
- Transfer of the responsibility for food production from farmers to the State soon after independence. This has proved disastrous. Africa's low harvests are attributable partly to the gamble at independence of giving priority to building modern industrial plants in isolation from the concurrent modernisation of village agriculture and village industries (Eicher, 1999). Experiences in Tanzania, Ghana and Senegal point to the impact of State-led agriculture production and processing;
- Belief that agricultural and rural development can be achieved overnight, downplaying the importance of resources and time needed to install and develop the capacity. History shows that one cannot move from an agrarian economy to an industrial economy in one generation. It took the US some 60 years to build its agriculture economy, from 1860 to 1920, during which time the government built roads, schools, agricultural colleges, and more than 400 research stations and sub-stations. In Africa, many of the efforts have been

sporadic. Development is a cumulative process that is built on the foundation of false starts, pilot projects and occasional successes (Eicher, 1999). In Japan, the agricultural revolution took 40 years (1890–1930) and in Zimbabwe the agricultural revolution led by and confined to commercial farmers took 30 years (1950–1980) (Rukuni and Eicher, 1994).

Farmers shaping the context in which they operate

Context shapes what one does. Conversely, one can also shape the context. This is done largely through advocacy work, which is informed by truths and realities.

Farmers therefore ought to participate in questioning and shaping the world around them.

Role of support structures

Donor organisations

Motivation

The role of donors is framed by their values, principles and funding agents. Their funding may derive, for example, from religious, social, green or democratic movements. There are strong links between the source of the funding and the values of the donor. Tensions arise where the donor stands for one thing and the source of funding stands for another. It is worth noting that most donors are Northern and that increasingly they are receiving the bulk of their funds from their governments.

The need for donors to account to the source of funds affects where they direct the resources. Robinson (1993) talked of the New Policy Agenda (NPA) of the North which emphasises the importance of free markets, good governance, the limited role of the State and reduced government expenditure. The NPA may mean that organisations such as FFOs become instruments of democratisation, to counter State power and control by promoting pluralism, participation and the protection human rights, rather than independent development agents. In short, therefore, the challenge FFOs is to understand the origin of support and to avoid being drawn into the donors' agenda. This can only be done through genuine and critical engagement.

Values and roles

The values that direct the work of donors are diverse and may include good governance, gender equality, transparency, participation, observation of human rights, freedom of expression, equity and civil society empowerment.

Improving the environment of the farmer involve the following:

- Systems reform, whereby donors concentrate on improving national performance by engaging the relevant policy-makers such as governments. It is policy and accountability oriented. In this role, donors may demand that organisations such as FFOs have the right to associate, and governments must give and protect the freedom of expression and advocacy;

- Helping FFOs work with governments and demand changes that will advance the cause of farmers. For this to work, the participation of large numbers of people and/or organisations is imperative. This approach should in itself transform the environment in which FFOs work. It may be called the 'trickle-up strategy';
- Challenging the global economic order because it is exploitative and disempowering for the very people that FFOs represent. The dumping agricultural goods, unfair competition in the international markets, subsidies, and expensive quality control requirements create part of the disabling environment facing smallholder farmers of the South.

To foster the internal strength of FFOs, donor organisations should encourage internal accountability (institutional democracy) so that the ownership, governance, leadership and control reside within the membership in order to increase the capacity of FFOs to represent their members' concerns. In this regard, Soneni Ncube (Programme Officer, HIVOS-Harare) said she saw the process as synergistic to social capital development; in playing this role, the question of boundaries constantly arises (pers. comm. 2001). Dr M. Masiwa (Frederick Ebert Foundation, Zimbabwe) noted that (pers. comm. 2001):

An umbrella organisation that we were working with was accused of corruption, mismanagement, misappropriation of funds and not serving the interests of its members. Union members, including senior staff, agreed to form an investigating committee, which had further tasks of coming up with proposals to democratise the organisation (to strengthen the bottom-up approach). My organisation agreed to assist in the democratisation aspect and, with the blessing of the umbrella body, established communication links. With time the committee was accused by some staff and members of not doing its duty, but being interested in forming a splinter organisation. But other members and staff said it was doing a good job and deserved further assistance. The umbrella body requested us to cut links with the committee. On the other hand, the committee and some members insisted on having the links because it was doing a sincere job, which was agreed upon. My organisation was thus stuck in a dilemma of whether to continue communicating with the committee. Continuing risked splitting the umbrella body. Discontinuing might have meant promoting corruption and mismanagement.

Valuing farmers' views and demands as development partners requires listening to and learning from FFOs and is probably one of the most critical forms of support. It implies an attitudinal shift, an ability by donors to empathise. This requires being open to influence from the FFOs and tailoring activities for their benefit. It means acknowledging and valuing the FFOs' point of view, logic, values and philosophies. This is partnership. Part of the listening and learning must come from on-farm visits; it is not enough to rely on written reports.

Providing the necessary resources includes providing financial resources for both the core activities and project ventures of FFOs. The FFOs prepare and present proposals and the donor provides the funds, perhaps with some technical support. The FFOs should be able to administer these funds. An example is the endowment fund, called the West Africa Rural Foundation, set up by the Ford Foundation; local people administer the funds.

Supporting institutions who support farmer organisations is a way of providing indirect support to make the work of FFOs easier and more productive. These include research institutions that address farmers' needs, and schools, colleges and universities that pioneer agricultural curriculum development. In addition, within the context of 'elite globalisation' and the NPA, there is a clear need to strengthen governments' policy-making capacity. However, the growing corporate power threatens both governments and civil society, and hence the farmers' environment.

Box 1

The KWEDO Association of Uganda

In the district of Tororo, Uganda, there is a women's smallholder farmer organisation called KWEDO. It has 1000 members. The organisation was started by a primary teacher in order to mobilise and organise women to meet the food security needs of their households. Most of the women are semi-literate. When they started, the secretary made some notes that were kept under the roof of the chairperson's hut. The group grew and sold grains and cassava. The members paid a minimal membership fee. The money was banked and withdrawn. There were no records – the organisation ran on trust. Members were happy because they were producing more food and income.

Then they began working with VeCo, a development organisation which provided funds and development services. For the first time they were challenged to keep all transactions recorded. VeCo required quarterly reports. Handwritten reports were accepted initially, but after some time the women had to have the reports typed, adding to costs considerably. They had to travel 35 km to town, and they had to hire a secretary to do the typing and keep in touch with VeCo in Kampala by phone.

Linking FFOs to potential partners is another important form of support. These links could be to like-minded donors, to successful FFOs, to relevant NGOs and to agricultural research institutes.

Developing user-friendly systems that cut down on time spent on trying to understand the systems and writing reports is also an important form of support. The costs of communication and administration can be high and should also be borne by donors. An example of how this can go wrong is given in Box 1.

Providing information on trends in the donor countries is something donors should do, being well-placed to know what is going on in their own countries. They can provide this information to FFOs so that these organisations know what government positions to challenge in cooperation with farmer organisations in the North or so that they can clarify distorted information.

Partnership and autonomy

Current relationships between donors and FFOs point to unequal partnerships, with one providing funds and another accounting for them. Accountability to FFOs' members is not defined at all. Some of the activities of FFOs are determined by donors, making work donor driven.

There have also been instances when trust between the partners has been broked as result of corruption, inefficiency and lack of accountability. Some donors have been in situations where they could not watch organisations get into crises without stepping in, but this raised questions of interference. There have also been instances when donors actually initiated FFOs, thus weakening the position of the farmers who join. Perhaps the worst outcome of poor donor-FFO partnerships is when farmers get drawn into the donor's agenda.

For FFOs to be autonomous, they should be encouraged to seek advice from donors and other service providers, where necessary. They should avoid being passive recipients of new concepts. They need to develop certain types of competencies, including the ability to conceptualise issues and communicate in a manner understood by others, the ability to persuade others to see their perspectives, effective leadership and governance, and coherence in their activities. They should also challenge others, including donors. A good way of challenging constructively would be for FFOs to be involved in evaluating their donors.

Non-governmental organisations

Motivation

The role of NGOs varies according to place, time and origin. Those that originate in the North tend to perform the twin tasks of providing funds and services. Their relationship with FFOs is at national level and sometimes regional. There are also local NGOs, which relate to FFOs at local level. Their motivation for working with FFOs is to gain legitimacy and to help FFOs develop so that they eventually become self-sustaining.

Farrington et al. (1993) identified three major motivations of rural development NGOs:

- restructuring the management of modernisation;
- crafting and implementing measures leading to good governance, farmer empowerment and respect for the poor who should be encouraged to take an active role in fashioning the contexts in which they live;
- promotion of sustainable development and agroecology emphasising low external input.

These three elements underpin virtually all NGO work in agriculture and rural development.

Values and roles

NGOs values tend to be diverse. They include democratic governance, empowerment of the marginalised, fostering an integrated, holistic approach to development, drawing synergies from working together, sustainability, and equity. These values are similar to those of FFOs.

Accompaniment (support for a growing FFO) can be effected through the creation and production of communication tools and systems, and the promotion of professionalism in information and communication management (ICM), good preparation for and documentation of meetings, network development, vertical and horizontal movement of information, and institutional development. Effective accompaniment should lead to increased power and confidence of FFOs. 'Letting go' is another strategy that FFOs should expect from NGOs that have supported them. NGOs should be careful not to try to co-opt or replace FFOs. NGOs could also support FFOs in their advocacy work. In this regard, the NGO Committee of the Consultative Group on International Agricultural Research (CGIAR) has been advocating the establishment of a committee of FFOs in the CGIAR.

Capitalisation and socialization of experiences is an important area. There are many good things happening, many lessons learnt, mistakes made and learnt from, but these seldom get documented and shared. Some NGOs have developed a capacity to record such experiences and should encourage FFOs to take over this role. The challenge is to store the experiences and to share them in forms that are accessible to farmers. This is a big challenge given the illiteracy levels in some communities.

Sharing ideas as equals requires NGOs meeting with farmers to share experiences as equals. This will give NGOs the opportunity to listen and pursue the agendas of FFOs. It will enable them to challenge one another, to ask questions that may lead to greater learning and growth. The PELUM Association has recently begun dialoguing with farmers in its meetings on mainstreaming sustainable agriculture and identifying agricultural research priorities. The following poem, written during a PELUM workshop in Tanzania in 2001 on mainstreaming sustainable agriculture, indicates which support structures should be in place.

Mainstreaming Sustainable Agriculture

How useful to the livelihoods of people born in the rural areas
Between your resources, the community and forests,
You must be respected
I give you a big hand, my sustainable agriculture

I want to play the role to sustain you
Politicians and NGOs, come along to the game
Put farmers first to show us the way
I give you a big hand, my sustainable agriculture

Researchers and donors, welcome to share the different approaches
With technical know-how, farmers test
For sustaining the production, I give you a big hand
My sustainable agriculture

Let us use the resources available
Indigenous knowledge blended with conventional
With real participation, our goal should be met
I give you a big hand, my sustainable agriculture

Justice Shekilango, Tanzania Farmers' Organisation

Capacity enhancement involves training, confidence building, making the smallholders' voice heard, and mentoring. Training is one of the most direct ways of assisting FFOs, and should include the provision of resource materials of interest to FFOs. The training can be in a range of subjects, and NGOs can develop suitable curricula that governments could later adopt. Mobile libraries can also help farmer learning.

Encouragement and confidence building: NGOs should encourage FFOs to recognise their strengths, build on them and thereby build their confidence. This can also be done by stimulating the latent potential and resourcefulness. Giving smallholder farmers a voice is an important task. Because NGOs have been exposed to development thinking and many agricultural and rural development fora, they are in a position to advise FFOs on where there may be opportunities to change things.

A good example is the PELUM Association planning for a farmer meeting during the World Summit on Sustainable Development in South Africa in August/September 2002. Mentoring can be effected in relation to leadership and governance in order to improve accountability and effectiveness. INADES-Tanzania has used this strategy extensively in its work with farmer groups in Tanzania.

Information and communication services need to be developed. NGOs such as the PELUM Association have been documenting successful experiences and sharing them with FFOs, sifting information from literature and acquiring and distributing videos on agriculture and development. PELUM is also promoting horizontal farmer information-sharing on seed security in Zambia. The experience of the Africa 2000 Network in Box 2 illustrates how one organisation has gone about this task.

Box 2

NGO communications with smallholder farmers

Communicating with grassroots farmers is a challenge to many rural development practitioners. It requires much ingenuity and innovation to tap into the wealth of experiences these farmers have and unleash their potential to direct their own development agenda. Africa 2000 Network supports the idea of development communication, which rests on the premise that successful rural development requires the active participation of intended beneficiaries at every stage of the development process. Community mobilisation before implementing a project, involving farmers in problem diagnosis, planning and discussing implementation modalities, is crucial. Participatory methodologies are used to involve everybody from the outset. The Africa 2000 Network communication strategy includes exchange visits, exhibitions, farmer-to-farmer outreach, audiovisuals materials and making use of the mass media.

Making development gender sensitive is crucial. Capital resources among smallholder farmers tend to be owned and controlled by men, as are many of the benefits from farming. NGOs have pushed for equity at policy and practical levels. The Land Lobby Group and the Zimbabwe Women's Resource Centre and Network have been at the forefront of improving gender awareness in Zimbabwe, where single women can now own land. Similar developments have occurred in Uganda through organisations such as the Agency for Cooperation and Research in Development.

Partnerships and autonomy

NGOs sometimes play a 'big brother' role in their provision of services. Some donors give NGOs the resources to build farmer capacity. When it comes to advocacy, the NGOs taking over this task has been questioned, but it needs to be recognised that FFOs are often not ready to tackle some of responsibilities. In general, NGO/FFO partnerships are almost equal as both parties value each other.

The greatest threat to this balance is the withholding of important information from FFOs. Yves Marche (PELUM Association) says (pers. comm. 2001):

I am convinced that the greatest obstacle to the development of dynamic communication between farmer organisations lies in the power of the so-called 'Support or Development Organisations'. They too often keep the communication flow vertical instead of facilitating the horizontal dynamism. NGOs must include farmer organisation networking into their goals.

Research and educational institutions

Motivation

Research entails creating greater understanding, new knowledge, new insights, new systems and technologies. It can be on social, political, technological and biological issues, among others. Research can have a transformative role, being instrumental in improvement or problems solving. Education is about what people learn and how and why. It seeks to move society towards better comprehension of phenomena.

Research is often motivated by a desire to increase productivity and profit margins and alleviate poverty. Past research work in agriculture has tended to be scientist-led, mainly commodity-based, reductionist, top-down,

high-external input, rich-farmer oriented, male-oriented and privatised. It has often not been adequately informed by issues of equity. The ‘publish or perish’ mindset has diverted the efforts of scientists to topics without developmental value.

Ideally, agricultural research and education should be motivated by the desire to develop knowledge that empowers farmers and enhances their capacity to innovate, rather than make them dependent on external institutions and technologies. The International Centre for Research in Agroforestry (ICRAF) has done work that illustrates some of this. Its mission is to conduct innovative research and development on agroforestry, strengthen partner capacity, provide scientific leadership in integrated natural resources management and combine best science with farmer knowledge.

The educational institutes are shifting from the thinking that knowledge is reality out there waiting to be found. Knowledge and reality are social processes that are constructed and reconstructed by people. There is also a growing school of thought that says education should have an emancipatory focus. This is an emerging and important shift in the reasons for education, an acknowledgement that education is not value-neutral.

Values and roles

Values from yesterday – the values of a free-market economy – underpin much research. The researchers determine objectives of their research and find consumers of the result. Farmers have therefore tended to be consumers of research, seldom the originators. The Green Revolution brought some useful research to rural people, but it did not suit the conditions of many smallholder farmers, many of whom lost their land to the richer farmers and creditors in the input supply system. This scenario is, however, gradually changing. The values of the private sector have become dominant as this sector has contributed more and more to research and education. The sector gives scholarships to the bright students or hires them upon completion of their education. Free-market economies tend to foster the privatisation of knowledge and the subtle ‘theft’ of traditional wisdom by industry.

New values emerging in research and education institutes incorporate the following concepts:

- farmer-driven;
- linked to farmer-to-farmer learning;
- based on agro-ecological conditions and traditional knowledge;
- inclusive of poor, marginalised and under-represented people;
- guided by the right to food, food security, participatory breeding, and more inclusive approaches;
- based on research priorities at local level, with FFOs active in determining agenda and collaboration.

Farmers, NGOs and some donors have expressed their dissatisfaction with the approach of research institutes and their pressures are beginning to bear fruit. Recent developments include more emphasis on: carrying out research with farmers; providing specialist services; generating and sifting relevant information and communicating it to farmers; providing market intelligence; and making curricula content and practice relevant to farmers.

Carrying out research that is relevant to the smallholder farmers is more feasible when research stations are located near the people it is meant to help. The Agricultural Research Council of Zimbabwe has this strategy in place. However, in newly independent countries such as South Africa, research on small-scale agriculture has been limited.

Researchers need to work with farmers in the provision of specialist services such as soil testing and pest identification (Farrington et al., 1993). In addition, they can help farmers increase their capacity to use the technologies and techniques during experimentation and beyond. The Biotechnology Trust of Zimbabwe is linking researchers with farmers in the testing of new and foreign varieties of sweet potatoes; the farmers will decide on which varieties to grow according to criteria developed by farmers themselves.

Generating and disseminating scientific information for use by and for FFOs organisations is well illustrated in the recent CTA publication *Information Revolution: How Information And Communication Management is Changing the Lives of Rural People*. One example concerns a cassava mosaic virus outbreak in Uganda; researchers at the National Agricultural Research Organisation (NARO) used a technology developed by CIAT to replenish supplies of virus-free planting material. Then, through creating and utilising a network of development workers NARO developed information on the disease, how it spreads and how it can be controlled and some 35,000 farmers were trained through women's groups and young farmer associations. In addition, NARO hired journalists to spread this information through newspapers and radio broadcasts. Today, cassava production has surpassed the pre-epidemic period. The experience has resulted in the restructuring of research and extension services, with research stations being moved nearer to the people.

Identifying marketing opportunities for farmers and recommending how farmers could respond requires providing marketing intelligence. This helps farmers decide on what to grow. It is possible because researchers are in a good position to see trends and patterns, to know where there are surpluses and deficits are found.

More and more, school, college and university curricula are moving away from over-valuing white collar jobs. The dignity of tilling the soil is being getting restored, albeit slowly. Some attempts at 'Education with Production' in schools of Zimbabwe have been made, though with limited success. The will is there but the strategies to effectively implement the concept need more thought.

Partnerships and autonomy

There are two main issues in the researcher-farmer partnership: the perceived knowledge gradient between the two parties, and private industry's role in funding research and determining its focus and method. This a major issue of concern as public funding in agricultural research continues to shrink. Most researchers find it hard to treat farmers as equal partners. Farmers are not confident dealing with researchers and the modes of communication tend to disadvantage the farmers. However, these attitudes are gradually changing. In many countries, national agricultural research councils are starting to invite smallholder farmers onto committees and are beginning to consult them when defining research agendas. These are emerging opportunities for FFOs.

Safeguarding farmer autonomy from researchers implies that researchers should not just see farmers as consumers of research outputs, but as setters of the agenda and collaborators in research with different and valuable contributions to make. Educators should acknowledge farmers' role in the generation of new ideas and knowledge. (See Box 3)

Government

Motivation

Governments have an obligation to meet the demands of their citizens. In democracies, governments are elected by the people, the majority of whom, in the predominantly agrarian economies of Africa, are farmers. This means

Box 3**Farmers working with support structures in research**

One of the most impressive researcher-farmer partnerships is the Local Agricultural Research Committee (CIAL) in Latin America. Through these committees, farmers and research scientists from government, universities and NGOs work together to meet the needs of a farming community. This draws on the communities' tradition of sharing and serving others. Funding partners provide the resources. Colombia and Honduras have the highest number of CIALs. The principles that guide them are: mutual respect, accountability, shared decision-making, sharing the risks of research, systematic comparison of alternatives, generating knowledge from experience and learning by doing, and having the research products belong to the community. Ownership of the research processes lies with the community, which elects CIAL members, decides on research topics, monitors and evaluates the research and the CIAL. Community ownership of the research helps increase adoption rates. CIAL is introduced into a community by a facilitator and the community, through a number of stages, defines what it wants to research, elects members to work with scientists, and assesses research results. In Honduras where this concept was first introduced, the benefits include increased local farmer capacity to conduct formal research, improved community organisation, high crop yields, greater availability of improved seed, higher biodiversity in cropping systems and improved access to formal research services. The position of women has improved too.

Source: Investing in Farmer As Researchers: Experiences with Local Agricultural Research Committees in Latin America. 2000.

that farmers can vote them out if they do not perform. Governments need farmers to vote for them, to produce food for consumption as well as for industry and export. In some countries where production is dominated by big companies or by relatively few commercial farmers, governments are attempting to take the power away from the commercial farmers and hand it to peasant farmers; this is the case in Zimbabwe at the moment.

Values and roles

The values that underpin government support to smallholder farmers include equity, indigenisation, self-sufficiency and self-reliance. At independence, socialism was a driving force. Zimbabwe's values in this regard were egalitarian and democratic principles, growth with equity, price stability and full employment (Rukuni and Eicher, 1994). The same values obtained in Tanzania at its independence.

Infrastructural development has to be provided by governments: good roads, market places for sale of produce, and working postal systems and telecommunications. This provides a system that facilitates the movement of agricultural goods and information.

The provision of a legal framework in which to operate is also the responsibility of governments. Governments need to provide security of access to water and land. Where these are not in place, investment in land may be low and returns not high. Legal frameworks are also about protecting the citizenry from abuse by others. Government control of the movement of technologies and seeds in the interest of bio-safety is also an important function of governments.

The establishment and enforcement of financial mechanisms is another function of governments. These include subsidies to the farmer or tax reductions, and ensuring that funds from agriculture are largely re-invested in agriculture. Financial mechanisms can direct farmers towards certain crops that the government considers strategic. Governments can therefore give financial incentives through tax regimes that encourage smallholder

farmers to become more productive. In the case of Zimbabwe during the first decade of independence, the smallholder farmers did very well because the government subsidised agricultural inputs and there was a ready market for the produce. Members of the Zimbabwe Farmers' Union were supplied with inputs and did not pay sales tax, which was 5–20 % of the selling price.

Human and institutional capital development is partly the responsibility of governments. They invest in public research, education and extension. Departments of research and specialist services can carry out research that has an immediate and long-term relevance to smallholder farmers.

Utilising regional intergovernmental organisations is one way governments can accelerate development. These organisations provide funding for specific initiatives, guidance to FFOs on request, collaboration on joint initiatives and support for governments addressing smallholder farmer issues. When I sought inputs from the Southern African Development Community (SADC), Phillipe Dardel (Advisor in Agriculture and Rural Development Policies at the SADC Secretariat in Harare) said that smallholder farmer issues had been weakly analysed and represented in policy formulation processes, and smallholders had not demanded policies which addressed their needs (pers. comm. 2001).

Furthermore, their organisations needed internal strengthening so that members could become more involved in defining and reviewing FFO strategies. SADC interaction with FFOs could result in practical recommendations to governments and other stakeholders, such as donors, with regard to policies and instruments to create an enabling environment for FFOs, deal with regulatory issues related to FFOs and agricultural services such as credit and trade, and improve FFOs' access to financing, training and advisory support.

Utilising global organizations such as the United Nations can also be a government strategy to accelerate development. The Food and Agriculture Organisation (FAO) of the UN provides accurate and timely agricultural information, protects the rights and integrity of farmers, creates legal frameworks that guide the management and utilization of biodiversity, and works with governments in developing conventions that affect farmers.

Partnerships and autonomy

Partnerships between FFOs and governments vary from one country to another. Some get too close for meaningful dialogue, especially those whose histories are linked to the liberation struggle. The Zimbabwe Farmers' Union was a creation of government and is seen as the extension of the government it is supposed to meaningfully engage. In Namibia, outstanding critics from the Namibian National Farmers Union have been offered high level jobs in government, deflating the farmer movement.

Meanwhile, commercial farmers' unions in South Africa have worked closely with governments and have been listened to, resulting in productive collaboration. At regional level, SADC works closely with both commercial and smallholder farmers; the latter recently formed a separate network because they felt that some of their issues were getting obscured by the demands of commercial farmers.

If FFOs are to retain their autonomy from government and inter-governmental organisations, they should avoid partisan politics, demand tenure systems that give them security, and participate at all levels in formulating policies that affect them. In addition, autonomy can be ensured if farmers own their FFOs, control them, and lead and develop their strategies. Professionalism and ethical competence will ensure that FFOs are not compromised in their dealings with governments.

Media

Motivation

The motivation of the media is determined by the owners of the media. Governments own media (newspapers, radion and television stations, etc.) and drive their agenda, which normally is designed to ensure that they stay in power. Private media, however, are interested in making profits. Media backed by ddvelopment agencies (such as rural radio) may put farmers' interests first. Thus, motivations vary greatly, and we cannot talk of a common media strategy.

Values and roles

The values can be put into two categories: making money through providing information that does not necessarily have a developmental value; and making a meaningful contribution to development by providing information through media accessible to farmers.

Cultural promotion is a role of the media. Currently, the media tend promote the Northern way of looking at the world. Thus, those developments that are not valued in this way of seeing the world do not get highlighted in the media.

Opinion forming is also part of the role of the media. The media express views on what is good and what is bad, and thus can be a useful tool in pushing the values of family farmers and of legitimatising farmer knowledge. This is being done in some parts of the world and there are people planning to celebrate farmer successes at the World Summit in South Africa in August/September 2002. This will helps shape people's perceptions about farmers.

Communicating farmers' interests is an important role for the media. These interests can be communicated through radio, television and newspapers, and can enlighten policy discussions affecting farmers and their organisations. The media can report views either constructively or destructively in relation to farmer aspirations and needs. In many developing countries the challenge lies in educating journalists about development. Some journalists, for example, lack the knoweldge to ask intelligent questions about genetically modified organisms and they become unwitting transmitters of information that is questionable or simply inaccurate.

Educating farmers is an important media role. They can educate farmers on new developments and can be vehicles for enhancing literacy. This is an information and communication function. Media, especially radio, can reach millions of farmers. In Zimbabwe, a station was set up specifically for the purpose of educating the masses and has been primarily used for that, using different languages of the country.

Playing a watchdog role is major contribution that can be made by the media. The media can question govenment actions, bring them into the public arena, expose corruption that may harm the well-being of FFOs.

Partnerships and autonomy

Partnerships between FFOs and the media are not contractual. Governments often support radio programmes that discuss farmer issues, newspapers have sections on farming, and many of these forms of media are sponsored or

owned by the private sector. Farmer autonomy is safeguarded when propaganda in advertisements and claims from commercially driven sources is exposed.

Conclusion

The global environment is posing great challenges for farmers to realise their goals, and in order to meet these challenges FFOs need to engage policy-makers in both the public and private sectors. Their voice needs to be heard, and for this they need the support of donors, NGOs, academia and others. But in getting this support, farmers must retain their identity and focus. For support strategies to work, they must be anchored in the strategies of FFOs, and thus the FFOs need to develop and articulate their strategies and demonstrate integrity in their dealings.

In all this, information and communication are paramount. Information should be purposeful and serve the interests of the farmers. It should also enhance their choices and be both objective and rigorous. Internal communication systems within FFOs must improve, and the mass of information flooding FFOs from donors, NGOs and others needs to become more coherent and comprehensive, and to focus on opening up opportunities for farmers.

Donors can provide resources and help FFOs locally and globally to operate on a more level playing field and get due reward for their efforts. NGOs can mentor and challenge FFOs to extend their horizons, take advantage of opportunities and improve their effectiveness. Governments can provide the necessary infrastructures, policies and regulations, as well the funds for research. Research and educational institutions can generate new knowledge, technologies and insights, and through their work with farmers can accelerate rural development. The media can educate the public, form public opinion, 'legitimise' farmer knowledge, offer insight into economic and rural development from the farmers' perspective and highlight the demands of farmers and the challenges facing them.

References

- CDRA. 2001. *Measuring Development: Holding Infinity*. CDRA, Cape Town, South Africa.
- Edwards, M. and Hulme, D (eds). 1992. *Making a Difference: NGOs and Development in a Changing World*. Save the Children Fund, London, UK.
- FAO. 1997. *Issues and Opportunities for Agricultural Education and Training in the 1990s and Beyond*. FAO, Rome, Italy.
- Farrington, J. et al. *Reluctant Partners? Non-governmental Organisations, the State and Sustainable Agriculture*. Overseas Development Institute, London, UK.
- Hope, A. and Timmel, S. 1984. *Training For Transformation: A Handbook for Community Workers*. Book 3. Mambo Press, Harare, Zimbabwe.
- Jacqueline A. et al. 2000. *Investing in Farmers as Researchers: Experience with Local Agricultural Research Committees in Latin America*. CIAT, Cali, Colombia.

- Kaplan, A. 1996. *The Development Practitioners' Handbook*. CDRA, Cape Town, South Africa.
- Mano, R. 2001. 'Development prospects for Africa in a global era'. *External Newsletter of the Initiative for Development and Equity in African Agriculture, Vol. 1..*
- Mtoni, P. and Marche, Y. 2001. *Proceedings of the PELUM Association Workshop on Mainstreaming Sustainable Agriculture*. Held in Morogoro, Tanzania, 28 May to 1 June.
- Ndione, E. et al. 1995. *The Future of Community Lands: Human Resources*. ITDG and ENDA, Dakar, Senegal.
- Neilsen, C. 1994. *From Peasant to Peasant: Peasant Movement in Nicaragua*. MS, Copenhagen, Denmark.
- Perlas, N. 2000. *Shaping Globalisation: Civil Society, Cultural Power and Three-Folding*. CADI, Quezon City, Philippines.
- Rukuni, M., and Eicher, C.K. (eds). 1994. *Zimbabwe's Agricultural Revolution*. University of Zimbabwe Publications, Harare, Zimbabwe.
- van Rensburg, J.E. 1995. *Environmental Education and Research in Southern Africa: A Landscape of Shifting Priorities*. Rhodes University, Grahamstown, South Africa.

2.4

Pour une appropriation des nouvelles technologies de l'information et de la communication par les organisations paysannes faïtières

Gilles Mersadier

Inter-Réseaux P@ssDev, France

Les organisations de producteurs, particulièrement celles jouant un rôle de « faïtières », se trouvent investies de missions nouvelles et de responsabilités importantes face aux mutations rapides du contexte politique, économique et social. D'abord, elles sont tenues d'améliorer la circulation et l'échange d'informations entre les différentes instances de leur structure, de même qu'avec les organisations de base qui sollicitent des conseils et des renseignements pratiques, émettent des avis sur leurs conditions de travail et leurs expériences et veulent participer à la vie de l'organisation à laquelle elles adhèrent.

Elles doivent aussi renforcer leur pouvoir de négociation et de communication vers l'extérieur (bailleurs de fonds, partenaires de coopération, État) et se regrouper au niveau sous-régional et international pour peser dans les débats et les prises de décisions multilatérales.

Actuellement, l'exploitation des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) et des ressources du réseau Internet reste limitée : rares sont les organisations paysannes faïtières (OPF) qui consultent, produisent ou diffusent des informations par ce biais (forums et lettres d'informations électroniques, sites Web, cédérom).

Et pourtant, même en tenant compte des difficultés inhérentes au continent africain (coûts importants du matériel et des communications, connexion difficile et de qualité médiocre), ces technologies et les ressources associées peuvent améliorer le fonctionnement général des systèmes d'information et de communication.

Après avoir présenté les NTIC dans le contexte africain, nous exposerons des exemples de gestion de l'information et de la communication intégrant ces technologies pour terminer par quelques conseils aux organisations paysannes faïtières pour quelques outils et pratiques fondés sur ces nouvelles technologies.

Éléments de définition

Quelques préalables

De l'écriture à l'ordinateur

La forme d'écriture la plus ancienne que l'on connaisse est celle des Sumériens : elle date de 5 000 ans. L'industrialisation de l'écriture par l'imprimerie remonte à 500 ans : elle généralise la communication par signes et par symboles, et rend accessibles les connaissances accumulées par les hommes. Le stockage, puis le traitement électronique des moyens de communication humains non verbaux (texte, image, son), datent d'environ cinquante ans ; c'est le début de l'informatique, mot issu de la contraction de « traitement automatique de l'information ».

La révolution numérique

Une technique informatique se généralise depuis quelques années : la numérisation. Elle permet de convertir le texte, le son (une bande magnétique) et l'image (fixe ou animée sous forme de film) en une suite de nombres qui peuvent être traités par l'ordinateur et circuler sur les réseaux de télécommunication comme s'il s'agissait d'un langage commun aux machines. La numérisation permet aussi de concentrer une grande quantité d'information de différents types sur un même support (disquette, cédérom). D'un faible encombrement et relativement fiable, ces supports peuvent être facilement dupliqués, transportés et diffusés.

La puissance croissante des ordinateurs

Depuis le milieu des années 90, les ordinateurs personnels et les logiciels sont de plus en plus puissants et de moins en moins chers. Ils permettent le traitement complexe d'informations sur une même machine par un utilisateur formé à cet effet. On assiste donc à la concentration de compétences qui, jusque là, étaient dispersées sur plusieurs corps de métiers : secrétaire, typographe, maquettiste, éditeur, monteur audio et vidéo....

Internet, le réseau des réseaux

Depuis la fin des années 80, les ordinateurs connectés en réseau dans différents lieux de la planète peuvent échanger des informations entre eux à l'aide d'un protocole de communication compris par toutes les machines. Internet est un outil de communication performant en termes de transmission, d'édition, de diffusion et d'échange d'informations. Il permet ainsi :

- la transmission fiable d'informations numériques de différentes natures, sous forme de courrier électronique pouvant transmettre des fichiers attachés (bulletins, articles, lettres d'informations) ;
- la publication de contenus et leur large diffusion par l'intermédiaire de sites Web ;
- la consultation de gisements d'information situés dans le monde entier (sites Web, bases de données, listes de diffusion) ;
- le partage et l'échange de connaissances entre personnes distantes (forum électroniques).

Définition des NTIC

Les nouvelles technologies de l'information et de la communication désignent l'ensemble du matériel et des techniques électroniques utilisés dans trois domaines : l'informatique, les télécommunications et l'audiovisuel.

Informatique : ordinateurs et périphériques (imprimante, haut-parleur, micro), logiciels de traitement de l'information (saisie de texte, gestion statistique et cartographique, mise en page et enrichissement de document, création de pages Web).

Télécommunications : réseaux (téléphonique, hertzien, câblé, satellite), matériel d'émission et de réception (antenne, émetteur, radio, télévision, ordinateur, téléphone, fax), protocole de communication et de transfert de données (dont le plus célèbre est Internet).

Audiovisuel : image, photo, son et vidéo au format numérique ; matériel spécifique pour l'enregistrement direct de ce type d'information (appareil numérique) ; équipements spécifiques d'un ordinateur (cartes et scanner) permettant de passer du format numérique au format analogique ; logiciels permettant de traiter ces informations.

Quel emploi des NTIC en Afrique ?

L'ordinateur : outil de gestion des informations et des connaissances

Des contraintes non négligeables...

La principale contrainte pour exploiter les NTIC est de disposer d'un ordinateur équipé des logiciels et des périphériques adaptés. L'acquisition de ce matériel représente un investissement important, mais abordable si l'on prend soin de bien « dimensionner » les performances des ordinateurs, des logiciels et des périphériques pour qu'ils répondent précisément aux besoins des utilisateurs (on a toujours tendance à surdimensionner, donc à payer cher un équipement que l'on sous-utilise). En Europe, le marché florissant de l'occasion, du matériel « déstocké » et « assemblé » (machines neuves sans marque) constitue une source d'approvisionnement intéressante à exploiter.

Il ne faut pas négliger deux sources de dépenses importantes :

- la maintenance (entretien, réparation, conseil) du matériel (fragilisé par le contexte tropical) et du système d'exploitation (pour pallier les dysfonctionnements fréquents du plus courant d'entre eux !)
- le coût des « consommables » (cartouches d'imprimante, chères et difficiles à trouver localement, voire introuvables).

La formation à l'utilisation de ces machines et des logiciels est une autre contrainte importante, en termes de coût, bien sûr, mais aussi de disponibilité de cursus pédagogiques adaptés. Les formations sont dispensées essentiellement dans les capitales ou les villes secondaires et sont essentiellement théoriques, sans application pratique pour le travail quotidien de la personne formée.

...Mais des avantages importants pour l'organisation

L'atout majeur de ces outils reste le traitement de texte et la publication assistée par ordinateur qui permettent de créer des documents attractifs, de mettre en page des publications et d'effectuer en interne certaines tâches réservées jusque là à l'imprimeur. Toutefois, l'ordinateur devrait avant tout être exploité pour ses fonctions de sauvegarde, de stockage et de transmission de l'information et des connaissances. Si l'organisation décide d'investir dans la saisie de textes (rapports, bulletins, articles), voire la numérisation d'images et de documents audiovisuels (plaquettes, logos, affiches, cassettes), elle peut aussi assurer durablement la sauvegarde de son capital d'informations et de connaissances. Avec une méthodologie et des procédures adaptées, l'organisation paysanne faitière peut stocker ces informations sur des supports numériques fiables car difficilement altérables (cédéroms, cassette de type « zip »).

Internet : un déploiement inégal pallié par le nombre de télécentres connectés

Si, aujourd'hui, l'implantation d'Internet s'est généralisée dans pratiquement tous les pays d'Afrique, ces derniers ne sont pas tous logés à la même enseigne. La qualité et la fiabilité de la connexion dépendent des performances du réseau téléphonique, du fournisseur d'accès à Internet et de l'opérateur national qui gère la connexion du pays avec le reste du monde (pour de plus amples détails, se référer à l'annexe 1). Quoi qu'il en soit, toutes les capitales sont connectées, ce qui permet des échanges régionaux et internationaux rapides et peu coûteux par rapport au téléphone et au fax. Par contre, les villes secondaires et le monde rural en général sont très défavorisés : le réseau téléphonique existant ne permet pas toujours le passage d'une connexion Internet et la campagne reste mal desservie.

Un mode d'accès à l'Internet se généralise sur le continent : le télécentre connecté (ou « point d'accès public »), lieu où l'on fournit un accès public à l'Internet et plus généralement à d'autres technologies de communication et de traitement de l'information (téléphone, fax, photocopieuse, équipement informatique et logiciels de bureautique). Ce type d'infrastructure permet de démocratiser l'accès aux NTIC pour un public qui n'a pas les moyens de disposer d'un équipement et d'une connexion individuelle. Le télécentre connecté permet aussi de rapprocher les NTIC des populations isolées ou situées en dehors des réseaux de télécommunication classique (pour de plus amples détails, se référer à l'annexe 1).

Téléphone et radio....des technologies classiques mais incontournables

Le téléphone reste le moyen de communication efficace et rapide le plus utilisé. Encore faut-il que l'on puisse y accéder et que l'on dispose déjà d'un réseau de personnes équipées. La communication téléphonique est particulièrement intéressante pour compléter, vérifier, actualiser une information, prendre une décision et négocier. L'implantation rapide du téléphone cellulaire en Afrique permet de pallier la faible densité du réseau des téléphones fixes, mais sans toucher le milieu rural en dehors des zones situées le long des grands axes de communication.

Le fax possède d'autres richesses : il permet de communiquer rapidement et simplement plusieurs informations préalablement traitées (des mercuriales ou des alertes épidémiologiques, par exemple). Ce mode de communication est souvent sous-exploité au niveau national, alors que les appareils sont bon marché et peu coûteux en fonctionnement, si l'on se limite à la transmission de quelques pages.

La radio (rurale, communautaire) est un média de masse très apprécié qui permet la diffusion des contenus vers un large public. Les producteurs disposent très couramment d'un poste récepteur (ou d'un accès à un poste), ce

qui permet à certaines OPF de travailler directement avec des radios rurales sur la diffusion de programmes ciblés pour les membres de l'organisation.

La cassette audio permet de véhiculer le contenu d'émissions, de déclarations, de programmes spécifiques (vulgarisation, conseils techniques). Ce support permet aussi une écoute « pédagogique » (passage multiple, arrêt ponctuel pour commentaires, discussions, débats). Il existe peu de contraintes à l'utilisation des cassettes : les lecteurs adaptés sont nombreux en milieu rural et la duplication en nombre peut se faire facilement en Afrique (du moins dans les capitales). La production d'émissions nécessite la participation d'un spécialiste, mais l'existence de logiciels de montage numérique sur ordinateur permet aux OPF d'envisager la réalisation de contenus simples.

Exemples de gestion de l'information et de la communication pour les OPF et leurs membres

Des systèmes d'information et de communication à destination des producteurs et de leurs organisations sont expérimentés depuis quelques années sur plusieurs continents, sous forme de projets de développement associant les OPF à d'autres acteurs du développement rural.

Projets combinant plusieurs types de médias et de supports

Projet de diffusion électronique d'informations agricoles et rurales (projet FRIENDS, Union européenne et Union grecque des jeunes agriculteurs – UGJA)

Le projet FRIENDS s'appuie sur un système d'information proposant de nombreux services à un public d'agriculteurs isolés sur l'ensemble du territoire national. L'objectif prioritaire est de répondre aux besoins de ce public afin de tendre vers « une amélioration de sa situation financière ». L'ambition est de relier entre elles les organisations nationales du monde rural et de leur permettre une ouverture vers l'Europe.

Le centre du système réunit plusieurs rédacteurs chargés de collecter, trier et filtrer les informations venant de différents supports : émissions de radio et de télévision, journaux et publications spécialisées, sources d'informations électroniques, enquêtes et interviews sur le terrain. Ces mêmes rédacteurs vont ensuite mettre en forme les informations retenues pour les éditer au format électronique et les diffuser sur un site Web, vers le public ciblé.

Les agriculteurs de l'UGJA ne disposent pas individuellement de l'équipement informatique et de la connexion Internet : ils consultent le site Web via 13 points d'accès publics, aménagés pour l'occasion à l'intérieur du pays. Ils peuvent aussi réagir par courrier électronique aux informations proposées et correspondre entre eux.

D'autres personnes utilisent ce système d'information, tout en étant aussi des « producteurs d'informations » : chercheurs, experts, universitaires, agents administratifs en charge du développement rural. Les opérateurs du secteur (industriels de l'agro-alimentaire, producteurs d'intrants, importateurs et exportateurs, syndicats, organisations d'appui) sont aussi impliqués. Ils diffusent sur le réseau des informations sur leurs activités, produits et services. L'accès à l'information est gratuit durant la phase pilote ; à terme, une partie de son fonctionnement sera financé par les opérateurs économiques (publicités sur le site Web) et les utilisateurs (paiement de certains services par abonnement).

Réseau d'information des agriculteurs pour le développement agricole et rural (projet FARMNET de la FAO en Ouganda)

Ce projet a pour origine une expérience menée au milieu des années 90 en Amérique latine concernant la fourniture d'informations stratégiques aux producteurs sur les sujets suivants : cultures, intrants et prix des produits sur les marchés. Le montage est caractérisé par une forte participation des bénéficiaires à la base. Des enquêtes et des diagnostics préalables ont permis de prendre en compte les besoins en informations et de rechercher une bonne « lisibilité » du support sur lequel elles allaient être transmises. À ce stade, on recherche et on teste une mise en forme et un vocabulaire adaptés et compréhensibles par les bénéficiaires.

Un centre national recherche l'information et la diffuse par courrier électronique à destination d'intermédiaires (organisations paysannes, coopératives, collectivités locales...). Ce sont eux qui sont équipés en matériel informatique connecté et formés pour cette tâche. Ils vont relayer les messages vers la base (individus, associations, groupements) qui les reçoit par fax ou par radio. La solution est peu coûteuse grâce à l'utilisation de centres secondaires qui amplifient l'information obtenue à l'aide de médias classiques pour pallier le manque de point d'accès connectés.

FarmNet utilise les acquis de cette expérience pour un nouveau modèle de projet qui se définit comme « un réseau de personnes et d'organisations rurales qui utilisent les NTIC et les médias traditionnels pour faciliter la production et la circulation d'informations et d'expériences. Géré par les agriculteurs et leurs organisations, FarmNet met en relation les agriculteurs et leur donne le moyen d'accéder aux ressources et aux services nécessaires pour améliorer leur niveau de vie en renforçant la productivité et la rentabilité agricoles ainsi que la sécurité alimentaire ».

La FAO a récemment entrepris une étude pour mettre en place un FarmNet avec l'Association nationale ougandaise d'agriculteurs (UNFA). L'étude a révélé que la meilleure démarche consisterait à appuyer les efforts de communication existants à travers des réunions, des groupes d'écoute audio, la radio locale, des publications et autres, à l'aide d'un système de courrier électronique rudimentaire. La très grande majorité des membres de l'UNFA a indiqué que l'essentiel des besoins en information se concentrait sur les marchés, les technologies agricoles améliorées et les prévisions météorologiques (voir le diagramme du FarmNet en annexe).

Projet utilisant la téléphonie cellulaire combinée à l'Internet

Les téléphones cellulaires compatibles avec la norme WAP (Wireless Application Protocol) offrent un accès au courrier électronique et peuvent naviguer sur les sites Internet conçus à cet effet. Certains projets s'appuient sur cette technologie pour faciliter l'accès aux informations et aux bases de données agricoles.

En Ouganda, parallèlement au projet Farmnet, la FAO contribue à un projet de vulgarisation avec le Service consultatif national pour l'agriculture. On y envisage de doter les vulgarisateurs de téléphones WAP pour leur donner accès à toute une gamme d'informations qui seront relayées auprès des agriculteurs (calendriers de semis, cours du marché, prix des intrants, prévisions météorologiques).

Au Sénégal, la société privée « Manobi » développe ce type de services à destination des pêcheurs artisanaux, des mareyeurs et des femmes transformatrices. Ces petits producteurs, ainsi que les fournisseurs de services et d'intrants, les exportateurs et tous les acteurs de ces secteurs pourront disposer d'un ensemble d'informations depuis leurs ordinateurs connectés ou leur téléphone cellulaire. Ils pourront gérer l'ensemble de leurs activités,

y compris dans un contexte de grande mobilité ou d'isolement. La société Manobi a conclu un ensemble de partenariats avec les acteurs de ces secteurs et leurs fédérations et s'apprête à lancer une opération pilote avec le secteur horticole. Chaque matin, à partir de son téléphone mobile, ces personnes pourront disposer des prix des produits sur le marché, grâce à un dispositif de collecte des informations sur le terrain, qui sont ensuite transmises vers un centre de traitement qui les met à disposition des utilisateurs via un site Web.

Éléments pour une intégration des NTIC au sein des OPF

Gestion de l'information : les différentes tâches et leur mise en œuvre

Les exemples présentés ci-dessus ont un caractère expérimental et impliquent des moyens importants pour la mise en œuvre et le suivi. Ils ne sont pas « appropriables » en l'état par les OPF, mais permettent de dégager certains éléments, en particulier en ce qui concerne les différentes tâches de gestion de l'information dont le cycle peut se décrire comme suit :

- la collecte et la saisie d'informations issues d'enquêtes et d'échanges d'expériences avec les membres de l'organisation paysanne faîtière ;
- la recherche d'informations auprès de différentes sources (sites Web, cédéroms, centres de documentation, spécialistes) ;
- l'ajout d'une « plus-value » en sélectionnant l'information la plus pertinente, en la vérifiant et en la corrigeant pour qu'elle réponde aux besoins identifiés ;
- la mise en forme de l'information (texte, tableau, graphique, dessin, élément audio ou vidéo) en fonction du support choisi (site Web, plaquette, bulletin, affiche, photo, cassette) et en utilisant une présentation, une langue et un vocabulaire adaptés au public visé ;
- la diffusion ou la distribution (à un public restreint) par un canal de transmission, un média adapté.

Certaines de ces tâches sont déléguées à des journalistes, des communicateurs, des formateurs et autres « médiateurs », qui soit travaillent directement avec l'organisation paysanne faîtière, soit appartiennent à une organisation d'appui partenaire. D'autres tâches, prises en charge par des élus et des cadres de l'organisation, peuvent intégrer différents outils et pratiques d'utilisation des NTIC et d'Internet pour améliorer leur fonctionnement général en termes d'information et de communication.

Outils et pratiques d'appropriation des NTIC

Différents niveaux d'équipements et d'infrastructures sont présents au sein des OPF. Ils dépendent de la taille de l'organisation, mais aussi :

- du niveau de structuration concerné (le siège, une représentation régionale ou locale, un correspondant isolé) ;
- de la situation géographique (milieu urbain, ville secondaire, milieu rural) ;

- des moyens humains et matériels disponibles (local permanent ou partagé, disponibilité d'une alimentation électrique, accès au téléphone fixe ou cellulaire, connexion à l'Internet, présence de personnel permanent).

Chaque OPF est un cas particulier. Nous avons choisi de présenter les outils et les pratiques que l'organisation peut s'approprier aux trois niveaux de structuration les plus courants.

Appropriation par le siège (local permanent avec équipement multimédia, connexion Internet et personnel en charge de la communication)

Recherche d'informations et veille prospective

L'exploitation de sites Web, de bases de données en ligne et de cédéroms permet de collecter des informations utiles à l'organisation. Quelques exemples de « gisements d'informations électroniques » sont donnés en annexe. Non exhaustive, cette énumération permet au moins d'imaginer le type d'informations et de connaissances disponibles, et l'intérêt qu'elles peuvent représenter.

La « veille prospective » consiste à suivre régulièrement quelques sources d'informations électroniques dont la consultation pourra faciliter la compréhension des enjeux sous-régionaux et internationaux pour élaborer des stratégies sur le long terme. On citera, par exemple, les sites des organisations multilatérales, des agences de développement et des bailleurs de fonds (pour obtenir les adresses des sites Web, consulter pasdev.net/repertoires/index.htm)

Production de cédéroms

La création de documents numériques sous différents formats est simple si l'on met en œuvre des procédures de sauvegarde et de stockage de l'information. La généralisation des graveurs de cédéroms (et la baisse de leur coût) permet à l'organisation de s'équiper pour produire en petite quantité des cédéroms contenant une partie de l'information disponible (par exemple, la collection complète des bulletins ou des journaux, le site Web de l'organisation, des documents téléchargés sur Internet ou reçus comme fichier attaché).

Pour les agents de terrain et autres partenaires disposant d'un accès à un ordinateur, ce type de support permet de consulter de grosses quantités d'informations et de connaissances, mais aussi d'en utiliser certains éléments pour les intégrer sur d'autres supports (courrier, bulletin, fax), les communiquer à des médias locaux ou les mettre à la disposition des producteurs.

Administration d'un site Web

Un site Web confère une visibilité « institutionnelle » à l'organisation. Il présente ses activités, ses publications (extraits, résumés, voire l'intégralité des contenus) et l'ensemble des organisations constituant la faitière (activités, secteurs géographiques, adresses et coordonnées). Il cumule les fonctions de « carte de visite » ou de plaquette, d'annuaire et de rapport d'activité. Il constitue aussi une « base de connaissances », qui peut être augmentée et mise à jour régulièrement, d'où l'on peut extraire des informations à exploiter de différentes manières (lecture, impression, insertion dans une publication papier). L'organisation peut faire le choix de ne publier sur l'Internet qu'une partie de ces informations ou de réserver l'accès de certaines parties (système de mot de passe).

La règle voudrait que l'organisation paysanne faîtière puisse concevoir en interne le site Web de l'organisation. Il s'agit d'une possibilité, pour autant que l'on respecte deux conditions :

- des formations pratiques utilisant des logiciels adaptés (type Dreamweaver) et fondées sur des besoins et des attentes clairement identifiés ;
- des pages Web simples, sans artifices (son, image animée, cadre) et correctement structurées pour permettre une administration facile.

Communication électronique

L'apprentissage du fonctionnement d'une liste de diffusion par courrier électronique offre de nombreux avantages :

- communication en réseau entre partenaires connectés : animation d'un réseau, préparation « à distance » de séminaires, travail sur un document effectué par un groupe de personnes distantes ;
- participation à des débats internationaux : groupes de discussion et forum électronique thématique ;
- distribution large et à moindre coût d'informations sous forme de fichiers (bulletin, articles, lettres d'informations spécifiques sur les activités de l'organisation et de ses nouvelles publications).

Appropriation par une représentation provinciale ou locale (local permanent équipé d'un simple téléphone, fax et ordinateur multimédia connecté)

Collecte et saisie d'informations (brèves, articles) sur la vie associative, les réunions et manifestations locales, les activités agricoles et les expériences des producteurs. Une saisie sur ordinateur et une première mise en forme des informations est envisageable avec un minimum de formation à la bureautique.

Exploitation et diffusion des informations issues du siège en utilisant les cédéroms produits par le siège et distribués vers ces niveaux. La consultation du site Web et d'autres informations contenues sur ces supports permet une exploitation et une rediffusion vers plusieurs « cibles », dont les médias et partenaires locaux (impression de bulletins, d'articles, de brèves, de messages techniques...) et les « niveaux inférieurs ». Pour faciliter ce travail de diffusion, un outil simple peut s'avérer très utile : un « annuaire » précisant les différents moyens de rentrer en contact avec ces publics.

Initiation et accès aux NTIC. Si l'équipement et les compétences locales le permettent, ce niveau est particulièrement approprié pour l'initiation des partenaires directs de l'organisation et des correspondants isolés. Ils pourront par la même occasion consulter directement les cédéroms produits par l'organisation ainsi que d'autres sélectionnés par le siège et mis à leur disposition.

Appropriation par le correspondant isolé (agent de développement, leader de groupement) et la représentation ne disposant pas d'un local permanent équipé

Ce niveau communique essentiellement avec les autres à l'occasion des rencontres physiques plus ou moins régulières. Vu leur situation, ils doivent disposer d'un contact connu du niveau supérieur ou avoir accès à un

télécentre pouvant recevoir/émettre des fax, des coups de téléphone, voire des courriers électroniques. Plus proches du terrain, ces personnes peuvent relayer les informations ponctuelles (fax ou simple message), d'ordre pratique (par exemple la réponse à une question technique) ou logistique (l'organisation d'une rencontre) vers la base.

Pour conclure...changeons d'échelle !

Le marché mondial de l'informatique et du multimédia est tel que l'on peut sans trop s'avancer prévoir une pénétration croissante de ces produits sur le continent africain. Quelques privilégiés auront naturellement plus de facilités que d'autres pour les utiliser et bénéficieront des dernières innovations (les organisations de taille importante et celles installées dans un centre urbain ou à proximité). Le déploiement du réseau téléphonique et l'amélioration de ses performances permettra aussi la connexion de localités aujourd'hui encore isolées au réseau Internet.

Les OPF peuvent donc investir et mettre en œuvre des systèmes d'information et de communication intégrant les NTIC et Internet. Elles doivent simplement considérer ces technologies pour ce qu'elles sont : des outils et des pratiques permettant d'améliorer et de consolider l'existant ! L'identification des besoins en information et communication et les moyens à mettre en œuvre pour y répondre restent la priorité. Par ailleurs, les « bénéficiaires » doivent recevoir une information correspondant non seulement à leurs besoins mais aussi à leur statut (cadres, producteurs, femmes, population d'une localité,...), à leur niveau de compréhension et d'éducation, ainsi qu'à l'équipement auquel ils peuvent accéder pour exploiter l'information (ordinateur, téléphone, fax, télévision, radiocassette, centre de documentation, télécentre).

À l'échelle sous-régionale, la communication électronique et l'édition de contenus spécifiques sur le Web peuvent favoriser deux points essentiels pour le devenir des OPF et de leurs membres : les échanges entre pays partageant les mêmes préoccupations et l'intégration économique et politique en cours. On se doit aujourd'hui de construire des outils (liste de diffusion, lettre d'informations) et des supports (sites Web, cédéroms) réunissant des informations stratégiques pour les OPF. Citons, par exemple :

- les processus de commercialisation des produits et d'achat des intrants sur les marchés sous-régionaux et internationaux (prix, coût du transport, réseaux d'intermédiaires, d'exportateurs/importateurs...);
- les techniques, matériels et innovations agricoles (culture, récolte, stockage, conditionnement, transformation...);
- la gestion des intrants, du matériel agricole, des équipements et des aménagements ruraux.

Ces outils et supports serviront aussi à faciliter la communication horizontale et l'échange entre les OPF et les principales organisations d'appui de la sous-région :

- en instaurant entre elles un dialogue et des débats jusque là très limité et pourtant nécessaires pour influencer les actions et les décisions des organisations internationales concernant le développement rural, l'aide au développement et la coopération, la privatisation des filières, la libéralisation des marchés et la mondialisation ;
- en permettant l'échange d'expériences, le partage de savoirs et de publications jusque là peu connus par l'ensemble de ces acteurs.

2.4 : Annexe 1

Internet et télécentres connectés : définition, explication et spécificités africaines

Internet : conditions d'utilisation et mode d'accès

L'implantation d'Internet sur le continent africain s'est généralisée ces quatre dernières années. Si toute l'Afrique peut aujourd'hui se connecter au réseau mondial, tous les pays ne bénéficient pas des mêmes conditions d'utilisation. Parmi les nombreux indicateurs qui expliquent les disparités importantes d'un pays à l'autre, retenons les trois plus importantes en les illustrant.

Les performances du « point national d'accès à Internet »

Chaque pays disposant d'un accès Internet est relié au réseau mondial par ce « point national », caractérisé par des équipements d'émission et de réception (relais satellite, câble sous-marin). La quantité d'informations transmises en une seconde (la bande passante, exprimée en bit par seconde ou bps) détermine la performance de l'échange d'informations en terme de fluidité ou d'engorgement. Pour montrer les disparités régionales, il suffit d'indiquer que la valeur de la bande passante varie de quelques milliers à plusieurs millions de bps selon le pays.

Les coûts de la connexion

Pour se connecter, il faut disposer d'un ordinateur équipé, d'une ligne téléphonique et d'un abonnement auprès d'un fournisseur d'accès à l'Internet (FAI). Le coût d'une connexion se décompose donc en deux parties : la liaison au réseau mondial payée au FAI et la communication téléphonique entre l'ordinateur connecté et le siège du FAI, payée à l'opérateur des télécommunications. Les FAI généralisent un système de forfait mensuel permettant une connexion illimitée : les tarifs varient de 10 à 35 000 F CFA en Afrique de l'Ouest francophone. Mais les communications téléphoniques interurbaines sont coûteuses.

Comme les FAI sont concentrés dans la capitale, les « connectés » qui résident en dehors de la zone de tarification locale de leur fournisseur sont donc très désavantagés. De nombreux pays de la région (Burkina Faso, Gabon, Mali, Mauritanie, Sénégal, Tchad et Togo) adoptent une politique tarifaire permettant de pallier cet inconvénient avec un tarif unique (proche du tarif local) s'appliquant à tout le pays et réservé aux connexions Internet.

Le réseau téléphonique

Le réseau de télécommunication national constitue un maillon fondamental permettant de se connecter à l'Internet. Son déploiement plus ou moins important va permettre d'accéder facilement à une ligne de téléphone : cela se mesure par la télédensité (nombre de lignes téléphoniques pour 100 habitants), qui est très faible dans la région, allant de 0,16 % en Guinée à 1,20 % au Sénégal. La qualité du réseau téléphonique se mesure par la fiabilité de la connexion (fréquence des coupures, par exemple) et par la vitesse de transmission des informations. Constante et rapide sur les réseaux téléphoniques numérisés, cette dernière est variable et réduite sur les réseaux analogiques encore très répandus.

Télécentres connectés

Définition

Un télécentre connecté peut se définir comme un lieu physique où l'on fournit au public un accès aux technologies de l'information et de la communication : téléphone, fax, photocopieuse, équipement informatique et logiciels de bureautique. Le premier télécentre fut établi dans le milieu des années 80, au sein d'une communauté agricole de Suède, comme un moyen pour déployer de façon équitable les nouveaux réseaux de télécommunication, permettant aux communautés rurales isolées de renforcer leurs liens sociaux avec l'ensemble du pays et d'établir des relations d'ordre économique avec le monde extérieur.

Le déploiement du réseau Internet en dehors des universités et des centres de recherche permet aux télécentres, dès le début des années 90, d'ajouter à leurs services l'accès à l'utilisation du courrier électronique et la consultation de contenus « délocalisés » sur des serveurs Web distants. Aujourd'hui, dans les zones rurales françaises, les nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) regroupées dans un télécentre connecté sont surtout considérées comme des outils de développement local. Elles permettent le télétravail et la télé-formation, favorisent la promotion des activités locales et micro-régionales sur le Web, permettent l'accès à des informations économiques et administratives régionales, nationales et internationales.

Modèles de télécentres connectés en Afrique

Du modèle « classique » au modèle « connecté »

En Afrique francophone, l'appellation « télécentre » désigne communément une boutique privée regroupant une ou plusieurs cabines téléphoniques dans un local, permettant à la population environnante de disposer d'un accès de proximité au téléphone sans avoir à supporter les charges d'installation et d'abonnement d'une ligne privée. Au Sénégal (comme au Kenya et au Ghana), leur développement est considérable : on comptait 10 000 télécentres en 2000, dont plus de la moitié sont situés sur la presqu'île de Dakar. Ceux qui ont ajouté la connexion Internet à leurs services sont majoritairement situés en milieu urbain (capitale et villes secondaires), hébergés dans une petite (ou très petite) entreprise dont l'activité économique principale concerne au moins l'un des trois secteurs marchands suivants : matériel informatique, bureautique et « consommables », matériel téléphonique (fax, portable), services bureautiques (saisie et traitement de documents, formation à l'utilisation de logiciels).

Le « télécentre communautaire polyvalent » (TCP)

Ce modèle se rapproche du modèle occidental ciblant le monde rural. Il est issu d'une démarche « projet » adoptée par des agences de coopération multilatérales à la fin des années 90 suite au plan d'action des Nations unies pour le développement rural intégré¹. Des projets pilotes de TCP sont financés dans 5 pays africains², localisés dans des villes secondaires éloignées des capitales et disposant d'un système de télécommunication autonome (radio ou satellite). En plus des fonctions de « télécentre connecté », les TCP proposent des formations, toute une gamme de services d'information (accès aux informations administratives locales et nationales) et mettent en ligne des expériences et des savoirs locaux.

1. Les projets pilotes de télécentres communautaires polyvalents (TCP) font partie d'un programme de projets mis en œuvre conjointement par l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), (fonds en dépôt de l'agence danoise DANIDA), l'Union internationale des télécommunications (UIT), et le Centre de recherches pour le développement international (CRDI, Canada) dans le cadre de l'initiative des Nations unies pour l'Afrique, suite au plan d'action de Buenos Aires (BAPA) [Programme N° 9 – Développement rural intégré].

2. Mali, Ouganda, Mozambique, Tanzanie et Bénin.

Les premières évaluations insistent sur les difficultés techniques rencontrées (difficulté de maintenance du matériel en milieu rural) et sur la durabilité improbable en cas de fin des subventions ! En Afrique francophone (cas de Tombouctou au Mali), l'implication forte de l'opérateur national des télécommunications et de l'administration locale qui reste « en voie de décentralisation » ne facilite pas l'appropriation du projet par la société civile. En Afrique anglophone (cas de Nakaseke en Ouganda), le modèle « communautaire » est plus en adéquation avec les institutions locales (Local Council) : ces dernières subventionnent une partie du fonctionnement du TCP avec les impôts locaux et en confient contractuellement la gestion quotidienne à une société privée.

Réseau de télécentres associatifs connectés

Un autre modèle de télécentre connecté s'applique au milieu rural africain. Il s'appuie sur une association ou une organisation à but non lucratif qui, en plus de ses activités de développement rural, met à la disposition du public des ordinateurs connectés installés dans ses locaux et dans ses antennes. Le cas de l'ONG béninoise Songhai (www.shongai.org) est aujourd'hui le seul connu fonctionnant en Afrique francophone. Cette organisation se définit comme un « centre de formation, de production, de recherche et de développement en agriculture durable, [...] visant à élever le niveau de vie des populations en utilisant les ressources locales, les méthodes traditionnelles et modernes ». Grâce à ses télécentres du réseau béninois des téléservices communautaires décentralisés, Songhai a pour objectif d'amener les NTIC vers les communautés rurales afin de diffuser ses résultats et de faciliter l'acquisition et l'échange d'expériences entre les composantes du monde rural national et international³. Sans avoir pu constater le fonctionnement réel du modèle appliqué par Songhai, il apparaît comme le seul envisageant l'Internet comme un outil de communication complétant des méthodes et des supports plus classiques déjà utilisés par l'organisation.

2.4 : Annexe 2

Quelques exemples de « gisement d'informations électroniques »

Lettre d'informations : Note de conjoncture sur le marché mondial du riz

Cette note mensuelle analyse en une page les principales tendances du marché international en termes de prix des variétés (tableau et graphique inclus) et de situation dans les pays exportateurs. Ce travail est effectué par Patricio Mendez del Villar (chercheur au CIRAD), depuis le Brésil. Pour recevoir la note, écrivez à l'auteur : patricio.mendez@cirad.fr

Sites Web

Système mondial d'information et d'alerte rapide sur l'alimentation et l'agriculture – SMIAR – FAO

www.fao.org/giews/french/smiar.htm

3. Ces informations sont issues du site Web de Songhai (<http://www.shongai.org/>) et de leur publication trimestrielle « L'Aigle de Shonghai » dont le numéro 37 (second trimestre 1999) est consacré aux NTIC.

Les sources d'information du SMIAR sont multiples : représentations de la FAO à l'étranger, systèmes d'information thématiques existants, images satellite, autres services de la FAO, presse et médias spécialisés, rapports de mission évaluant les situations critiques... Une fois compilées et synthétisées au siège de la FAO, ces informations sont restituées sous forme de tableaux statistiques et de cartes regroupées à l'échelle des pays. Les produits diffusés sur le site Web du SMIAR et par courrier électronique sont de trois types :

- des publications et des rapports en texte intégral sur la situation alimentaire en Afrique subsaharienne ;
- des bases de données fournissant un ensemble complet de données statistiques, cartographiques et satellitaires (données de base, dynamique de la situation agricole, bilan céréalier, zones de culture, profil météorologique...) aux pays de la zone ;
- des listes de diffusion (SMIARAlertes-L diffuse les messages d'alerte et les rapports spéciaux, SMIARInfo-L informe sur les nouvelles publications du SMIAR et SMIARSahel-L diffuse des rapports mensuels sur le suivi de la campagne agricole au Sahel).

AGRIDOC (www.agridoc.com)

Agridoc est un réseau d'information et de documentation financé par le ministère français des affaires étrangères. Le Bureau pour le développement de la production agricole (BDPA) assure l'animation du réseau et la réalisation de produits et services, tandis que le Groupe de recherche et d'échanges technologiques (GRET) conçoit et édite des publications techniques. Agridoc est un programme destiné aux acteurs du développement rural. Les acteurs directs du développement agricole et rural, en particulier les responsables professionnels et les praticiens de terrain, constituent la cible prioritaire d'Agridoc. Le programme s'adresse à l'ensemble des pays de la zone de solidarité prioritaire de la coopération française. Quels sont les services dont bénéficient les adhérents ? L'appui apporté par le réseau via son unité d'animation basée à Paris est gratuit et comporte, en fonction des catégories de membres, le bulletin Agridoc (deux numéros annuels), la revue thématique Agridoc (deux numéros annuels), une dotation d'ouvrages et d'articles et le service librairie, l'accès au service questions-réponses ainsi qu'au site Internet, une liste de discussion et un flash d'information électronique. Agridoc assurera, de plus, la diffusion de documents originaux réalisés par le GRET.

DEVENET : projet de plate-forme d'information du RIFOD sur le développement durable au Burkina Faso (www.rifod.org)

Le Réseau d'information et de formation sur le développement (RIFOD) a initié une plate-forme d'information sur le développement durable au Burkina Faso dénommé DEVENET. Il s'agira d'offrir, par l'entremise du Web et des cédéroms, des contenus interactifs traitant des acquis de la recherche sur le développement durable, qu'il s'agisse des savoir-faire endogènes, des méthodes, des expériences, des pratiques, des réflexions ou des débats dans plusieurs domaines (agriculture, élevage, eau, environnement, genre et développement). DEVENET sera une passerelle vers le développement durable avec comme objectifs :

- produire et rendre accessible aux populations et aux acteurs de développement la documentation technique touchant aux aspects de production, de gestion et de communication à la base ;
- donner aux acteurs de développement, des outils et des ressources leur permettant de mieux apprécier leur environnement social, économique et institutionnel et de mieux analyser les enjeux et les défis qui se présentent à eux ;

- renforcer les capacités stratégiques et opérationnelles des communautés de base en les dotant de méthodes et de techniques spécifiques pour initier et consolider tous les processus de développement durable ;
- étendre le champ des informations produites par les institutions, les organismes et les centres nationaux et internationaux de recherche sur l'Afrique aux communautés de base et partager avec elles, les produits des recherches des informations et de la formation ;
- offrir un espace d'échange et de réflexion sur les problématiques de développement durable.

Observatoire de veille sur les nouvelles technologies de l'information et de la communication
(www.agricta.org/ictupdate/)

Afin de renforcer les capacités institutionnelles des pays de la zone Afrique-Caraïbes-Pacifique (ACP) dans le domaine de l'information et de la communication et de favoriser l'intégration des nouvelles technologies dans les programmes de recherche et de développement rural, le CTA (Centre technique de coopération agricole et rurale ACP-UE) a mis en place un observatoire de veille sur les nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC). Un des principaux produits de l'observatoire est le bulletin d'alerte TIC Dernières nouvelles, publié tous les deux mois en français et en anglais, dont les objectifs sont les suivants :

- repérer et signaler toute information utile aux agences de développement agricole et rural, aux planificateurs et décideurs pour raisonner l'utilisation des technologies de l'information et de la communication ;
- diffuser à l'ensemble de la communauté ACP toute connaissance nouvelle susceptible d'aider les acteurs du développement rural : chercheurs, techniciens, vulgarisateurs, formateurs, professionnels de l'information et de la documentation, coopératives et associations de producteurs, dans leurs choix techniques ou stratégiques ;
- faire part d'initiatives et d'expériences nouvelles dans le domaine des TIC au sein du monde rural ;
- développer un réseau d'expertise internationale susceptible de répondre aux besoins techniques, politiques et stratégiques des pays ACP en matière d'information et de communication.

P@ssdev : passerelle vers les sources d'informations électroniques sur le développement rural en Afrique
(www.passdev.net)

Le site Web passdev.net cherche à aiguiller l'internaute vers des sources d'information électroniques sur le développement rural et agricole au Sud. Plus que de simples pages de liens amenant vers des sites Web, le site propose aussi des commentaires afin de fournir aux internautes des indications sur leur « destination » (sites Web, documents en ligne) et sur les supports électroniques présentés (cédéroms, documents en lignes, lettres d'informations). Vu les conditions difficiles de navigation sur Internet dans beaucoup de pays du Sud (faible bande passante), nous cherchons à ce que les contenus soient facilement accessibles et s'affichent rapidement à l'écran. C'est donc volontairement que le site est très simple dans son architecture, dans les techniques utilisées et dans la présentation graphique. Tous les contenus présentés sous forme de pages Web statiques sont réunis par chapitre dans un document à télécharger. P@ssDev Infos, la lettre d'informations électronique du programme, présente périodiquement les nouveautés du site et les activités du programme.

Cédéroms

Carte d'identité rurale du Sénégal

Le Conseil national de concertation et de coopération des ruraux (CNCR - www.cncr.org) met en œuvre un système d'information géographique national centré sur le monde rural. Les objectifs de la carte d'identité rurale (CIR) se résument ainsi :

- offrir aux acteurs du monde rural les informations leur permettant d'instruire de façon adéquate des actions de développement ;
- augmenter les capacités de proposition des ruraux sur la base d'une connaissance précise des contraintes et potentialités de leur environnement ;
- améliorer l'implication (et le retour éventuel) des émigrés dans des actions de développement local à travers une meilleure connaissance du milieu ;
- offrir aux partenaires de la coopération décentralisée une image plus précise des difficultés, des problèmes mais aussi des potentialités, des réalisations et des acquis.

Deux entrées sont proposées, par thème (végétation, sols, forêts, éco-géographie, agriculture, bétail) ou par collectivité. Chaque thème amène vers une carte nationale accompagnée d'un texte de synthèse et de tableaux statistiques. Depuis l'option « Sénégal » de la barre de menus, on atteint l'entrée par circonscription administrative (région, département, arrondissement, communauté rurale). À chaque niveau, on dispose de renseignements spécifiques sur l'unité territoriale : pour la région un texte de synthèse, pour le département les données 1999-2000 des superficies et des productions, pour les arrondissements des données sur les infrastructures de bases et sur les ménages ruraux agricoles. L'ensemble des données fournies par collectivités n'est pas homogène mais permet une entrée cartographique qui complète les résultats du recensement agricole. La carte d'identité sera bientôt disponible sur cédérom et peut-être consultée sur le site Web www.cig.sn/cncr/index.html.

Recensement national de l'agriculture (RNA) au Sénégal - Ministère sénégalais de l'agriculture/FAO

La division des statistiques agricoles du ministère sénégalais de l'agriculture a produit un cédérom compilant les résultats du pré-recensement présentant la liste des districts, villages et ménages ruraux ainsi que des données sur l'environnement socio-économique, la production agricole, les infrastructures et les institutions en rapport avec le bien-être des populations rurales. Ce cédérom réunit les trois premiers volumes consacrés aux résultats des enquêtes réalisées en 1998 et 1999. Le premier volume décrit la méthodologie générale et présente les résultats (dont plusieurs séries de tableaux et de graphiques sur les ménages et l'environnement socio-économique), tandis que les deuxième et troisième volumes répertorient respectivement les villages et les districts de recensement avec des données sur la taille des unités selon plusieurs variables et la localisation géographique. Les données sont présentées au format PDF avec une interface de navigation facilitant la consultation. Plusieurs autres formats sont aussi disponibles, soit sur le cédérom (format WinWord), soit sur demande (format Dbase, SPSS, ASCII, STATA).

Contact et renseignements sur la diffusion : Harouna Soumaré, chef de la Division des statistiques agricoles, BP 486, Dakar, Sénégal (spsar@telecomplus.sn)

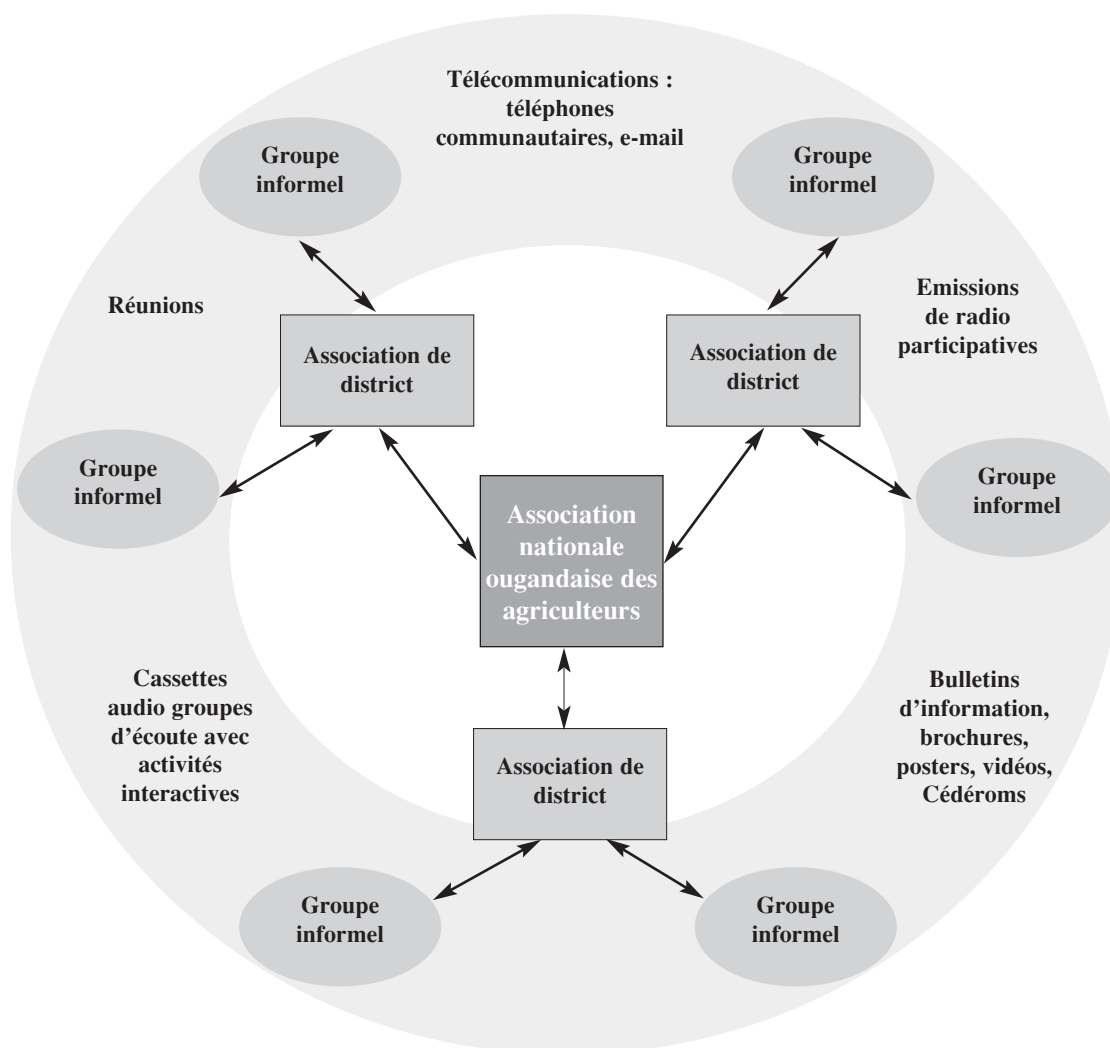
Réseau africain pour le développement de l'horticulture (RADHORT)

Le RADHORT se définit comme le cadre de fonctionnement du projet FAO de coopération régionale pour le développement des productions horticoles en Afrique. Le réseau touche dix pays d'Afrique de l'Ouest au sein desquels il facilite l'échange d'informations et de matériel végétal, organise des activités de recherche-développement sur des thèmes d'intérêt régional (production de semences, essais), finance la diffusion des acquis horticoles. Ce cédérom présente les différentes activités du réseau et une large partie de ses publications. Contact et renseignements sur la diffusion : RADHORT, s/c FAO, BP 3300, Dakar, Sénégal. (radhort@sonatel.senet.net)

2.4 : Annexe 3

Diagramme d'un réseau FarmNet

Ce diagramme est tiré de la plaquette du projet. Il est disponible à l'adresse suivante : <ftp://ftp.fao.org/sd/farmnetFR.pdf> (version française) et <ftp://ftp.fao.org/sd/farmnet.pdf> (version anglaise).



**RAPPORTS DES GROUPES DE TRAVAIL /
WORKING GROUP REPORTS**

1

Rapports sur l'échange d'expériences / Reports on the exchange of experiences

Consignes pour les travaux de groupe

Les participants sont divisés en quatre groupes. Tous les groupes traitent le même sujet, à savoir les pratiques actuelles de gestion de l'information et de la communication au sein des organisations paysannes faitières : contraintes et succès. Les travaux de groupe ont pour objectif de permettre aux participants de poursuivre les échanges d'expériences commencés en séance plénière.

Démarche proposée pour les travaux :

- Au début des travaux de groupe, recenser les expériences que les membres du groupe souhaitent échanger entre eux.
- Regrouper ces expériences par catégorie ou domaine.
- Choisir une ou deux expériences sur lesquelles les membres du groupe acceptent d'avoir des échanges.
- Organiser les échanges autour des expériences choisies en les illustrant au besoin avec d'autres expériences.
- Les rapporteurs mettront par écrit les résultats des travaux de groupe qui seront présentés en séance plénière.

Guidelines for working groups

There are four working groups. Each group will discuss the same topic: Current practices in information and communication management (ICM) within federations of farmers' organisations (FFOs): their constraints and successes. The goal of the group sessions is to allow participants to further develop the exchange of experiences which began during the plenary sessions.

Working method:

- Each group session should start by listing the experiences which group members wish to exchange with each other.
- The group should organise these experiences into categories or fields.
- The group should then select one or two experiences as the focus for their exchanges.
- The group should organise its discussions around the selected experiences, using other experiences as illustrations.
- The rapporteurs in each group should prepare a written report of the results of the group session for presentation to the plenary session.

Report of Working Group I

Each of the seven associations present in the group reported on their association's organisational set up and its experiences. In discussing weaknesses, constraints and strengths, the group eventually chose a case study which reflected the theme, focusing on using newsletters to disseminate information to farmers.

Farmers' Voice, produced by the Kenya National Farmers' Union (KNFU)

- In 1980 the KNFU started producing the newsletter, Farmers' Voice; it was free (funded by an external donor) and was published monthly;
- Due to the financial constraints after the withdrawal of donor's support, however, the newsletter was published bi-monthly and then later quarterly;
- In the 1990s it was published quarterly with the support of advertisement revenue and membership subscriptions ;
- In 1998, publication of the newsletter ceased as the advertisers refused to pay for to advertise in it;
- In 2000 the KNFU started producing free articles in local national newspapers at no cost;
- The union then decided to produce the newsletter on its own, without support from any donor. It was in A4 format and cost very little to produce (it was edited by KNFU Board members, voluntarily);
- This has proved sustainable, with the entire membership receiving it via e-mail or in print form, using various channels such as post offices and information centres.

Strengths

- The more simple publication has proved sustainable;
- It allows changes the strategy (e.g., with regard to size, contents, focus) to be made easily;
- It is interactive, accommodating views of farmers;
- Its simplicity cuts across language barriers.

Challenges and problems

- Whether to have a free newsletter, or sell it to members?
- How to ensure its sustainability ?
- What are the advantages, disadvantages of a simple newsletter, rather than a more complex one?
- How to improve and consolidate the distribution channels

Report of Working Group 2

Current practices

The group discussion began with members by listing the experiences they wished to exchange with each other. The experiences were organised into three categories: personal contact, print media and electronic media (see Table 1).

Table 1

	PRACTICES	ORGANISATIONS
PERSONAL CONTACT	<ul style="list-style-type: none"> – Development agent based in rural community – (Fortnightly) meetings with farmers – Training of farmers' – Commodity groups – Meetings with universities, research institutions and local government authorities – Interaction between commercial and provincial farmers' organisations (former train the latter) – Monitoring and backstopping visits to the commodity groups – Field days – Agriculture shows – Study groups-by commodities – Workshops and seminars – Agri-dealers – (Grain) marketing boards – Farmer exchange visits – Extension staff and officials of chemical companies invited to talk to farmers during days – Announcements, worship areas, schools hospitals – Use of social gatherings 	<ul style="list-style-type: none"> Farmer organisations Public institutions Private institutions Non-governmental organisations
PRINT MEDIA	<ul style="list-style-type: none"> – Booklets, posters – Magazines – Community libraries – Hecking – Use of promotional materials (T-shirts, caps) – Book-markets ('informal bookshops') 	<ul style="list-style-type: none"> Farmer organisations Public institutions Private institutions Non-governmental organisations
ELECTRONIC MEDIA	<ul style="list-style-type: none"> – Radio, radios cassettes and video cassettes/slides – Use of e-mail, telephone post/office – Networking 	<ul style="list-style-type: none"> Farmer organisations Public institutions Private institutions Non-governmental organisations

Constraints and successes

The group focused discussions on two categories of experiences (personal contacts and electronic media) and determined constraints and successes (Table 2).

Table 2

EXPERIENCES WITH PERSONAL CONTACTS	
Constraints	Finance, logistics Time consuming Language could be a barrier Requires training in communication skills (sometimes)
Successes	Two-way communication, good feedback

EXPERIENCES WITH ELECTRONIC MEDIA	
Constraints	Licensing Batteries Cost of radio Programming may not be participatory Timing
Successes	Broad area of coverage Accessibility

Rapport du groupe de travail 3

Les domaines de partage d'expériences

Les pratiques actuelles de gestion de l'information et de la communication ont été classées en quatre groupes.

- La collecte et la circulation de l'information au niveau interne et externe
- La création de partenariats entre les organisations paysannes faîtières et les organismes d'appui
- Les échanges d'expériences et de savoir-faire
- La spécialisation des organisations paysannes faîtières (OPF) dans les différents domaines d'intervention

Les succès

Dans ces quatre catégories de pratiques de la gestion de l'information et de la communication, les pratiques suivantes ont été relevées comme des succès :

- les visites d'échange et d'étude (foires, expositions, séminaires, assemblées...);
- la mise en relation paysans-chercheurs ;
- le partenariat avec les organisations ayant les mêmes objectifs ou pouvant apporter des appuis à l'organisation paysanne faîtière ;
- la production de bulletins, revues, cassettes, fiches techniques... ;
- l'inventaire des besoins ;
- la planification des besoins ;
- la formation des formateurs et ou des animateurs paysans ;
- la mise en place de comités de gestion de l'information ;
- la création et la mise en place de groupes thématiques de travail selon les besoins définis ;
- la création de services de communication au sein des organisations paysannes faîtières ;
- la communication horizontale et verticale dans les organisations paysannes faîtières ;
- la création et la mise en place de bibliothèques villageoises gérées par les membres.

Les faiblesses

Les entraves à la gestion de l'information et de la communication ont été définies et regroupées comme suit :

- la rétention volontaire de l'information due :
 - aux difficultés de restitution de l'information,
 - au manque de moyens matériels, financiers et pédagogiques,
 - à la monopolisation de l'information (leaders qui veulent garder le pouvoir) ;
- le nombre limité de leaders ;
- les problèmes de leadership dans les organisations paysannes faîtières ;
- le manque de ressources humaines compétentes ;
- les problèmes d'organisation interne des organisations paysannes faîtières (choix des activités, fonctionnement...) ;
- les connaissances limitées en matière de NTIC ;
- le manque de temps pour la collecte et le traitement de l'information en vue de la définition d'une politique stratégique face à des sujets précis et urgents ;
- les conflits d'intérêt à l'intérieur des organisations paysannes faîtières ;
- l'influence parfois négative des structures d'appui et de l'État qui affaiblit les organisations paysannes faîtières.

Rapport du groupe de travail 4

Recensement des expériences des participants

Les expériences des participants ont été répertoriées et regroupées en trois domaines principaux.

Les questions liées à l'information et à la communication ont été approfondies dans deux domaines, à savoir la communication institutionnelle et l'information économique (ou commerciale).

La communication institutionnelle

L'analyse s'appuie sur l'expérience du SAILD auprès d'une organisation paysanne faitière dénommée CROPENS (Nord Cameroun) et d'ASPPA sur les OP des filières cacao.

Constats

L'OPF a été mise en place très rapidement, à partir de l'adhésion des groupements de base, suivant une structure en cascade, très hiérarchisée (GIC, union, fédération, confédération). Les organisations paysannes se sont organisées avec les appuis extérieurs pour lever des fonds. La structure reflète les sollicitations extérieures et non les fonctions à assurer par rapport à la base. Le travail d'appui s'est beaucoup concentré au niveau stratégique (sommet).

Tableau 1

DOMAINES	EXPÉRIENCES
Outils et supports de communication	Appui à la mise en place d'un journal au sein d'une organisation paysanne. Appui aux organisations paysannes en vue de l'élaboration d'un système de communication. Modes de circulation de l'information au sein du BINUM à travers son bulletin d'information. L'alphabétisation bilingue comme accès à l'information. Réseau de bibliothèques villageoises
Communication institutionnelle	Appui aux organisations paysannes pour la gestion des conflits. Appui aux organisations paysannes pour la définition d'un plan stratégique. Appui à la mise en place des instances de concentration au sein des organisations paysannes faitières.
Information économique (ou commerciale)	Bourse de céréales. Mise en place d'un dispositif d'information des organisations paysannes sur le prix des produits de base. Vente des produits agricoles du Sud vers le Nord Cameroun.

Contraintes ou conséquences

- Les seules informations véhiculées (du sommet vers la base) sont celles qui renforcent le pouvoir des responsables.
- La gestion des ressources est trop centralisée et caractérisée par une très faible participation des membres à la base ; il n'y a pas souvent de contrôle.
- Il se développe un clientélisme ; les responsables privilégient certaines organisations au détriment des autres.

Actions à mener

- Planification à la base pour mieux répartir les rôles et rendre les objectifs cohérents à différents niveaux de structuration (un bon positionnement favorise la transparence) :
 - fonctions techniques et économiques au niveau des unions ;
 - fonctions politiques, facilitation, mise en relation au niveau des organisations paysannes faîtières.
- Appuis dans la durée pour permettre une bonne participation des membres et définir des procédures acceptées et appropriées par tous les membres :
 - atelier de réflexion comme support de communication et de participation ;
 - mise en place d'animateurs endogènes ;
 - bulletins d'information internes ;
 - processus trop coûteux ne pouvant être financé uniquement par les organisations.

Les risques

- L'organisme d'appui se substitue à l'organisation et dicte sa vision et ses objectifs.
- Le responsable devient la « personne à abattre ».

Gestion des conflits

- Repérer dans le milieu les leaders qui constituent des pôles de pouvoir et sur qui on peut s'appuyer pour régler les conflits.
- Établir d'abord des contacts individuels et mettre ensuite en place des réseaux de leaders à différents niveaux.
- Certains conflits (à caractère ethnique et politique, par exemple) ne peuvent pas être réglés dans le cadre de l'organisation ; c'est dans le milieu extérieur (la société) avec laquelle l'organisation communique en permanence qu'il faut chercher les solutions.
- L'organisation paysanne doit développer des stratégies propres pour mieux communiquer avec ce milieu et interpréter ses signaux pour repérer les leaders sur lesquels il doit compter pour gérer ces conflits.

L'information commerciale ou économique

Les analyses s'appuient sur l'expérience du réseau « Afrique verte » sur la commercialisation des céréales et sur celle du dispositif d'information des organisations paysannes sur le prix des produits de base mis au point par le projet ASPPA au Cameroun.

Points forts

La gestion de ce type d'information nécessite de disposer d'une structure permanente dotée des compétences et des moyens nécessaires pour rechercher, traiter et mettre à la disposition des producteurs et des autres opérateurs les informations recueillies. La structure peut ainsi être une organisation paysanne faîtière ou un organisme d'appui. L'efficacité de cette structure dépend de son niveau d'équipement (téléphone, fax, messagerie électronique, bulletin) et de sa capacité à accéder ou à utiliser les médias (radios rurales, locales ou nationales).

D'autres supports tels que la « bourse céréalière » peuvent être utilisés pour assurer une meilleure interaction entre les paysans et les autres opérateurs économiques. C'est le lieu de rencontre où se font les transactions commerciales. Sa réussite dépend de l'information des différents partenaires et de leur conviction qu'ils peuvent en tirer un avantage économique (il faut donner des informations positives notamment sur les prix, les stocks disponibles et les types de produits).

Faiblesses/contraintes

Les dispositifs mis en place se limitent uniquement à diffuser l'information vers les « organisations paysannes faîtières » considérées comme cibles ou les autres opérateurs. Une fois l'information diffusée, on ne se préoccupe pas de savoir comment elle est exploitée par ces organisations paysannes pour accroître leur efficacité. Tous les intervenants se comportent comme si la recherche et la gestion de cette information économique concernaient seulement les organisations paysannes. Comment faire participer les autres opérateurs économiques (commerçants, transporteurs, etc.) au financement de l'information économique ?

Est-ce que les organisations doivent assumer toutes les tâches ou faut-il négocier des partenariats utiles avec les autres acteurs ? Toutes ces expériences sont financées par des subventions ou des projets ; sont-elles viables dans aide ?

2

Rapports sur les stratégies / Reports on strategies

Consignes pour les groupes de travail

- Groupe 1 : Quelles stratégies de communication faut-il promouvoir en fonction des types d'organisation des organisations paysannes faitières ?
- Groupe 2 : Quelles améliorations faut-il apporter aux stratégies d'appui des structures d'appui pour une gestion efficace de l'information et de la communication au sein des organisations paysannes faitières ?
- Groupe 3 : Quelles propositions concrètes faut-il formuler au niveau des organisations paysannes faitières pour l'exploitation et le développement des NTIC ?

Procédure

Chaque groupe traite la question posée en deux étapes :

- Réponse à la question posée.
- Proposition de stratégies de mise en œuvre des réponses ou solutions proposées en traitant de leurs aspects financiers. Les stratégies doivent clairement identifier les acteurs (OPF, organisations d'appui, CTA...) et les rôles qui leur sont confiés.

Guidelines for working groups

- Group 1: Which communication strategies can be promoted, depending on the types of farmers' organisations?
- Group 2: What improvements could be made to the strategies of support structures to achieve efficient information and communication management (ICM) in FFOs?
- Group 3: What concrete proposals are there for the exploitation and development of new ICTs at the level of FFOs?

Procedure

Each group will discuss the issue addressed to it, following these steps:

- answer the question addressed to the group;
- propose strategies to implement this answer, taking into account the financial aspects; the proposed strategies should clearly identify relevant actors (FFOs, support organisations, CTA, etc.) and their respective roles.

Report of Working Group I

Which communication strategies can be promoted, depending on the types of farmers' organisations?

Definition of communication strategies

The Working Group defined communications strategies as methods, means or procedures whereby FFOs and other farmers' organisations can interact internally and externally to serve each other.

Types of farmers' organisations

The types of farmers' organisations can be graded into three levels:

- the highest level – FFOs, more advanced, interact at the highest level with donors, politicians and government departments;
- intermediary level – often run by extension agents;
- local level – run by farmers at grassroots level.

Strategies and roles

In Table 1 the different types of communication tools and strategies used at the three levels are listed. The mobile

Table 1

LEVEL	STRATEGY AND TOOLS	ROLES			
		FFOS	SUPPORT	CTA	STATE
Federations of farmer organisations	Telephone/ fax E-mail/Internet Bulletins Vehicles Qualified staff Incentives Meetings	Defend members' interests Provide services	Training Funding Technical support Logistics	Equipment Funding Training Workshops Projects Exchange visits Study visits	Funding Technical support
Intermediaries	Radios/cassettes Media Human resources Farmers' centres		Training Funding Logistics Technical support		Seminars Logistics Motorbikes
Local	Meetings Market days Religious festivals Cultural activities Announcements Word of mouth Agricultural shows Agricultural agents Agri-business dealers Magazines Radio broadcasts Mobile telephone		Training Funding		Infrastructure Visits Seminars Agricultural shows

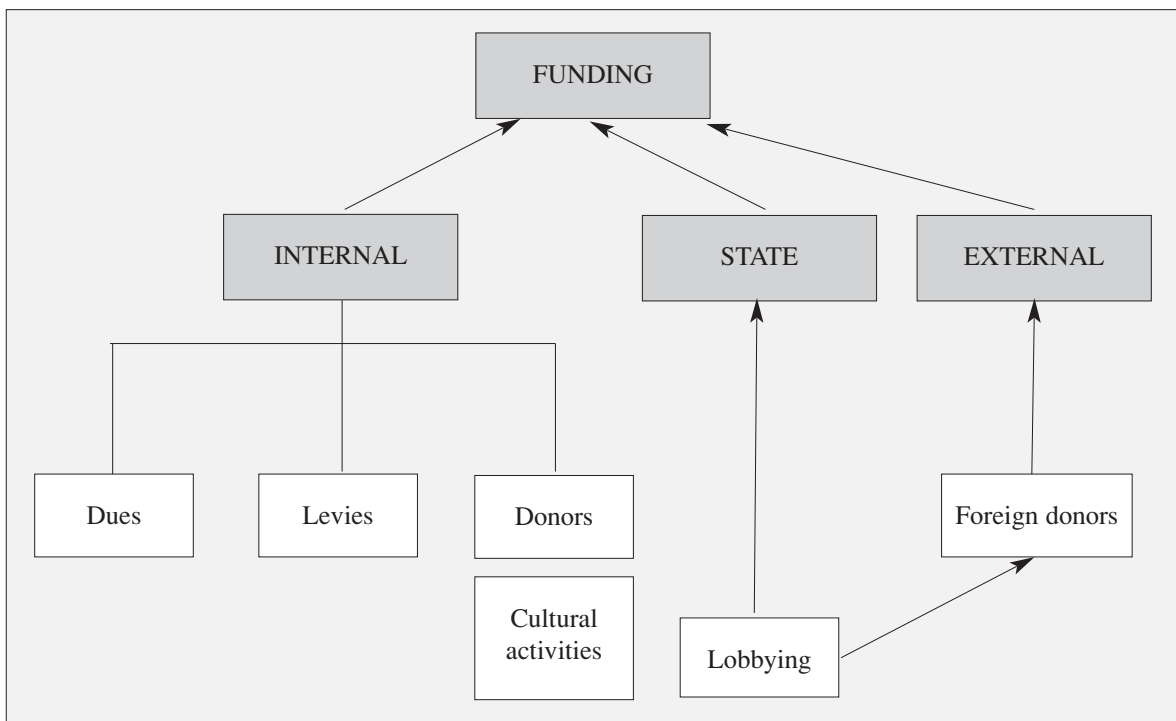
telephone at the local level is of particular interest because, where available, it makes communication quick, easy and direct without the constraints of inadequate infrastructure such as poor roads. The promotion of farmers' centres is of significance because of its importance in rallying all parties. The relationship between various actors in the promotion of communication strategy is also shown in the table. The support organisations should be able to provide training, funding, technical support and other resources such as motorbikes.

CTA can assist in strengthening information and communication management (ICM) in terms of its mandate by providing computers (new or secondhand), training, funding for workshops and projects, organising exchange visits and studies, and supplying relevant publications.

Governments should be able to provide funding to support seminars, agricultural shows and improvements to the infrastructure. They should also provide technical support.

Figure 1 describes methods of funding by the various organisations. Internally, it is important that each organisation should be able to generate some fund of its own even, at the grassroots level. This gives respectability and credit worthiness where necessary. Thus, reasonable levies for farmers, some dues when and if necessary, and donations can be sought during various activities. At the State and external levels, organisations should use qualified personnel to engage in lobbying and negotiations, and to seek for funds. Information must be gathered on where to seek for funding from and on developing specific strategies for fund raising.

Figure 1. Various sources of funding



Report of Working Group 2

What improvements could be made to the strategies of support structures to achieve efficient information and communication management (ICM) in FFOs?

Current communication strategies used by support organisations

The Working Group identified eight areas in which support is needed: training, production of information, networking, facilitation, financing and equipment, strategic capacity building, information dissemination, and media. It then listed the support FFOs require and the corresponding communication strategies used by support organisations (see Table 1).

Proposed improvements to the communication strategies used by support organisations

Internal communications

Challenges

- Improved communication at the middle levels
- Avoid discrimination in information dissemination
- Farmers need to have confidence
- Members to share organisational values

Objectives

- Collective decision-making
- Quick transmission of information
- Develop internal capacity to process and package information
- Formulate a communication plan, shared by everyone

Conditions

- Overcome cultural issues that inhibit communication
- Support should be effective
- Wide dissemination of information
- Support organisations must be cautious when advising

Strategies

- Train internal animators
- Advise – and not decide for – FFOs
- Build the relationship between NGOs and FFOs on realistic aims
- FFOs need their own system of communication

Principles

- Communication strategy has to be negotiated with the FFOs
- Communication strategy should be controlled by the FFOs
- Financing the strategy should be by the FFOs
- Separate the function of advising from the function of financing

Table 1

FFO SUPPORT REQUIREMENTS	COMMUNICATION STRATEGIES USED BY SUPPORT ORGANISATIONS
TRAINING Train in the use of video equipment Set up a database Create a website Provide e-mail and internet services Improved ways to reach primary members (improve access by road and telecommunications) Train village animators Improve capacity to process and repackage information	Two-week training programme Training journalists to report on development issues Training in information management (e.g. setting up a small library) Create awareness on need for a strategic communication action plan Sensitising members on the importance of information as an input like any other (e.g., fertiliser), hence the need to pay for it Promoting the farmers' voice Training by development agents and carrying out demos Teach farmers how to handle communication gadgets (e.g. projectors) Technical training of farmers
INFORMATION PRODUCTION Train village animators Improve capacity to process and repackage information Carry out aggressive marketing	Documentation of best farming practices Developing a syllabus for farmers Documenting farmers' experiences Producing booklets on farming and global trade
NETWORKING Create a website Carry out aggressive marketing Provide e-mail and Internet services Improved ways to reach primary members Improve capacity to process and repackage information	FFOs from the South participating in symposia in the North Reflecting with farmers to bring about attitude change Village authorities and telephone Promote exchange visits among farmers
FACILITATION	Facilitating links between donors and FOs Exchange trips by farmers' leaders Sensitising members on the importance of information as an input Facilitating exchange visits (North-to-South and South-to-South) Reflecting with farmers to bring about attitude change Plans to establish a radio station
FINANCING / EQUIPMENT Farmers' units (i.e., office buildings) Create a website Provide email and internet services Improve ways to reach primary members Training village animators Capacity to process and repackage information	
STRATEGIC CAPACITY BUILDING Carrying out aggressive marketing Strengthen village authorities and telecomm.	Sensitising members on the importance of information as an input
INFORMATION DISSEMINATION	Post, newsletters, telecommunications Information exchange days Common interest groups Literate farmers given information through books, illiterate ones through extension visits Strengthen village authorities and telecommunications
CULTURE	Magazine publishing Use of radio cassettes Pamphlets, posters Promoting the farmer's voice Radio programmes

External communications

Challenges

- Gain recognition of other actors
- Reduce the communication gap between other actors and FFOs
- Improve ability to produce and share information within the support organisation
- Improve ability to forecast information needs of FFOs

Objectives

- Develop effective tools of communication
- Give FFOs comprehensive information

Strategies

- Take note of the external environment which influences the communication strategy
- Communication strategy should be changed depending on organisational structure and growth
- Support organisation should only advise FFOs on what they need
- Need more than financial support from support organisation
- Technology used for internal and external communication may differ
- FFOs need to network with other FFOs worldwide
- Information should be given in local language, where possible

Principles

- Support organisations should not be seen as slaves of FFOs
- Support organisations should only facilitate access to information and not decide for the FFOs
- Technology should be adapted to the farmers and not vice versa

Conditions

- It should be automatic for FFOs to participate, not to have to be invited by support organisations
- FFOs do not need any special training from the support organisations in the skills participation
- Horizontal communication should not be ignored
- Important for support organisations to understand the challenges facing FFOs
- Information should be able to address local issues faced by farmers
- FFOs should participate in the process of information flow
- Select useful information because there is too much information

Rapport du groupe de travail 3

Quelles propositions concrètes faut-il formuler au niveau des organisations paysannes faitières pour l'exploitation et le développement des NTIC ?

Préalable

Le groupe a d'abord précisé le cadre dans lequel s'inscrivent ses propositions ; elles concernent les organisations paysannes faitières.

Définitions

Les technologies de l'information sont un ensemble d'outils ou d'instruments permettant de diffuser ou de transférer des informations d'un émetteur vers un récepteur :

- outils, canaux ou instruments à travers lesquels les informations transitent de l'émetteur vers le destinataire ;
- outils de communication (ensembles d'outils modernes pour atteindre certains objectifs) ;
- technologies qui permettent aux paysans d'être en phase avec l'évolution du monde dans le domaine de la communication ;
- l'introduction des nouvelles technologies induit des changements de comportement, d'attitude (problèmes d'appropriation) ;
- la question à poser est de savoir si les instruments traditionnels sont encore adaptés (préciser l'enjeu aujourd'hui).
- Avant de transmettre, il faut :
 - élaborer,
 - transmettre,
 - recevoir l'information.

NTIC : outils pour faire passer les informations de l'émetteur vers le récepteur.

Il est important de situer l'outil par rapport à l'utilisation qu'en fait l'organisation paysanne faitière (Contexte).

Tableau 1. Outils disponibles et/ou utilisés

Radios rurales et nationales Magazines Télévision Tricots imprimés Cloches Caravane Logo Visites d'échange	Lettres Téléphone Messages Réunions Sessions de formation, ateliers Démonstrations, théâtres, etc.	E-mail Affiches Contacts personnels Plaque
---	---	---

Radio

Cet outil peut être un nouvel instrument selon son rôle ; la radio change de fonction dès qu'on passe de l'écoute simple à son utilisation dans le cadre de la gestion des programmes.

- Avoir accès à l'outil.
- La perception des paysans vis-à-vis de l'outil.
- Participation dans l'élaboration des contenus.
- Dans quelle mesure la radio est-elle intégrée dans une stratégie de communication propre aux OP ?

Magazines

Très peu d'organisations paysannes produisent des journaux ou possèdent leur organe d'expression propre (seulement deux exemples au Cameroun).

Est-ce que les organisations paysannes faitières maîtrisent l'outil (contenu) ? Y a-t-il une parution régulière et une bonne diffusion ? Quelles sont les possibilités de pérennisation ? Est-ce que les organisations paysannes faitières contrôlent cet outil ? À quel niveau les organisations paysannes faitières sont-elles responsables (éditorial, financement, distribution) ?

Télévision

- Utilisation occasionnelle.
- Il existe des espaces pour les organisations paysannes.
- L'organisation paysanne faitière n'est pas propriétaire des stations, mais participe au financement des programmes.
- Plusieurs paysans n'ont pas de postes de télévision ; ils ne peuvent pas utiliser cet outil.
- La télévision peut être utilisée comme outil de communication par les organisations paysannes faitières pour sensibiliser les citoyens et préparer des alliances avec d'autres acteurs (non paysans).

Téléphone

- Outil de communication facile à utiliser et efficace, mais dont le coût reste élevé dans la plupart des contrées rurales, ce qui limite son utilisation.
- Actuellement, le téléphone est utilisé pour des messages précis, rapides et courts.
- Cet outil peut servir de façon économique dans certains pays.
- N'est pas disponible dans l'arrière-pays : il est limité aux zones urbaines et périurbaines.

Visites d'échange

- Très pratiques et enrichissantes.
- Très coûteuses.
- Pas régulières ; besoin d'un financement extérieur.

- Besoin d'avoir des organisations paysannes faïtières qui se connaissent ou qui disposent d'informations sur les thèmes d'échange.
- Est-ce à l'instigation des organisations paysannes faïtières ? (Doit-on toujours compter sur les structures d'appui ?)
- Nécessité d'une bonne préparation pour éviter que cela ne devienne une visite touristique et pour exploiter la richesse des échanges. Après la visite, capitaliser sur les expériences, valoriser les acquis et les diffuser.
- Outil efficace d'implantation du changement en très peu de temps.
- Mettre en relation le coût des voyages d'échange et le bénéfice qu'on en tire.
- Ces échanges ont motivé la création de certaines organisations paysannes faïtières tant ils sont bien appréciés des paysans.
- Nécessité d'être informé préalablement sur les autres organisations paysannes faïtières pour maîtriser les voyages d'échange et les rendre efficaces.
- Le respect des chronogrammes et des horaires est important pour éviter le découragement et la fatigue des participants.
- Nécessité de réciprocité dans les échanges, qui sont des occasions de formation. Il faut faire l'effort pour assurer aux paysans visités quelques retombées de ces visites.

Réunions

- C'est l'outil le plus ancien utilisé par les organisations paysannes faïtières (assemblées générales, etc.).
- Non-respect des horaires / Ponctualité.
- Réunions non canalisées.
- Préparation et animation pour réaliser les objectifs.

Lettres/messages écrits

- Les lettres sont essentiellement utilisées pour communiquer avec les responsables et envoyer les convocations ou procès-verbaux des réunions.
- Utilisées dans les occasions spécifiques, elles deviennent de plus en plus fréquentes en raison de l'augmentation du taux d'alphabétisés au sein des organisations paysannes faïtières.
- Le système postal n'est pas toujours fiable. Les moyens utilisés (tierce personne, transporteur, etc.) ne sont pas toujours efficaces.

E-mail

- Les organisations paysannes faïtières peuvent servir de relais pour les organisations paysannes de base.
- Utilisé pour être au courant des choses extérieures, avec l'avantage de la rapidité.
- Très coûteux.
- Le réflexe d'aller chercher l'information et de répondre n'est pas systématique.
- Rare, peu connu et implique de nouvelles attitudes de la part des organisations paysannes.
- L'accès à l'Internet est souvent un problème.

Divers

- T-shirts, pancartes d'affichage, cloches, contacts directs, etc.
- Kits promotionnels : très coûteux, pas courants, cas exceptionnel.
- Cloches : pour mobiliser les personnes le jour du marché.
- Marché : lieu et moment où l'on peut toucher le plus de personnes.

Stratégies

Pour le groupe, élaborer une stratégie consiste à faire des choix que l'on peut assumer seul ou en formant des alliances.

Les stratégies de communication des organisations paysannes faïtières doivent se construire autour des outils suivants :

- développement de centres appelés « Maisons du paysan » ;
- utilisation optimale de la radio ;
- exploitation rationnelle de bulletins/magazines/journaux.

L'élaboration de la stratégie doit permettre de répondre aux questions suivantes : que doit-on y trouver ? Quelle gestion de la stratégie faut-il choisir pour être rentable (contractualisation ou gestion collective, par exemple) ? Quelle méthode de gestion pour pérenniser le service ?

La maison du paysan

Critères de choix du lieu d'implantation

- Accès du lieu à l'ensemble des organisations paysannes.
- Disponibilité de l'électricité et du téléphone.
- Implantation hors d'une institution, si possible, pour éviter qu'elle ne soit « phagocytée ».

Les services à offrir

Déterminer au cas par cas selon les besoins des organisations paysannes :

- bureautique : téléphone, fax, photocopie, E-mail, etc. ;
- informations générales : informations agricoles, météo, prix, marché, stock, etc. ;
- bibliothèque ;
- bureau pour organisation paysanne faïtière ;
- divers : salle de rencontre, de formation, lieu de rafraîchissement, etc.

L'initiative peut partir d'une organisation paysanne, avec possibilité d'ouverture.

Avoir des locaux fixes (un bureau) permet de pérenniser les actions et le suivi des dossiers (archivage...)

Les acteurs

Les organisations paysannes

- Pour garder la propriété de l'opération, les organisations paysannes peuvent, par exemple, décider d'un système de parts sociales à souscrire.
- Mettre en place un système comptable fiable et un audit approprié.

- Confier, par exemple, la gestion des services à des opérateurs privés sous forme de contrat (rentabilité).
- La qualité et le type de services doivent attirer plus de monde (paysans et usagers) : bibliothèque, salle de réunion, bureau pour location, bureautique, etc.

Les organismes d'appui

- Analyser avec les organisations paysannes les conditions de viabilité (étude de faisabilité).
- Servir de conseil pendant le montage de l'opération en laissant les organisations paysannes fixer les orientations.
- Appui au suivi-évaluation.

Le CTA

- Aider à la mise en place des expériences.
- Capitaliser et diffuser.
- Rechercher/soutenir l'opération à travers la documentation.
- Formation et appui technique pour la gestion.
- Favoriser les échanges et l'intégration des pays, renforcement des capacités.
- Favoriser l'échange entre les maisons (développement des réseaux).
- Appuyer l'acquisition de l'équipement initial.

Divers

Ce sont des opérateurs économiques ou des services étatiques qui peuvent :

- apporter une contribution directe sous forme de contrat dans la gestion d'une activité (par exemple en bureautique) ;
- faciliter les procédures ou accorder des conditions privilégiées (services de télécommunication) ;
- parrainer les organisations paysannes dans la recherche des fonds.

La radio

Des questions importantes

- Avoir ses propres radios ou gérer les radios existantes ?
- S'approprier les radios existantes pour mieux les utiliser ?

Orientations

Il faut que la radio devienne un véritable moyen de communication pour les paysans.

Pour les radios existantes, la difficulté réside dans l'obtention de tranches horaires spécifiques. L'expérience du projet ASPPA dans la mise en place d'un système d'information sur les prix des produits agricoles et

l'organisation des débats radiodiffusés entre les organisations paysannes montrent qu'il suffit de frapper à la bonne porte :

- approcher les autorités du ministère de l'agriculture et présenter l'importance de ces programmes ;
- identifier les radios de proximité et les programmes en langue locale de préférence ;
- faire des actions de lobbying auprès des responsables des médias publics afin de signer des contrats ou avoir accès aux tranches horaires spécifiques (les organisations paysannes doivent oser).

Les acteurs

Les organisations paysannes

- Établir des contacts et des partenariats utiles.
- Organiser la participation des paysans dans les programmes.

Les organismes d'appui

- Les organismes d'appui doivent aider les animateurs de radio à recueillir des informations sur le terrain.
- Aider les organisations paysannes à préparer les programmes.
- Faciliter le rapprochement des organisations paysannes et des animateurs de radio.
- Aider les animateurs de radio à utiliser les informations venant des organisations paysannes (développement des approches participatives).

Le CTA

- Appuyer le développement des supports et des fiches techniques pour la préparation des programmes.
- Contribuer à la rencontre et à la formation des animateurs de radio de proximité (ateliers de formation et d'échange).
- Le CTA joue un rôle de diffusion de l'information.

L'État

- Faciliter l'accès des médias aux organisations paysannes par la mise en place de politiques appropriées.

Ensemble des acteurs

Former des partenariats/alliances pour exercer des pressions destinées à faciliter la libéralisation des médias (par l'État) et permettre une participation accrue des organisations paysannes dans leur utilisation.

Magazines et/ou bulletins

Éléments de diagnostic

Les coûts sont parfois importants et sont liés à la qualité ou le type de papier (il faut être modeste au départ en limitant les couleurs, par exemple).

- Mettre en place un système de distribution s'appuyant sur les structures décentralisées des organisations paysannes.
- Rémunérer les paysans distributeurs.
- Les organisations paysannes doivent être appuyées dans ce cheminement.
- Éviter la dispersion (l'édition simultanée de plusieurs publications comporte des risques ; bien mesurer le rythme de publication).
- Inclure la publicité pour permettre le financement des journaux.

Bulletins

Essentiellement utilisés pour diffuser des informations sur les aspects importants de la vie associative.

Magazines

- Généralement utilisés pour la diffusion des informations stratégiques.
- Choisir l'outil en tenant compte du niveau où il sera le plus efficace.
- Nécessité d'exploiter les journaux existants.
- Concevoir des bulletins que les organisations paysannes pourront gérer (contrôle du contenu).

Rôle des acteurs

- Rôle des organismes d'appui: faire des études pour déterminer comment les gens peuvent s'exprimer tout en gardant leur identité (éviter le mimétisme).
- Bailleurs: avoir son propre organe de presse est indispensable pour les organisations paysannes. Les bailleurs doivent assurer la continuité du financement.
- CTA et organismes d'appui: appui technique et formation

Annexes

Annexe 1. Programme du séminaire

Lundi 10 décembre

SESSION 1	Séance d'ouverture
9:00–10:00	Enregistrement des participants
10:00–11:00	Séance d'ouverture
11:00–11:30	Pause café
11:30–11:45	Présentation de la structure et des objectifs du séminaire <i>A. Vugayabagabo</i>
SESSION 2	Exposés de présentation générale sur l'environnement des OPF dans les politiques de développement et dans le cadre du mandat du CTA et orientation de son plan stratégique 2001–2005
11:45–12:30	Rôle des OPF dans les politiques nationales et régionales de développement agricole et rural dans les pays africains au sud du Sahara <i>Marie-Rose Mercoiret</i>
12:30–13:00	Présentation générale du mandat du CTA et des orientations de son plan stratégique 2001–2005 avec un accent particulier sur son rôle vis-à-vis des organisations paysannes et des structures d'appui au développement dans les pays ACP. <i>T.M. Narain, représentant le directeur du CTA</i>
13:00 – 14:30	Déjeuner en groupe
SESSION 3	Exposés des diagnostics sur les expériences des différents acteurs en matière de stratégies de communication dans les organisations paysannes et des OPF
14:30–14:55	Présentation des conclusions de l'étude préparatoire CTA 2001 sur les pratiques de gestion de l'information et de la communication au sein des OPF <i>René Segbenou</i>
14:55–15:20	Expériences de MVIWATA en matière d'amélioration des stratégies de communication des OP <i>J. Shekilango, M. Nyanzali, and P. Maumba</i>
15:20–15:45	Expériences de l'INADES-Formation en matière d'appui à l'amélioration des stratégies de communication des OP <i>Ibrahim Ouedraogo</i>
16:00–16:25	Expériences de la FENOP en matière d'amélioration des stratégies de communication des OP <i>Paul Ouedraogo</i>
16:25–16:50	Expériences de la GTZ en matière d'amélioration des stratégies de l'information et de la communication des OP <i>Prosper Ngoma</i>

- 16:50–17:30 Discussion générale
- 19:00–20:00 Cocktail offert par le directeur du CTA

Mardi 11 décembre

GROUPES DE TRAVAIL

- 8:30-9:00 Introduction sur les groupes de travail : objectifs et résultats attendus, organisation des discussions et formulation des recommandations
A. Vugayabagabo, CTA
- 9:00–10:30 Groupes de travail – Session 1
- 10:30–11:00 Pause café
- 11:00–13:00 Groupe de travail
- 13:00–14:30 Déjeuner en groupe
- 14:30–16:00 Groupes de travail
- 16:00–16:30 Pause café
- 16:30–18:15 Présentation et discussion en plénière des rapports préliminaires des groupes de travail

Mercredi 12 décembre

SESSION 4 Exposés d'enrichissement théorique sur les thématiques de gestion de l'information et de la communication des OPF

- 8:30–9:15 Organisations paysannes et système de communication sociale : comment établir un lien efficace entre les deux
Bernard Njonga / Déo Niyonkuru
- 09:15–10:00 Rôle des structures d'appui (ONG, projets, services étatiques), des bailleurs de fonds et autres dans les stratégies de gestion de l'information et de la communication au sein des OPF et des réseaux d'organisations paysannes
Mutizwa Mukute
- 10:00–10:30 Pause Café
- 10:30–11:15 Utilisation et appropriation des NTIC par les OPF
Gilles Mersadier
- 11:15–12:00 Accès à l'information stratégique pour le renforcement des capacités des paysans dans le processus de développement
Fadel Diamé
- 12:00–12:30 Discussion générale
- 12:30–13:00 Introduction aux groupes de travail
- 13:00–14:30 Déjeuner en groupe

GROUPES DE TRAVAIL

14:30-16:30	Groupes de travail
16:30-16:50	Pause café
16:50-18:00	Groupes de travail

Jeudi 13 décembre

8:30-11:00	Groupes de travail (suite)
11:00-11:30	Pause café
11:30-13:00	Groupes de travail (suite)
13:00-14:30	Déjeuner en groupe
14:30-16:00	Présentation et discussion en plénière des rapports préliminaires des groupes de travail
16:00-16:20	Pause café
16:20-18:15	Élaboration des conclusions et recommandations (groupe restreint)

Vendredi 14 décembre

8:30-10:00	Discussion en plénière des conclusions et recommandations
10:00-13:00	Excursion pour les participants à Mbanga Finalisation des conclusions et recommandations (groupe restreint)
13:00-14:30	Déjeuner en groupe
14:30-16:00	Finalisation des conclusions et recommandations (groupe restreint)
16:00-17:00	Cérémonie de clôture
17:00-18:00	Rafraîchissements

Seminar programme

Monday 10 December

SESSION 1	Opening ceremony
9:00–10:00	Registration of participants
10:00–11:00	Opening ceremony
11:00–11:30	Coffee break
11:30–11:45	Presentation of seminar structure and objectives <i>A. Vugayabagabo</i>
SESSION 2	General presentation on the role of federations of farmers' organisations (FFOs) and of CTA's Strategic Plan 2001–2005 in agricultural and rural development policies
11:45–12:30	Role of FFOs in the national and regional policies of agricultural and rural development in ACP countries <i>Marie-Rose Mercoiret</i>
12:30–13:00	Presentation of the CTA mandate and the orientation of its Strategic Plan, and the role of CTA in the development of farmers' associations and support structures <i>T.M Narain, on behalf of the Director of CTA, Carl B. Greenidge</i>
SESSION 3	Presentations on the role of federations of farmers' organisations (FFOs) in national and regional agricultural and rural development policies in sub-Saharan Africa, and on the experiences of FFOs in communication strategies
14:30–14:55	Presentation of the conclusions of the CTA preparatory study on ICM Practices at the level of FFOs <i>René Segbenou</i>
14:55–15:20	Improving training and communication between farmers' groups and facilitating local networks: the MVIWATA experience in internal communication <i>J. Shekilango, M. Nyanzali, and P. Maumba</i>
15:20–15:45	Experiences of Inades-Formation on the improvement of the communication strategies of farmers' organisations <i>Ibrahim Ouédraogo</i>
16:00–16:25	Improvement of communication strategies of farmers' organisations in FENOP <i>Paul Ouédraogo</i>
16:25–16:50	Experience of GTZ in its support for the improvement of information and communication strategies of farmers' organisations <i>Prosper Ngoma</i>
16:50–17:30	General discussion
19:00–20:00	Reception hosted by the Director of CTA

Tuesday 11 December**WORKING GROUP SESSIONS**

8:30–9:00	Introduction to the working group session: objectives and expected results, practical arrangements, organisation of discussions and formulation of recommendations <i>A. Vugayabagabo, CTA</i>
9:10–10:30	Working group sessions
10:30–11:00	Coffee Break
11:30–13:00	Working group sessions
14:30–16:00	Working group sessions
16:00–16:30	Coffee Break
16:30–18:15	Plenary presentation of preliminary working group reports

Wednesday 12 December**SESSION 4 Presentations on information and communication management in FFOs**

8:30–9:15	Farmers' associations and the system of social communication: how to establish an efficient link between the two (Presentation followed by discussions) <i>Bernard Njonga / Déo Niyonkuru</i>
9:15–10:00	Role of the support structures (NGOs, projects, State services), donors and others in the strategies of FFOs or networks of farmers' associations <i>Mutizwa Mukute</i>
10:00–10:30	Coffee Break
10:30–11:15	Utilisation of adaptation of new information communication technologies (ICTs) including the costs of FFOs <i>Gilles Mersadier</i>
11:15–12:00	Access to strategic information for the strengthening of farmers' capacities in the development process (including the cost of information) <i>Fadel Diamé</i>
12:00–12:30	General Discussions
12:30–13:00	Introduction to working group session
13:00–14:30	Lunch

WORKING GROUP SESSIONS

14:30–16:30	Working groups session
16:30–16:50	Coffee break
16:50–18:00	Working groups session

Thursday 13 December

8:30–11:00	Working group session
11:00–11:30	Coffee break
11:30–13:00	Working group session
13:00–14:30	Lunch
14:30–16:00	Plenary presentation of working group reports
16:00–16:20	Coffee break
16:20–18:15	Preparation of the conclusions and recommendations (restricted group)

Friday 14 December

8:30–10:00	Discussion of conclusions and recommendations
10:00–13:00	Excursion visit for participants to Mbanga Finalisation of the conclusions & recommendations (restricted group)
13:00–14:30	Lunch
14:30–16:00	Finalisation of conclusions and recommendations (restricted group)
16:00–17:00	Closing ceremony
17:00–18:00	Refreshments

Annexe 2. Liste des participants / List of participants

AFRIQUE / AFRICA

AFRIQUE DU SUD / SOUTH AFRICA

Mrs L. Mgodlwa
Africa Co-operative Action Trust
Airport Road R61
Umtata 5100
Tel: (27) 047 536 0147
Fax: (27) 047 536 0148
E-mail: acatec@sn.apc.org

BÉNIN / BENIN

M Zacharie Satchivi
Président, Réseau Technologie et Partenariat en
agro-alimentaires (TPA-Bénin)
01 BP 2613 Cotonou
Tél : (229) 333141 / 958165
Fax : (229) 212525
E-mail : zasatch@hotmail.com

M René Segbenou
Independent Consultant
06 BP 2083 Cotonou
Tél : (229) 337950 / 402021
Fax : (229) 337915
E-mail : rsegbenou@hotmail.com /
rsegbenou@firstnet.bj

M Joachim Saizonou
Directeur de publication
Journal Agri-Culture
03 BP 0380
Cotonou
Tél : (229) 491608 / 360546
Fax : (229) 491608
E-mail : agriculture@avu.org

BURKINA FASO

M Xavier Bakyono
Directeur AFRIC AUDIT
Membre du comité exécutif, Réseau de l'entreprise
en Afrique de Ouest (REAO)
01 BP 2464 Ouagadougou
Tél : (226) 34 32 88 / 34 37 91
Fax : (226) 34 32 88
E-mail : bakyono.xavier@fasonet.bf

M Philippe Ki
Coordinateur national pour le Burkina, Afrique Verte
389 Av. Ouezzin Coulibaly Sect. 8
01 BP 6 129 Ouagadougou
Tél : (226) 34 11 39 / 61 40 09
Fax : (226) 36 11 51
E-mail : fenop@cenatrin.bf

M Paul Ouedraogo
Responsable de la commission communication
et information, FENOP
09 BP 977 Ouagadougou 09
Tél : (226) 36 11 51 / 960138 / 822830
Fax : (226) 36 11 51
E-mail : fenop@cenatrin.bf

M Serge D. Millogo
Coordinateur, Association Wuro-Yire pour
le développement
BP 441 Bobo-Dioulasso
Tél : (226) 97 09 43
Fax : (226) 36 11 51
E-mail : fenop@cenatrin.bf

M Charles Aimé Ki
Responsable de la Commission Formation
Renforcement Organisationnel, FENOP
09 BP 977 Ouagadougou 09
Tél : (226) 36 11 51
Fax: (226) 36 11 51
E-mail : fenop@cenatrin.bf

BURUNDI

Mme Scholastique Harushiyakira
Formatrice, projet de formation de formatrices en genre
c/o CAFOB
BP 561 Bujumbura
Tél : (257) 219310
Fax : (257) 218409
Email : projetfrc@cbinf.com

Mme Marie-Goreliti Ndacayisaba
Coordinatrice de projet
Association DushireHamwe
BP 561 Bujumbura
Tél : (257) 219310
Fax : (257) 218409
E-mail : projetfrc@cbinf.com

CAMEROUN / CAMEROON

Mme Ayolo Suzanne
Présidente de la Fédération des femmes rurales
de Dja et Lobo
Sangmelima

M Bernard Njonga
Secrétaire général
SAILD
BP 11955 Yaoundé
Tél : (237) 2 224682 / 2 226244
Fax : (237) 2 225162
E-mail : Saild@camnet.cm

Mme Bissong Becky Eta
Journalist / Communication Unit
Ministry of Women's Affairs
Yaoundé

M Déo Ntima Niyonkuru
SAILD
BP 11955 Yaoundé
Tél : (237) 2 224682 / 2 226244
Fax : (237) 2 225162
E-mail : Saild@camnet.cm

Mme Julie Chantal Zanfac
MINAGRI Cameroun
BP 257 Douala
Tél : (237) 342 03 80 / 991 43 33
Fax : (237) 341 71 63
E-mail : djilemo@yahoo.fr

M Djilemo Louis
MINAGRI Cameroun
BP 257 Douala
Tél : (237) 342 03 80 / 991 43 33
E-mail : jmbarga@caramail.com

Mme Ngono Onana Françoise
BP 8410 Douala
Tél : (237) 752 23 00
E-mail : N_of@caramail.com

M Nguessi Marcellin
Minagri DPAL
BP 257 Douala
Tél : (237) 342 03 80

M. Noumedem Claude
Président national
Confédération des organisations rurales du Cameroun
(CORCAM)
BP 3013 Douala
Tél. : (237) 775 01 03 / 988 36 35
Fax : (237) 231 59 24
E-mail : Corcam1@yahoo.fr

Nune Monique
Association pour la promotion et la recherche
de l'indispensable à la survie (APRIS)
Coordination des Programmes
BP 420 Douala
Tél : (237) 340 46 52 / 340 46 35
Fax : (237) 342 85 34
Site web : www.wagne.net/apris

M Nyamé Phanuel
Représentant régional
Réseau autonome Club CORDE-INTER
ONG Francophonie
BP 5605 Douala
Tél : (237) 340.05.07
E-mail : clubcordeinteri*oing@yahoo.fr

M Nzegang Martin
Journaliste, La Voix du Paysan
BP 11955 Yaoundé
Tél : (237) 222 02 78 / 222 46 82
Fax : (237) 222 51 62 / 222 51 62
E-mail : saild@camnt.cm

M Difouo Samuel
Association des producteurs pour le développement
(BINUM), BP 410 Bafoussam
Tél : (237) 3 445 351
Fax : (237) 3 443 784
E-mail : binumassociation@hotmail.com

M Tchadjyien Ngandjui
Union des GIC de planteurs de cacao et café de Mbanga
(UGIPCMBBA)
BP 147 MBANGA
Tél : (237) 7 76 97 63 / 776 08 24 (s/c Désiré Mukuri
E-mail : Saild@camnet.cm

M Valentine Achancho
Coordonnateur du projet ASPPA
Ministère de l'agriculture de Cameroun
PO Box Yaoundé
Tél : (237) 984 29 55 / 223 25 87
Fax : (237) 223 25 87
E-mail : achanchou@hotmail.com

M Paul Sikapin
Chef de section de la professionnalisation OPF
Ministère de l'agriculture de Cameroun
Tél : (237) 751 05 32 / 230 22 65
Fax : (237) 751 97 44

Un représentant
Union des groupements de planteurs, Oyili
c/o Centre pour le Développement Auto-Centré
(CEDAC), BP 529 Sangmélina
Tél : (237) 2 28 84 23
Fax : (237) 2 28 87 03

Mme Zanfack Julie Chantal
Minagri , BP 9171 Douala
Tél : (237) 339 34 63 / 983 90 35

CÔTE D'IVOIRE

M Ibrahim Ouedraogo
Secrétaire général
Inades-Formation
08 BP 8 Abidjan 08
Tél : (225) 22 44 31 28/29 / 224 002 16
Fax : 225 22 44 06 41
E-mail : ouedraogo@inadesfo.ci / ifsiege@inadesfo.ci

ETHIOPIE / ETHIOPIA

Mr Getachew Worku
Executive Director
Agri Service Ethiopia
PO Box 2460 Addis Ababa
Tel: (251) 1 65 55 15 0r 65 12 12
Fax: (251) 1 65 40 88
E-mail: getachew@telecom.net.et / ase@telecom.net.et

GHANA

Mrs Elizabeth B. Abbey
Resource Person, African Development Program
PO Box CT 3918
Cantonments, Accra
Tel: (233) 21 306345
Fax: (233) 21 306345
E-mail: chasadp@africaonline.com.gh

Mr Mark Obeng
Program Coordinator
Biakoye Fruit and Pineapple Growers Association
PO Box 44 Adeiso
Eastern Region
Tel: (233) 21 304 112 / 254 249

Mr Joshua Awuku-Apaw
Director of Information
Green Earth
PO Box AN 16641
Accra
Tel: (233) 21 232762
Fax: (233) 21 230455
E-mail: greeneth@ncs.com.gh

Mrs Lydia Sasu
Executive Director
Development Action Association (DAA)
PO Box AN 10479 Accra-North
Tel: (233) 21 315894
E-mail: daa@africaonline.com.gh

Mrs Elisie A. Klinogo
Executive Secretary
Global Non-traditional Export Producers Association
PO Box ST 579 Accra
Tel: (233) 21 234648 / 0208132526 (mobile)
Fax: (233) 21 234041 / 663047
E-mail: ecgproj@ncs.com.Ghana

KENYA

Mrs Mercy Karandja
Chief Executive
Kenyan National Farmers' Union (KNFU)
Family Health Plaza Langata / Mai Mahiu Road
Junction
PO Box 43148 Nairobi
Tel: (254) 2 608324 / 500036
Fax: (254) 2 608325
Email: knfu@arcc.or.ke / farmers@knfu.org

Mr Matu Nguri
Kenya Community Media Network
PO Box 10332-00100
Nairobi
Tel: (254) 2 334650
Fax: (254) 2 725171
E-mail: Ngurimatu50@ hotmail.com

MALI

Mme Aissé Diarra
Association pour les activités de production et de
formation ADAF/GALLE
BP 3267 Bamako
Tél : (223) 29 21 97
Fax : (223) 21 00 33
E-mail : cadp@datatech.toolnet.org /
Adafgalle@datatech.toolnet.org

Mme Racky D. Camara
Coordonatrice régionale des femmes, c/f Helvetas-Mali
BP 1635 Bamako
Tél : (223) 217998 / 21 93 16
Fax : (223) 21 93 16
E-mail :helvetas@afribone.net.ml /
info@helvetas-mali.org

NIGERIA

Professor Bankole. O. Ogunbameru
Department of Agricultural Economics & Extension
University of Maiduguri
Maiduguri, Borno State
Tel: (234) 76 231 841 / 232 150
E-mail: bobameru@unimaid.edu.ng

Professor Modupe Akande
Research Professor, Institute of Agricultural
Research & Training
Obafemi Awolowo University, Moor Plantation
PMB 5029 Ibadan, Nigeria
Tel: (234) 2 810 7322
E-mail: akande@skannet.com /
akandedupe@yahoo.com

Mrs Stella Okon
Head, Farming Unit
Ewu Agricultural Multi-Purpose Co-operative Society
Mafuhaku, Lagos State
Tel: (234) 1 7743288
E-mail: nisskam@yahoo.com

Mr M. Mallambe Gubio Mustapha
Assistant Secretary General
All Farmers Apex Association of Nigeria (ALFAAN)
c/o Dept. of Agricultural Economics & Extension
University of Maiduguri, Maiduguri
Borno State
Tel: (234) 76 231 841 / 232150
Fax: (234) 76 231 639
E-mail: bbcomp@infoweb.abs.net

UGANDA / UGANDA

Ms Kyomuhendo Jane Baitwa
Information Manager
Uganda National Farmers' Association
PO Box 6213, Kampala
Tel: (256) 41 340249
Fax: (256) 41 230 748
E-mail: unf@starcom.co.ug / baitwa@yahoo.com

SÉNÉGAL / SENEGAL

M Mouhamadou Takha Samb
Coordonnateur FENAGIE/PECHE, CNCR
BP 20374 Dakar
Tél : (221) 8 321100 / 8 360756 / 8 361952
Fax : (221) 8 321101
E-mail : fena.cmr@sentoo.sn /
Fen.peche@metissacana.sn

M Fadel Ndiamé
Directeur Exécutif
Fondation Rurale pour l'Afrique de l'Ouest
(FRAO-WARF)
4318 Allées Seydou Nourou Tall
CP 13 Dakar Fann
Tél : (221) 824 1400 / 824 2201
Fax : (221) 824 5557
E-mail : frao@cyg.sn / Warfskt@cyg.sn

M Nadjirou Sall
Secrétaire général, FONGS
BP 269 Thies, Sénégal
Tél : (221) 951 12 37
Fax : (221) 951 20 59
E-mail : fongs@sentoo.sn

M Pape Maissa Fall
Centre Mamou
(Centre de ressources pour la communication
et le développement)
BP 494 Kaolack
Tél : (221) 941 58 96 / 654 36 93
E-mail : haydara@sentoo.sn / pmfall@voila.fr

TANZANIE / TANZANIA

Mr Yves Marché
Country Representative
Pelum Tanzania
PO Box 203 Dodoma
Tel. (255) 26 235 0744
Fax: (255) 26 235 4722
E-mail: Yvesmarche@excite.com / pelumtz@maf.or.tz

Mr Justice C. Shekilango
Trainer, MVIWATA National
PO Box 3220 Morogoro
Tel: (255) 23 260 4184
Fax: (255) 23 260 41 84
Email: mviwata@peasantsworldwide.net

Mrs Margareth Nyanzali
Board Member, Local Network of MVIWATA Mafinga
District (Iringa)
c/o PO Box 3220
Morogoro
Tel: (255) 23 260 4184
E-mail: mviwata@peasantsworldwide.net

Mr Paulo S. Maumba
Board Member
Local Network of Mgeta Morogoro District
c/o PO Box 3220 Morogoro
Tel: (255) 23 260 4184
E-mail: mviwata@peasantsworldwide.net

Mr Timothy Kirway
Head, FSR/Socio-economics Research Unit
Ministry of Agriculture & Food Security
PO Box 2066
Dar es Salaam
Tel: (255) 22 286 5320
Fax: (255) 22 2865312
E-mail: +drd@ud.co.tz

ZAMBIE / ZAMBIA

Mr Alfred Mwila
Economist/ Communications Officer
Zambia National Farmers' Union (ZNFU)
PO Box 30395
Lusaka
Tel: (260) 1 252 649 / 255 769
Fax: (260) 1 252 648
E-mail: znfu@zamnet.zm

ZIMBABWE

Mr S Hungwe
Secretary General, PELUM Association
PO Box MP1059, Mt Pleasant
Harare
Tel: (263) 4744117 / 744237 / 744509
Fax: (263) 4744470
E-mail: pelum@ecoweb.co.zw

M Gilles Mersadier
Chargé de programme Internet, Inter-Réseaux
Développement rural, 32, rue Peletier
75009 Paris
Tél : (33) 1 4246 1165
Fax : (33) 1 4246 5424
E-mail : gilles@mersadier.org

Mme Marie-Rose Mercoiret
CIRAD-TERA
73 Avenue Jean François Breton, TA 7560/15
34398 Montpellier, Cedex 5
Tél : (33) 4 67615907
Fax : (33) 4 67614415
E-mail : marie-rose.mercoiret@cirad.fr

M Benoit Lecomte
Responsable , GRAD, 228 Rue du Manet
74130 Bonneville
Tél : (33) 450 970885
Fax : (33) 450 256981
E-mail : grad.fr@fnac.net

UNION EUROPÉENNE / EUROPEAN UNION**BELGIQUE / BELGIUM**

M Anastase Ntezilyayo
Consultant indépendant
Reinaertweg 05
1860 Meise-Oppem
Tél : (32) 2 270 35 47 / 486 30 26 41 (gsm)
E-mail : ntezi@Pandora.be /
Ntezilyayo@bruxellesformation.be

M Jean-Jacques Grodent
Responsable du service information, SOS FAIM
Rue aux Laines 4
1000 Bruxelles
Tél : (32) 2 511 2238
Fax : (32) 2 515 47 77
E-mail : jjGrodent@sosfaim.be

FRANCE

Ms Anne Souharse
Chargée de mission, AFDI France, 11 Rue de la Baume
75008 Paris
Tél : (33) 1 45 62 2554
Fax : (33) 1 428 95 616
E-mail : Afdi.nationale@globenet.org

**ORGANISATIONS INTERNATIONALES /
INTERNATIONAL ORGANISATIONS****CTA**

M André Vugayabagabo
Head, Seminars and Studies Department
Technical Centre for Agricultural and Rural Cooperation
(CTA), Postbus 380, 6700 AJ Wageningen
The Netherlands
Tel: (31) 317 467 158
Fax: (31) 317 460 067
E-mail : vuga@cta.int

Mr Paul Osborn
Spore Representative
Louma Productions and Mediateurs
W-Alexanderpoort 46
1421 CH Uithoorn, The Netherlands
Fax: (31) 297 540 514
Email: info@spore-magazine.org

Mr T.M. Narain
Director's Office, Technical Centre for Agricultural and
Rural Cooperation (CTA)
Postbus 380, 6700 AJ Wageningen
Tel: (31) 317 467 129
Fax: (31) 317 460 067
E-mail: narain@cta.int

Ms Uzo Ezeunala
Seminars and Studies Department
Technical Centre for Agricultural and Rural Cooperation
(CTA)
Postbus 380, 6700 AJ Wageningen
Tel: (31) 317 467 160
Fax: (31) 317 460 067
E-mail: uzo@cta.int

GTZ

M Prosper Ngoma
Projet PGPA/GTZ
Yaoundé
Tél : (237) 21 06 51 / 942 18 66
E-mail : Sidney@cyberix.cm

FAO

Mrs Sylvana Ntaryamira
Chargée de la coopération FAO-ONG/OSC
FAO Regional representative for Africa
PO Box 1628
Accra
Ghana
Tel: (223) 21 7010930

**INTERPRETERS AND TRANSLATORS /
INTERPRÈTES ET TRADUCTEURS**

Cletus Awasum Ade
DLB, Presidency of the Republic
Yaoundé , Cameroun
(Interpreter English)
Tél : (237) 992 32 26 / 231 02 29
Fax : (237) 22 2 18 73
E-mail : awasumade@yahoo.com

Livinus C. Atanga
PO Box 1633, PRC
Yaoundé , Cameroun
(Interpreter English)
Tél : (237) 2215719 / 77518248
E-mail : l_atanga@yahoo.com

Tiga Roger Auger
DLB, Presidency of the Republic
Yaoundé , Cameroun
(Interprète ver le français)
Tél : (237) 771 01 82 / 223 40 25
E-mail : compintra@yahoo.fr

Tchunju Benoît
DLB, Presidency of the Republic
Yaoundé
Cameroun
(Traducteur vers le français)
Tél : (237) 223 40 25
E-mail : tchudjuben@yahoo.fr

Okié Emmanuel Bissong
DBL/SG/PRC
Yaoundé
Tél : (237) 775 66 21 / 223 40 25
E-mail : emmaok@co.uk

Asa'a Marie Mambo
Livinus C. Atanga
PO Box 1633, PRC
Yaoundé
Cameroun
(Interpreter English)
Tél : (237) 2215719 / 77518248
E-mail : asaa_m@hotmail.com / asaa_m@yahoo.com

Tamo Paul Ticha
Ministry of Urban Affairs
Yaoundé
Cameroun
(Translator English)
Tél : (237) 982 36 61 / 221 72 10

Mboua Yogo
PO Box 1663 PRC
Yaoundé
Cameroun
(Interprète ver le français)
Tél : (237) 221 11 76 / 992 44 35
E-mail : mbouayogo@hotmail.com

Annexe 3. L'évaluation du séminaire

Questionnaire

Un questionnaire a été communiqué aux participants pour recueillir leurs avis sur le déroulement du Séminaire. Les observations étaient sollicitées sur les points suivants :

- L'appréciation générale du Séminaire
- L'atteinte des objectifs du séminaire
- Couverture des thèmes des groupes de travail
- Forces et faiblesses du séminaire
- L'organisation du séminaire
- En outre, il était demandé aux participants de faire des commentaires d'ordre général sur le séminaire, en particulier de signaler les autres thèmes qui auraient pu être abordés.

Resultat de l'évaluation

Pour tous les critères choisis la majorité des réponses fournies donne « bon » comme appréciation.

Deux exceptions sont à signaler cependant :

- Les objectifs du séminaire : pour la majorité, l'objectif spécifique est atteint d'une façon satisfaisante (mention bonne), alors que l'objectif global est moyennement atteint (mention moyenne).
- L'organisation des groupes de travail autour du thème « proposition de stratégies » : aucune majorité ne se dégage en faveur d'une appréciation unique : ceux qui pensent que le thème a été couvert de façon satisfaisante (mention bonne) sont égaux à ceux qui pensent qu'il a été couvert de façon moyennement satisfaisante (mention moyenne).

C'est finalement au niveau de la question relative aux forces et faiblesses du séminaire et au niveau des commentaires d'ordre général que les participants expriment le mieux leurs appréciations :

Forces et faiblesses

Les forces

- L'échange d'expériences entre participants
- Rencontre des Organisations paysannes faitières et des Organismes d'Appui, rencontre des OPF francophone et anglophones, rencontre entre OPF et universitaires et chercheurs, beaucoup d'expériences échangées, l'échange de documentation entre participants...
- La qualité des exposés
- La variété et la qualité des participants

- La présence de délégués parlant leur langue locale
- L'organisation du séminaire
- Cadre de travail et logistique, privilégier le travail en groupe.

Les faiblesses

- Absence d'une séance de présentation des participants et de leurs activités
- Absence de certaines OPF d'envergure nationale (par exemple, ANOPACI en côte d'Ivoire, AOPP au Mali)
- Difficulté de traduire la qualité des exposés au niveau des travaux de groupe
- Problème de langue : beaucoup de documents en français et peu en anglais, fonctionnement difficile de la traduction simultanée au niveau des travaux en groupe.

D'autres sujets auraient pu être abordés par le séminaire

- Des stratégies sous-régionales de communication et d'information au sein des OPF
- Améliorer les capacités des organisations paysannes de niveau inférieur aux OPF
- Rôle, utilisation et place de l'information et de la communication au sein des OP dans : i) le processus de développement, ii) l'amélioration des revenus des paysans, iii) la programmation des activités
- Le financement des différentes stratégies proposées et l'invitation de quelques bailleurs de fonds pour participer au séminaire
- L'information sur le micro-crédit
- Contribution des OP au développement national en prenant pour cas un pays ACP.

Commentaires d'ordre général

Essentiellement : 3 observations importantes...

- Les modalités de mise en œuvre des résolutions n'ont pas été abordées. En particulier, il n'a pas été défini comment se fera la diffusion des résolutions au niveau des OPF.
- Quel appui, peut-on attendre du CTA dans la mise en œuvre des résolutions du séminaire ? Le CTA est considéré par les OPF comme un bailleur de fonds. Il doit clarifier sa position par rapport à cette question.
- L'animation stratégique pour amener aux buts, surtout lors des groupes de travail, n'était pas suffisante.

...et 2 propositions majeures

- Mise en place d'un carrefour d'échange d'expériences et d'information sur la thématique du séminaire afin de prolonger la dynamique lancée.
- Prévoir des structures permanentes de discussions. Par exemple, un programme régional de formation (lobbying, plaidoirie, compétences en production et gestion de médias, utilisation des NTIC...), un journal régional pour les OPF...

Formulaire d'évaluation

Nous sollicitons votre collaboration pour remplir le questionnaire d'évaluation du séminaire et d'avance vous en remercions. Vos appréciations seront utiles pour la planification d'événements futurs du CTA (réunions, séminaires).

A) Appréciation générale

Je considère que le séminaire a été généralement (entourer la mention utile) :

Mauvais Médiocre Moyen Bon Excellent

B) Objectifs du séminaire

Ils sont rappelés ci-dessous. Veuillez indiquer en utilisant l'échelle de 1 à 5, si ces objectifs ont été atteints. L'échelle va de 1 (objectifs non atteints) à 5 (objectifs totalement atteints). Entourer la mention utile.

Objectif spécifique : proposer des stratégies de renforcement des capacités des organisations paysannes haïtiennes pour la gestion de l'information et de la communication en leur sein.

1 2 3 4 5

Objectif global : contribuer à renforcer le rôle des organisations paysannes haïtiennes et des producteurs dans le processus de développement.

1 2 3 4 5

C) Groupes de travail et thèmes

Les thèmes des groupes de travail sont rappelés ci-dessous. Veuillez indiquer sur l'échelle de 1 à 5 si, suivant votre opinion, ces thèmes ont été bien couverts. L'échelle va de 1 (objectif non atteint) à 5 (objectif totalement atteint). Entourer la mention utile.

1. Groupes de travail sur l'échange d'expériences :

Un même thème pour 4 groupes de travail : « Les pratiques actuelles de gestion de l'information et de la communication au sein des organisations paysannes haïtiennes : Contraintes et succès »

1 2 3 4 5

2. Groupes de travail sur les stratégies

Groupe de travail 1 : « Quelles stratégies de communication à promouvoir en fonction des types d'organisation des organisations paysannes haïtiennes ? »

1 2 3 4 5

Groupe de travail 2 : « Quelles améliorations à apporter aux stratégies d'appui des structures d'appui pour une gestion efficace de l'information et de la communication au sein des organisations paysannes faitières ? »

1 2 3 4 5

Groupe de travail 3 : « Quelles propositions concrètes pour l'exploitation et le développement des NTIC (Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication) au niveau des organisations paysannes faitières ? »

1 2 3 4 5

D) Forces et faiblesses : Veuillez indiquer ce que vous considérez comme :

Un aspect très positif du séminaire

Une faiblesse particulière du séminaire

E) Organisation (cocher la case)

Mauvais Médiocre Moyen Bon Excellent

Informations aux participants
Voyages
Logement/repas
Sessions plénières
Groupes de travail
Visites de terrain
Interprétation

F) Autres sujets – Quels autres sujets auraient dû être abordés pendant le séminaire.

G) Commentaires – Veuillez noter ci-dessous toute autre remarque ou commentaire sur la réunion.

Seminar evaluation

Questionnaire

A questionnaire was sent out to the participants to obtain their opinion of the seminar. Comments were sought on:

- general assessment of the seminar;
- attainment of the seminar objectives;
- coverage of working group topics;
- strengths and weaknesses of the seminar;
- seminar organisation.

The participants were also asked to comment generally on the seminar and, in particular, to mention any other topics that should have been covered.

Evaluation results

Based on the criteria listed, the seminar was assessed as 'good' in the majority of replies. There were, however, two exceptions:

- Seminar objectives: most participants felt that while the attainment of the specific objective was satisfactory (rated as 'good'), the attainment of the overall objective was only moderately satisfactory ('moderate').
- Organisation of working groups on 'proposed strategies': no clear majority appraisal emerged. The same number of people said that coverage of the topic was satisfactory (rated as 'good') as the number who said that coverage was moderately satisfactory ('moderate').

Ultimately, it was the question about the strengths and weaknesses of the seminar and the general comments that elicited the most illuminating comments from the participants.

Strengths and weaknesses

Strengths

- Exchange of experiences between participants.
- Meeting between FFOs and support organisations, between French- and English-speaking FFOs, and between FFOs and academics and researchers, and exchanges of experiences and documents.
- Quality of the papers.
- Variety and quality of the participants.
- Some delegates speaking their local language.
- Seminar organisation.
- Working environment and logistics, group work.

Weaknesses

- Lack of an introduction of participants and their work.
- Absence of some national FFOs, such as ANOPACI (Côte d'Ivoire) or AOPP (Mali).
- Difficulty in carrying over the quality of the papers to the working group level.
- Language barrier: many documents in French but few in English, and problems with simultaneous translation during group work.

Topics not covered in the seminar

- Subregional communication and information strategies within FFOs.
- Improving the capacity of farmers' organisations below FFO level.
- The role, use and place of information and communication within farmers' organisations in the development process, improving farm incomes and planning activities.
- Financing for proposed strategies and the fact that no financial backers attended the seminar.
- Information on micro-credit.
- The contribution of farmers' organisations to national development, taking an ACP country as a case study.

General comments

Three main comments emerged:

- No consideration was given to the details of how resolutions were to be implemented, particularly dissemination at the FFO level;
- The expected support of CTA in implementing the seminar resolutions (CTA is regarded as a funder by the FFOs and should consequently clarify its position in this respect);
- The strategic co-ordination necessary to attain the objectives was lacking, especially in the working groups.

Two key proposals should be noted:

- Creation of a forum for the exchange of experiences and information on the seminar topics, to maintain the momentum;
- Setting up permanent discussion systems, such as a regional training programme (on lobbying, media production and management skills, use of new ICTs, etc.) and a regional newsletter for FFOs.

Evaluation questionnaire

Your cooperation in completing this questionnaire will be greatly appreciated. The information you provide will be useful in planning future CTA's events (meetings, seminars).

A) General Appreciation

In general, I would rate the Seminar as (please circle)

Poor Fair Average Good Excellent

B) Seminar Objectives

The seminar objectives are listed below. Please mark on a scale of 1 to 5 whether, in your opinion, these objectives have been achieved (1 = the objective was not achieved; 5 = the objective was fully achieved). Please circle.

The specific objective: to propose strategies to build the capacity of FFOs for improved information and communication management.

1 2 3 4 5

The overall objective: to contribute to strengthening the role of FFOs and farmers in the development process.

1 2 3 4 5

C) Working Groups and themes

The themes for Working Groups are listed below. Please mark on a scale of 1 to 5 if, in your opinion, these themes were well covered (1 = theme not well covered; 5 = theme fully covered). Please circle.

1. Working Groups on exchange of experiences

The same topic for all four Working Groups: 'Current practices in information and communication management in FFOs: constraints and successes'

1 2 3 4 5

2. Working Groups on strategies

Working Group 1: 'Which communication strategies can be promoted, depending on the types of FFOs?'

1 2 3 4 5

Working Group 2: 'What improvements could be made to the strategies of support organisations to achieve efficient information and communication management in FFOs?'

1 2 3 4 5

Working Group 3: 'What concrete proposals are there for the exploitation and development of new ICTs at the level of FFOs?'

1 2 3 4 5

D) Strengths and Weaknesses: Please indicate what you consider to be:

A particular strength of the Seminar:

A particular weakness of the Seminar:

E) Organisation (please tick)

	Poor	Fair	Average	Good	Excellent
Information to participants					
Travel arrangements					
Accommodation/meals					
Plenary sessions					
Working Groups					
Field tour					
Interpretation					

F) Additional Topics

Which additional topics would you have liked included in the Seminar?

G) Comments – Please write below any general remarks you have about the meeting

Acronymes et abréviations / acronyms and abbreviations

ACP	Afrique Caraïbes Pacifique
ADTPK	Association pour le Développement des Paysans de Tchatibali Kar-Hay
AIC	Association Interprofessionnelle Cotonnière
ANOPACI	Association Nationale des Organisations Professionnelles Agricoles en Côte d'Ivoire
APESS	Association pour la Promotion de l'Élevage au Sahel et en Savane
APM	Réseau Agriculture Paysanne et Modernisation
ARCOPAD	Réseau Africain de Recherche en Communication pour le Développement
BINUM	Association des Producteurs pour le Développement
CAA	Cours d'Apprentissage Agricole
CESAO	Centre d'Études Économiques et Sociaux de l'Afrique de l'Ouest
CFPC	Conseil des Fédérations Paysannes du Cameroun
CGIAR	Consultative Group on International Agricultural Research
CIAL	Local Agricultural Research Committee in Latin America
CIC	Centre d'Information et de Communication
CICC	Comité Interprofessionnel du Café et du Cacao
CLCOP	Cellules Locales de Coopération
CMDT	Compagnie Malienne de Développement des Textiles
CNCR	Conseil National de Concertation et de Coopération des Ruraux
CNOP-CAM	Concertation Nationale des OP du Cameroun
CNPAB	Conseil National des Professionnels Agricoles du Burkina
COOPEC	Coopératives d'Épargne et de Crédit
CRCOP	Cellules Régionales de Coopération
CRDB	Co-operative Development Bank
CRDI	Centre Canadien de Recherche pour le Développement International
CTA	Centre Technique de Coopération Agricole
DDA	Dossier de développement Agripromo
DO	Développement organisationnel
FAO	Food and Agricultural Organisation
FENAFER	Fédération Nationale des Femmes Rurales
FENAGIE-PECHE	Fédération Nationale des GIE de Pêche
FENOP	Fédération Nationale des Organisations Paysannes du Burkina
FEPAB	Fédération Nationale des Producteurs Agricoles du Burkina
FNGN	Fédération National des Groupements Naam
FONGS	Fédération des ONG du Sénégal
FRAO	Fondation Rurale d'Afrique de l'Ouest
FUPRO	Fédération des Unions des Producteurs
GIC	Groupement d'Initiative Commune
GIE	Groupement d'Intérêt Economique
GRET	Groupe de Recherche et d'Echanges Technologiques
ICRAF	International Centre for Research in Agroforestry
INADES-Formation	Institut Africain pour le Développement économique et social-Centre Africain de Formation
IPPTE	Initiative Pays Pauvres Très Endettés
KCB	Kilimanjaro Commercial Bank
KNFU	Kenya National Farmers Union
MFI	Micro-finance Institution
MPZS	Mouvement Paysan de la Zone Soudanienne
MVIWATA	Mtandao wa Vikundi Vya Wakulima
NGO	Non-Governmental Organisation
NPA	New Policy Agenda
NTIC	Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication
OA	Organisme d'Appui
OFNACER	Office National des Céréales
OMC	Organisation Mondiale du Commerce

ONG	Organisation Non-Gouvernementale
OP	Organisation Paysanne
OPF	Organisation Paysanne Faïtière
ORD	Organisme Régional de développement
PASA	Programme d'Ajustement du Secteur Agricole
PGPA	Projet de Promotion des Groupements des Producteurs Agricoles
PNSA II	Programme National des Services Agricoles phase 2
PNIR	Programme National d'Investissement Rural
PROGEM	Promotion Collective des Groupements de Menguene
PSAOP	Projet d'Appui aux Services Agricoles et aux Organisations Paysannes
4R	Réseau des Radios et Revues Rurales
RADHORT	Réseau Africain pour le Développement de l'Horticulture
RIFOD	Réseau d'Information et de Formation sur le Développement
RNB	Radio Nationale du Burkina
ROPPA	Réseau des Organisations Paysannes et des Producteurs Agricoles
SACAS	Saving and Credit Agricultural Society
SACCOS	Savings and Credit Co-operative Society
SADC	South African Development Community
SAILD	Service d'Appui aux Initiatives Locales et de Développement
SCCULT	Saving and Credit Co-operative Union Ligue of Tanzania
SEXAGON	Syndicat des Exploitants Agricoles de l'Office du Niger
SMIAR	Système Mondial d'Information et d'Alerte rapide sur l'alimentation et l'agriculture
SONACOR	Société Nationale de Traitement et de Commercialisation du Riz
SUA	Sokoine University of Agriculture
SYCOV	Syndicat des Cotonniers et Vivriers du Mali
SYPAMO	Syndicat des Producteurs du Mali-Ouest
TNB	Télévision nationale du Burkina
UDP	Union Départementale des Producteurs
UE	Union Européenne
UEMOA	Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine
UFA	Ugandese Farmers Association
UGJA	Union Grecque des Jeunes Agriculteurs
UMADEP	Uluguru mountains agricultural Project
UNJPAB	Union Nationale des Jeunes Producteurs du Burkina
USPP	Union Sous-préfectorale des Producteurs Bénin
WAP	Wireless Application Procol
WARF	West Africa Rural Foundation

